

Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
UFR Culture et communication 2020 – 2021
Master 2 Culture et Communication
Parcours « Médias et rapports sociaux de classe, race, genre »

Les réceptions de la violence contestataire dans la marge urbaine

*Étude des réceptions des cadrages médiatiques portant sur la violence
contestataire auprès de publics lycéens en Seine-Saint-Denis*

Maël Alonzo
(n° 20023880)

Sous la direction de
Erica Guevara
Maîtresse de conférence à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis
UFR Culture et communication 2020 – 2021
Master 2 Culture et Communication
Parcours « Médias et rapports sociaux de classe, race, genre »

Les réceptions de la violence contestataire dans la marge urbaine

*Étude des réceptions des cadrages médiatiques portant sur la violence
contestataire auprès de publics lycéens en Seine-Saint-Denis*

Maël Alonzo
(n° 20023880)

Sous la direction de
Erica Guevara
Maîtresse de conférence à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Remerciements

Je tiens à remercier particulièrement ma directrice de mémoire, Erica Guevara. Ses précieuses remarques tout au long de la recherche m'ont permis à la fois de préciser et de renouveler les approches théoriques déployées. Par son exigence et son dynamisme, elle a encore accentué ma motivation et mon enthousiasme pour le travail d'enquête.

Je remercie tout le master MARGE et l'ensemble de l'équipe pédagogique, pour cette année riche en dépit des difficultés.

Je remercie ma famille, et particulièrement Anne-Claire Malcuit pour son soutien et son aide précieuse.

Sommaire

Introduction.....	6
I. Revue de littérature et cadre théorique.....	9
1. Étudier les réceptions et les usages des médias.....	9
2. Étudier la dimension territoriale des réceptions : les publics dans la marge urbaine	10
II. Question de recherche et hypothèses.....	13
III. Dispositif d'enquête et méthodologie.....	14
1. Le cas d'étude : le département de la Seine-Saint-Denis	14
2. Corpus médiatique.....	16
3. Les entretiens collectifs	17
4. Les questionnaires	18
5. Méthode d'analyse des données	19
6. Une étude exploratoire	20
<i>Structure du mémoire</i>	20

Chapitre I

La violence contestataire dans les médias et son contexte de réception.....	21
I. Les cadrages de la violence contestataire dans les médias.....	21
A. « Casseurs » et « violences urbaines » : deux régimes distincts de représentation médiatique	23
B. Dispositifs de cadrage : produire la violence contestataire comme délinquance	27
C. Cadres diagnostiques : produire l'extérieur de la communauté citoyenne	29
D. Altérisation et production d'un ennemi intérieur	35
II. Publics et contexte de réception	39
A. Milieu social et limites du dispositif d'enquête.....	39
B. Habitudes de consommation des médias et habitus culturels.....	42
C. Compétences politiques et participation.....	45
D. Le public comme communauté expérientielle : la marginalité urbaine comme contexte de réception.....	49

Chapitre II

Types d'interprétation des médias et usages ordinaires de la violence	56
I. Interprétations politiques et interprétations par moralisation	60
A. Interprétations par moralisation.....	60
B. Les interprétations politiques	66
II. Interprétations par matérialisation et par identification	71
A. Interprétations par matérialisation	71
B. Interprétations par identification	76
III. Modes de réceptions et usages ordinaires de la violence	83
A. Modes de réception transparents et interdiscours : les cadrages comme réalité	83
B. Modes de réception médiés : les cadrages comme production	85
C. Modes de réception discursifs : les cadrages comme message idéologique	88
D. Médias sociaux et modes de réception critiques	91

Chapitre III

Asymétries et ambivalences des réceptions.....	96
I. Territorialisation des réceptions et politisation des discussions.....	97
A. Paris – Banlieue : des réceptions différenciées	97
B. Les réceptions comme moments d'activation du politique	102
C. La marge urbaine, une culture critique ?	105
II. Ambivalence des réceptions et régimes de sens	108
A. Expressions contradictoires, réceptions discontinues	109
B. Les régimes de sens de la violence.....	112
C. Typologies des régimes de réception de la violence	116
III. Compétences politiques et positions sociales : l'hétérogénéité des réceptions dans la marge	119
A. Des expériences hétérogènes : positions différenciées dans les rapports sociaux .	119
B. La compétence politique en situation de réception	121
Conclusion	127
Bibliographie	132
Annexes	141
Annexe n°1 Matériaux primaires	141
Annexe n°2 Guide d'entretien.....	144
Annexe n°3 Résumés des extraits vidéo visualisés en entretien	149
Annexe n°4 Questionnaire individuel	153
Annexe n°5 Codes NVivo	156

Introduction

Durant les mobilisations sociales des dernières années, la violence contestataire s'est imposée au cœur du débat public français. En 2016, lors du mouvement contre la loi El Komhri, les répertoires d'action violents déclenchent d'importantes polémiques et font la une des quotidiens nationaux. En 2018 et 2019, avec le mouvement des gilets jaunes, la violence contestataire occupe une place tout aussi forte dans les médias. Les journaux télévisés montrent alors les images des affrontements et des incendies qui bouleversent les Champs Élysées. La base de données *Factiva* recense près de 5000 articles contenant le mot « casseurs » dans la presse nationale en 2018 et 6400 en 2019, contre 940 en 2017 (2021). Plus récemment, lors de la mobilisation contre la loi « sécurité globale » en novembre et décembre 2020, la question de la violence contestataire s'est de nouveau distinguée par sa saillance dans les médias, avec l'omniprésence des images de violence dans les différentes chaînes d'information en continu. Entre fin novembre et fin décembre 2020, 479 articles de presse évoquent ainsi les « casseurs » ou les « black bloc », tous deux figures de la violence contestataire (Factiva 2021). Cependant, la violence contestataire ne s'exprime pas seulement dans le cadre des mouvements sociaux institutionnalisés, majoritairement dans les centres des grandes villes. Elle se matérialise également dans les quartiers populaires à la périphérie des métropoles, où elle s'inscrit souvent dans des mobilisations contre les violences policières. Ainsi, en avril 2020, des révoltes dans différentes communes de la banlieue de Paris – notamment – ont rencontré un certain écho dans les médias. En avril seulement, 156 articles de journaux mentionnent les « violences urbaines », évoquant successivement la « fièvre sociale des quartiers » ou des encore des « affrontements entre police et cités » (Factiva 2021). Ainsi, les violences contestataires qui surviennent dans les manifestations parisiennes et celles qui s'expriment dans les mobilisations en banlieue partagent une forte saillance dans les médias. En outre, la particularité de la violence contestataire, en tant qu'objet médiatique, est qu'elle produit une condamnation unanime de la part des médias, et ce en dépit des différences éditoriales qui traversent le champ médiatique (Chartier 2018 ; Souillard et al. 2020 ; Colin 2019). En effet, les études portant sur le traitement

des mobilisations sociales dans les médias ont montré que la violence est décrite de manière exclusivement négative (McLeod and Hertog 1999).

Dans le contexte de saillance de la violence contestataire dans les médias, ses protagonistes - les « jeunes », les « casseurs » ou les « black bloc » - sont devenus des figures connues pour la majeure partie de la population. Aussi, c'est précisément à travers les médias que chacun·e prend conscience du phénomène, lequel devient un sujet de conversation courant durant les périodes de mobilisation. Par conséquent, alors même que les citoyen·ne·s, dans leur grande majorité, n'en font pas l'expérience directe, la connaissance ordinaire de la violence contestataire est largement médiée par les cadrages des médias. Alors, comment les personnes ordinaires interprètent-elles le discours des médias ? Comment le sens de la violence contestataire est-il produit par les publics en situation de réception ? Ces derniers adoptent-ils des postures d'adhésion, ou au contraire, sont-ils critiques vis-à-vis du discours des médias ?

Les protagonistes des mouvements sociaux tendent à dénoncer le caractère hégémonique des médias, arguant que les images de violences agissent négativement sur la crédibilité politique du mouvement entier, tout en effrayant les potentiels nouveaux entrants. Néanmoins, cette affirmation se trouve peu fondée empiriquement, et les études consacrées à l'impact de la violence dans le succès et le soutien populaire des mouvements sociaux produisent des résultats controversés et très différents selon les approches (Chabanet and Giugni, 2010). Certes, les travaux réalisés sur le traitement médiatique de la violence contestataire ont bien montré que ce dernier est très majoritairement négatif (McLeod and Hertog 1999). Néanmoins, ces études ont conclu de manière trop hâtive sur les effets du discours des médias sur les publics, déclarant sans appui empirique qu'un tel discours mène ces derniers à interpréter la violence contestataire comme des actes de déviance et à désapprouver la mobilisation sociale dans son ensemble (Boyle et al. 2004). Qu'en est-il vraiment de la réception et des usages du discours des médias pour les citoyen·ne·s ordinaires ? Comment le sens des mouvements de contestation est-il construit à partir du récit médiatique ? Une telle question fait écho à un mystère qui parcourt les mouvements sociaux, retranscrit par Gamson dans *Talking politics* :

« armés de fortes analyses suggérant que les gens sont exploités ou meurtris par différentes politiques ou actions étatiques ou privées, nous devons tristement reconnaître que les gens qui précisément sont les plus affectés ne voient pas dans les événements le sens que nous y trouvons » (1992, xi).

Animé par la volonté de percer ce mystère, et de connaître les dynamiques sociales par lesquelles les publics construisent le sens de la violence dans les mobilisations sociales, ce travail de mémoire interroge les réceptions du discours médiatique portant sur la violence contestataire. Avant de poursuivre cette ambition, il convient néanmoins de préciser la nature de l'objet du discours qui nous intéresse : la violence contestataire.

Définir la violence contestataire

Avant d'étudier ses réceptions via le prisme de sa mise en discours dans les médias, il est nécessaire de s'accorder sur une acceptation sociologique de ce qui fonde la violence contestataire. Dans ce but, nous définissons ici la violence contestataire comme un type de répertoire d'action collective impliquant un niveau de confrontation physique supérieur à ceux des mouvements sociaux institutionnels. Elle reprend à de nombreux égards ce que Della Porta et Tarrow (1986) ont appelé violence politique. Elle s'inscrit dans une histoire longue des formes de contestation violentes et de l'action révolutionnaire, notamment dans la seconde partie du XX^{ème} siècle (Sommier 1998). C'est une forme de contestation violente non-rattachée à des institutions ou organisations politiques formelles. Pour autant, elle se différencie des répertoires des mobilisations fortement institutionnalisées, tels que les cortèges syndicaux, les manifestations culturelles ou les sit-in. Dans les années 1990, avec la fin des groupes armés et le rejet des mouvements sociaux pour la violence, elle devient marginale dans les luttes politiques (Sommier 1998). Alors qu'elle s'affirme sous de nouvelles formes lors des mouvements contestataires des deux dernières décennies, la violence contestataire recouvre des techniques de défense collective vis-à-vis de la police (jets de cocktails Molotov, tirs de mortiers d'artifice, ligne de parapluie, barricades), le vandalisme ou le sabotage (Dupuis-Déri 2010).

Ensuite, nous divisons la violence contestataire en deux grands ensembles, en dépit de leur perméabilité. D'une part, nous considérons les violences contestataires qui surviennent dans le cadre des mobilisations collectives larges et institutionnalisées, cohabitant de manière plus ou moins conflictuelle avec des répertoires d'action pacifistes durant les manifestations. D'autre part, nous considérons les violences contestataires qui surviennent en dehors des mobilisations institutionnalisées, dans les périphéries populaires des grandes villes, et souvent en réponse aux violences policières.

Une fois avoir défini la violence contestataire, il s'agit de poursuivre l'interrogation qui motive ce travail : comment les publics construisent-ils le sens de la violence contestataire en situation de réception ? Afin de présenter la démarche scientifique par laquelle nous répondons à cette question, nous établissons ici notre cadre théorique, avant de formuler la problématique qui guide ce mémoire. Puis, nous présentons les hypothèses de travail, et enfin nous exposons le dispositif d'enquête et la méthodologie employée.

I. Revue de littérature et cadre théorique

1. Étudier les réceptions et les usages des médias

Les réceptions sont appréhendées ici comme « *les appropriations, les circulations et les usages concrets des informations médiatiques* » (Goulet 2010, 13). En questionnant les réceptions des médias, ce travail s'inscrit dans plusieurs traditions de recherche, qui ont en commun de s'intéresser aux publics des produits médiatiques – qu'ils relèvent de la fiction télévisée, des discours politiques ou des discours d'information.

Ce mémoire se place d'abord dans le sillage des *cultural studies* britanniques. Au début des années 1970s, les *cultural studies* prennent le contrepied de l'école de Francfort et de la théorie de la culture de masse, en montrant que les publics ne sont ni entièrement passifs ni complètement vulnérables à l'idéologie dominante, dont les médias – en tant qu'industries culturelles – sont désignés comme l'un des principaux vecteurs par des auteurs comme Adorno et Horkheimer (1972). Ainsi, Williams (1961) et Hoggart (1957) montrent que la culture est ordinaire. Les publics produisent du sens, s'approprient et résistent aux contenus médiatiques. La culture est appréhendée comme un ensemble de valeurs, de significations et de « pratiques vécues » (Hall 1986 : 39). Les publics sont considérés comme actifs ; pas en tant qu'ils acquièrent un « supplément d'âme » ; mais parce qu'ils sont les agents de production du sens ordinaire (Le Grignou 2003, 47). L'approche des *cultural studies* se place également comme un dépassement de l'école initiée par Lazarsfeld et Katz avec la théorie du « *two step flow theory* » (1955) et le modèle de Katz des « usages et gratifications » (1973). Pour Hall, l'école de Lazarsfeld, en se concentrant sur les leaders d'opinion, ne permet pas de rendre justice à l'activité des publics ordinaires, et s'inscrit dans une vision excessivement fonctionnaliste des médias – comme garants de l'ordre social (Mattelart and Neveu 2003). Avec Hall et son modèle du codage/décodage, l'accent est mis sur l'autonomie relative des publics dans leurs interprétations et leurs usages des produits médiatiques (Hall 1980). En analysant les rapports de sens qui se produisent entre la production (codage) et la réception (décodage) des médias, « *Ce sont les conditions techniques, sociales, politiques, et les modalités de ces recours aux codes, aux différentes phases du processus, que l'auteur étudie sous les termes de 'codage' et de 'décodage'* » (Le Grignou 2003, 53). Ainsi, le modèle de Hall marque durablement la recherche sur les réceptions. Ensuite, Morley (1980), en analysant les réceptions du programme d'actualités britanniques *Nationwide*, met en application le modèle de Hall. Il démontre comment le milieu social, et plus particulièrement les identités et les expériences collectives liées aux rapports sociaux de classe, de race et de genre, orientent les réceptions et les usages des médias par les publics. Le travail de Morley suggère d'articuler l'approche de Hall avec le modèle sociologique de Bourdieu, ce qui permet d'ancrer les réceptions dans les « compétences culturelles » et les « goûts » socialement différenciés des publics. En France, la sociologie des

publics est plutôt articulée autour du modèle bourdieusien de la légitimité culturelle, et par conséquent moins portée sur l'étude des appropriations et des usages ordinaires des médias (Le Grignou 2003). Les études qui pensent véritablement les usages des publics se situent davantage dans les champs de la sociologie de la lecture (Leenhardt 19994), de la sociologie de l'art - avec le travail de Passeron et Pedler notamment (1991) - ou de la théorie du cinéma (Odin 2000). Ces champs sont plus éloignés de notre objet, et par conséquent nous dialoguons moins avec ces traditions de recherche qu'avec les *cultural studies*.

Ensuite, notre étude hérite des travaux qui, principalement en sociologie politique, portent sur le rapport ordinaire au politique, avec la volonté d'appréhender la « politique par le bas ». Ici, l'accent est mis sur les usages de l'actualité médiatique par les « profanes ». A cet égard, l'ouvrage de Gamson *Talking politics* (1992), en élaborant des outils d'analyse des discussions politiques ordinaires portant sur l'actualité, a ouvert un chantier original et très fécond. En France, les études sur les usages ordinaires du politique et sur la politisation, dans le sillage des travaux de Collovald et Sawicki (1991) et de Le Gall, Offerlé et Ploux (2012), montrent que les groupes sociaux « *ne reconnaissent pas comme politiques les mêmes phénomènes au même moment* » (Bayart 1985, 370). Il s'agit alors d'étudier les usages et les formes que prennent le politique dans les discussions ordinaires, comme les processus par lesquels il « s'active » (Duchesne & Haegel 2004). Ainsi, en étudiant les dynamiques de politisation qui parcourent les réceptions des médias dans les discussions ordinaires, les études de Dolez (2013 ; 2015) ou de Darras & Zambrano (2016) ouvrent des perspectives particulièrement prometteuses. Fort de cette même orientation théorique, Berjaud (2016), dans sa thèse sur les réceptions des discours politiques au Venezuela, lie le travail de Gamson aux travaux francophones portant sur les usages ordinaires du politique. Cette dernière élabore un ensemble d'outils théorique pour analyser les réceptions, dont une typologie très riche des types d'interprétations. Cette typologie s'est trouvée particulièrement adaptée et pertinente pour faire sens du matériau empirique collecté dans le cadre de ce mémoire. Par conséquent, accompagné du modèle de Morley et des *cultural studies*, le travail de Berjaud constitue le cœur de notre cadre théorique.

Après avoir présenté les champs théoriques qui sont mobilisés dans ce travail, de quels publics s'agit-il d'étudier les réceptions ? En effet, il n'existe pas un public, mais bien des publics hétérogènes, et il s'agit de spécifier ici de quelle « communauté d'interprétation » (Dayan 1992) nous étudions les réceptions.

2. Étudier la dimension territoriale des réceptions : les publics dans la marge urbaine

L'originalité de ce travail est de questionner les réceptions depuis la dimension territoriale. Tant en sciences de l'information et de la communication qu'en sociologie ou en science politique, les études de réception ont souvent abordé les communautés d'interprétation

à travers des catégories socio-culturelles partagées (Liebes & Katz 1990). Peu d'études ont questionné les particularités du territoire en tant que communauté d'interprétation. Dans *Everyday television : nationwide*, l'ouvrage majeur de Morley et Brunson (1978), les auteur·rice·s étudient la construction idéologique du texte médiatique, et montrent l'idéologie régionale et nationale qui structure le programme. Pour autant, Morley, dans son « *analyse comparée du décodage des groupes différentiels* », se concentre sur les « groupes sociaux » et ne pose pas la question de l'appartenance territoriale des publics (Brunson & Morley 2005, 257). De la même manière, dans le travail de Gamson (1992), alors que les enquêté·e·s partagent un territoire en commun – la ville de Boston – le rapport à l'espace de vie et ses connexions particulières aux thèmes d'actualité étudiés ne sont jamais mobilisés dans l'analyse pour explorer les réceptions et les usages des médias. Dans la thèse de Berjaud (2016), l'environnement immédiat des enquêté·e·s ne trouve pas non plus son chemin en tant que variable dans l'analyse. Par ailleurs, la dimension territoriale des réceptions est absente des manuels d'introduction à la sociologie des publics (Esquenazi 2010) comme dans les ouvrages établissant une revue de la littérature plus approfondie, comme celui de Le Grignou (2003). Dans les revues qui animent les sciences de l'information et de la communication, comme la revue *Réseaux*, les articles portant sur les réceptions et les usages des contenus médiatiques n'ont pas non plus – à notre connaissance – traité de la dimension territoriale des réceptions. De manière assez représentative, cette préoccupation est absente du numéro de *Politiques de communication* portant sur « les ancrages sociaux de la réception » (2015). Ainsi, la question de la dimension territoriale des réceptions n'a pas été posée de manière approfondie dans la littérature. Pour autant, il nous semble qu'un tel questionnement détient un véritable intérêt heuristique. En effet, le territoire n'est pas seulement un espace géographique, mais aussi un ensemble d'expériences collectives et d'identités partagées (Di Méo, 1998). En tant qu'« espace vécu », le territoire génère un ensemble de relations expérientielles et identitaires à l'espace de vie ; il produit un « être au monde » caractéristique du « milieu » des individus (De Certeau 1984, 117). Dans ce travail, nous appréhendons la marge urbaine principalement à partir de ces deux dimensions – les expériences et les identités collectives – que nous nommons ressources. En effet, elles constituent des ressources dans la mesure où les publics peuvent les mobiliser ou non en situation de réception pour interpréter les médias. Ainsi, en se situant à l'échelle du territoire, ce mémoire tente comprendre les réceptions et les usages des médias à la lumière des expériences et des identités qui structurent les publics à l'échelle locale. En effet, comme l'écrivent Darras et Zambrano en reprenant Lazarsfeld,

« l'expérience vécue ensemble des rapports sociaux au quotidien et au local, les rapports au travail, au voisinage, au quartier, aux autres membres de la famille construisent une identification genrée, de quartier, de village, mais aussi de classe (sociale). Ces dispositions orchestrées dans un habitus vont ensuite permettre très directement de redonner sens aux contenus médiatiques auxquels on s'expose » (2016, 280).

Pour autant, si elle s'attache avant tout à cerner les dynamiques partagées au sein des marges urbaines, cette recherche prête une attention particulière aux dynamiques de

différenciation sociale qui lui sont internes, dans la mesure où elles sont tout aussi déterminantes dans les réceptions et les usages des médias (Sujeong 2004 ; Comby et al. 2011 ; Balland & Zambrano, 2015). Une telle démarche suppose de faire une place à l'analyse des compétences politiques des publics, c'est-à-dire leur connaissance du champ politique et de ses structurations idéologiques, ainsi que leur capacité à s'exprimer sur des sujets politiques (Gaxie 1978). Elle suppose aussi de considérer les habitus culturels des publics. Bourdieu définit l'habitus comme un « *système de dispositions durables et transposables* », incorporé par les individus au cours de leur vie sociale (1980, 88). Dans le sous-champ de la culture, l'habitus représente l'ensemble des dispositions, et attitudes des individus dans leur consommation des produits culturels. Aussi, l'étude des différences sociales qui parcourent les publics accompagne notre démarche. Associant une telle perspective à la réflexion sur la dimension territoriale des réceptions, ce mémoire souhaite développer l'agenda de recherche proposé par Balland, Berjaud et Zambrano, selon lequel :

« en rapportant les pratiques de réception à leurs inscriptions sociales et à leurs conditions sociales de possibilité, nous proposons une manière de travailler au plus près sur la différenciation des pratiques des récepteurs, diversement positionnés dans l'espace social, et d'interroger leurs logiques d'appropriation des discours médiatiques » (2015, 12).

Ainsi, en étudiant les usages des médias depuis les pratiques ordinaires du quotidien et à partir du territoire, ce travail s'emploie à penser les réceptions et les usages ordinaires des médias « par le bas ».

Nous choisissons de localiser les réceptions en deçà de l'échelle de la métropole, dans la marge urbaine. Si ces dernières ont longtemps été étudiées dans leur rapport à la pauvreté, à leurs manques et à leurs déficiences supposées (Kipfer & Dikeç 2019), une nouvelle génération de travaux s'attache à comprendre les rapports de sens qui s'y jouent. Ces derniers questionnent notamment la construction des identités et des mémoires collectives ainsi que les résistances ordinaires à l'échelle du quartier (Hernández 2017 ; Annunziata & Rivas-Alonso 2018). En France, les recherches sur les usages des médias par les classes populaires sont moins guidées par l'ancrage territorial que par les conditions sociales liées à la classe (Goulet 2010). Or, la classe sociale n'est pas seule à déterminer les réceptions et les usages des médias. En effet, la position des publics dans les rapports sociaux s'exprime également par leur appartenance territoriale à des espaces géographiques qui correspondent à cette position (Wacquant 2019). Les rapports sociaux s'ancrent dans l'espace, notamment dans les espaces de la ville. En France, les classes populaires, et particulièrement celles qui sont issues de l'immigration nord-africaine et subsaharienne, sont marginalisées à la périphérie des villes, et sont perçues comme indésirables dans les espaces dominants, les centres (Estebanez & Raad 2016). Aussi, la marge urbaine, dans ce travail, est appréhendée en tant que relation aux espaces légitimes de la ville. Nous portons une définition de la marginalité ancrée dans la tradition critique de l'école de la dépendance (Furtado 1964). Aussi, la marginalité n'est pas considérée comme le résultat d'un abandon des pouvoirs publics, mais comme une production consubstantielle du développement

économique des centres urbains (Hernández 2017). Elle est appréhendée comme « *une construction sociale produite délibérément par la classe dominante afin d'accomplir des objectifs poursuivis de contrôle social, d'exclusion sociale et d'exploitation économique* » (Mehretu, Pigozzi & Sommers 2000, 92). Aussi, l'appartenance territoriale à la marge – en tant que marqueur de classe et de race - implique une inscription dans des rapports symboliques qui détermine le rapport aux produits médiatiques. En effet,

« la marginalité ne se réfère pas seulement au développement urbain à la marge des villes, les périphéries, mais aussi à l'éventail entier d'expressions socio-économiques, politiques et culturelles qui sont considérées comme ne correspondant pas au standard minimum nécessaire pour achever une participation adéquate dans la société » (Hernandez 2017, xi).

L'expérience de la précarité économique, de la stigmatisation dans les médias et plus largement de l'oppression, produit des mécanismes de production de sens partagés dans la marge urbaine, et ce en dépit des propriétés sociales différenciées des habitant·e·s (Wacquant 2006). Les identités liées à la marginalité urbaine s'insèrent également dans les rapports de sens. Ces questions ont notamment été travaillées par la sociologie urbaine française dans les travaux de Wacquant (2006) ou Kokoreff (2009). Dans la mesure où cette échelle permet d'étudier les rapports ordinaires aux médias et plus largement au politique dans les classes populaires, non pas à partir des « propriétés » sociales des publics, mais à partir de leur matérialisation dans la ville, nous choisissons dans ce travail d'étudier les réceptions dans la marge urbaine.

II. Question de recherche et hypothèses

Après avoir présenté les traditions scientifiques et l'agenda de recherche dans lesquels s'inscrit ce travail, il convient désormais de formuler la question de recherche qui guidera ce dernier. Aussi, nous formulons la question suivante : *Comment les réceptions des cadrages médiatiques portant sur la violence contestataire se construisent-elles dans les marges urbaines ?* A cette question, répondent deux hypothèses, qui motivent l'enquête :

1. Nous faisons d'abord l'hypothèse que les publics mobilisent des ressources liées à la marge urbaine pour faire sens de la violence contestataire en situation de réception.
2. Ensuite, nous faisons l'hypothèse que la mobilisation de telles ressources par les publics encourage les postures critiques vis-à-vis des cadrages médiatiques.

Après avoir établi la question de recherche et les hypothèses, nous présentons désormais le dispositif d'enquête qui nous permet d'opérationnaliser la recherche.

III. Dispositif d'enquête et méthodologie

Ce travail de mémoire se base sur une étude de cas. S'il se situe à l'opposé des approches déductives entièrement motivées par un débat théorique et basées sur le test de variables prédéfinies, il porte une approche inductive qui se distingue de l'approche monographique défendue par des auteurs tels que Passeron et Revel (2005), pour qui « *le cas vaut avant tout par son incommensurabilité, par sa singularité irréductible.* » (Pinon 2019, 50). Aussi, nous défendons le potentiel pour une étude de cas de monter en généralité, et d'élaborer une proposition théorique. Cette approche est celle défendue par la *grounded theory* (Corbin & Strauss 1990). Nous défendons, avec Walton, que les cas sont des « *configurations sociales particulières comportant une part d'universel* » (1992, 121). Aussi, l'objet doit se construire « chemin faisant », par un aller-retour entre la théorie et les matériaux empiriques (Becker 2008).

La place souhaitable de la théorie et de l'empirique dans les sciences sociales est l'objet de nombreux débats dans la littérature, notamment autour de la controverse qui dans les années 2000 oppose les ethnographes Duneier (Duneier & Carter 1999) et Anderson (1999) – partisans d'une logique d'enquête idiosyncratique – à un ensemble de critiques, dont celle de Wacquant, pour qui l'approche micro centrée sur les catégories ordinaires de perception des enquêté·e·s manque d'ancrage théorique et échoue à produire une connaissance scientifique (2002). Nous retenons ici la réponse faite par Wilson et Chaddha (2010) à cette controverse, réponse qui tente de concilier les deux pôles en affirmant qu'une bonne enquête doit revendiquer et expliciter la motivation théorique de son objet, tout en laissant la possibilité au matériau de redéfinir et de faire évoluer les questions qui guident la recherche. Ainsi, nous affirmons également la nécessité de lier la démarche inductive à un projet scientifique clair, que nous avons présenté dans la première partie de cette introduction. Ce dernier est un projet critique, et il convient de reconnaître le caractère politique de l'enquête :

« Même si elle s'efforce toujours de respecter des normes de scientificité et ne cesse de s'interroger sur l'étrangeté du faire social, l'enquête ethnographique dans les sociétés contemporaines n'est pas un outil neutre de la science sociale. Elle est aussi l'instrument d'un combat à la fois scientifique et politique » (Beaud & Weber 1997, 8).

Dans la mesure où l'entreprise scientifique de ce travail implique un questionnement sur les réceptions dans la marge urbaine, il convient désormais de présenter le terrain choisi.

1. Le cas d'étude : le département de la Seine-Saint-Denis

Nous choisissons de mener une enquête de terrain dans le département de la Seine-Saint-Denis, dans la périphérie nord de Paris. Dans la sélection du cas d'étude, l'« exemplarité » du cas, au sens de sa correspondance particulière avec un objet prédéfini (Seawright & Gerring 2008) – la marge urbaine – a contribué à notre choix autant que les considérations pratiques,

parmi lesquelles l'accès au terrain. En effet, comme le rappelle Walton : « *Dans la recherche telle qu'elle se pratique, les cas sont choisis pour toutes sortes de raisons, allant de considérations pratiques à des considérations stratégiques en passant par la familiarité et la fascination* » (1992, 125). Pour autant, le choix du département nous est apparu comme étant particulièrement pertinent au vu de notre objet, car s'il n'est pas homogène, plusieurs éléments permettent bien de le caractériser comme marge urbaine.

D'abord, la Seine-Saint-Denis montre des indicateurs forts de précarité économique et sociale. Avec 40 communes et plus de 1 600 000 habitants au total, le taux de pauvreté y est de 28% toutes tranches d'âge confondues, contre 15,2% à Paris (Insee 2021). Le revenu médian y est beaucoup plus bas qu'à Paris (Insee 2021). Par ailleurs, les jeunes se trouvent moins qualifiés et plus exposés au chômage, qui touche déjà 18% de la population active, contre 12% à Paris et 8,8 % sur toute la France (Insee 2020). Entre 18 et 24 ans, seulement 53% des jeunes restent scolarisés, contre 73% à Paris (Insee 2020). Le système d'éducation est moins performant et surtout moins reconnu que dans la capitale, ce qui conduit à d'importantes discriminations envers les élèves issus des lycées du département dans l'accès à l'éducation supérieure. Concernant les taux de violence, les violences interpersonnelles, incluant les vols et différents types de violence physique, sont sensiblement plus élevées en Seine-Saint-Denis que dans le reste du territoire français (Bernadi et al. 2021).

Ensuite, le département est marqué par les rapports sociaux de race qui structurent la société postcoloniale française. En France en effet, les marges urbaines sont produites par des mécanismes de marginalisation hérités de la colonisation, qui fonctionnent notamment sur le mode de l'assignation raciale. Aussi, l'histoire des communes de Seine-Saint-Denis est liée à celle de la colonisation et aux vagues d'immigration qui l'ont accompagnée. Aujourd'hui, la part de personnes immigrées résidant dans le département est largement supérieure à la moyenne nationale (30% contre 20% à Paris et 10% pour toute la France) (Insee 2020). Dès la fin des années 1970, les grands ensembles construits à la périphérie des grandes villes françaises accueillent un nombre important d'immigré·e·s issus du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne. Puis, cette installation s'accompagne d'une prolétarianisation des grands ensembles, dans la mesure où les habitant·e·s les plus aisé·e·s les quittent massivement pour accéder à la propriété (Sedel 2009).

Aussi, le département de la Seine-Saint-Denis est l'objet d'un mouvement, initié à la fin des années 1970, d'étiquetage des grands ensembles comme quartiers d'immigré·e·s pauvres, et stigmatisés en tant que tels (Sedel 2009). En effet, dès la fin des années 1970, et pendant les décennies qui suivent – notamment après les émeutes de 2005 – les banlieues se voient stigmatisées dans les médias. Construits comme un problème public de délinquance autour de la figure du « jeune de quartier », les quartiers populaires des villes de banlieue parisiennes sont décrits dans les médias comme des zones pathologiques dans lesquelles il convient d'agir par la force (Sedel 2009). Alors, la construction des banlieues comme un problème public et son

inscription à l'agenda ouvre la voie à nombre de politiques publiques. Dans les années 2000, ces dernières passent d'une volonté d'intégration et de discrimination positive à une politique de répression, avec le durcissement de la justice et de l'action policière (Sedel 2009). Aussi, la dynamique de marginalisation en Seine-Saint-Denis à cela de particulier qu'elle s'appuie non seulement sur des catégories liées à la classe, mais aussi à la race, dans un contexte d'oppression postcoloniale. En effet, la construction de la figure du « jeune de banlieue » emprunte largement à celle de l'homme arabe, héritée de la colonisation (Fassin & Fassin 2006 ; Shepard 2017). À partir des années 1990, la religion musulmane devient un objet de panique morale importante, et des associations se créent dans l'imaginaire dominant entre l'islamisme, le terrorisme et les banlieues (Sedel 2009). Par ailleurs, le commerce de la drogue dans les quartiers populaires devient le symbole de leur perversion, et est désigné comme un fléau auquel il convient de remédier par la répression. Ainsi, la figure du « jeune de banlieue » dans les médias produit un ennemi intérieur (Rigouste & Deltombe 2005), dont l'appartenance à la classe populaire et à une identité ethno-raciale présumée préfigurent des comportements déviants, hostiles à la république, et plus généralement, à la France (Lochard 2016). La situation postcoloniale est donc un élément central dans la production du territoire étudié en tant que marge, et par conséquent elle est déterminante pour comprendre le rapport des publics aux médias *mainstream*.

Le département de la Seine-Saint-Denis fait donc preuve d'une cohérence, en tant que territoire marginalisé à la périphérie de la capitale française. Par conséquent, y étudier les réceptions du discours des médias portant sur la violence contestataire est pertinent au regard de l'angle de recherche adopté.

2. Corpus médiatique

Notre étude porte une analyse multi-niveau, dans la mesure où elle étudie ensemble les médias et les réceptions. Cette approche, déjà portée par les *cultural studies*, comme dans la double étude de Brunsdon et Morley sur le programme *Nationwide* (2005) suppose de comparer les discours des publics avec le discours médiatique. Dans la mesure où l'analyse des corpus médiatiques est un préalable nécessaire à l'étude des réceptions, il s'agit donc de définir quels médias seront étudiés. Nous nous concentrons ici sur la télévision, dans la mesure où elle constitue une source d'information centrale dans les pratiques des usager·ère·s des classes populaires (Coulangeon 2003). Nous choisissons d'étudier la chaîne BFMTV. C'est une des premières chaînes d'information privée françaises. En ce sens, elle est une expression du discours médiatique *mainstream* dont nous cherchons à cerner les réceptions (Jeandot 2016).

Comme nous l'avons mentionné au départ de l'introduction, nous distinguons deux types de violence contestataire, selon l'espace urbain dans lequel elle se matérialise. Aussi, nous choisissons de constituer notre corpus médiatique en nous concentrant sur deux

événements qui ont été saillants dans la presse durant les derniers mois, chacun caractérisé par un type de violence distinct : d'une part, la mobilisation contre la loi sécurité globale du 28 novembre 2020 dans le centre de Paris, et d'autre part, les mobilisations dans plusieurs banlieues françaises en réponse aux violences policières à Villeneuve-la-Garenne entre le 19 et le 25 avril 2020. Le corpus médiatique est composé en tout de 27 vidéos, de deux à cinq minutes en moyenne. Quinze d'entre elles portent sur la mobilisation du 28 novembre 2020. Les douze autres portent sur les mobilisations du 20 et du 21 avril 2020. La constitution du corpus ne s'est pas faite sur le mode de l'exhaustivité complète, mais la grande majeure partie des vidéos disponibles sur le site de BFMTV ont pu être collectées. Toutes les vidéos recueillies sont retranscrites. Les images ne font pas l'objet de l'analyse, seul le texte audio est étudié. A ce corpus principal, nous ajoutons un corpus secondaire, composé de 16 articles de presse, collectés sur les sites de BFMTV, Libération, Le point, Le parisien et l'express, et portant sur les révoltes entre le 20 et le 23 avril 2020. Ce corpus, pour autant, ne correspond pas à la nature télévisuelle du discours médiatique que nous questionnons ici. Par conséquent, il détient un statut secondaire et ne sera mobilisé que de manière marginale dans l'analyse. Il permet principalement de contrôler la correspondance du discours BFMTV à la tendance générale portée par la presse généraliste concernant les mobilisations en banlieue.

3. Les entretiens collectifs

L'instrument principal de collecte de données dans cette enquête est l'entretien collectif. Les entretiens collectifs sont largement utilisés dans les études de réception, ainsi que dans l'ensemble des enquêtes portant sur les discussions ordinaires (Wilkinson 1998 ; Duchesne & Haegel 2008). Ils constituent le corps du matériel empirique sur lequel se base notre analyse. En effet, les réceptions sont toujours collectives et sociales, et le sens des médias s'élabore dans l'interaction avec les autres membres du public (Berjaud 2015). Les téléspectateur·rice·s échangent et débattent des contenus diffusés, et en construisent le sens collectivement. En général, les entretiens collectifs permettent de travailler sur deux types d'objets : les interactions du groupe et les significations partagées (Duchesne & Haegel 2008). Ici, c'est bien ce dernier objet qui nous intéresse. En effet, au contraire des entretiens individuels, les entretiens collectifs permettent de saisir les mécanismes collectifs d'élaboration du sens. Dans les entretiens individuels, le biais de désirabilité sociale impose un certain degré de formalité et génère une forme d'autocensure dans l'énonciation qu'il est difficile de dépasser (Criado 1997). Dans les entretiens collectifs, si un tel biais ne disparaît pas, il est atténué, dans la mesure où les enquêté·e·s doivent s'aligner sur les normes d'énonciation du groupe davantage que sur celles de l'enquêteur·rice (Criado 1997). Par ailleurs, nous organisons les entretiens collectifs avec des participant·e·s qui se connaissent au préalable – des « groupes d'interconnaissance » -, afin d'éviter de trop nous écarter des groupes d'interactions « naturels » (Duchesne & Haegel 2008), en dehors desquels des discussions sur les violences contestataires sont peu probables dans un

autre contexte que celui de l'entretien. Nous mettons en place des groupes de quatre ou cinq personnes. En effet, selon Duchesne et Haegel, « *pour analyser plus finement les processus d'interactions individuelles qui sont à la base des processus de construction sociale du sens, il est préférable de travailler sur des groupes de petits effectifs* » (2008, 53). Ainsi, l'usage des entretiens collectifs est particulièrement adapté à notre objet, et les données collectées dans ce cadre constituent notre matériau empirique principal.

Les entretiens sont conduits sur un mode semi-directif (Longhurst 2003). Le guide d'entretien – disponible en annexe de ce travail – comprend trois parties. La première se compose de questions sur l'espace de vie des enquêté·e·s, sur l'actualité en général et sur les différents types de violence qu'il est possible de distinguer. La deuxième section concerne directement les mobilisations sociales et la violence contestataire. La troisième section consiste en une visualisation collective de trois vidéos de deux à quatre minutes évoquant des violences contestataires. Les deux premières portent sur la mobilisation du 28 novembre 2020, et la troisième porte sur la mobilisation du 21 avril 2020.

Dans le cadre de ce travail, nous avons réalisé trois entretiens collectifs, dans trois lycées généraux de Seine-Saint-Denis. Nous avons recruté les participant·e·s par le relais des conseiller·ère·s principaux·alles d'éducation ou des documentalistes des lycées. L'objectif de base de ce travail était de travailler à élargir notre échantillon en « boule de neige », en agrandissant notre réseau au fur et à mesure des entretiens, et à travers un principe de « diversification sociale », en multipliant les points d'ancrage afin d'assurer la diversité des affinités politiques et des situations sociales des enquêté·e·s (Gaxie 2011). Nous avons ainsi tenté d'obtenir des entretiens grâce à nos contacts personnels, puis en distribuant plusieurs centaines de lettres d'invitation dans les boîtes aux lettres des habitant·e·s de la commune de Saint-Denis, mais nous n'avons reçu aucune réponse positive. Nous avons également distribué des lettres d'invitation aux parents d'élève à la sortie d'une école, mais cette stratégie ne s'est pas non plus avérée efficace. Aussi, après plusieurs mois de tentatives soldées par des échecs, nous avons choisi de recentrer notre échantillon sur un public plus homogène, celui des lycéen·ne·s en terminale dans les lycées généraux du département. Nous avons fait ce choix car notre appartenance à l'institution scolaire via l'université établissait une proximité avec le personnel des lycées, et facilitait ainsi l'entrée sur le terrain. De plus, les lycéen·ne·s présentait l'intérêt d'incarner un public jeune et assez politisé, ce qui assurait d'obtenir des entretiens assez riches. Nous présentons les différents groupes et les enquêté·e·s qui les constituent plus en détail dans le premier chapitre de ce travail.

4. Les questionnaires

Afin d'explorer un certain nombre de variables sociologiques concernant les participants, nous distribuons un questionnaire personnel à l'issu des entretiens, dans lequel

chaque participant·e·s précise ses habitudes de consommation des médias, son orientation politique et son niveau d'engagement politique, son niveau de formation, sa situation professionnelle et son origine sociale. Les réponses sont répertoriées et analysées via l'interface *google form*, qui permet d'établir des statistiques à partir de chaque question. Le questionnaire distribué est disponible en annexe.

5. Méthode d'analyse des données

L'analyse des données est basée sur le travail de codage. Charmaz, qui développe l'approche de Corbin et Strauss (1990), place le codage à la base de la *grounded theory* :

« Le codage est le processus analytique principal dans la grounded theory. Cela signifie poser des questions analytiques aux données, catégoriser des segments de données via un nom court (un code), et mobiliser ces codes pour classer et développer une compréhension de ce qui survient dans la situation sociale étudiée » (2006, 42-43)

Les entretiens sont retranscrits intégralement. Le codage des données du corpus d'entretiens et du corpus médiatique principal est opérationnalisé selon une méthode mixte, qui associe une analyse assistée par ordinateur, via le logiciel NVivo, à une analyse manuelle. Comme le défendent Maher et al., *« le codage avec des post-it, des feutres, du papier et des tableaux, combiné avec des logiciels tels que NVivo, prodigue une analyse testée et valide pour la génération de la grounded theory » (2018, 12)*. Dans la première phase d'analyse, exécutée via le logiciel NVivo, nous parcourons les retranscriptions des entretiens et des extraits de vidéo, et associons chaque segment de texte à plusieurs unités sémantiques de base, que nous nommons « codes ». Les codes prennent la forme de mots tels que « incendie », « filmer » ou « tensions ». Nous formons 130 codes, disponibles en annexe. Ces unités sémantiques sont directement issues des échanges entre les enquêté·e·s ou des extraits vidéo, et ne comportent pas de dimension analytique. Ensuite, l'analyse est différente pour le corpus médiatique et pour le corpus d'entretiens.

Pour l'analyse du discours des médias, les codes sont regroupés en « cadrages ». Les cadrages sont des dispositifs de sélection et de saillance qui produisent le sens des événements décrits (Entman 1993). En analysant les cadrages médiatiques, nous tentons ainsi de comprendre comment la violence contestataire et ses responsables sont décrits, ainsi que la place qu'ils occupent dans le discours de BFMTV. Le cadre théorique et les outils mobilisés dans l'analyse des cadrages sont précisés dans le premier chapitre de ce mémoire.

Concernant l'analyse des entretiens, nous regroupons les unités sémantiques - les codes - en *topoi* (Anscombe & Ducrot 1993). Les *topoi* sont des lieux communs qui s'établissent *« comme des vérités partagées par une communauté discursive imaginaire » (Dufour, Laurin-Lamothe & Peñafiel 2019, 127)*. Ces derniers prennent la forme de courtes propositions telles que « les casseurs gâchent le message » ou « la police abuse de son autorité ». Enfin, nous regroupons les *topoi* en grands thèmes, tels que « quartier », « révolte » ou « police ». Le but

de cette démarche inductive est de laisser le matériau empirique définir les catégories analytiques de notre travail, afin de faire correspondre les concepts au terrain et non l'inverse (Becker 2008). En effet, « *dans la grounded theory, la théorie est développée à partir de et est ancrée dans les données. Il est important de rester proche des données, de rester ouvert et flexible à des perspectives émergentes* » (Maher et al. 2018, 2). Ici, le travail de recherche consiste à mobiliser les typologies proposées par les études de réception pour explorer les pistes qui émergent de l'analyse. Nous avons mené le travail d'élaboration théorique et d'analyse dans le même temps, en prenant soin d'entretenir un aller-retour entre les dimensions empiriques et conceptuelles. Ainsi, c'est à partir des thèmes dégagés par l'analyse que le cadre théorique proposé par Berjaud (2016) nous est apparu comme le plus adapté pour faire sens de notre matériau empirique.

6. Une étude exploratoire

Si elle porte l'ambition de monter en généralité et de mener un travail d'élaboration théorique, cette étude se place avant tout dans une perspective exploratoire. Pour Pierre en effet, les études de cas « *génèrent au mieux des hypothèses ; seule la comparaison permet d'attester la généralité de l'impact de certaines variables et de construire la théorie* » (2005, 449). En l'absence de comparaison, il n'est pas possible ici de caractériser les *spécificités* des réceptions des publics dans la marge urbaine. Néanmoins, il est possible d'interroger la manière avec laquelle les publics dans la marge mobilisent les ressources relatives à leur territoire. C'est véritablement cette problématique qui guide ce mémoire. Aussi, ce travail vise à générer des hypothèses sur le rôle du territoire dans les réceptions, qui pourront ensuite être reprises et développées dans le cadre de recherches plus approfondies.

Structure du mémoire

Dans un premier chapitre, nous présentons la structure des cadrages médiatiques de la violence contestataire ainsi que les propriétés sociales du public et les conditions de réception. Dans un deuxième chapitre, nous étudions les types d'interprétations et les modes de réception des médias, dans leur relation avec les usages ordinaires. Dans un troisième chapitre enfin, nous analysons les asymétries et les ambivalences du discours des publics, et générons des hypothèses sur la mobilisation du territoire dans les réceptions.

Chapitre I

La violence contestataire dans les médias et son contexte de réception

Dans ce premier chapitre, nous exposons le « discours initial » des médias ainsi que les conditions sociales de sa réception. Afin d'analyser les circulations, les correspondances, les résistances et les usages des médias dans les discours des publics, il s'agit de connaître au préalable la structure du discours médiatique dominant. Il convient également de présenter les « ancrages sociaux des réceptions » (Balland, Berjaud & Zambrano 2015), non pas pour « contrôler » un ensemble de variables sociologiques, mais bien pour problématiser les propriétés sociales des publics dans l'analyse. Ainsi, ce chapitre a pour but de préparer l'étude des réceptions en situant à la fois le message auquel les publics sont exposés et le public lui-même. Aussi, après avoir étudié les cadrages de la violence contestataire dans le discours de BFMTV (I), nous présentons les propriétés sociales des publics (II).

I. Les cadrages de la violence contestataire dans les médias

Morley écrit que « *les publics produisent du sens, mais doivent travailler à partir de contenus qui ont été présélectionnés et organisés d'une manière particulière par les producteurs* » (Morley 2003, 122). Ici, nous nommons cette organisation particulière « cadrages ». Aussi, cette partie a pour but de produire une analyse approfondie des cadrages médiatiques de la violence contestataire. Par conséquent, nous engageons un dialogue avec la littérature sur les cadrages (*frame studies*), majoritairement ancrée dans la sociologie anglo-saxonne. Nous complétons l'approche en termes de cadrages en mobilisant les études critiques des médias issues des *cultural studies*.

Les études de cadrages proviennent de la psycho-sociologie, notamment avec l'œuvre de Schutz (1972) puis avec celle de Bateson (1972). C'est véritablement Goffman qui popularise la notion de cadre dans son ouvrage *Frame Analysis* (1978), définissant l'analyse en termes de cadrage comme l'examen des principes d'organisation de l'expérience. Pour ce dernier, les cadres sont des « *principes d'organisation qui gouvernent les événements – du moins sociaux – et notre engagement subjectif envers eux* » (Goffman 1978, 11). Intégrant les différentes critiques qui lui sont adressées, l'approche en termes de cadrage fait ensuite l'objet de nombreuses élaborations théoriques et se précise. Entman, qui effectue un travail considérable dans l'optique de consolider ce champ d'étude, définit le concept de cadrage de la manière suivante :

« Un cadrage implique essentiellement une sélection et une saillance. Cadrer, c'est sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et les rendre encore plus saillant dans un texte de communication, de manière à promouvoir une définition spécifique du problème, une interprétation causale, une évaluation morale et/ou la recommandation d'un traitement pour l'élément décrit » (1993, 56).

Plus adaptée dans le cadre d'études sur les discours des médias, cette définition est celle que nous retiendrons pour ce travail. En effet, s'éloignant de son ancrage dans la psychologie sociale et dans la sociologie interactionniste de Goffman, la notion de cadrage a été mobilisée dans l'étude des cadrages médiatiques portant sur les mouvements sociaux, notamment avec les travaux de Gitlin (1980) puis de Gamson (1989). Ainsi, l'étude des cadrages a peu à peu produit un sous-champ de recherche particulièrement pertinent au regard de notre étude qui concerne l'analyse spécifique des cadrages portant sur les mobilisations collectives : le « *protest paradigm* » (Chan & Lee 1984 ; McLeod & Hertog 1999). Déjà évoquées en introduction, les recherches du *protest paradigm* ont montré que les médias dominants tendent à couvrir défavorablement les groupes qui mettent en cause de manière significative les normes sociales dominantes et le *statu quo* de l'ordre social (Boyle et al. 2004). Auteurs classiques du modèle, McLeod et Hertog démontrent que les cadrages médiatiques portant sur les mobilisations partagent cinq dimensions principales : la surexposition de la violence, la dépendance aux sources et aux définitions officielles, l'invocation de l'opinion public, l'invisibilisation des causes sociales de la mobilisation, et enfin la diabolisation des manifestants (1999). Snow, Vliegenthart et Corrigan-Brown, dans un article sur les cadrages médiatiques portant sur les émeutes de 2005, produisent une typologie qui distingue les cadrages diagnostiques, par lesquels les médias définissent les causes d'un problème, et les cadrages pronostiques, par lesquels ils désignent une solution (2007). Ainsi, les outils d'analyse du « *protest paradigm* » nous accompagnent au cours de notre travail afin de faire sens des cadrages médiatiques rencontrés dans les extraits de BFMTV.

Ensuite, afin d'inscrire l'analyse des cadrages dans les enjeux plus larges de lutte de sens qui se jouent dans le cadre des mobilisations collectives (Contamin 2010), nous engageons un dialogue avec les études critiques issues des *cultural studies*. Alors que les études en termes de cadrage se sont concentrées sur l'inscription des cadrages médiatiques dans les rapports sociaux (Entman & Rojecki 2010 ; Rose & Baumgartner 2013), elles n'ont considéré que rarement leurs implications plus larges sur le plan politique. Nous tentons ici d'articuler ces différentes dimensions. A cet égard, les travaux de Dalibert nous permettent de penser l'articulation des rapports sociaux de classe et de race avec des dynamiques politiques et sociales plus larges à l'échelle de la nation (2020). Ainsi, l'objectif, avec l'analyse en termes de cadrages, n'est pas de cerner la manière avec laquelle les médias « déformeraient » le réel, mais bien le mode de connaissance déployé par les médias à travers des structures discursives dominantes (Van Dijk 1991). Dans cette partie, nous portons un agenda de recherche défendu par Bourdieu, selon lequel

« La science sociale a affaire à des réalités déjà nommées, déjà classées, porteuses de noms propres et de noms communs, de titres, de signes, de sigles. Sous peine de reprendre à son compte sans le savoir des actes de constitution dont elle ignore la logique et la nécessité, il lui faut prendre pour objet les opérations sociales de nomination et les rites d'institution à travers lesquels elles s'accomplissent » (1982, 99).

D'abord, les cadrages de BFMTV portant sur la violence contestataire s'inscrivent dans deux régimes distincts de représentation médiatique (A). Deuxièmement, le discours télévisuel a recours à des dispositifs de cadrage qui disqualifient la violence contestataire à travers sa surexposition et son inscription dans une trame narrative (B). Troisièmement, les cadrages diagnostiques de BFMTV situent la violence contestataire à l'extérieur de la communauté citoyenne (C). Enfin, les cadrages médiatiques font des auteur·rice·s de la violence contestataire un ennemi intérieur (D).

A. « Casseurs » et « violences urbaines » : deux régimes distincts de représentation médiatique

Afin d'analyser les cadrages médiatiques présents dans notre corpus, il convient d'établir les régimes de représentation dans lesquels ils s'inscrivent. En effet, les cadrages ne sont pas ahistoriques, ils héritent au contraire d'une histoire politique des représentations. Dans notre corpus, il apparaît que les cadrages de BFMTV portant sur les mobilisations du 20 et 21 avril 2020 et ceux portant sur la mobilisation du 28 novembre sont sensiblement différents. Le syntagme « violence urbaine » qui est majoritairement employé pour évoquer la violence contestataire dans les banlieues, alors que le lexème « casseur » est majoritairement mobilisé pour désigner les responsables des violences dans les manifestations parisiennes. Pourtant, les répertoires d'action employés et exposés à l'écran sont extrêmement similaires dans les deux mobilisations. Dans les deux cas, BFMTV montre d'une part des dégradations de biens privés et d'infrastructures, et d'autre part des affrontements violents avec la police. Aussi, dans quels régimes de représentation différenciés s'inscrivent les cadrages portant sur la violence contestataire ?

1. Les « casseurs » : cadrages de la violence dans les manifestations institutionnalisées parisiennes

Les violences contestataires qui surviennent dans le cadre des manifestations institutionnalisées, souvent dans la commune de Paris, s'inscrivent dans un régime de signification dont le lexème « casseurs » est la pierre angulaire. Afin de comprendre l'enjeu politique autour de la labélisation des sujets de la violence contestataire, il convient de revenir rapidement sur l'évolution de ses apparitions dans le discours des médias français. Ainsi, le terme « casseurs » n'apparaît pour désigner les manifestants violents qu'à la fin des années 1970, avant quoi il désignait les « casseurs d'assiettes », fanfarons avides d'attention publique, et les cambrioleurs (Chartier 2018). Le terme devient ensuite de plus en plus usité pour désigner les manifestant·e·s violent·e·s, jusqu'à ce qu'il soit inscrit dans le droit avec la loi « anti-

casseurs » de J. Chaban Delmas en 1970. Chartier montre que le lexème « casseurs » a longtemps évolué dans les discours médiatiques conjointement à d'autres labélisations associées à l'extrême gauche, telles que « gauchiste », « anarchiste » ou « émeutiers » (2018). Menant une analyse diachronique des usages du lexème dans la presse française, l'auteur montre que neufs « *faisceaux de propriétés* » le composent : « *violent, destructeur, masqué, apolitique, attaque la police, petit groupe, radical, parasitaire et international.* » (Chartier 2018, 58). Aussi, la labélisation via le terme « casseur » s'inscrit historiquement dans un réseau de signification plus large, associé à la gauche radicale. Depuis 2016, le lexème « casseurs » a été fortement saillant dans la presse à plusieurs reprises, et particulièrement dans le cadre de deux mobilisations ; le mouvement contre la loi El Khomri en 2016, et le mouvement des gilets jaunes en 2018 et 2019 (Souillard et al. 2020). Alors, le terme semble progressivement s'éloigner de l'imaginaire associé à la gauche radicale, pour prendre une connotation moins explicitement politique et plus centrée sur celui de la délinquance. Dans le discours politique, les « casseurs » sont également très présents, avec plusieurs prises de paroles importantes de la part de ministres et de personnalités politiques (Mauger 2020). Les « casseurs » se sont imposés comme un problème public, avec la votation d'une nouvelle loi en avril 2019, communément appelée « anti-casseurs », qui sanctionne plus sévèrement les actes de dégradation ainsi que la dissimulation du visage (Loi n° 2019-290 du 10 avril 2019). Ainsi, le discours des médias sur la violence contestataire dans les manifestations institutionnalisées parisiennes est ancré dans un régime de représentation spécifique qui s'articule autour du lexème « casseurs ».

C'est dans ce régime de représentation que s'inscrivent les cadrages de BFMTV portant sur la mobilisation du 28 novembre 2020. En effet, le lexème structurant « casseurs » est très présent dans notre corpus. Ces derniers sont désignés comme les protagonistes des dégradations comme des affrontements avec la police. Les cadrages du média les désignent comme les agresseurs de la police :

« Les affrontements ont été d'une assez grande violence en fin de en fin d'après-midi, dans un endroit particulier de la de la place de la bastille, et il y a eu des casseurs que l'on voit à l'image, qui ont affronté violement des fonctionnaires de Police et certains ont d'ailleurs été blessés. La préfecture de police de de paris nous fait savoir qu'il y a eu vingt-trois policiers blessés à Paris aujourd'hui » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°16).

Ils apparaissent sans pitié, n'hésitant pas à frapper un policier au sol en réunion : « *L'un d'eux est amené à terre par des manifestants violents, il est roué de coups, on le voit à l'image, il a beaucoup de mal à se à se relever une fois qu'il est au sol, il est en grande difficulté* » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°16). Ensuite, les « casseurs » sont caractérisés par leur anonymat, matérialisé par la dissimulation de leur visage :

« La situation bascule aux alentours de la place de la Bastille, qui devient le théâtre d'affrontements entre individus cagoulés et forces de l'ordre. [slogans : « suicidez-vous »] Les locaux de la banque de France sont incendiés par les casseurs » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°15).

Si les « casseurs » dissimulent leur identité, c'est parce que ces derniers se rendent dans la manifestation avec l'intention et dans le but de commettre des violences : « *ces voyous tout*

simplement qui sont là pour en découdre avec la police tout simplement » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°14). A travers la prédominance du lexème « casseurs », le problème n'est pas présenté par BFMTV comme un type d'action, mais bien comme un type de personne, dont l'action violente est une propriété individuelle. En effet, dans une synecdoque, la labélisation des sujets de la violence contestataire par le lexème « casseurs » fait d'un type d'action - « casser » - une identité, une nature intrinsèque. Ainsi, l'action des « casseurs » est assimilée au champ de la délinquance. Les cadrages de la violence contestataire produisent un problème public qui n'a pas pour objet un phénomène, mais la nature délinquante de certaines personnes. Pour autant, dans quelle mesure ces cadrages sont-ils spécifiques aux manifestations parisiennes ?

2. « Violences urbaines » : médiatisation de la banlieue et représentations racialisantes

Dans le cas des mobilisations des 20 et 21 avril 2020, les cadrages de BFMTV s'inscrivent dans un régime de représentation sensiblement différent. Le traitement de la violence contestataire s'inscrit ici dans une histoire des représentations médiatiques en banlieues qui s'étend sur toute la seconde partie du 20^{ème} siècle. En effet, pour évoquer les quartiers populaires des communes des banlieues des grandes villes, un registre spécifique s'est construit sur la base de la saillance de différents phénomènes de violence, avec la création de la catégorie « violence urbaine » (Lochard & Boyer 1998 ; Sedel 2009). Or, cette catégorie est largement marquée par les rapports sociaux de race. Au début des années 1980, à la suite des révoltes dans les banlieues de Lyon, les médias associent les « violences urbaines » aux « banlieues à problèmes » (Champagne 1991). Les incidents :

« furent largement couverts par l'ensemble de la presse, portant ainsi brutalement l'attention sur une nouvelle catégorie de population, celle des jeunes issus de familles émigrées (« les beurs »), en situation d'échec scolaire, sans qualification et sans travail » (Champagne 1991, 67).

Durant les émeutes de 1990 dans plusieurs banlieues françaises, Champagne montre que les médias associent les banlieues populaires à des espaces d'insalubrité et de délinquance (1991). Néanmoins, ce dernier échoue à rendre justice à la dimension proprement racialisante du discours, retranscrite par Sedel dans son ouvrage *Les médias & la banlieue*. L'autrice montre que « le recours aux catégories ethniques alimente le fantasme de la guerre tribale et ravive le mythe du barbare » (Sedel 2009, 50). En effet, durant les émeutes de 1990, les médias parlent de « hordes d'individus », dont la menace d'un « déferlement » terrorise les classes moyennes (Sedel 2009). De tels éléments de discours s'inscrivent dans un régime de représentation colonial, lequel produit une peur collective de la part des populations blanches de voir leurs quartiers « envahis » par les populations non-blanches des quartiers populaires (Larrazet 2009). Les médias, qui produisent un relais dans les représentations de la segmentation sociale et raciale des espaces urbains, se font acteurs de ces peurs blanches (Morley 2002). Aussi, avec la catégorie des « violences urbaines », les « jeunes » deviennent les principaux objets de la panique blanche. Ces derniers sont désignés comme délinquants, et leurs actions sont

expliquées par leur « culture », c'est-à-dire par leur race et leur origine ethnique (Sedel 2009). En mobilisant un ensemble de représentations racistes, qui assignent les personnes racisées à une nature violente et irrationnelle, les médias produisent – ou plutôt annihilent - le sens de la violence contestataire autour d'une violence gratuite, spontanée. En effet, les émeutes de 2005, extrêmement saillantes dans les médias, ont été largement décrites comme des actes gratuits, comme une violence sans objet (Sedel 2009). Les violences sont souvent apparentées à des guerres de « bandes », dans un mouvement de disqualification des formes de contestations collectives dans les banlieues. Dans leur article de 2005 sur plusieurs médias européens, Snow, Vliegthart et Corrigan-Brown (2007) montrent que les cadrages médiatiques produisent six cadrages diagnostiques à propos des émeutes. Ils définissent ainsi plusieurs sources au problème des violences : la culture des groupes ethniques et religieux minoritaires, la sur-réaction des autorités, l'échec collectif de l'intégration de la minorité, la défaillance de l'éducation et le chômage, et la pauvreté ainsi que les problèmes de logements dans les banlieues. Néanmoins, le caractère politique des mobilisations est constamment absent du discours médiatique dominant (Mauger 2006). De l'autre côté, les cadrages pronostiques font souvent appel à la répression. Là encore, les cadrages s'inscrivent dans une histoire coloniale. Le discours dominant durant la guerre en Algérie se retrouve largement dans la légitimation du maintien de l'ordre actuel dans les banlieues populaires, particulièrement autour de la figure de l'« Arabe » (Rigouste 2009 ; Deltombe & Rigouste 2013). Aussi, les cadrages de la violence contestataire en banlieue, autour de la catégorie « violence urbaine », font appel à un autre réseau de signification que celui rattaché à la catégorie « casseurs ». Ils s'inscrivent dans l'histoire des représentations coloniales, qui reproduisent sur le territoire français les mécanismes d'altérisation basés sur l'assignation raciale.

Dans cette première section, il apparaît que les cadrages portant sur les violences contestataires dans les manifestations institutionnalisées parisiennes et dans les mobilisations non institutionnalisées en banlieues s'inscrivent dans des régimes de représentation différents, qui s'entendent sur toute la seconde partie du 20^{ème} siècle. Pour autant, ces deux réseaux de sens ont un élément en commun : ils portent une peur des masses menaçantes. Cette peur est alimentée par les imaginaires partagés par les bourgeois sur le peuple et les classes populaires. En France, elle hérite des révoltes paysannes du 18^{ème} siècle et de la Révolution française, dans la mesure où ces dernières ont forgé des fantasmes et des paniques vis à vis des soulèvements du peuple. De plus, cette conception du peuple comme masse trouve des relais dans la psychologie des foules, qui naît à la fin du 19^{ème} siècle avec les travaux de Le Bon puis ceux de Tarde, lesquels considèrent la foule comme un corps irrationnel, agissant par mimétisme, et ainsi particulièrement dangereux (Thiec 1981). Si les représentations du peuple comme sujet politique se sont affirmées dans les démocraties modernes, celles du peuple comme masse menaçante persistent toujours. Pour Jonsson en effet :

« Depuis la révolution française, la volonté précieuse du peuple est allée main dans la main avec la loi de la foule. Au moment où le peuple fait son entrée glorieuse, la scène de l'histoire est aussi remplie de ses doubles sombres, la masse menaçante » (2008,7).

Ainsi, les cadrages s'inscrivent dans deux régimes de différents distincts, tout en partageant la figure du peuple comme masse menaçante. Ensuite, le discours de BFMTV s'appuie sur des dispositifs de cadrage qui disqualifient et délégitiment la violence contestataire.

B. Dispositifs de cadrage : produire la violence contestataire comme délinquance

Les cadrages des manifestations produits par BFMTV mobilisent deux dispositifs de cadrage qui concourent à la disqualification de la violence contestataire : l'exposition et l'inscription dans une trame narrative.

1. Exposer la violence

Comme nous l'avons établi plus haut, McLeod et Hertog ont montré que la première caractéristique des cadrages médiatiques sur les mobilisations sociales est la surexposition de la violence (1999). En effet, dans les cadrages portant sur la mobilisation du 28 novembre 2020, les épisodes de violence sont particulièrement exposés par BFMTV, ce qui transpose le problème public de la contestation sociale autour d'un projet de loi, à celui de la violence en manifestation. La chaîne attribue une part largement majoritaire aux événements violents. Un des deux uniques reportages disponibles sur le site de BFMTV qui évoque la manifestation avant son départ, intitulé « *République, les commerçants inquiets* » est dédié à la crainte des commerçant·e·s situé·e·s sur le parcours du cortège. On les voit fermer leur boutique le jour de la réouverture des commerces dits « non essentiels », en raison de leur appréhension concernant les possibles dégradations. Le journaliste commente « *ce commerçant a décidé de rester fermé toute la journée, il craint les débordements* » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°12). Ainsi, avant même que la manifestation ne commence, l'attention est déjà orientée en direction des violences. Ensuite, durant la journée, les images se concentrent principalement sur deux choses : les affrontements avec la police et les dégradations. Sur les 16 vidéos retranscrites mises en ligne sur le site de BFMTV, seulement 5 mentionnent de manière significative les motivations de la manifestation et les débats politiques qui la sous-tendent. Les autres vidéos du corpus portent essentiellement sur les violences à l'encontre de la police et sur les épisodes de dégradations d'établissements bancaires et commerciaux.

Dans le cas des révoltes du 20 et du 21 avril 2020, la violence est l'élément le plus saillant dans l'intégralité des 12 vidéos étudiées. Le terme « violence » apparaît à presque chaque reprise dans les titres choisis à l'écran pour qualifier les mobilisations. La raison de la mobilisation, une accusation de violence policière dans un accident entre un motard et une voiture de police, est évoquée rapidement et détient une place minoritaire. Des causes sociales aux violences sont suggérées dans seulement deux vidéos, majoritairement à travers le témoignage d'élue·s dans les mairies des communes concernées, qui font part des problèmes

de promiscuité et de précarité économique accentués par le confinement. Cette absence, dans le discours de BFMTV, correspond à un autre élément établi par le *protest paradigm* : l'invisibilisation des causes sociales de la mobilisation.

Ainsi, la violence est particulièrement exposée dans le discours médiatique de BFMTV, concernant la mobilisation du 28 novembre 2020 mais aussi concernant les mobilisations du 20 et 21 avril 2020. En surexposant la violence, les cadrages de BFMTV définissent le problème autour de la violence contestataire, et non autour de la problématique des violences policières, qui motive les deux mobilisations. Par ailleurs, la surexposition de la violence contestataire est accompagnée d'un schéma narratif qui la situe dans une suite causale. -

2. La trame narrative de la violence

Les cadrages de BFMTV inscrivent ensuite la violence contestataire dans une trame narrative qui en attribue la responsabilité aux « casseurs ». Ses principaux éléments constitutifs sont les chaînes causales. Ainsi, la violence n'est pas seulement surexposée, elle est aussi insérée dans un déroulement logique qui apparaît comme évident, indiscutable. Dans le cas de la manifestation du 28 novembre 2020, la trame narrative peut être exprimée par le *topos* suivant : « les casseurs attaquent, la police répond ». Ce schéma causal se traduit notamment dans les interventions des invités sur le plateau de BFMTV, comme ici lors de l'intervention d'un ancien membre des Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS), le corps de la police national qui est chargé du maintien de l'ordre durant les manifestations :

« L'agression là est en train de se faire par qui ? Par des groupuscules d'extrême droite ou d'extrême gauche, ou black bloc, bref des voyous tout simplement, qui s'attaquent en premier aux policiers tout simplement. Il va y avoir surement une réponse la police qui va être une réponse répressive qui est normale » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°14).

Dans cette intervention, la chaîne causale est claire : ce sont les « casseurs » qui attaquent les policiers. Ces derniers, par conséquent, doivent répondre de manière répressive.¹ Par ailleurs, ce sont les « casseurs » qui déclenchent les « tensions » en perturbant la manifestation :

« Dans le calme, la joie et la bonne humeur, les manifestants se dirigent vers la place de la bastille. Mais à une centaine de mètres de l'arrivée, la situation va se tendre. Des dizaines de black bloc s'en prennent à de nombreux véhicules sur leur chemin comme ce camion retourné, ou ce véhicule incendié » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°15).

Ici, alors que l'orientation du récit médiatique appelle à un dénouement heureux, l'action des « black bloc » vient opérer une rupture dans la trame narrative. La violence contestataire est l'élément qui fait basculer le récit en imposant une issue violente à la mobilisation.

Cette trame est légèrement différente dans le cas des mobilisations des 20 et 21 avril 2020. La violence, cette fois, se trouve être déclenchée par l'accident, de manière spontanée et immédiate. A travers la catégorie « violences urbaines », les mobilisations sont décrites via le

¹ Si l'objectif n'est pas ici de définir l'adéquation des cadrages avec le réel, il convient de préciser qu'une telle causalité est démentie par la sociologie des mouvements sociaux, comme le montrent notamment Olivier Fillieule et Donatella Della Porta dans leur ouvrage *Police et manifestants* (Presses de Sciences Po, 2006).

champ lexical de l'incendie et de l'explosion : « *des violences qui inquiètent les élus de ces banlieues, car dans ce quotidien chamboulé par le COVID dix-neuf, certains redoutent en embrasement plus général* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°12). Ici, c'est le registre de la contagion qui vient fixer le sens de la violence contestataire, dont l'origine serait une réaction pathologique à l'accident. En outre, il est courant que le discours de BFMTV gomme entièrement l'évènement déclencheur dans la description des mobilisations :

« Feux de poubelles, jets de projectiles, tirs de mortiers, incendies de mobilier urbain, ou alors de véhicules, ces violences urbaines à répétition dans notre région ces derniers jours font élaborer à la préfecture de police de paris des dispositifs spéciaux de maintien de l'ordre » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°2).

Dans cet extrait, la chaîne de causalité présente la répression policière comme une conséquence des « violences urbaines » et non l'inverse. C'est la police qui apparaît comme victime d'agression :

« En bref à présent, des violences urbaines ont éclaté la nuit dernière à Rillieux-la-Pape, des troubles ont débuté à 21 heures trente pour se terminer peu après minuit, plusieurs groupes sont venus menacer la police » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°3).

Si BFMTV cadre la violence contestataire en banlieue en l'assimilant à une explosion irrationnelle - de manière cohérente avec le régime de représentation spécifique aux marges urbaines souligné plus haut -, elle est également présentée comme étant à l'origine de la répression, selon le même *topos* énoncé plus haut.

Dans cette section, nous avons vu que les dispositifs de cadrage, par la surexposition de la violence et son inscription dans une chaîne causale, contribuent à disqualifier la violence contestataire et à la produire comme un problème de délinquance. Ainsi, les cadrages médiatiques, par la « construction de la causalité », présentent la violence contestataire comme circonstancielle, et non comme la conséquence d'inégalités historiquement structurées (Murdock 1973). De tels cadrages positionnent les auteur·rice·s des violences en dehors du groupe majoritaire.

C. Cadres diagnostiques : produire l'extérieur de la communauté citoyenne

Les cadres de la violence contestataire dans le discours de BFMTV placent ses auteur·rices à l'extérieur de la communauté citoyenne. Après une analyse en termes de dispositifs de cadrage, nous étudions ici la structure des cadres diagnostiques – lesquels définissent la nature du problème de la violence contestataire.

1. Dynamiques d'assimilation et de séparation

Au cours de l'analyse, nous constatons que les cadres diagnostiques produits par BFMTV, dans le cas de la mobilisation du 28 novembre 2020, sont structurés par deux dynamiques : la dynamique d'assimilation et la dynamique de séparation.

a. Les « manifestants violents » : dynamique d'assimilation

Le sens de la violence contestataire est produit en grande partie à travers les mécanismes de labélisation. Aussi, lorsque que les auteur·rice·s de la violence contestataire sont nommé·e·s « manifestants », BFMTV leur reconnaît leur appartenance au groupe manifestant dans sa globalité. Dans ce cas, la violence contestataire est liée à la manifestation, accusée de produire des « débordements ». Ce sont « les manifestants » qui saccagent les commerces : *« la porte aussi a été fracassée, les manifestants sont même rentrés à l'intérieur de l'agence immobilière »* (Corpus du 28 novembre, vidéo n°2). Néanmoins, cette labélisation via le lexème « manifestant » est rare. De manière plus fréquente, le discours médiatique mobilise le lexème « manifestant » tout en le complétant par des adjectifs modalisateurs tels que « violents », « les plus radicaux » ou « les plus virulents » :

« c'est de dix-huit heures à vingt heures que les manifestants les plus virulents, ceux qui voulaient aller au contact avec les forces de l'ordre sont restés, mais désormais ils ont tous été dispersés » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°11).

« [...] des fonctionnaires de police, l'un d'eux est amené à terre par des manifestants violents, il est roué de coup » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°12).

La dynamique d'assimilation opère également par juxtaposition, de sorte que les « manifestants » et les « casseurs » sont ramenés à un même ensemble : *« ce sont les manifestants, les casseurs qui avancent en direction des forces de l'ordre »* (Corpus du 28 novembre, vidéo n°12). Ces procédés produisent un effet d'assimilation dans la mesure où ils rattachent l'action violente à l'ensemble de la manifestation, suggérant qu'il puisse y avoir un mouvement collectif derrière la violence contestataire. La dynamique d'assimilation est présente dans sept des douze vidéos analysées concernant la mobilisation du 28 novembre 2020. Elle est entièrement absente des extraits portant sur les mobilisations des 20 et 21 avril 2020. Ainsi, si la dynamique d'assimilation est bien présente, elle n'est pas dominante. C'est au contraire la dynamique de séparation qui s'impose et qui structure le récit médiatique.

b. Les « casseurs » : dynamique de séparation

La dynamique de séparation est la plus courante dans le discours de BFMTV. En effet, de manière significative, les cadrages suggèrent que les auteur·rice·s de la violence contestataire sont d'une nature différente que les manifestants, et n'appartiennent pas au groupe majoritaire de la mobilisation. La labélisation « casseurs » incarne cette dynamique de séparation, puisque de la sorte ces derniers sont ainsi coupés du reste du groupe. Les cadrages suggèrent que les « casseurs » n'ont rien à voir avec les revendications politiques de la manifestation. Ils attribuent à ces derniers l'unique intention de commettre des actes violents. Alors que la manifestation se termine, un journaliste de BFMTV commente :

« vous voyez pas mal de monde, des gens qui restent là parce qu'ils ont envie de prolonger l'expérience de la manifestation, d'autres qui sont plus violents qui veulent en découdre avec les forces de l'ordre » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°12).

La dynamique de séparation est parfois très explicite, et oppose les revendications légitimes du groupe manifestant avec l'action délinquante des « casseurs », à laquelle la mobilisation ne doit pas être réduite :

« dispersion un peu compliqué avec des violences et des dégradations, mais il ne faudrait pas que cette manifestation du jour soit résumée à ça car globalement le cortège a défilé dans le plus grand des calmes » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°7).

Les cadrages opposent d'un côté les « manifestants » pacifistes, légitimes, et de l'autre les « casseurs » :

« Le cortège reprend sa route, qui continue malgré les débordements qui ont lieu en marge. Il y a très clairement une volonté ici des manifestants pacifistes de ne pas se laisser confisquer la manifestation par une poignée de casseurs, et du coup et bien le cortège continue » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°12).

Comme on le voit dans cet extrait, la dynamique de séparation s'exprime également par des procédés de minorisation qui évoquent l'infériorité numérique des « casseurs », avec des expressions comme « *une poignée de casseurs* » ou « *un groupe de casseurs* ». La séparation entre les deux groupes se matérialise de manière encore plus tranchée dans le narratif selon lequel les « casseurs » mettent en danger les « manifestants légitimes », en les exposant à des charges de la police :

« les personnes qui sont à l'avant, qui sont au contact des black bloc, des casseurs, ne peuvent pas s'extraire, ne peuvent pas bouger sinon rester immobiles, se reculer à une dizaine de mètres si c'est encore possible de le faire, donc ça gêne l'accès des forces de l'ordre, qui peuvent arriver par les rues adjacentes, ça complique les interventions parce qu'il risque d'y avoir des blessés parmi les manifestants légitimes qui viennent ici manifester autorisés par le tribunal administratif » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°14).

Hallin, dans son travail sur la couverture médiatique de la guerre du Vietnam (1989), a montré que les médias situent les événements dans trois sphères de légitimité : la sphère du consensus, celle de la controverse légitime, et enfin celle de la déviance. Cette typologie a été reprise au sein du *protest paradigm* par deux chercheurs, Trivundza & Brlek, dans un travail sur le traitement médiatique des manifestations slovènes de 2012 et 2013 (2017). A travers une analyse synchronique des cadrages, ces derniers montrent que le premier jour de la mobilisation est présenté dans le champ de la controverse légitime en dépit de violences très fortes. Puis, dès la deuxième journée de mobilisation, ils remarquent que dans les médias, « *l'ambiguïté concernant la violence commence à être résolue en identifiant un sous-groupe au sein des manifestants, c'est-à-dire les « hooligans », qui sont en conflit avec [...] les policiers* » (Trivundza & Brlek 2017, 138). C'est le même mécanisme qui intervient dans les cadrages portant sur la mobilisation du 28 novembre. La dynamique de séparation opère un double mouvement : elle assigne le groupe des manifestant·e·s perçu·e·s comme violent·e·s à la sphère déviante, et assigne le reste du groupe – le groupe majoritaire – à la sphère consensuelle, lui niant toute critique radicale. Pour Trivundza & Brlek, cette dynamique conduit à « *déplacer le discours de la sphère de la politique à celui de la morale et par extension à dépolitiser les revendications de la protestation, en effaçant les défis au status quo les plus radicaux.* » (2017, 145). Ainsi, à travers la dynamique de séparation, la violence contestataire est reléguée dans la

sphère de la déviance, en dehors de la communauté citoyenne, et par conséquent en dehors du politique.

Ainsi, les cadrages diagnostiques définissent le problème de la violence contestataire à partir de deux dynamiques, la dynamique d'assimilation et la dynamique de séparation. Saisir ces deux dynamiques ensemble, en dépit de la domination de l'une sur l'autre, est essentiel afin de comprendre les réceptions des cadrages par les publics, dans la mesure où ils pourront mobiliser l'une ou l'autre dans leurs interprétations.

2. Dynamiques de racialisation

Les médias sont porteurs de représentations racialisantes, dans la mesure où ils participent à la production de la race. Pour Hall, « *ce qu'une société sait et pense de la notion de "race" n'existe pas en dehors de ses modes de représentation médiatique* » (Hall 1990, 27). Ici, les cadrages médiatiques font appel à des représentations racialisantes qui relèguent la violence contestataire en dehors de la communauté citoyenne. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les termes « violence urbaine » et « jeunes » sont issus d'un régime de représentation colonial racialisant. Ces derniers sont largement mobilisés dans les cadrages portant sur les mobilisations des 20 et 21 avril 2020. Dans notre corpus secondaire composé d'articles de journaux, les dénominations utilisées pour qualifier les auteurs des violences évitent soigneusement les qualifications portant une dimension explicitement racialisante. Aussi, c'est bien le lexème « jeunes » qui domine. Libération décrit les événements ainsi : « *Des jeunes ont tiré des mortiers, des feux d'artifice et cramé poubelles et autos* » (Corpus secondaire du 20 avril 2020). Dans le récit d'un jugement, Le Parisien décrit les participants aux émeutes : « *capuche sur la tête ou visage caché, les mains gantées pour certains. Six autres jeunes de 19 à 21 ans étaient jugés au côté d'Ayoub, ce lundi* » (Corpus secondaire du 21 avril 2020). Ainsi, lorsque les médias évoquent ces « jeunes », ils renvoient à un imaginaire racialisant qui attribue aux jeunes habitant·e·s racisés des quartiers populaires une nature violente. Lorsque les journaux titrent « *Nouvelles tensions en banlieue parisienne* », ou « *Violences urbaines en banlieue parisienne* », ils attribuent la cause de la violence non pas à un sentiment d'injustice ou à des revendications politiques, mais bien à l'espace géographique de la banlieue, comme si le territoire générerait lui-même les violences. Comme le montre Sedel, ces cadrages renvoient à un narratif selon lequel les banlieues sont des espaces pathologiques, dans lesquels la culture des habitant·e·s, la surpopulation et la pauvreté produisent un environnement malsain, qui de temps à autre « éclate » dans des épisodes de « d'embrasement » (2009). Une élue, interrogée par un journaliste de BFMTV, attribue elle le problème des révoltes à l'oisiveté, suggérant que l'absence de cadre institutionnel laisse les « jeunes » en proie au quartier et aux comportements violents qu'il encourage :

« on redoute toujours l'espèce d'oisiveté des vacances qui fait que en fait tous nos territoires ont énormément d'action pendant les vacances, et là nos villes sont comme beaucoup de villes, elles sont vides et la nature ayant horreur du vide, fatalement il y a des jeunes qui

reprennent un peu le territoire et qui ont l'impression de le posséder » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°9).

Ainsi, la dimension racialisante du discours médiatique passe en grande partie par la caractérisation de l'espace urbain. Pour désigner les populations non-blanches pauvres, le discours médiatique a largement recours à l'ancrage géographique, par exemple à travers le syntagme « certains quartiers ». Ce dernier permet de désigner la présence hostile des « jeunes » sur le « territoire » :

« Bien sûr qu'il y a des contrôles dans ces quartier c'est bien ça le problème. C'est que là vous dérangez, parce que c'est une guerre de territoire tout simplement, et lorsque vous arrivez dans ces quartiers et que d'habitude vous êtes accueilli avec des jets de projectiles et des insultes, et ben maintenant ce sont des jets de cocktail-Molotov, d'engins incendiaires, jets de mortier, qui sont apparentés à des engins de guerre je le rappelle » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°10).

De manière plus marquée, la dimension racialisante du discours de BFMTV s'exprime lorsque certains intervenants assimilent les auteur·ice·s des violences contestataires à des « voyous », dont la labélisation s'inscrit également dans un régime de représentation racialisant : « *des possibles rassemblements avaient été évoqués par les forces de l'ordre pour venger un voyou qui était tombé sur une motocross non homologuée dans les Hauts-de-Seine* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°3). Ici, le locuteur assigne d'emblée la victime à un statut de délinquant. Pour autant, il s'est trouvé que le lexème « jeunes », contre toute attente, s'est trouvé assez rare dans les vidéos analysées. Il n'est présent qu'à quelques reprises pour désigner les potentiels acteur·ice·s de la violence contestataire. Néanmoins, la mise en scène de la violence contestataire, notamment à travers la catégorie « violence urbaine », contribue bien à désigner les banlieues comme des espaces pathologiques à travers un registre racialisant. En représentant des « jeunes » excessivement violents, les cadrages s'inscrivent dans une dynamique de diabolisation, laquelle représente un autre des éléments structurants de la couverture des mobilisations mis en valeur par McLeod et Hertog (1999).

Ainsi, les dynamiques de racialisation qui structurent les cadrages excluent les acteur·rice·s de la violence contestataire de la communauté citoyenne légitime, et les situent dans le champ de la délinquance. La dynamique de racialisation n'opère pas une rupture avec le groupe manifestant majoritaire, comme c'est le cas avec la dynamique de séparation, mais avec la communauté citoyenne imaginée, assimilée à un « Nous » majoritaire » (Rebillard & Noûs 2020). En effet, comme le montre Dalibert (2020) dans ses travaux sur la production de l'altérité dans les médias d'information, les cadrages médiatiques s'inscrivent dans un « métarécit national » qui construit un « Nous » national, basé sur l'hégémonie des classes supérieures blanches, qui excluent et minorisent les « autres », tout en les désignant comme des dangers pour les valeurs de la nation et de la république. Ainsi, les cadrages de BFMTV comportent une dimension racialisante qui placent les acteur·rice·s de la violence contestataire en dehors de la communauté citoyenne, en dehors de ce « Nous » national.

3. La violence contestataire contre le bien commun

Le discours de BFMTV place la violence contestataire en dehors de la communauté citoyenne en cadrant les dégradations comme des attaques préjudiciables aux gens ordinaires. D'abord, les cadrages suggèrent que les violences détruisent le mobilier urbain, c'est-à-dire les infrastructures publiques payées par les contribuables : « *Plusieurs autres départs d'incendie dont le mobilier urbain encerclant la colonne de juillet* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°15). Dans le cas de la mobilisation des 20 et 21 avril, les vidéos mentionnent des « *incendies de mobilier urbain, ou alors de véhicules* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°1). Ce sont les communes qui apparaissent comme les victimes de ces violences : « *de nombreuses communes des Hauts-de-Seine ont essuyé des violences urbaines* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°1). Durant la mobilisation du 28 novembre, de nombreuses vidéos mentionnent ainsi le « *matériel de chantier* » autour de la colonne de juillet, « *incendié* » et « *éventré* » par les « *casseurs* » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°2). Les vidéos de BFMTV montrent les conséquences des dégradations sur les commerces et les voitures stationnées dans la rue : « *Dans ce magasin moto, tout a été dévasté. La vitrine est frappée plus d'une centaine de fois. Sur le trottoir, un véhicule incendié.* » Une vidéo intitulée « *Manifestations, des dégâts place de la Bastille* » est entièrement consacrée aux dégradations :

« on a constaté immédiatement des vitrines vandalisées, des commerces incendiés et nous sommes justement devant une agence immobilière avec, vous le voyez ici qui a été taguée mais dont la porte aussi a été fracassée, les manifestants sont même rentrés à l'intérieur de l'agence immobilière » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°2).

Dans la vidéo, on voit le responsable regretter les dégâts, contrastant avec l'ambiance joyeuse du début de journée, à laquelle le personnel a été arraché : « *Premier jours de réouverture, le beau temps, les clients très heureux de visiter des appartements. [...] et ça s'est fini un peu en une petite histoire un peu tristounette quoi* » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°2). Dans un registre plus grave, les cadrages désignent des « *saccages* » et des « *pillages* » :

« des terminaux de banque tout comme l'intérieur de l'établissement sont saccagés. Sur les murs, de nombreux slogans et inscriptions anarchistes. Cette agence immobilière qui ouvrait pour la première fois depuis octobre a elle aussi été pillée » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°1).

Les cadrages mobilisent l'empathie, interrogeant les responsables des commerces dégradés :

« Responsable : Ils ont volé du matériel informatique, ils ont vidé mes tiroirs, ils ont volé certains objets personnels aussi, il y a pas mort d'homme, c'est que matériel, mais c'est un peu triste.

Journaliste : ce chef d'entreprise en a pour dix mille euros de réparations » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°1).

En personnalisant les conséquences des dégradations, les cadrages effacent la dimension collective de la violence, pour la ramener à une agression interpersonnelle entre des délinquant·e·s et des commerçant·e·s. Ainsi, en rattachant les dégradations à un préjudice porté aux commerçant·e·s et aux gens ordinaires, les cadrages de BFMTV font de la violence contestataire une agression au bien commun. Par ailleurs, interroger l'avis des commerçant·e·s

pour donner leur avis sur la mobilisation – dans la mesure où ces dernier·ère·s sont extérieur·e·s au mouvement - accentue sa dépolitisation (McLeod & Hertog 1999). Ainsi, en montrant la violence contestataire comme une attaque injustifiée à l'encontre des gens ordinaires, les cadrages situent ses auteur·rice·s en dehors de la communauté citoyenne.

Dans cette section, nous avons montré que les cadrages de BFMTV situent la violence contestataire et ses sujets à l'extérieur de la communauté citoyenne. En la séparant du groupe majoritaire au sein de la manifestation, et plus largement au sein de la société, notamment en excluant ses auteur·rice·s à travers de cadrages racialisants, ces dernier·ère·s sont exclues du groupe majoritaire, c'est-à-dire de la communauté citoyenne imaginée. Les « casseurs » et les « jeunes », en s'attaquant au bien commun, constituent une agression, voire une menace à la société. En approfondissant l'analyse, il apparaît que les cadrages de BFMTV produisent les acteur·rice·s de la violence contestataire en tant qu'ennemi intérieur.

D. Altérisation et production d'un ennemi intérieur

Les différents éléments des cadrages de BFMTV, au-delà de reléguer les auteur·rice·s de la violence en dehors du groupe majoritaire, les altérise et les produit comme ennemis intérieurs.

1. Des actions sans sujets : effacer l'agentivité des auteur·rice·s des violences

Dans le cas des mobilisations en banlieue, la production d'un ennemi intérieur passe, de manière paradoxale, par l'effacement de l'agentivité des sujets de la violence contestataire. En situation postcoloniale, les « autres » de la république sont constamment réduits à leur corps (Guénif-Souilamas, 2013). Les actions des personnes de l'« *outgroup* » ne sont pas représentées comme le fruit d'une réflexion, mais comme des réactions spontanées, presque automatiques. Cela se traduit par l'effacement de leur agentivité dans le discours de BFMTV. L'agentivité est le pouvoir des agents à l'origine de leurs actions (de Fornel 2010). Pour Lefebvre, dans un article sur les représentations médiatiques de l'agentivité des gilets jaunes,

« L'agentivité n'est pas une propriété qui serait attachée intrinsèquement aux individus à la façon d'une faculté innée. Elle est une propriété que les individus, inscrits dans une pluralité de groupes, parfois en contradiction les uns avec les autres, s'attribuent, attribuent à d'autres dans des discours, et manifestent dans des pratiques lors de leur participation à des interactions sociales » (Lefebvre 2020, 243).

La représentation de l'agentivité constitue un enjeu symbolique pour les mobilisations. En effet, la reconnaissance de la capacité des acteur·rice·s à être à l'origine de leurs actions et à transformer leur environnement politique et social conduit à accorder une crédibilité politique au mouvement social. Or, dans le discours de BFMTV sur les révoltes des 20 et 21 avril, il est frappant de constater l'absence de sujet dans le discours. Ce sont les « événements » ou les « faits » qui sont leurs propres acteurs : « *ces faits qui ont débuté samedi soir et qui se réitérent ou presque chaque soir* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°4). La forme passive est

omniprésente pour décrire les mobilisations : « *Des tensions aussi en Seine-Saint-Denis en début de soirée hier, à Aulnay-Sous-Bois où des poubelles ont été incendiées* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°2). Contrairement à la mobilisation du 28 novembre où ce sont les « manifestants violents » ou les « casseurs » qui « s'attaquent à la police » ou « détruisent une agence bancaire », ici les violences sont décrites dans une forme, qui en oubliant leurs sujets, effacent leur agentivité. Donner un nom collectif aux auteur·rice·s des violences reviendrait à leur attribuer une portée politique, revendicative. Aussi, une telle absence annihile la possibilité même de la portée politique de la violence contestataire en banlieue.

2. Cadres pronostiques : légitimer la répression

Ensuite, alors que les « casseurs » et les « jeunes » sont assimilés à des corps étrangers et indésirables, qui attaquent la communauté citoyenne, un cadre pronostique répond aux cadres diagnostiques : la répression. Les cadres identitaires, qui placent les identités des acteur·rice·s d'un contentieux comme faisant partie du groupe majoritaire (*ingroup*) ou minoritaire (*outgroup*), agissent largement sur la perception de la violence, perçue plus sérieusement en cas d'appartenance au groupe minoritaire (Maoz & McCauley 2008). Or, « *cadrer un évènement comme étant commis par un outgroup déshumanise ce outgroup et augmente le support pour des représailles violentes et pour la répression* » (Edwards & Arnon 2021, 4). Ainsi, la répression est présentée comme la seule solution possible au problème défini dans les médias. Lorsqu'il s'agit de décrire la répression de la police, le verbe « répondre » - qui suggère comme nous l'avons vu que l'agression provient des « casseurs » ou des « jeunes » - est souvent accompagné d'une obligation. Un intervenant commente ainsi la mobilisation du 28 novembre en évoquant la police : « *on voit bien qu'ils sont un peu passifs au début, à un moment donné ils sont obligés de répliquer* ». Dans le cadre des révoltes des 20 et 21 avril, cette même description est présente : « *plusieurs poubelles ont été brûlées, du mobilier urbain dégradé et chaque nuit des équipes de policiers obligées d'intervenir sont prises pour cible* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°12). Ici, la répression est légitimée par le registre du devoir. Les cadres pronostiques suggèrent que les policiers répriment les révoltes non pas par goût de l'affrontement, mais par nécessité. Les vidéos, toujours filmées du côté de la police, mettent en scène la répression de la police : « *Lorsqu'elles interviennent, les forces de l'ordre sont rapidement prises à partie et cibles de nombreux projectiles. Les membres de la BRAV-M interviennent et sonnent la charge* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°15). Sur cette dernière phrase, les images montrent une charge impressionnante, présentée comme une réponse ludique à la violence des « casseurs ». Alors que les projectiles des « émeutiers » sont nommés « tirs de mortiers d'artifice », faisait appel à l'imaginaire de la guerre, la répression de la police se veut procédurière, presque tranquille et prudente, évitant le conflit :

« *Pour l'instant les forces de l'ordre ne vont pas trop au contact, on a vu tout à l'heure les BRAV-M, vous savez ce sont ces policiers à moto qui sont très mobiles, qui sont chargés d'aller directement sur les points chauds, on les a vus à l'œuvre effectuer quelques charges ; globalement les forces de l'ordre se tiennent à distance et elles tentent donc de repousser* »

les manifestants récalcitrants à un coup de gaz lacrimo » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°12).

Les cadrages pronostiques sont également construits à travers la mise en scène des policiers victimes de violence. En effet, une vidéo entière – présentée durant les entretiens - est consacrée à un policier « roué de coups » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°16). Au contraire, aucune image ne montre les violences envers les manifestant·e·s, et les chiffres des blessé·e·s – communiqués par la préfecture de police - ne concernent que les rangs de la police. On retrouve ici la dépendance aux sources officielles constatée par le *protest paradigm*. Ainsi, l'unique cadrage pronostique produit par BFMTV est celui de la répression, suggérant qu'une telle solution répond à l'intérêt commun. En légitimant la répression à l'encontre des sujets de la violence contestataire, le discours de BFMTV construit et renforce leur statut d'ennemi intérieur.

3. La figure de l'ennemi intérieur entre politisation et dépolitisation

Enfin, il s'agit de rendre compte des ambivalences qui structurent la production de la figure de l'ennemi intérieur. En effet, la particularité de la figure de la violence contestataire dans les médias est qu'elle est à la fois constamment dépolitisée et reliée à une menace politique. Comme nous l'avons montré jusqu'ici, elle est reléguée à la frontière du politique, et désignée comme une violence sans sens. C'est une violence gratuite, une violence « pour la violence ». Cardenas et Perez, dans une étude sur la figure des « *encapuchados* » (« cagoulés »), l'équivalent des « casseurs » dans les médias chiliens, ont montré que les cadrages assimilent la jeunesse revendicative à une pathologie sur le registre de la délinquance. On retrouve la même tendance dépolitisante avec le registre sanitaire dans notre corpus. Ainsi, la violence contestataire est clairement intégrée au champ de la délinquance et située en dehors du politique. Néanmoins, alors que la majeure partie des cadrages emprunte au registre de l'irrationalité et de la spontanéité, certains attribuent des intentions et une ingéniosité malveillante aux « casseurs » comme aux « jeunes ». BFMTV donne ainsi la parole à un intervenant, lui-même membre de la police, qui fait part « *des exactions qui étaient commises à l'encontre des policiers, on a assisté notamment à Saint-Denis, à Creil, à des embuscades, à des guet-apens qui étaient organisés à l'encontre des collègues* » (Corpus des 21 et 22 avril, vidéo n°2). Dans ce passage, l'action violente apparaît organisée et habile. Dans les cadrages portant sur la mobilisation du 28 novembre, on retrouve la même idée d'une ingéniosité des « casseurs » :

« et ces gens-là le savent, les casseurs le savent. Ils savent que là où ils sont, ils sont difficiles à chercher, difficile à attraper, que la police ne prendra pas le risque d'aller les chercher et de blesser au passage des gens qui vont être sur le trajet d'une unité de police de vingt ou trente personnes, donc ils en profitent, et ils brûlent, et ils cassent, jusqu'à ce que ils en aient marre d'être ici et qu'ils se déplacent ailleurs » (Corpus du 28 novembre, vidéo n°14).

C'est là toute l'ambivalence de la figure de l'ennemi intérieur, qui est à la fois disqualifié pour sa nature irrationnelle et dénuée de sens, et fantasmé dans ses capacités d'auto-organisation.

Parfois, des intentions sont prêtés aux acteur·rice·s de la violence, celles de venir semer le désordre ou le chaos, attaquant l'ordre social et institutionnel.

Ainsi, dans cette section, nous avons montré que la violence contestataire est une « altérité de l'intérieur ». Elle est à la fois un corps étranger indésirable et sans pouvoir d'agir qu'il s'agit de réprimer, et un ennemi politique qu'il faut « endiguer ».

*

Dans cette première partie, il apparaît que le discours de BFMTV sur la violence contestataire suit à de nombreux égards les résultats déjà révélés par les études de cadrage du *protest paradigm*. Nous avons montré que les dispositifs de cadrage produisent la violence contestataire comme une délinquance. Puis, les cadrages la placent à l'extérieur de la communauté citoyenne, c'est-à-dire du groupe majoritaire. Ces éléments concourent à la production de la violence en tant qu'ennemi intérieur. Ainsi, cette partie permet de comprendre plus précisément les procédés par lesquels le sens de la violence est produit dans les médias. Pour Crettiez, « la violence doit être nommée pour être, [...] elle n'existe pas en tant que telle mais est le fruit à la fois d'un contexte et d'une lutte de pouvoir » (2008, 4). Dans ce travail, nous considérons qu'il n'y a pas de prédiscursivité à la catégorie « violence ». Cette dernière est le résultat de la fixation éphémère d'une lutte pour le sens. En reprenant Michaud, nous pourrions dire que la violence contestataire « tient plus de la dissolution des règles qui unifient le regard social qu'à la réalité qu'elle peut avoir » (1978, 101). Elle est « la mise en question de règles intolérables » (Michaud 1978, 101). Cette partie a permis d'éclairer comment les cadrages des médias répondent à cette mise en question profonde de l'ordre social, et quels sont les procédés mobilisés pour en fixer le sens, dans leur articulation avec les rapports sociaux de race et de classe. Ainsi, les éléments de cadrage révélés ici sont essentiels pour ensuite comprendre les réceptions au regard du discours médiatique dominant.

II. Publics et contexte de réception

Dans cette seconde partie, nous examinons les propriétés sociales du public, afin de situer les réceptions et les usages étudiés dans le cadre de cette étude. Si les réceptions sont déterminées d'une part du côté de la production, c'est-à-dire du texte médiatique dominant, elles le sont également du côté du public : « *Pratiques « créatrices » et plurielles, les réceptions s'ancrent dans des appartenances sociales* » (Balland, Berjaud et Zambrano 2015, 6-7). Ainsi, les réceptions sont socialement différenciées en fonction du milieu social, des compétences politiques des récepteur·rice·s ou encore de leurs habitudes de consommation des médias. Par ailleurs, les réceptions sont déterminées par les expériences collectives des publics. Ici, nous tentons de retranscrire ces éléments afin de mieux connaître le public étudié. Notre échantillon est constitué de 12 lycéen·e·s, dont 9 femmes et 3 hommes, recruté·e·s dans trois lycées généraux différents, dont un au Blanc-Mesnil, un à Saint Denis, et un à Aubervilliers. Cette partie s'appuie principalement sur les questionnaires distribués à chacun·e des participant·e·s à l'issue des entretiens, mais aussi sur les échanges dans le cadre des discussions collectives. D'abord, nous présentons le milieu social auquel appartiennent les enquêté·e·s et établissons les limites du dispositif d'enquête (A). Dans un second temps, nous exposons leurs habitudes de consommation des médias (B). Troisièmement, nous évoquons les compétences politiques partagées par les personnes de notre échantillon (C). Enfin, nous montrons que le discours du public est structuré par une expérience collective de la marge urbaine (D).

A. Milieu social et limites du dispositif d'enquête

Il s'agit ici de reconnaître les limites du dispositif d'enquête avant de présenter les propriétés sociales des participant·e·s.

1. Limites du dispositif d'enquête

a. Le milieu social

D'abord, il convient d'admettre que notre questionnaire d'enquête échoue à établir un panorama satisfaisant des propriétés sociales des participant·e·s. En nous lançant dans l'enquête, nous projetions de saisir avant tout les dynamiques de réception partagées par les publics, au-delà des lignes de différenciation sociale qui parcourent la marge urbaine. Cette posture nous a conduit à sous-estimer l'importance des variables telles que le revenu et le nombre de personne par foyer, le type d'habitat ou encore la profession des parents. En faisant évoluer notre cadre théorique au cours de l'enquête, nous avons pris conscience des résultats de différentes études qui soulignent le caractère déterminant du milieu social spécifique des enquêté·e·s dans le rapport au politique, y compris au sein d'un même quartier (Barrault-Stella et al. 2020). Nous avons alors pris conscience de l'écueil de notre dispositif d'enquête. En effet,

le lieu de résidence ne détermine pas à lui seul le milieu social des individus, lequel peut varier sensiblement au sein d'un même espace urbain. En construisant notre questionnaire, nous étions influencés par nos travaux basés sur la structure sociale de la ville colombienne, dans laquelle l'appartenance à une des cinq strates d'habitation (« *estratos* ») donne à elle seule une indication assez précise du niveau de revenu et du milieu social des habitant·e·s. D'autre part, cet écueil s'explique par le fait que nous n'avions pas prévu de constituer un échantillon exclusivement composé de lycéen·e·s. La section du questionnaire destinée à saisir le milieu social des enquêté·e·s incluait la catégorie socio-professionnelle et l'activité principale. Néanmoins, dans le cas des lycéen·e·s, aucune de ces deux questions n'est pertinente. En prenant conscience de cette erreur, nous avons demandé aux enquêté·e·s des deux derniers entretiens de signaler la catégorie socio-professionnelle de leurs parents, mais seul·e·s les participant·e·s du second entretien ont effectivement rempli la section. Aussi, la seule indication formelle par laquelle nous pouvons saisir le milieu social des enquêté·e·s est leur lieu de résidence et leur lycée de rattachement.

b. Le statut racial

Une autre limite du questionnaire d'enquête est de n'inclure ni l'identité ethno-raciale ni la religion des enquêté·e·s. Cette dernière aurait été pertinente sur ce plan car elle est un marqueur fort du statut racial (Brun & Galonnier 2016). Nous avons fait ce choix dans la mesure où de telles questions auraient pu être perçues comme inappropriées par les répondant·e·s. De plus, au sein des lycées, une question sur l'auto-identification ethno-raciale ou sur l'appartenance religieuse aurait pu déclencher des résistances et nous fermer des portes. Pourtant, ces variables sont importantes pour comprendre les réceptions. A la suite du travail de Morley (1980), les études critiques sur la race ont montré que la construction identitaire des publics sur le plan racial oriente les réceptions des médias (Brooks & Hébert 2006). Aussi, cette limite du dispositif d'enquête entrave l'analyse. Une telle situation a suscité un certain dilemme durant l'enquête. Caractériser le statut racial des enquêté·e·s à partir de notre perception, c'est à dire à partir d'un regard blanc, suppose de prendre le risque de ne pas correspondre à leurs propres perceptions de leur statut racial, ce qui pose un problème épistémologique conséquent. En effet, les études de sociologie comportementale ont montré que les perceptions des statuts raciaux varient largement selon l'identification raciale de l'observant et du contexte social de l'observation (Zsófia 2018 ; Feliciano 2016). De l'autre côté, abandonner les rapports sociaux de race, dans une société « structurée à dominante » (Hall 1996) et largement organisée selon ces derniers, reproduit une absence déjà récurrente dans les sciences sociales, perpétue leur invisibilisation, et empêche d'accéder à une dimension pourtant déterminante des rapports de sens (Fassin & Fassin 2013). Afin de dépasser cette impasse épistémologique, nous adoptons la position suivante. Dans la mesure où notre regard en tant qu'enquêteur blanc est l'expression d'un regard dominant, c'est à dire racialisant, notre perception de la race a de nombreuses chances de coïncider, non pas nécessairement avec l'identification ethno-raciale des

participant·e·s, mais avec les dynamiques d'assignation raciale subies par ces dernier·ère·s dans les espaces dominants de la société française. Aussi, tout en étant conscients des problématiques que ce choix comporte, nous attribuons aux enquêté·e·s un statut racial basé sur notre perception, à travers trois catégories, « blanc·che », « racisé·e·s », ou « racialement ambigu·ë », afin d'éviter un catalogue des catégories ethno-raciales - qui cette fois serait trop approximatif. Héritée des études comportementales sur la race, la catégorie « racialement ambigu·ë », ne désigne pas ici les personnes dont l'identité peut osciller entre plusieurs identités raciales non-blanches, mais celles dont le statut racial peut varier entre blanc·che et racisé·e. Nous attirons l'attention sur le fait que ces trois catégories ne sont pas absolues et sont elles-mêmes situées dans des rapports sociaux de race spécifiques à la société française, en dehors de laquelle cette modélisation ne serait pas nécessairement pertinente. Ainsi, notre dispositif comporte plusieurs écueils, qui limitent la précision de la caractérisation sociale de notre échantillon. Une fois ces limites présentées, il s'agit toutefois de mettre à profit les indications dont nous disposons pour situer au mieux les enquêté·e·s dans les « ancrages sociaux » qui les déterminent.

2. Propriétés sociales des enquêté·e·s par groupe

a. Saint-Denis

Le premier groupe, recruté dans un lycée général de Saint-Denis, est composé de cinq lycéen·e·s, dont trois filles et deux garçons, tou·te·s en terminale. Les deux garçons, Yohann et Amine, sont amis, et ont été rencontrés lors d'une réunion du Conseil de la Vie Lycéenne, où nous avons présenté notre enquête et sollicité leur aide. Ce sont eux qui ont à leur tour recruté les trois autres participantes, Jana, Clara et Océane, qui semblent également bien se connaître entre elles. Le lycée concerné propose différentes options, et paraît être un établissement plutôt favorisé au sein de l'académie de Créteil. Tou·te·s les participants habitent dans la commune de Saint-Denis. Yohann et Amine ainsi que Jana et Sandra sont racisé·e·s. Océane est blanche. Amine n'a pas spécifié son quartier de résidence. Yohann précise qu'il vit dans une cité HLM, laquelle est fréquemment évoquée dans les médias pour les violences entre « jeunes » avec des cités rivales, où pour les contestations des habitant·e·s vis-à-vis de problèmes d'infrastructure ou de ressources de première nécessité. Jana n'a pas non plus spécifié son quartier de résidence. Clara a spécifié qu'elle vivait elle aussi dans une cité HLM, également mentionnée dans les médias en rapport au trafic de drogue ou aux mêmes violences entre « cités rivales ». Océane est partie avant la fin de l'entretien et n'a pas envoyé ses réponses au questionnaire, ce qui empêche de situer son espace de vie.

b. Le Blanc-Mesnil

Le deuxième groupe, recruté dans un lycée général du Blanc-Mesnil, est composé de deux amies en terminales, Sophia et Rose, et d'un garçon en première, Dylan, qui semble ne pas bien connaître les deux filles. Le groupe a été constitué avec l'intermédiaire de la CPE du lycée,

avec laquelle Dylan et Rose avaient déjà effectué un entretien dans le cadre d'une autre étude. Les trois élèves habitent dans la commune. Rose mentionne qu'elle vit dans « une zone pavillonnaire ». Ses parents appartiennent à la catégorie « artisans, commerçants et chefs d'entreprise » et « employés ». Sophia ne précise pas son quartier, mais elle indique que ses parents appartiennent à la catégorie « cadres et professions intellectuelles supérieures ». Elle dit au cours de l'entretien qu'elle pratique le Krav maga (un sport de combat) et fréquente des policier·ère·s dans le cadre de cette activité. Elle indique aussi qu'elle se rend souvent à Paris, au contraire des deux autres participant·e·s. Dylan n'a pas non plus renseigné son quartier. Il indique que ses parents appartiennent à la catégorie « professions intermédiaires ». Rose et Dylan sont racisé·e·s, et Sophia est racialement ambiguë.

c. Aubervilliers

Le troisième groupe, organisé dans un lycée général d'Aubervilliers, est composé de quatre filles, Amina, Sandra, Lina et Sonia, toutes en terminale. Elles ont été recrutées via la documentaliste du CDI dans le cadre de leur participation commune à l'atelier de préparation Sciences Po du lycée. Par conséquent, les lycéennes se connaissent entre elles et ont l'habitude de débattre ensemble. Amina habite à Aubervilliers. Elle ne renseigne pas son quartier mais signale durant les échanges qu'elle habite dans une cité HLM. Elle est née au Maroc et est arrivée en France à l'âge de 6 ans. Elle est musulmane, et déclare avoir récemment commencé à porter le voile. Elle s'identifie comme Arabe. Sandra habite dans le quartier de La Plaine à Saint-Denis. Elle est née en Espagne, et est arrivée en France en 2017. Lina habite également à Saint-Denis, dans le quartier Pleyel. Elle est d'origine chinoise. Sonia habite Aubervilliers, et ne mentionne pas son quartier. Elle est d'origine algérienne. Durant l'entretien, elle laisse entendre qu'elle appartient à un milieu social privilégié. Elle suggère qu'étant petite, elle pratiquait des loisirs plutôt réservés à la classe supérieure, et qu'elle a été confrontée avec surprise à la mixité sociale au collège. Enfin, toutes les participantes du groupe sont racisées.

Ainsi, en dépit des limites du dispositif d'enquête, cette section a montré que les enquêté·e·s appartiennent principalement à la classe populaire et sont assigné·e·s à un statut racial non-blanc. Une fois le milieu social et le statut racial des enquêté·e·s resitué au mieux, il convient désormais de poursuivre le travail de contextualisation des réceptions, en les replaçant dans leur contexte plus large d'exposition différenciée aux contenus médiatiques.

B. Habitudes de consommation des médias et habitus culturels

Dans cette section, nous présentons les habitudes de consommation des médias des enquêté·e·s, recueillies à travers les questionnaires individuels mais aussi durant les discussions collectives. A partir des habitudes de consommation des médias, nous discutons ensuite les types d'habitus qui structurent notre échantillon.

1. Habitudes de consommation des médias

Dans notre échantillon, les réseaux sociaux constituent la première source d'information des enquêté·e·s. Alors qu'ils·elles doivent hiérarchiser les modes d'information selon leur importance, les enquêté·e·s placent presque tou·te·s les réseaux sociaux en première position. Seule Rose les place en seconde position. Sophia incarne un cas exceptionnel, puisqu'elle situe les réseaux sociaux en septième et dernière position. C'est Instagram qui est le réseaux social le plus cité. Vient ensuite Snapchat puis Twitter, et enfin Tik-Tok et Facebook. La télévision arrive en deuxième position, suivie des journaux, qui sont à égalité avec les discussions en famille. En dernier se trouvent les discussions entre ami·e·s. Par ailleurs, la tendance générale qui place les réseaux sociaux en premier puis la télévision en seconde position se retrouve lorsque la question porte sur l'information spécifique aux manifestations.

Concernant la fréquence d'utilisation des médias, la majorité des répondant·e·s déclarent utiliser les réseaux sociaux toute la journée ou plusieurs fois dans la journée. Ils·elles déclarent regarder très peu la télévision, seulement quelques fois par semaine pour la plupart, et moins de deux heures par jour pour les autres. Cette tendance est largement inférieure à la moyenne nationale, de 4h par jour en 2020 (Médiamétrie 2020). Les temps de visionnage de la télévision se font exclusivement avec la famille et au domicile des enquêté·e·s. Concernant la chaîne regardée, TF1 est citée dans presque la moitié des cas. Vient ensuite BFMTV, puis M6 et France 2. Lorsque la télévision est allumée, la majorité des enquêté·e·s déclarent écouter plus ou moins selon le sujet ou le programme, ou n'écouter que d'une oreille. Sophia, Clara et Yohann déclarent être très attentifs·ves. Dans la mesure où ces dernier·ère·s ne regardent que très rarement la télévision, cela correspond avant tout à des pratiques de consommation liées à des films ou à des contenus spécifiques plutôt qu'à une écoute des chaînes d'information en continu.

Concernant les types de contenus regardés, les enquêté·e·s semblent avoir accès à un type d'information assez général, peu spécialisé et peu politisé. En réponse à une question portant sur les comptes qui parlent de sujets politiques ou de société sur les réseaux sociaux, ils·elles déclarent consulter les contenus de Brut, Loopsider, de comptes dédiés à l'actualité comme Hugo Décrypte ou encore de comptes de journaux traditionnels tels que Le Monde, Le Parisien ou The Economist. Seules trois répondantes, Sandra, Sonia et Amina, déclarent suivre des contenus spécialisés, notamment concernant le mouvement Black Lives Matter, le génocide des ouïghours, le mouvement social colombien, le Hirak algérien ou encore le conflit israélo-palestinien. Amina fait preuve d'un investissement particulier dans sa pratique informative, en étant membre de groupes Instagram dans lesquels des internautes échangent des informations et débattent sur des sujets de société. Les réseaux sociaux sont majoritairement utilisés dans un but de divertissement, puis pour l'information et les relations amicales. Seul trois personnes déclarent utiliser les réseaux sociaux pour des contenus en lien avec la politique. De la même manière, les programmes télévisés regardés sont principalement dédiés aux informations et au

divertissement. Par ailleurs, en complément de la télévision, les journaux cités sont des journaux généralistes tels que Le Parisien, Le Monde, Le Point, Libération, Les Echos ou Lacroix.

2. Habitus culturels

Les enquêté·e·s semblent avoir un ensemble de pratiques de consommation des médias qui se rapprochent des usages légitimes. Avec la reconfiguration des usages de l'actualité générée par internet, les usages traditionnels des journaux papiers se sont largement reportés, d'autant plus chez les jeunes générations, sur la lecture des journaux en ligne (Donnat 2009). Ici, ce sont principalement les comptes Instagram d'information généraliste, avec des condensés d'information mis en image, qui structurent le mode d'information des enquêté·e·s. Cette tendance est cohérente avec les résultats des études portant sur les évolutions des modes d'information et des usages de l'actualité chez les publics internautes, selon lesquelles ce sont les médias généralistes qui sont les plus consultés ligne (Granjon & Le Foulgoc 2010).

Suivant le modèle de la légitimité culturelle tel que revu par Coulangeon (2003), alors que les usages des réseaux sociaux sont davantage centrés sur le divertissement pour les jeunes les moins doté·e·s en capital culturel, les usages de celles et ceux qui sont mieux doté·e·s se caractérise par un éclectisme dans leurs pratiques, entre divertissement et contenus informatifs portant sur l'actualité et sur des sujets de société (Boubée 2015). Aussi, alors que « *l'espace médiatique est communément vécu comme porteur d'injonctions à prendre connaissance de l'actualité* », certain·e·s usager·ère·s se distancient des médias d'information en ligne et font preuve d'une certaine difficulté pour saisir la complexité des événements (Granjon & Le Foulgoc 2010, 235). D'autres, au contraire, font preuve d'un certain goût pour les news, qui s'accompagne d'une assurance dans leurs compétences personnelles pour choisir et s'appropriier les contenus d'information (Granjon & Le Foulgoc 2010). C'est cette dernière posture qui domine chez les enquêté·e·s, ce qui indique que ces dernier·ère·s sont plutôt bien doté·e·s en capital culturel. En effet, les lycéen·ne·s semblent avoir une idée assez claire des sources dignes de confiance, et connaissent les attentes de l'école concernant les usages raisonnés des médias. Ainsi, ils·elles déclarent reconnaître plus de légitimité aux sources dont l'information est considérée comme neutre et objective. Dans le groupe mené à Aubervilliers, Lina évoque ainsi le devoir des journalistes :

« Je pense qu'il y a des chaines qui essaient de rester le plus neutre possible, et je pense que le devoir d'un journaliste c'est quand même de rester neutre et de juste de nous donner l'information pour qu'on se fasse notre propre avis mais après il y a, enfin forcément c'est toujours un peu coloré on peut pas être neutre à 100% et bah il y a des chaines qui sont un peu plus, qui respectent un peu moins ce principe là donc ... » (Entretien collectif n°3).

Les enquêté·e·s expliquent qu'il s'agit de vérifier et de croiser les sources afin d'assurer la fiabilité d'une information. Au sujet de BFMTV, Yohann et Amine font part de l'importance d'avoir du recul sur l'information :

« Amine : C'est ça en fait, donc tu sais pas si c'est fiable ou pas, et puis, si tout le monde dit que c'est fiable, bah l'info elle vient d'où, c'est quoi la source ? Donc au final je pense qu'il faut tout prendre par des pincettes et tout faire par soi-même on a dire, par sa propre réflexion.

Yohann : Je pense aussi, moi je crois pas à une seule source, je suis obligé de comparer tout, et de regarder un peu près la chose qui se répète, et donc... Je me dis c'est, je me fais mon propre avis quoi » (Entretien collectif n°1).

Sans être exposé·e·s à des contenus, dans un contexte de discussion sur l'information et les médias en général, les enquêté·e·s développent des postures critiques, en pointant notamment les *fake news*. Par exemple, Yohann évoque un compte d'information peu fiable sur Instagram :

« Yohann : Ouais. Ils ont un millions d'abonnés, c'est-à-dire ils sont pas mal, pourtant plein plein de fois ils se sont trompés, leur compte plusieurs fois, là actuellement ils sont suspendus... Fin on dirait un compte clandestin comme ça, mais pourtant ils quand même un million d'abonnés, ça veut dire c'est ouf quand même...

Océane : En fait je pense ils disent juste les informations qu'ils ont trouvé à la télé, ils les reportent sur les réseaux parce que les gens ils sont plus sur les réseaux que sur la télé. Surtout les jeunes.

Yohann : En fait c'est comme si je vous disais, nous là, nous tous là on crée tout de suite un compte de médias, nous pareil on compare pas les sources on va direct sur internet, on prend toutes les infos, on les post, on les poste ; un million de personnes » (Entretien collectif n°1).

Ainsi, la position globale des enquêté·e·s vis-à-vis de l'information, tant face la télévision que sur les réseaux sociaux, semble favoriser la prudence et la distance. En tant qu'enquêteur et étudiant à l'université, nous représentons les codes de l'école qui mettent en garde contre les médias, et par conséquent il est difficile de savoir si une telle position se traduit véritablement par des pratiques de comparaison de l'information. Si nous sommes conscients de ce potentiel biais, la posture des enquêté·e·s témoigne bien de leur connaissance des usages légitimes des médias d'information.

Il est difficile d'avoir une idée plus globale du niveau de capital culturel, notamment concernant l'alignement des pratiques d'information avec les autres pratiques culturelles. En effet, ni le questionnaire ni les entretiens ne laissent de place aux pratiques culturelles, et par conséquent il n'est pas possible ici de constituer l'habitus culturel de chacun des enquêté·e·s dans toute son amplitude. Néanmoins, il semble que dans l'ensemble, les enquêté·e·s ont des usages des médias qui se rapprochent des usages légitimes et sont plutôt bien doté·e·s en capital culturel.

C. Compétences politiques et participation

Cerner le niveau de compétence politique des enquêté·e·s est essentiel afin de situer leurs réceptions dans l'espace social, dans lequel la compétence politique est inégalement distribuée (Gaxie 1978). Ici, dans la continuité de leur positionnement privilégié en termes d'habitus culturel, les lycéen·ne·s se trouvent être convenablement doté·e·s en termes de compétence politique.

1. Rapport à la politique formelle

De prime abord, le niveau de compétence politique formelle des enquêté·e·s est limité. Dans leur rapport à la politique institutionnelle, les enquêté·e·s affichent leur absence de positionnement ou leur désintérêt. Plus de la moitié des répondant·e·s déclarent ne pas se reconnaître sur l'échelle droite gauche. Si une telle réponse n'implique pas nécessairement un manque de compétence politique, il semble que certain·e·s mobilisent cette réponse car ils·elles n'ont pas d'idée claire de ce que représente le clivage droite/gauche. De manière parlante, Lina annote le questionnaire en ajoutant « je ne me reconnais pas *encore* sur l'échelle droite gauche ». D'autres au contraire formulent une critique explicite des partis politiques dans leur rejet de l'échiquier traditionnel, ce qui est l'expression d'une certaine compétence politique. Concernant les enquêté·e·s qui s'identifient sur le clivage gauche-droite, Dylan, Sonia et Clara se situent au centre, Sandra à gauche, et Sophia à droite. Pour autant, au vu des discours tenus par Dylan et Clara durant les entretiens, leur choix semble être davantage motivé par une représentation du centre comme étant un parti neutre que par une connaissance précise des politiques menées au centre. Le choix de Sophia, au contraire, est très cohérent au regard de ses propos. Cette dernière est d'ailleurs la seule qui répond vouloir voter pour un camp politique précis, exprimant son intention de voter pour « une personnalité de droite ou de centre droit ». A cette question, les autres n'ont pas répondu, ou ont fait part de leur indécision. Sandra, elle, répond qu'elle pourrait voter pour « n'importe qui sauf Le Pen ». Ensuite, alors que les enquêté·e·s doivent décrire leurs idées politiques en quelques mots, seul·le·s quelques un·e·s formulent une idée structurée. Lina décrit ses idées politiques comme étant « en cours de formation », à l'image de Sonia, pour qui les idées politiques « se rapprochent plus de questionnements que d'idées précises ». Sophia, cohérente avec ses autres réponses, déclare : « la justice et le respect des autres sont deux choses primordiales qui dirigent mes idées politiques ». Yohann répond lui qu'il cherche à être « le plus objectif possible » et Jana répond « égalité pour tout le monde ».

2. Rapport à la politique ordinaire

En dehors de la politique partisane, les enquêté·e·s font preuve de davantage de compétence. En effet, ils·elles connaissent les figures politiques importantes des vidéos de BFMTV telles que Assa Traoré. De plus, ils·elles déclarent être plutôt intéressé·e·s par l'actualité, et plus de la moitié d'entre elles·eux disent s'informer de l'actualité une fois ou plusieurs fois par jour. Les quatre autres s'informent quelques fois par semaine. En effet, les enquêté·e·s affichent au cours des discussions une connaissance assez fine des polémiques et de l'actualité politique. Presque tou·te·s sont au courant des débats autour de la loi sécurité globale. Comme nous l'avons déjà mentionné, dans le troisième groupe, à Aubervilliers, les participantes s'intéressent à des sujets de société très spécifiques, qui supposent un certain degré de compétence politique. Si le groupe d'Aubervillier est particulièrement homogène en termes

de compétences politiques, dans les autres groupes, certain·e·s enquêté·e·s sont plus compétent·e·s que d'autre sur les questions en lien avec le politique. Dans le groupe de Saint-Denis, Yohann semble être le plus doté en compétence politique. Il dit lui-même qu'il provient d'une famille « très politisée ». En effet, ce dernier fait part d'une distance critique dans la majorité des thématiques abordés, et partage par exemple ses connaissances sur les principes politiques de l'anarchie. Clara et Jana font également preuve de positionnements critiques assez fins, et expriment leurs connaissances de l'histoire et des différents régimes politiques. Dans le groupe du Blanc-Mesnil, c'est Sophia qui semble être la plus dotée. Elle évoque l'importance de la culture politique dans sa famille :

« moi j'ai grandi dans une culture politique, c'est-à-dire que à table on parle beaucoup politique, ça veut dire on est tous à table et on va discuter, on va débattre sur les actualités ou sur la politique en règle générale, et avec mes amis aussi j'aime bien parler d'actualité pour avoir leur point de vue tout simplement » (Entretien collectif n°2).

Ensuite, en dépit des différences en termes de compétences, les enquêté·e·s partagent un certain intérêt pour les sujets de société et pour le politique au sens large. En effet, comme l'a montré Buckingham (2000), la défiance et l'absence d'intérêt ostentatoire des jeunes vis-à-vis de la politique conventionnelle « *s'accompagne [...] souvent d'un intérêt marqué pour des questions plus locales ou en rapport avec la vie quotidienne* » (Le Grignou 2003, 189). Ainsi, neuf des répondant·e·s déclarent suivre sur les réseaux des personnalités, des pages ou des comptes qui parlent de sujets de société. Ainsi, les enquêté·e·s font preuve, pour reprendre les termes de Lagroye, d'une « attitude » participante, par laquelle ils-elles ont des connaissances et pensent pouvoir être actif·ve·s (Lagroye, François & Sawicki 1993).

3. Participation politique

Les enquêté·e·s partagent, pour la plupart, une pratique de participation : la discussion politique. Si Amine déclare ne pas avoir l'habitude de parler de politique ou de sujets de société, tou·te·s les autres disent avoir l'habitude de participer à de telles discussions. Les instances de discussion politique sont avant tout les cercles amicaux et la famille. Ainsi, la grande majorité des répondant·e·s déclarent avoir l'habitude de participer à des discussions portant sur la question spécifique des manifestations ou des émeutes. Seul·le·s Sonia et Amine déclarent ne pas participer à ce type de discussion. Sur ce thème, les discussions se déroulent davantage avec les ami·e·s et dans le cadre du lycée, notamment avec les enseignant·e·s. Le groupe d'Aubervilliers se distingue par une pratique de la discussion politique particulièrement fréquente, dans la mesure où elle est encouragée par l'atelier de préparation Sciences Po. Concernant le niveau de polarisation politique, si dans le groupe du Blanc-Mesnil, les trois participant·e·s ont des avis très divergents sur plusieurs sujets, la polarisation est assez faible dans les deux autres groupes. Aussi, les logiques de conflictualisation, au sens de Haegel et Duchesne, sont presque absentes des groupes de Saint-Denis et d'Aubervilliers (2004).

Concernant les autres pratiques de participation politique, une partie des enquêté·e·s s'engage dans le cadre du lycée. En effet, les groupes de Saint Denis et du Blanc-Mesnil ont été recrutés à travers les élèves du Conseil de Vie Lycéenne, Yohann et Amine pour Saint-Denis et Sophia et Rose pour le Blanc-Mesnil. Aussi, ces dernier·ère·s font partie d'une ou plusieurs associations ou instances de représentation au lycée. Ces modes de participation politiques témoignent du niveau de compétence politique élevé de ces enquêté·e·s pour leur classe d'âge. En dehors du lycée néanmoins, la grande majorité des participant·e·s n'a jamais pris part à des activités politiques. Les enquêté·e·s, pour la plupart, n'ont jamais participé à une manifestation, excepté à la suite des attentats de Charlie Hebdo dans le cas de Yohann et Sophia. Pour autant, si la participation des enquêté·e·s se limite pour la majorité à la discussion politique, Amina et Sandra ont des pratiques d'engagement plus diversifiées. Elles sont les seules qui affirment avoir déjà participé à un syndicat ou une organisation politique, sans pour autant préciser laquelle. Elles déclarent également avoir participé à des associations. Amina s'est déjà engagée à la Croix rouge française ainsi que dans une autre association. Elle fait également part de sa volonté de participer à la mobilisation du 15 mai 2021 en soutien à la Palestine, à laquelle elle n'a finalement pas pu se rendre à cause de la désapprobation de sa mère. Sandra, qui s'est trouvée dans le même cas pour le rassemblement du 15 mai, dit avoir déjà participé à des manifestations, dans le cadre de la lutte pour les droits des femmes, de la lutte contre l'islamophobie et des mobilisations climat.

Ainsi, les enquêté·e·s sont des élèves plutôt bien doté·e·s en termes de compétence politique. Ils·elles sont particulièrement engagé·e·s dans la vie du lycée, ou alors très investi·e·s dans la réussite de leurs études. En effet, il semble que les participant·e·s sont pour la plupart plutôt en situation de réussite scolaire. Par exemple, Lina et Sonia étaient admissibles à Sciences Po Paris au moment de l'entretien, et Clara et Jana nous font part de leurs ambitions de suivre de longues études dans des formations prestigieuses. Aussi, nous supposons que le niveau de scolaire et le fort engagement général dans la vie lycéenne des enquêté·e·s s'accompagnent d'un sentiment de compétence plutôt élevé, notamment par rapport aux autres lycéen·ne·s moins investi·e·s et moins valorisé·e·s par le système scolaire. Ces éléments permettent de saisir la position sociale privilégiée dans laquelle se situe la majorité des enquêté·e·s dans l'environnement social immédiat du lycée, et plus largement dans leur milieu social d'appartenance. En effet, comme l'écrit Gaxie :

« pour une fraction importante des personnes qui occupent les régions basses et moyennes inférieures de l'espace social, les sentiments d'incompréhension et d'incompétence se renforcent et incitent à l'auto-déshabilitation. Inversement, pour les segments politisés du public, la familiarité « naturelle » avec les thèmes et les modes de discussion des débats politiques et le sentiment tacite de compétence (à la fois technique et statutaire) prédisposent à l'auto-habilitation » (2007, 750).

Ici, il semble que les enquêté·e·s – en dépit de leur appartenance aux « régions basses et moyennes inférieures de l'espace social » - sont pour la plupart assez politisé·e·s, et jouissent d'un sentiment de compétence qui leur permet de s'exprimer avec aisance et de se distinguer.

De plus, la compétence politique et le sentiment de compétence sont d'autant plus élevés chez les enquêté·e·s les plus doté·e·s, qui prennent fréquemment la parole et s'imposent comme « leaders d'opinion ». De manière parlante en effet, dans les trois groupes, les enquêté·e·s qui s'expriment avec le plus d'assurance sont aussi celles et ceux qui ont les propos les plus structurés d'un point de vue idéologique. C'est le cas de Yohann dans le premier groupe et de Sophia dans le second groupe.

Ainsi, les enquêté·e·s sont particulièrement bien dotés en compétence politique et ont l'habitude de la pratique de la discussion politique. Certains d'entre eux participent au sein du lycée et jouissent d'un sentiment de compétence élevé. Puis, après avoir situé les enquêté·e·s dans leur milieu social et présenté leur niveau de dotation en termes de compétence politique, il s'agit désormais de spécifier ce qui fait leur particularité en tant que public dans la marge urbaine.

D. Le public comme communauté expérientielle : la marginalité urbaine comme contexte de réception

Les enquêté·e·s partagent une certaine expérience de la marginalité. Dans ce travail, le territoire est défini comme un espace détenteur d'une cohérence interne, non pas en termes d'attributs, mais car il produit une identité partagée et un vécu commun. Par conséquent, il est à la base d'une communauté d'expérience. Les études en géographie sociale ont montré l'importance de « l'espace vécu » dans l'identité des individus. Pour Di Méo, l'identité s'incarne dans des « *espaces collectivement nommés, appropriés, signifiés et vécus ; espaces que l'on appelle couramment des lieux et des territoires* » (2004, 340). Pour Levy, l'espace de vie confère à ses habitant·e·s une identité commune basée sur la localité (1993). Ici, nous n'étudions pas l'échelle immédiate du quartier, l'échelle locale au sens strict. En appréhendant la marge urbaine comme territoire, c'est la relation de domination entretenue avec le centre de la ville qui est questionnée, en tant qu'elle génère une communauté d'expérience. En effet, « *le territoire émergent relève [...] bien plus de l'imaginaire et du vécu [...] que de la stricte pratique ou de l'usage concret des lieux qui le composent* » (Di Méo 2004, 345). Plus que l'expérience journalière de tel ou tel bâtiment, de telle ou telle ligne de métro, c'est ici l'expérience de la position subalterne de la banlieue dans les rapports symboliques de la société qui est interrogée. La première partie du guide d'entretien étant dédié à l'expérience de l'espace urbain, c'est sur les échanges tenus dans ce cadre que nous nous appuyons dans cette section.

1. Décrire le territoire : diversité et violence

Lorsqu'il s'agit de définir leur espace de vie, les enquêté·e·s en font d'abord un portrait positif. La commune habitée est définie comme étant « conviviale » et « cosmopolite » dans l'entretien à Saint-Denis, et comme un mélange de cultures dans l'entretien à Aubervilliers. Amina dit qu'elle apprécie beaucoup cet environnement :

« On s'entend tous bien même si on est de différentes nationalités ou de différentes cultures, on est tous mélangés, en plus ce que j'aime bien c'est que il y a pas de gêne entre nous. Donc on va dire, moi je suis musulmane, je peux pas parler à des chinois par rapport au conflit par rapport aux ouïghours, alors que ici à Aubervilliers il y a pas ça, genre je parle normalement avec Lina, ou avec d'autres chinois de ma classe, nan moi c'est ça que j'aime bien il y a pas de gêne entre nous » (Entretien collectif n°3).

Ce propos est largement plébiscité et repris par les autres participantes du groupe. Dans l'entretien mené au Blanc-Mesnil, la commune est présentée comme étant paisible et calme. Dans le cas de Saint-Denis comme du Blanc-Mesnil, la ville est définie comme étant pleine de loisirs et d'activité, ou encore bien dotée en espaces verts.

Néanmoins, dans les entretiens de Saint-Denis et d'Aubervilliers, ce panorama est suivi de propos plus négatifs qui mentionnent notamment la violence, à l'instar de ceux de Yohann :

« Ah si, il y a de la violence à St Denis, on va pas parler que des côtés verts... [rires] Il y a aussi beaucoup, notamment dans les cités, voilà, il y a beaucoup de règlements de compte ou quoi, des histoires de rackets, d'armes, vous savez des choses comme ça. Mais en fait les gens ils ont appris à vivre avec en fait. Je veux dire, les gens, à partir du moment où on vit ici, on sait par exemple les risques qu'on peut prendre quand on sort dehors, mais ça nous passe au-dessus de la tête vu que... on y est habitués » (Entretien collectif n°1).

Ce commentaire lié à « l'habitude » fait écho à la première réaction d'Amina dans le groupe à Aubervilliers :

« Maël : Du coup, comment vous décririez l'espace de vie ici, les communes dans lesquelles vous vivez, et le lycée et tout ça, si vous deviez le décrire ?

Amina : Bah on est habituées. Moi je suis habituée à l'environnement d'Aubervilliers quoi. Quand je vois on va dire, des bagarres, ou des... » (Entretien collectif n°3).

Cette dimension négative est absente dans le discours des enquêté·e·s du Blanc-Mesnil. En effet, Rose décrit sa ville comme un espace « sans-histoire » : *« Et je trouve que c'est une ville, franchement, il y a pas beaucoup d'histoires au Blanc-Mesnil. On entend pas, ouais, au Blanc Mesnil, mort de... Enfin ouais il y a pas souvent de trucs comme ça » (Entretien collectif n°3).* Pour autant ici, si le territoire n'est pas associé à la violence, c'est en comparaison à d'autres espaces de la banlieue, dont les enquêté·e·s sont conscient·e·s qu'ils sont associés à la violence.

2. La frontière Paris – Banlieue

Une des dimensions essentielles du territoire est la frontière. Elle est l'élément par lequel un espace acquiert sa cohérence interne et acquiert une identité territoriale (Raffestin 1983). Dans les entretiens, la frontière se manifeste avec force dans l'accès à l'éducation. Dans le groupe de Saint-Denis, Jana déclare :

« Bah moi j'ai une prof, et pour elle c'est impossible d'avoir une école à Paris en étant de Saint-Denis. [...] Parce qu'apparemment notre bac il a moins de valeur, ce qui est vrai... Parce que Saint-Denis n'a pas une bonne image, donc, on a moins de chance que les habitants de Paris eux-mêmes quoi » (Entretien collectif n°1).

Cette affirmation fait l'unanimité dans le groupe. Alors que nous parlons des « violences sociales », Clara évoque cette même problématique :

« Et aussi pour moi les violences sociales, bah moi je trouve que on les retrouve assez souvent aussi à l'école hein. Parce qu'en fait, on nous rappelle constamment, enfin surtout

au lycée, on nous rappelle constamment qu'on vient de Saint Denis, et que du coup c'est beaucoup plus compliqué... » (Entretien collectif n°1).

Ainsi, les participantes désignent la présence d'une frontière sociale entre Paris et la banlieue, qui place cette dernière dans une position de marge. Réagissant à ce propos de Clara, Yohann fait directement l'association avec les phénomènes de violence au lycée :

« Surtout avec les attaques qu'il y avait eu l'année dernière et en seconde, quand on était en seconde. C'était encore pire. [...] C'était coup de marteau... Les jeunes ils attendaient que la personne à tabasser, sorte du lycée pour la tabasser. Ou sinon une fois ils ont vu une arme à feu rentrer carrément dans le lycée... à la cafétéria... » (Entretien collectif n°1).

A travers une telle association, les propos de Yohann trahissent la conscience implicite d'une relation entre les dynamiques de stigmatisation qui assimilent Saint-Denis à la violence et les discriminations dans l'accès à l'éducation supérieure. Dans les deux autres entretiens, cette thématique est également très présente.

Ensuite, les enquêté·e·s associent la frontière aux préjugés portés par les habitant·e·s du centre de Paris sur les habitant·e·s de la banlieue. Rose exprime cette idée, affirmant que la frontière est structurée par une barrière symbolique entre Paris et la banlieue :

« Par exemple, je vais vous raconter un petit peu ma vie, bin ma sœur elle est partie à la fac, on l'appelait la banlieusarde, alors que vous l'entendez parler, elle a une voix, enfin elle parle pas en mode wesh, gros, na na na... Elle parle normal. Mais c'est juste que selon les gens de sa fac, elle avait un accent banlieusard. Donc moi je trouve que vraiment, la frontière, c'est pas vraiment géographique, mais la frontière qui se dresse entre la banlieue et paris, c'est vraiment au niveau du travail. On va vraiment à ce moment-là te dire, « ah ouais toi, tu viens pas de Paris toi, ça se voit que tu as fait ton école dans le 93 ou dans le 92. » Même si bah après il y aura pas vraiment de conséquences sur cette... sur cette disparité on va dire, mais on va quand même le remarquer. Ou peut être ils vont pas tout le temps faire la remarque, mais il vont quand même le remarquer. Voilà. » (Entretien collectif n°2).

Dans le groupe de Saint-Denis, toujours sur le thème des « violences sociales », Amine fait lui aussi part de la stigmatisation des personnes vivant en banlieue lorsqu'elles vont étudier dans des facultés parisiennes :

« avec la violence sociale en fait, enfin t'es persuadé par ton entourage que t'es comme ça, et quand t'arrives là-bas bah c'est limite confirmé. Alors qu'en fait bah c'est juste une idée que tu t'es faite au fil du temps, au fil que, bah que t'aies encaissé toute sorte et tout types de remarques, t'arrives là-bas, voilà t'es, t'es sans rien. » (Entretien collectif n°1).

C'est également lors des déplacements à Paris que la frontière sociale est ressentie par les enquêté·e·s. C'est dans le groupe d'Aubervilliers que la rupture entre Paris et la banlieue est exprimée avec le plus de force :

« Sandra : Bah dès que par exemple on est sur Paris intramuros, fin on se sent pas chez nous, et quand par exemple je suis là en Seine-Saint-Denis, et que je vais à Argenteuil par exemple, je vais pas ressentir la même différence que, si je vais à Paris par exemple, et oui c'est ça.

Sonia : personnellement c'est pas Paris directement, parce que par exemple le 19ème etc, ça ressemble pas mal à Aubervilliers, après...

Sandra : Après le côté 19ème collé à Aubervilliers il est pas comme le côté 19ème collé à.... Ouais

Sonia : Ouais voilà. C'est pas genre la frontière vraiment, qui est une frontière Paris et la banlieue tu vois » (Entretien collectif n°3).

Dans cet extrait, les participantes définissent la frontière non pas comme une discontinuité dans les infrastructures mais bien à travers la différence de milieu social qui caractérise les espaces. Cette distance crée un fort malaise chez certaines personnes lorsqu'elles se rendent à Paris, comme l'exprime Amina :

« Quand c'est Paris centre, moi je suis pas à l'aise. Nan vraiment je suis pas à l'aise, quand je vais, je sais pas, aux Champs Élysées, je suis pas du tout à l'aise, alors que si je vais à la Courneuve ou je vais à Montreuil, Bagnolet, là pour moi c'est comme si c'était chez moi, mais quand je vais à Paris centre je suis pas du tout à l'aise, j'ai l'impression je suis une étrangère, non mais vraiment, alors que c'est juste à côté de chez moi. Mais je sais pas je me sens pas à l'aise. » (Entretien collectif n°3).

Elle explique que son malaise est lié à son statut racial, et qu'elle ne se sent en sécurité qu'en compagnie de ses amies plus « francisées », comme par exemple Sonia :

« Amina : Moi c'est par rapport, ça se voit se voit que je suis une arabe quoi, surtout maintenant que j'ai mis le voile, j'ai plus de regards qu'avant. Et, on me pointe du doigt des fois... »

Lina : Ah ouais ?

Amina : C'est très mal à l'aise, ouais c'est très gênant, c'est comme si je me sentais pas chez moi, en vrai c'est pas chez moi mais, voilà quoi. Je me sens gênée. Des fois j'ai envie d'aller on va dire à Paris, me promener, je préfère rester chez moi que sortir. Je suis très... Mais quand je vais avec des copines comme Sonia, Sonia, ça se voit qu'elle est un peu...

Sonia : ça veut dire quoi... ??

Amina : ... Francisée... [rire]

Sonia : ... Nan mais euh... Francisée ça veut rien dire déjà...

Amina : Je suis plus en sécurité, non mais voilà je suis plus en sécurité avec des personnes comme Sonia que des personnes qui me ressemblent. Donc... Nan moi je suis, moi quand je sors avec Sonia j'ai confiance, je me dis je vais pas être insultée, que quand je sors toute seule... » (Entretien collectif n°3).

Ici, le rôle de l'assignation raciale subie par les habitant·e·s des marges lorsque ils·elles se rendent dans Paris est central dans la production de la frontière. Alors que nous demandons à Amina à quoi est dû son malaise, elle répond que les médias jouent un rôle important :

Maël : Et c'est lié à quoi vous pensez ce truc de malaise ?

Amina : Moi c'est à cause des médias.

[...]

Maël : Ok, du coup tu penses que c'est ce truc de médias qui accentue un gros racisme de la part des gens ?

[Toutes] : Oui.

Maël : Et qui du coup qui fait que c'est difficile d'être à l'aise quoi ?

Amina : Oui oui oui.

Sonia : Moi je pense que aussi ça a été accentué avec le voile aussi.

Amina : Oui, bah c'est les médias. Si les médias ils parlaient bien du voile, les gens auraient pas peur des femmes voilées, mais quand t'entend aux médias que oui, les femmes musulmanes c'est des terroristes, quand tu vas à côté d'un français, il va pas dire, « oui vient, ma copine, on va boire un verre » hein. [rires] » (Entretien collectif n°3).

Amina éprouve un sentiment d'indésirabilité dans l'espace public (Estebanez & Raad 2016) construit à la fois par le jugement ostentatoire des passant·e·s et par le discours médiatique

dominant, qui associe les femmes voilées à des menaces pour la nation et la république (Guénif-Souilamas 2013). Ce sentiment rend son expérience de la ville douloureuse, au point qu'elle évite de se promener seule dans les espaces dominants du centre de Paris. Si ce sentiment de malaise n'est pas partagé par tout le monde avec la même intensité, la sensation de ne pas être chez soi et de se percevoir comme un·e touriste dans le centre de Paris est expérimentée par une grande partie des participant·e·s. Enfin, alors que pour le groupe d'Aubervilliers, l'espace de vie ne contient pas les attributs liés à violence ou la pauvreté associés à la banlieue, l'imperméabilité des déplacements entre la banlieue et Paris révèle la frontière :

« Sophia : Moi franchement la plus grande frontière qu'il y a, c'est entre Paris et la banlieue, et elle est extrêmement visible je trouve, même s'il y a pas vraiment, il y a pas de murs ou quoi, mais elle est extrêmement visible en fait parce que les gens de Paris ne vont pas en banlieue, et les gens de banlieue bah ils ont peur un petit peu d'aller sur Paris, à cause des préjugés, du prestige, ou je ne sais quoi en fait, on dirait que c'est deux mondes différents alors qu'on vit juste à côté, et du coup sur Paris il y a plus ce côté touristique, prestigieux, voilà, plus riche en fait, vu que nous c'est plus la banlieue, même si le Blanc Mesnil c'est pas du tout une commune qui est pauvre ou quoi, il y a ce côté de supériorité économique, qui refroidit beaucoup de personnes je pense à passer d'un côté à l'autre. » (Entretien collectif n°3).

Ainsi, l'identification de la frontière entre Paris et la banlieue par les participant·e·s témoignent de leur identification commune au territoire en tant qu'espace de marginalité.

3. La marge urbaine comme communauté d'expérience

Tous les éléments de discours du public présentés ici révèlent une expérience commune de la marge, en tant que territoire ségrégué, sujet à des discriminations et objet de préjugés dans la population dominante. Ainsi, alors que nous questionnons les enquêté·e·s du groupe de Saint-Denis sur les violences auxquelles ils·elles sont confronté·e·s, Amine se place en énonciateur collectif, et déclare que la violence se matérialise davantage par un sentiment collectif de malaise que par des faits concrets :

« bon là je m'aventure un peu dans un terrain boueux mais pour parler un peu au nom de tous je pense que c'est juste l'ambiance. Il y a pas vraiment quelqu'un qui subit tous les jours des violences etc, c'est plus l'ambiance, et après on a une autre catégorie c'est, bah c'est ceux qui font partie des rixes de cité par exemple, bah eux ouais, c'est vrai qu'ils peuvent en baver tous les jours. On va dire une personne normale qui a 0 problème en soi c'est juste l'ambiance qui dérange. » (Entretien collectif n°1).

Dans le contexte de la discussion, cette dynamique d'énonciation collective traduit une expérience partagée et un sentiment d'appartenance à l'espace de vie.

Si, encore une fois, l'expérience des enquêté·e·s est largement différenciée selon leur milieu social et la race à laquelle ils·elles sont assigné·e·s, il se trouve qu'ils·elles partagent un sentiment d'illégitimité à évoluer dans les espaces dominants de la capitale. D'une certaine manière, les publics appartiennent à un « territoire d'assignation », caractérisé selon Di Méo par un « déficit d'intégration politique, économique ou sociale » (2004, 355). Comme cela est défendu par l'auteur :

« l'identification à un tel espace ou territoire d'assignation se révèle d'autant plus efficace que l'espace en question se repère aisément du fait de sa claire désignation, de sa stricte délimitation, voire de sa réelle stigmatisation derrière le rempart de barrières culturelles, matérielles ou paysagères (architecturales et urbanistiques par exemple) » (Di Méo 2004, 356).

Pour autant, alors même que les enquêté·e·s reconnaissent la délimitation de la banlieue par la stigmatisation et les discriminations dont elle est l'objet, c'est le registre du mélange et de la diversité qui est d'abord mobilisé pour la présenter. Les habitant·e·s de la banlieue ne sont jamais tenu·e·s pour responsable des discriminations subies, et c'est plutôt les médias et les personnes porteuses de préjugés qui sont désignées comme responsables. Certains travaux, dont ceux de Wacquant (2008), ont montré que dans certaines situations d'exclusion fortes, les habitant·e·s des marges assimilent le stigmate et le reportent sur les autres habitant·e·s de leur espace de vie, afin de s'en distinguer et de s'en extraire. Néanmoins, ce n'est pas le cas ici, ce qui montre que les enquêté·e·s disposent des ressources suffisantes pour construire des représentations de leur lieu de vie alternatives à celles des médias dominants.

Ainsi, les publics partagent une expérience de la marginalité urbaine, laquelle s'exprime largement par la violence de la frontière sociale qui sépare Paris et la banlieue. Pour autant, à partir de la communauté d'expérience produite par la marge, il apparaît que les formes de sociabilité et de socialisation politiques dans la banlieue peuvent encourager des discours oppositionnels vis-à-vis des représentations dominantes (Nicholls & Uitermark 2018).

*

Dans cette partie, nous avons présenté les propriétés sociales du public étudié. Tout en faisant part des limites de l'enquête, nous avons établi le milieu social et le statut racial des enquêté·e·s. Nous avons également présenté leurs habitudes de consommation des médias, qualifié leur habitus culturel, et exposé leur niveau de compétence politique. Enfin, nous avons montré que le public partage une expérience collective de la marginalité urbaine.

* *

*

Ce premier chapitre avait pour but de préparer l'étude des réceptions des cadrages portant sur la violence contestataire. Il a permis d'une part de caractériser le sens des cadrages du point de vue de la « production ». En effet, les processus de production et de réception sont indissociables, dans la mesure où les récepteur·rice·s construisent le sens à partir du matériau imposé par le « texte initial ». Aussi, nous avons montré que les cadrages médiatiques portant

sur la violence contestataire la délégitime, la reléguant à l'extérieur du politique tout en la produisant comme ennemi intérieur. Nous avons ensuite présenté les propriétés sociales du public étudié. Nous avons notamment montré que si les enquêté·e·s partagent pour la plupart une appartenance à un milieu populaire et un statut racial non-blanc, ils·elles partagent un habitus culturel proche des pratiques légitimes et sont particulièrement bien dotés en compétence politique. Enfin, nous avons montré que les publics partagent un rapport commun à la marge urbaine. Une fois le contexte de réception – entendu au sens large – est établi, il s'agit désormais de pénétrer dans le cœur de la recherche, en étudiant directement les réceptions. Comment les publics construisent-ils le sens des cadrages étudiés ? Quelles ressources mobilisent-ils ? Les réceptions opèrent-elles sur le mode de l'adhésion, ou plutôt sur un mode critique ? Ce sont ces interrogations qui guident le chapitre suivant.

Chapitre II

Types d'interprétation des médias et usages ordinaires de la violence

Dans ce second chapitre, nous analysons les différentes ressources collectives mobilisées dans les réceptions des médias et les types d'interprétation qu'elles produisent. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, le travail mené ici est inspiré par les recherches de Gamson sur la construction du sens de l'actualité médiatique dans les discussions ordinaires. L'auteur, dans *Talking politics* (1992), étudie les discussions à partir de quatre thèmes saillants dans l'actualité : les difficultés de l'industrie, la discrimination positive, l'énergie nucléaire et le conflit israélo-palestinien. Il s'intéresse à la construction des cadres d'action collective produits par les publics, et met en valeur trois types de cadres : les cadres d'injustice, qui invoquent une indignation collective, les cadres d'agentivité, qui construisent un pouvoir collectif et « *se réfèrent à la conscience qu'il est possible d'altérer les conditions de vie ou les politiques publiques à travers l'action collective* », et enfin les cadres d'identité, qui produisent le « nous » à partir duquel s'énoncent les cadres d'agentivité (Gamson 1992, 7). Ainsi, l'analyse en termes de cadres de Gamson construit une typologie des mécanismes de politisation de l'actualité médiatique. Afin d'éclairer la production des cadres d'action collective, l'auteur présente trois types de ressources mobilisées dans les discussions pour faire sens de l'actualité : le discours des médias, le savoir expérientiel et la sagesse populaire (Gamson 1992).

Néanmoins, le travail de Gamson comporte plusieurs limites. D'abord, la limite entre les types de cadres et les types de ressources n'est pas évidente. Par exemple, il est difficile de déterminer si les cadres d'identité sont des postures conversationnelles qui concourent à la production des cadres d'action collective, en énonçant par exemple un « nous » ; ou s'ils sont des ressources collectives, des sentiments d'appartenance identitaires grâce auxquels les publics peuvent s'énoncer en tant que sujet collectif. L'on perçoit ici que la frontière entre ressource et cadre peut s'avérer confuse, et surtout, peu pertinente. En effet, l'énonciation d'un « nous » est une posture discursive qui ne peut s'exprimer qu'en présence d'un sujet collectif socialement ancré. Par ailleurs, le savoir expérientiel est souvent analysé comme expérience personnelle, ce qui a tendance à évacuer de ce type de ressource la dimension collective des expériences, et notamment celles liées à la position des publics dans les rapports sociaux. Aussi, la notion de sagesse populaire manque de précision, dans la mesure où elle s'inscrit largement dans l'expérience partagée. En effet, le sens commun populaire est largement produit à partir de l'expérience collective, notamment en mobilisant des anecdotes ou des histoires rapportées

(Buton 2019). Enfin, une des limites du travail de Gamson pour étudier les réceptions est qu'il n'établit pas de différence de statut entre les discussions menées sur les thèmes d'actualité sans support médiatique, et celles qui font suite à un moment d'exposition collective à un support médiatique ; comme c'est le cas de l'enquête de *Talking politics* avec des dessins de caricatures. Ainsi, si le travail de Gamson a considérablement alimenté la littérature sur les discussions ordinaires en situation de réception, il contient des limites théoriques significatives, qu'il convient de dépasser dans le cadre de ce travail.

Afin de pallier ces écueils, nous mobilisons les outils théoriques construits par Berjaud (2016), lesquels ont eux-mêmes été élaborés dans un mouvement de révision et de complexification du travail de Gamson. L'autrice, dans sa thèse sur les réceptions du discours politique d'Hugo Chavez au Venezuela, propose d'étudier les réceptions à travers quatre types d'interprétation des médias. La typologie qu'elle propose est particulièrement intéressante dans la mesure où elle dépasse les confusions présentes dans le travail de Gamson entre cadres d'action collective et ressources d'interprétation. En décentrant l'objet de l'attention de la production des cadres d'action collective aux registres d'interprétation mobilisés pour faire sens du discours, le cadre théorique de Berjaud rassemble cadres et ressources dans un modèle unidimensionnel.

Ainsi, l'autrice divise les interprétations en quatre grands types, qu'elle rattache à deux types de compétence. Les interprétations politiques, basées sur la compétence politique, s'inscrivent dans une relation explicite au champ politique. Les trois autres types d'interprétation sont rattachés aux compétences politisées. Les compétences politisées relèvent d'un « rapport profane au politique ». Elles représentent l'ensemble des « bricolages » qui sont mobilisés par les publics pour faire sens du politique (Joignant 2007), et incarnent la faculté des individus à mobiliser leur environnement ordinaire pour produire du sens (De Certeau 1984). Berjaud exprime cette distinction ainsi :

« Cette approche implique donc la distinction entre une opinion forgée « en deçà du discours politique » et celles produites par un jugement politique porté au niveau explicite, distinction que nous avons retenue et reformulée par la suite (entre compétence politique et compétences politisées) au regard de la question des réceptions des discours politiques. » (2016, 30).

A partir des compétences politisées, l'autrice distingue donc trois types d'interprétation: les interprétations par moralisation, qui « relèvent de l'application ou de l'apposition d'une grille morale sur le politique pour le comprendre et l'interpréter » (Berjaud 2016, 248), les interprétations par identification, qui mobilisent les « processus d'attribution, d'assignation ou de reconnaissance liés à l'identité » (258) pour faire sens du texte, et enfin les interprétations par matérialisation, qui établissent des « retraductions et appropriations du politique au prisme du concret » (276), en mobilisant des expériences et des exemples de la vie quotidienne. Ces quatre types d'interprétation permettent d'appréhender en même temps les ressources mobilisées pour faire sens des médias, et la manière avec laquelle elles interviennent dans le

discours des publics pour produire le sens de l'actualité. Ainsi, ce modèle est particulièrement pertinent dans l'exploration de la dimension territoriale des réceptions. Il permet précisément d'interroger quelles sont les ressources mobilisées par les publics dans la construction du sens. Comment, à travers ces quatre types d'interprétation, les publics font-ils appel aux expériences et aux identités collectives liées à la marge urbaine ? En reprenant la typologie de Berjaud, c'est à ces questions que ce chapitre s'efforce de répondre.

Nous établissons également la distinction faite par l'autrice entre réception immédiate, qui fait suite à une visualisation collective durant l'entretien, et réception différée, qui désigne les discussions sans support médiatique direct, dans un contexte d'exposition global à l'information (Berjaud 2016). Nous considérons que les discussions menées dans la première partie des entretiens incarnent une situation de réception différée, et celles menées dans la seconde partie une situation de réception immédiate.

Ensuite, il s'agit dans ce chapitre d'étudier les postures des publics vis-à-vis des médias. Si les types d'interprétations issus du modèle de Berjaud sont destinés à éclairer les ressources mobilisées par les publics pour faire sens des médias, le cadre d'analyse proposé par l'autrice est moins approprié pour étudier la manière avec laquelle les médias sont perçus et critiqués par les publics. Aussi, il s'agira dans ce chapitre de compléter l'analyse des interprétations par l'étude des *modes* de réception. La réflexion sur les modes de réception a été au centre de nombreuses études sur la réception des médias, de Worth & Gross (1974) à Liebes & Katz (1990) en passant par Neuman (1982) ou encore Richardson & Corner (1986). Michelle (2007), synthétisant les différentes approches qui parcourent ce champ de la littérature, distingue quatre modes de réception, dont trois sont pertinents ici. Elle définit d'abord le mode transparent comme « *un mode par lequel les récepteurs évaluent et commentent les personnes et les événements du texte médiatique tel qu'ils le rencontrent directement* » (Michelle 2007, 24). Via le mode transparent, les médias sont vus comme le reflet direct de la réalité. Deuxièmement, le mode médié fait exister le discours des médias comme une production, et occasionne des commentaires plus ou moins critiques concernant « *les aspects de la production médiatique, les idéaux esthétiques, les conventions génériques, et les fonctions et les motivations [...] des industries télévisuelles* » (Michelle 2007, 31). Enfin, le mode discursif signifie que les audiences « *perçoivent que le texte tente de communiquer un message particulier* » et lui formulent une réponse plus ou moins critique (Michelle 2007, 34). Ainsi, les cadrages médiatiques sont-ils perçus comme étant l'expression exacte de la réalité, et commentés comme tels ? Au contraire, sont-ils considérés comme des récits construits et orientés, qu'il s'agit de questionner ? Ici, nous nous éloignons de la problématique liée à la mobilisation des ressources liées à la marge. L'objectif de cette approche est davantage de comprendre quelles sont les différentes postures de réception vis-à-vis du texte médiatique, en vue d'évaluer plus tard le potentiel rôle de la marge dans l'adoption de ces postures de manière différenciée. Aussi, dans

ce chapitre, nous complétons l'analyse en termes d'interprétation par une analyse en termes de mode de réception.

Enfin, l'étude des différents types d'interprétation comme des modes de réception s'inscrit ici dans une problématique précise ; celle de cerner les mécanismes de production du sens de la violence contestataire en situation de réception. Aussi, afin de faire sens des différents usages de la catégorie « violence » dans les réceptions, nous distinguons deux usages ordinaires de la violence, d'après la typologie de Platt (1992) : les usages descriptifs et les usages polémiques de la violence. Les usages descriptifs incluent l'ensemble des usages de la catégorie « violence » qui l'associent à une agression physique au niveau interindividuel. Ils comprennent également les usages qui assimilent la révolte des sujets subalternes à un statut d'agresseur violent (Dorlin 2017). Aussi, ils incarnent les sens dominants de la violence. Ils sont garantis par le « *monopole de la nomination légitime de la violence* » détenu par l'État et le discours médiatique dominant (Hébert 2008, 235). Ici, ils recouvrent l'ensemble des sens de la violence contestataire produits par les cadrages médiatiques de BFMTV, tels qu'étudiés dans le premier chapitre. Pour autant, Hébert argue qu'« *à la périphérie des discours officiels, en particulier dans le parler ordinaire, ce monopole de l'expression discursive légitime de la violence est souvent contesté de facto* » (2008, 235-236). Ainsi, dans les discussions ordinaires, les sens dominants de la violence sont négociés, subvertis ou même explicitement opposés (Corten & Côté 2008). En effet, à l'opposé des usages descriptifs, se trouvent les usages polémiques de la violence (Platt, 1992). Ces derniers contestent, de manière plus ou moins explicite, les sens dominants de la violence, et formulent des usages alternatifs de la catégorie. Les usages polémiques de la violence incluent l'ensemble des usages qui l'assimilent à une entreprise d'oppression collective et structurelle, nommant par exemple la « violence sociale » mise en exergue dans le premier chapitre.

Ainsi, comment les usages ordinaires s'articulent avec les différents types d'interprétation des médias ? De plus, dans quel mesure les modes de réception mobilisés privilégient l'un ou l'autre usage ? L'objectif n'est pas ici de conclure à une relation causale entre les types d'interprétation, les modes de réception et les usages de la violence, mais bien de saisir la manière avec laquelle ils se co-construisent et sont mis en relation par les publics. Ainsi, il s'agira dans ce chapitre de cerner les interrelations entre les ressources collectives liées à l'espace urbain en tant que marge et les usages ordinaires de la violence.

Afin d'éclairer les dynamiques de réception observées dans le cadre de notre enquête, ce deuxième chapitre se construit d'abord à partir des différents types d'interprétation des médias. Nous étudions dans une première partie les interprétations politiques et les interprétations par moralisation (I), avant de traiter dans une seconde partie des interprétations par matérialisation et par identification (II). Dans une troisième partie, nous étudions les différentes postures des audiences à travers le prisme des modes de réception (III).

I. Interprétations politiques et interprétations par moralisation

Dans cette première partie, nous étudions les interprétations politiques et les interprétations par moralisation. Il convient de préciser que la typologie mobilisée ici est loin d'être étanche ; ces catégories demeurent des idéaux-types, qui sont l'objet de multiples combinaisons dans les discussions des publics (Berjaud 2016). Nous avons choisi de les regrouper dans un même ensemble dans la mesure où ces deux types d'interprétation partagent un rapport majoritairement idéal au politique, moins centré sur l'expérience que les interprétations par identification et par matérialisation. Aussi, ils permettent de questionner la manière avec laquelle les publics mobilisent leurs valeurs et leurs croyances dans les réceptions. En effet, comme l'écrit Boulet,

« Les informations médiatiques sont des biens culturels parmi les autres. A ce titre, ils participent à une économie des biens symboliques qui permettent aux individus de se situer dans le monde social, de réaffirmer leurs croyances et valeurs, d'échanger entre eux des connaissances ou des significations données aux expériences vécues. » (2013, 13).

C'est ce mouvement de ré-affirmation des publics en situation de réception que nous cherchons à appréhender ici. Ainsi, nous analysons dans un premier temps les interprétations par moralisation (A), et dans un second temps les interprétations politiques (B).

A. Interprétations par moralisation

Les interprétations par moralisation se caractérisent par la mobilisation de catégories de classement qui opèrent sur le plan moral. Elles se basent notamment sur les oppositions entre le bien et le mal, formulant des jugements à partir de principes partagés. Ainsi, *« à travers le champ lexical de la morale et de l'éthique, c'est une forme de vision du monde construite, structurée et préexistante qui est convoquée en réception pour lire le politique »* (Berjaud 2016, 248). De la même manière, d'après Boulet, les réceptions dans les milieux populaires mobilisent largement le registre de la justice : *« Les premiers points de focalisation du jugement politique populaire sont les exigences d'ordre et de justice, deux notions souvent confondues dans la mesure où elles permettent une « persévérance dans l'être »* (2013, 277). Afin de mieux saisir les interprétations par moralisation qui structurent les réceptions des audiences, nous présentons d'abord les définitions ordinaires et les principes moraux associés à la violence qui sont produits par les enquêté·e·s dans les discussions.

1. Définitions ordinaires et principes moraux de la violence

Lors de la première partie de la discussion, une section est consacrée aux différentes conceptions de la violence. Les participant·e·s y sont invité·e·s à donner leur propre définition de la violence. La plupart du temps, ils·elles divisent la violence en deux catégories principales ; la violence physique et la violence psychologique. Dans les groupes menés à Aubervilliers et

au Blanc-Mesnil, les enquêté·e·s mettent l'accent sur la violence psychologique, soulignant qu'elle peut être plus douloureuse que la violence physique :

« Rose : Pour moi la violence, elle peut s'expliquer sur différents plans. Il y a d'abord la violence physique comme on la connaît, la violence qu'on va venir taper des gens, où qu'on va venir, voilà, agresser les gens physiquement, mais je trouve que la violence la plus vicieuse, c'est la violence mentale. Ça veut dire que par exemple on va prendre l'exemple le plus parlant, la violence que subissent les harcelés, cette violence-là elle est super vicieuse et horrible » (Entretien collectif n°2).

De la même manière, Amina déclare : *« Pour moi il y a la violence psychologique, la violence physique, des fois la violence psychologique elle peut faire plus mal que la violence verbale »* (Entretien collectif n°3). Ainsi, dans les trois groupes, les enquêté·e·s formulent d'abord des définitions de la violence qui s'apparentent à des usages descriptifs, en se concentrant sur la dimension interpersonnelle des actes violents. Puis, après avoir établi les deux grands types de violence – physique et psychologique –, ils-elles évoquent la violence dans des formes qui s'apparentent davantage à des usages polémiques de la catégorie. Alors, on constate deux autres conceptions : d'une part la désignation de l'action policière comme forme de violence, et d'autre part la désignation de la violence sociale. La séquence suivante, dans le groupe de Saint-Denis, donne un exemple parlant de la construction collective des usages polémiques de la violence en situation de réception différée :

« Maël : Pour vous c'est quoi la violence ? C'est quoi les types de violence qu'il y a ? Est-ce que vous en voyez plusieurs déjà ?

Yohann : A Saint-Denis, ou...

Maël : En général.

Clara : Il y a les violences orales, dans la rue. Les insultes.

Jana : Le harcèlement.

Océane : Ouais.

Clara : Le harcèlement ouais.

Yohann : Les violences physiques, l'autorité aussi.

[Approbation]

Yohann : Comment dire, beaucoup de personnes bah, abusent je dirais, l'autorité ça... quand une personne est au-dessus de vous par exemple dans la hiérarchie ou quoi, ça arrive très souvent que, ils aiment bien enfoncer, essayer de soumettre la personne en dessous, pourtant c'est deux êtres humains quoi. Et ça, je pense que ça c'est une forme de violence qui... Quoi d'autre sinon... Je sais pas, les violences en manifestation peut être...

Clara : Oui.

Yohann : Ouais des bavures, des injustices, la discrimination...

Clara : Les bavures surtout aussi parfois...

Maël : Les bavures policières ?

Clara : C'est trop. [petit rire]

Jana : ...violentes

Clara : C'est trop violent...

Yohann : Moi j'aurais dit ça.

Maël : Donc il y aurait les violences plutôt physiques, les violences orales, et les violences un peu d'institution avec l'autorité ?

Yohann : Ouais c'est ça, des violences sociales je dirais. Des violences sociales.

Maël : C'est quoi une violence sociale pour vous ?

Clara : Par exemple ce que la prof a dit, dire qu'on a pas nos chances, c'est violent et c'est mauvais pour le moral, en gros on est moins que rien, donc voilà.

Yohann : Violence sociale par exemple, disons, il y a des fois où c'est... Disons qu'à Paris ils ont fini le programme scolaire, que nous à la fin de l'année on l'a pas fini, du coup on prend du retard, mais, c'est qui qui nous enseigne c'est les professeurs, et les professeurs c'est eux qui doivent assurer ça, nous on a pas le choix concrètement, on subit l'endroit où on est, si on finit le programme ou pas, si on prend du retard ou pas. Tout ça ça dépend pas de nous, donc on va te juger sur quelque chose dont on avait pas le choix. Ça aussi c'est une forme de violence sociale, après on pourra pas atteindre ce qu'on voudrait... s'extraire... Je sais pas si tu vois ce que je veux dire » (Entretien collectif n°1).

Dans cette séquence, le groupe rompt avec les usages descriptifs de la violence en mobilisant d'abord la notion de harcèlement, laquelle implique une dimension plus collective et davantage politisée que des simples insultes. Ensuite, Yohann évoque la violence de l'autorité, qui s'éloigne encore des usages descriptifs de la violence, jusqu'à évoquer les violences policières puis enfin la violence sociale. Ainsi, ces définitions de la violence s'inscrivent dans des usages polémiques de la catégorie. En effet, en nommant la « violence sociale », les enquêtés construisent la société comme inégale, et énoncent cette inégalité comme violente.

Ensuite, les définitions ordinaires de la violence sont régies par des principes moraux, qui la condamnent ou la permettent sous certaines conditions. Néanmoins, de manière très majoritaire, la violence est condamnée sur le plan moral, dans la mesure où elle est perçue comme étant mauvaise. L'unique situation dans laquelle elle est perçue comme étant légitime est la légitime défense, laquelle suppose de répondre à une agression. Dans le groupe d'Aubervilliers, les échanges suivants donnent à voir comment ces différents principes se répondent :

« Maël : Par exemple, est-ce qu'il y a des violences qui vous sembleraient légitimes ?

Amina : Non il y a aucune violence qui est légitime.

Sandra : Jamais, il y a aucune violence qui est légitime.

[...]

Sonia : Mais après, par exemple, imaginons, il y a un monsieur, il va agresser une dame, un policier il va venir il va le faire tomber, il va le faire tomber avec violence, bah personnellement je vais trouver que cette violence elle est légitimée. Genre il va pas venir lui faire un câlin pour l'arrêter, donc... » (Entretien collectif n°3).

Ici, ce n'est pas directement la légitime défense qui est évoquée comme principe moral, mais plutôt l'assistance à une personne victime. Dans ce cas, Amina refuse tout de même la légitimité de la violence. Alors, Lina, met l'ensemble du groupe d'accord sur la légitimité de se défendre violemment en cas d'attaque envers soi :

« Lina : Il y a un exemple plus concret que ça c'est genre bah par exemple, là on parle d'une personne que tu défendrais, avec violence, mais si la violence, c'est envers toi-même.

Amina : Ah là si c'est toi bien sûr tu frappes » (Entretien collectif n°3).

Pour Rose, de la même manière, la violence est légitime afin de sauvegarder sa dignité et empêcher les autres d'aller plus loin dans leur agression :

« Rose: Moi je pense qu'il y a certaines violences qui sont légitimes, je m'explique attention me prenez pas pour un [?], il y a les violences physiques, dans le sens où, tu me tapes, je te rends. Je vais pas me faire boloss par toi. Tu me tapes tu crois que je vais dire « ah bah non la violence c'est mauvais » non. Moi je me défends, je vais pas me faire... Parce que c'est en se faisant marcher dessus que finalement on se fait par exemple harceler, ou qu'on se fait moquer, on se fait, plein de trucs comme ça ; et pareil pour la violence mentale. Tu me dis des trucs mauvais, moi tu crois que je vais te regarder en mode « ah bah non, moi selon moi, selon mes idéaux la violence c'est mal. » Ah non non, pas avec moi en tout cas, tu me dis des trucs mal, je vais chercher un truc mauvais pour te le rendre, et pour que tu comprennes que faut pas faire ça et que ça fait mal au cœur les trucs comme ça. Du coup voilà, moi je trouve que la violence, c'est la violence offensive qui rétorque.

Dylan : Oui légitime en fait.

Rose : Oui voilà légitime, merci beaucoup » (Entretien collectif n°2).

Ici, la violence est légitime dans la mesure où elle émane d'une volonté du sujet agressé de préserver son intégrité physique et psychologique. Aussi, les principes moraux de la violence sont régis par le principe de légitime défense. Que les définitions de la violence soient politisé·e·s à travers des usages polémiques ou non, la violence dans les discussions est injustifiable sur le plan moral dans le cas d'une agression, alors qu'elle se trouve justifiable dans le cadre d'une défense à l'agression. Pour autant, dans ce dernier cas, la violence doit être « l'ultime recours ». Elle doit intervenir uniquement dans la mesure où aucun autre mode d'action n'est possible : *« Lina : Moi je pense que la première chose qu'on devrait faire c'est, bah parler avec l'agresseur, et si il comprend pas, bah il faut en venir à la violence [Rire] »* (Entretien collectif n°3).

Comprendre les différents usages de la violence ainsi que les principes moraux qui régissent sa légitimité permet de mettre en perspective les différents types d'interprétation au sein de l'audience. En effet, comment les publics font-ils intervenir tel ou tel principe moral en situation de réception ? Si le principe énoncé dans la première partie est commun à tou·te·s les enquêté·e·s, c'est dans son application que se jouent les nuances, et plus particulièrement dans l'attribution des statuts d'agresseur et de victime. Selon les usages de la violence, l'agresseur pourra désigner les « casseurs » ou les « jeunes », ou au contraire la police ou la société.

2. Mobiliser le registre moral en situation de réception

Les récepteur·rice·s condamnent la violence lorsqu'elle ne respecte pas les principes moraux évoqués ci-dessus, lesquels régissent sa légitimité. D'abord, elle est rejetée dans la mesure où elle est considérée comme disproportionnée et inégale. En réaction à la vidéo n°2, qui montre les images d'un policier « roué de coup », Yohann commente :

« Au bout d'un moment, moi je trouve c'est même plus de la violence, c'est même plus légitime, c'est... c'est ridicule c'est de la barbarie, de la violence gratuite en fait, c'est

comme si je voyais des animaux en train de se battre. Franchement il y a rien qui nécessite... » (Entretien collectif n°1).

D'autre part, la violence à l'encontre de la police est considérée comme immorale dans la mesure où elle se base sur une indifférenciation, un « amalgame » qui amènerait à assimiler à tort l'ensemble des membres de la police à des personnes racistes et violentes. C'est ce qu'exprime Sophia alors qu'elle réagit à la même vidéo :

« Encore une fois moi ça me choque énormément, fin que des policiers se fassent frapper parce qu'ils sont policiers, c'est hyper choquant. Après c'est autant choquant que par exemple un jeune qui va se faire frapper juste parce qu'il est jeune » (Entretien collectif n°2).

Ces interprétations par moralisation impliquent un fort degré d'investissement dans la visualisation, qui se manifeste par l'expression d'émotions et la mobilisation du registre de l'empathie. Cette observation est cohérente avec les résultats de Berjaud, qui constate la correspondance entre une implication émotionnelle élevée dans la visualisation des extraits télévisés et les interprétations par moralisation.

A travers une posture plus distanciée et un investissement moins fort, les enquêté·e·s décrivent la violence contestataire comme ridicule, dans la mesure où elle exprime la bassesse morale de ses auteur·rice·s. En situation de réception différée, les vols et les dégradations sont souvent mis en avant pour illustrer le manquement moral des auteur·rice·s des violences :

« C'est une sorte de bande organisée, qui savent déjà qu'il y a une manifestation, et qui s'organisent pour taper, j pense même pour voler quelque chose dans les magasins.

Clara : [Rires] C'est vrai.

Océane : Vous voyez sur Instagram, vous voyez des gens ils sortaient avec des choses des magasins.

Clara : Après il y a même des manifestants qui volent. [Rires] Je comprends pas, mais... voilà. [Moue méprisante] » (Entretien collectif n°3).

Le vol est évoqué plusieurs fois dans les entretiens pour évoquer l'hypocrisie des « casseurs », qui prétendent défendre des idées et « profitent » de la manifestation pour satisfaire leur intérêt individuel.

Ensuite, la condamnation morale de la violence s'accompagne d'une dynamique de séparation, nécessaire si les enquêté·e·s ne souhaitent pas disqualifier l'ensemble du groupe manifestant. En réponse à Yohann et à sa condamnation morale des coups à l'encontre du policier au sol, les autres participant·e·s renchérissent :

« Clara : Mm. Oui. C'est sûrement, là, je trouve que c'est sûrement pas des gens qui sont contre ou pour la loi de la sécurité globale, hein, parce qu'ils savent ; un manifestant il sait très bien que si il veut ce qu'il veut, bah il va pas faire ça devant des gens qui filment. Oui, c'était des gens qui se défoulaient, c'est tout, qui détestent la police. [?] »

Amine : Et surtout on a aussi un problème de généralité, par exemple là, il y a deux secondes je disais que c'était des manifestants, mais en fait c'est même pas des manifestants, c'est les black bloc, je sais plus comment ils appellent ça...

Yohann: Black bloc

Amine : Voilà genre c'est vraiment ceux qui sont là ... pour tout casser. Sauf que on les appelle les manifestants, du coup on fait l'amalgame entre eux et les manifestants, donc on

dit que tous les manifestants, bah là pour le coup que le soir les manifestants ont été violents alors que pas du tout. » (Entretien collectif n°1).

Ici, l'on constate que la dynamique de séparation observée dans les cadrages médiatiques se retrouve dans le discours du public en situation de réception. Ici, les intentions des « casseurs » sont résumées à une violence pure, une « violence pour la violence », ou à « un jeu », sans but politique :

« Rose : [...] Et du coup en plus après quand t'es casseur, tu vas décrédibiliser la lutte des gens, parce qu'ils vont croire que voilà t'es là, t'es violent, tu fais ça, alors que pas du tout, il y a des fois où c'est un groupe qui est à la marge, qui fait pas de base parti du cortège, ou partie de la manifestations, ils viennent se rajouter, pour justement créer un environnement de chaos, pour pouvoir bah justement créer cette manifestation comme leur terrain de jeu, parce que, pour eux, fin je suis pas non plus dans la tête d'un black bloc hein, mais pour eux je suppose que c'est juste un jeu pour pouvoir casser » (Entretien collectif n°2).

Ainsi, les enquêté·e·s condamnent une telle pratique et déplorent qu'elle décrédibilise le groupe manifestant dans son ensemble. Par ailleurs, dans les interprétations par moralisation, on retrouve un schéma narratif déjà observé dans les cadrages médiatiques, selon lequel les « casseurs » mettent en danger les manifestant·e·s légitimes en les exposant à la violence de la police :

« Sandra : il y a les casseurs par exemple, il y a des gens qui passent ils savent même pas de quoi ça parle, la manif de quoi elle va, et ils sont là à casser à faire le bordel, mais après les gens qui se font frapper par la police c'est pas les casseurs c'est les vrais manifestants qui viennent manifester pacifiquement. Ils profitent pour voler les magasins et tout, bref. » (Entretien collectif n°3).

A l'instar de la dynamique qui opère dans les cadrages médiatiques, ici les publics extraient la violence du groupe manifestant et l'attribue à un sous-groupe déviant, qui ne fait pas partie des manifestant·e·s. Via la logique de séparation, ce mouvement permet de sauvegarder la légitimité morale du groupe manifestant majoritaire, au prix de son assignation à la sphère consensuelle.

Ainsi, les interprétations par moralisation situent les responsables de la violence contestataire du côté de l'agression, et par conséquent du côté de l'indéfendable, de l'illégitime. Dans la mesure où elles l'associent au registre de la délinquance, les interprétations par moralisation font sens de la violence contestataire en mobilisant des usages descriptifs de la violence. Ce type d'interprétation ne semble pas laisser de place aux ressources expérientielles ou identitaires, desquelles les systèmes moraux se trouvent déconnectés lorsqu'ils sont invoqués en réception. Il apparaît au contraire que le jugement moral porté sur la violence contestataire, tant en situation de réception immédiate que différée, s'alimente d'un ensemble de cadrages proches de ceux étudiés dans le discours de BFMTV.

B. Les interprétations politiques

Dans le travail de Berjaud, les interprétations politiques consistent à faire sens du discours médiatique à travers le cadre formel de la politique, en mobilisant le clivage gauche-droite ou les relations internationales par exemple (2016). Ici, dans la mesure où notre étude ne porte pas sur la réception d'un discours politique au sens strict – c'est-à-dire une allocution officielle ou un débat présidentiel par exemple – mais sur la réception d'un sujet d'actualité – certes très politique –, nous considérons les interprétations politiques de manière plus large, en tant que mise en relation avec des politiques publiques mais aussi avec un projet ou une idéologie politique.

1. Violence contestataire et régime politique

Un des types d'interprétation politique observés consiste à associer la violence contestataire avec un problème de politique publique. Poursuivant sa réaction à la deuxième vidéo, Sophia déclare ainsi :

« Ce qui est d'autant plus choquant je trouve c'est l'abandon de la politique envers sa police. Parce que on leur donne de moins en moins de moyens, même si on essaie de nous faire croire qu'avec la loi de sécurité globale on leur donne plus de moyens, pas du tout. Les caméras qu'ils ont sur eux elles sont d'une qualité médiocre, les images on voit quasiment rien, elles ont une autonomie de deux heures, du coup ça suffit pas pour une journée. Pour moi il y a vraiment un abandon de la police, alors que la police c'est primordial, [...] on est dans une société sans ordre, sans rien » (Entretien collectif n°2).

L'enquêtee attribue ainsi la responsabilité de la violence contestataire aux responsables politiques qui ne donnent pas les moyens nécessaires à la police, et elle élargit le problème au projet politique à l'origine d'un tel « abandon » : celui d'une « société sans ordre ». Elle poursuit en dénonçant le problème de l'« hypocrisie » de la hiérarchie policière lorsque les policiers utilisent leur arme, nommant un problème de politique interne :

« Après je pense que c'est contradictoire au niveau de la politique qu'ils ont les policiers, parce que d'une part ils ont les moyens de se défendre par exemple avec des flash-ball, mais d'un côté, si ils utilisent et ils sont poursuivis en justice par des manifestants, et ben il y a un total abandon de leur hiérarchie en fait. Et du coup bah, on va de plus en plus, je trouve qu'on légitime de plus en plus les violences faites aux policiers, sous prétexte que il y a des violences policières alors que pour moi fin, c'est deux choses différentes » (Entretien collectif n°2).

Pour autant, cette lecture très politisée formulée par Sophia est exceptionnelle dans les trois groupes. Il semble qu'elle soit directement liée à l'orientation politique à droite de la lycéenne. En effet, aucun·e autre participant·e·s n'a formulé une telle critique en réaction aux contenus exposés.

Un autre type d'interprétation politique, opposé, consiste à rattacher la violence contestataire, non pas au projet politique du gouvernement qui la « tolère », mais au projet politique de ses auteur·rice·s :

« Yohann : Mais eux je pense qu'ils réfléchissent derrière quand même, c'est pas juste pour casser, je pense que, ouais eux ils ont plus le raisonnement anarchiste ou quoi. Parce que

ouais les anarchistes c'est pas comme on pense ou quoi, c'est un vrai truc tout ça, je pense que c'est des gens plus anarchistes ou quoi.

Clara : Oui.

Yohann : Il y a rien de méchant hein.

Maël : Non non non. Vous en pensez quoi vous de l'anarchie, en tant que système politique par exemple, je sais pas si ça vous, fin ça vous évoque quoi par exemple.

Jana: C'est pas ouf.

Maël : Non ?

Jana: Non c'est ... Mais bon le capitalisme aussi c'est pas... c'est pas ouf donc...

[rires]

Yohann : Je pense que le terme, personne ne connaît vraiment ce que c'est. Anarchie on connaît le mot au sens littéraire, mais anarchie en système politique ou quoi on n'y connaît rien.

Maël : C'est pas ça qu'on apprend à l'école c'est sûr.

Yohann : Voilà. Moi je m'étais renseigné un petit peu, je crois que l'anarchie c'est pas forcément... Au contraire c'est pas le chaos ou quoi, c'est juste l'absence de hiérarchie ou quelque chose comme ça. Si c'était mieux appris peut-être il y aurait beaucoup plus de monde qui serait d'accord... » (Entretien collectif n°1).

Ici, l'enquête suggère que la violence contestataire porte un projet politique ; celui de l'anarchisme. Yohann formule de nouveau ce type d'interprétation politique en situation de réception immédiate, en réaction à la première vidéo :

« Yohann : Moi j'ai vu, au contraire, quand les black bloc ils ont cassé des choses, je pense, de ce qu'ils ont cassé c'était plutôt symbolique au contraire, parce qu'ils ont cassé une banque, ils ont cassé un automobiliste, des figures, beaucoup d'argent, des figures, on va dire du capitalisme, de la société... du régime actuel on va dire.

Clara : [approbation]

Yohann: ... Donc, voilà là, on pourrait peut-être, sur une piste, confirmer que ce qu'ils font, c'est vraiment, c'est réfléchi ou quoi. C'est ciblé tout ça, c'est politique » (Entretien collectif n°1).

En assimilant la violence contestataire à une critique politique du capitalisme en tant que « régime », Yohann produit une interprétation très politisée, qui est tout aussi exceptionnelle que l'interprétation de Sophia.

Enfin, un troisième type d'interprétation politique consiste à rattacher la violence de la police à un projet politique. Yohann formule cette interprétation de manière explicite :

« Moi les policiers, en fait moi la police, je la vois plus comme un organisme indépendant. Moi j'ai l'impression qu'ils sont un peu, ils sont à part. Après ça a beaucoup évolué avec le temps ma vision des policiers, forcément quand on est plus jeune, les policiers ou quoi [?], bah on comme on tout le monde hein on dit, les policiers ils sont là pour protéger et tout, après, après moi j'ai, quand... quand j'ai un peu approfondi le sujet je me suis juste, je me suis dit qu'en fait la police, ils détiennent juste, en fait c'est un peu comme, tu sais par exemple, les haut fonctionnaires ou quoi, l'état, en fait la police c'est un peu leurs armes à eux, légales, en fait ils ont légalement le droit, par exemple la police ils ont légalement le droit d'arrêter ou quoi, ou alors leur deuxième arme c'est la loi, vous savez, c'est comme ça, c'est... En réalité la police ils sont là... c'est plus dans l'intérêt de l'état. Par exemple moi ceux que je vois plus là pour protéger ou quoi ça serait peut-être, vous savez, les gendarmes, les pompiers ou quoi. Là c'est eux qui viennent en général pour des vrais soucis ou quoi. La police ils sont là plus... On dirait qu'ils défendent un peu des intérêts ou quoi » (Entretien collectif n°1).

En associant la police à des intérêts politiques, Yohann mobilise un usage polémique de la violence. Il inscrit la violence contestataire non pas dans un conflit entre les « casseurs » et l'ensemble de la société, mais entre les « casseurs » et des intérêts particuliers, ceux des élites, défendus par la police. Néanmoins, là encore, une telle lecture est très minoritaire. Ainsi, si Sophia et Yohann sont les seul-le-s à formuler des interprétations politiques aussi explicites et structurées, leurs lectures sont intéressantes car elles représentent deux extrêmes, deux pôles entre lesquels les enquêt-e-s évoluent, dans un ensemble de positionnements plus ou moins nuancés.

2. Violence contestataire et participation politique

Dans cet entre-deux, un ensemble d'interprétations rattachent la violence contestataire au politique, notamment en questionnant sa qualité en tant que répertoire d'action politique. Un des types d'interprétation mobilisés consiste ainsi à accepter l'intention politique des violences tout en rejetant leur pertinence stratégique. Cela est exprimé de manière claire par Rose en situation de réception différée. Cette dernière prend l'exemple du comité Adama et particulièrement d'Assa Traoré pour démontrer le succès des pratiques de contestations non violentes :

« Non je suis pas d'accord parce que, la violence, ça discrédite le message. Parce qu'ils vont jamais écouter quelqu'un qui casse leur pays, ils vont dire « bah non je vais pas t'écouter tu casses mon pays », je vais pas venir t'écouter. Alors qu'une personne qui va utiliser d'autres moyens pour se faire entendre, et ben à ce moment-là d'accord. Par exemple on va prendre l'exemple de Assa Traoré. Assa Traoré au début elle était pas du tout écoutée hein. Elle était pas écoutée du tout. Et ben au fil du temps, au fil de... parce que je sais plus exactement quand a eu lieu l'assassinat de son frère, mais au début elle était pas écoutée hein, on l'entendait en mode « ah pauvre sœur », c'était tout, elle était juste considérée comme une pauvre sœur qui venait de perdre son frère. Mais au bout d'un moment sa parole a pris en crédibilité et on a commencé à l'écouter. Et après elle a commencé à aller sur les plateaux, à pouvoir s'exprimer librement, et du coup voilà. Alors que si elle avait cassé, où qu'elle avait, fin je sais pas, elle avait fait des actes qui ne sont pas dans la norme on va dire ça comme ça, bin, on allait pas l'écouter hein » (Entretien collectif n°2).

Une telle interprétation, de manière assez subtile, ne nie pas la légitimité de la révolte. Elle consiste plutôt à constater l'inefficacité des répertoires violents à obtenir l'attention des pouvoirs publics ou de la sphère médiatique. Aussi, ces éléments témoignent de la prégnance des cadres de participation politique légitimes dans les réceptions. En effet, la portée politique de la violence contestataire est évaluée au regard des structures institutionnelles des organisations politiques et des partis, qui agissent comme étalon de mesure :

« Rose : Parce qu'en vrai si ils voulaient se faire revendiquer ou quoi, ils auraient soit créé un parti politique, ils auraient soit créé vraiment un groupe apparent, ils se seraient pas masqués, enfin voilà. C'est qu'en vrai de vrai ils arrivent comme ça en anonyme, c'est pas pour se faire entendre, c'est vraiment pour mettre le chaos et instaurer un climat de chaos, voilà exactement. Je trouvais pas mieux comme mot » (Entretien collectif n°3).

Comme cela apparaît dans ce passage, la révolte perd toute sa consistance politique dans sa comparaison avec la politique partisane. Le fait que les auteur·rice·s de la violence contestataire n'assument pas une posture visible et publique conduit les récepteur·rice·s à nier la dimension

politique de leur action. La politique formelle sert ici de référent afin d'évaluer la légitimité des répertoires d'action. Par conséquent, les formes de participation non-conventionnelles sont reléguées en dehors du politique.

Une deuxième interprétation consiste à reconnaître la violence contestataire comme un répertoire d'action nécessaire dans certains cas. Elle est alors associée à un moyen de gagner l'attention des pouvoirs publics. Répondant à la prise de parole de Rose, Dylan avance ainsi que la violence devient inévitable en cas d'échec des stratégies conventionnelles :

« Les casseurs... Les casseurs, enfin casseurs pour moi, je prends une définition simple, c'est casser les choses. Après, pour moi il y a deux types de façons, il y a ceux, ceux qu'ont dit les filles, là je suis d'accord, mais après, d'un côté, enfin je les excuse pas mais... des fois ils l'utilisent pour un moyen d'entendre, de renforcer par exemple... Si on voit qu'il y a une manifestation pacifique et que les politiciens par exemple, ils regardent mais ils vont faire des belles paroles et tout, mais qu'à la fin ils vont rien faire, bah là ça fout les boules donc du coup bah, ils sont obligés de passer à la violence pour qu'ils agissent en fait » (Entretien collectif n°2).

Cette dynamique se retrouve dans le groupe de Saint-Denis, avec un certain leadership de la part de Yohann :

« Yohann : Par exemple ouais pendant les manifestations là, quand il y a les manifestations, de base normalement une manifestation c'est pas, c'est pas, normalement c'est pas violent il me semble, mais par exemple, on a des, on a les black bloc par exemple. Eux ils aiment bien casser... »

Océane : Ouais, c'est eux qui amènent la violence...

Yohann : ...casser ou quoi, mais après voilà, d'un côté ça fait du bruit, peut être ça va réveiller, si les gens ils veulent réveiller les autorités, casser, le fait de casser, d'abimer, ça va forcément attirer l'attention, donc, d'une certaine manière, c'est un moyen comme un autre. Après chacun voit ça comme il veut. Il y en a qui disent que c'est des fouteurs de merde ou quoi, il y en a qui disent que c'est bien, ça après ça dépend du jugement de chacun.

Maël : Et vous en pensez quoi ? Par exemple des violences dans les manifestations ?

Jana : Moi je pense que ça dépend. Parfois c'est vraiment, quand ça part trop loin, quand ils brûlent des choses, parfois c'est...

Océane : La plupart c'est les casseurs qui font ça...

Jana : D'un côté c'est aussi vraiment une manière de se faire entendre.

Clara : Je suis d'accord. [rires] » (Entretien collectif n°1).

Avec ce type de lecture, la violence contestataire n'est pas considérée comme une violence pour la violence, mais comme une stratégie collective afin d'obtenir l'attention des pouvoirs publics. Elle n'est plus située dans un projet politique - l'anarchie par exemple - mais est appréhendée comme un moyen de substitution aux répertoires de mobilisation conventionnels lorsque ces derniers sont inefficaces. De cette manière, les publics construisent un cadrage alternatif, qui suggère que l'inaction politique est une forme de violence à laquelle répond la violence contestataire.

Ainsi, les interprétations politiques peuvent prendre deux directions majeures dans le discours du public. D'une part, elles rapportent la violence contestataire à un régime politique clair. D'autre part, elles rapportent la violence contestataire à un répertoire d'action politique, plus ou moins contesté selon le référent adopté. A l'issue de cette section, il apparaît qu'à la

différence des interprétations par moralisation, les interprétations politiques articulent à la fois des usages descriptifs et les usages polémiques de la violence. Néanmoins, au même titre que les interprétations par moralisation, les interprétations politiques ne mobilisent pas de ressources liées au territoire. Si elles semblent ouvrir davantage la voie à des interprétations critiques via les usages polémiques de la violence, elles ont recours à des ressources majoritairement idéationnelles qui tendent à laisser l'expérience et les identités de côté.

*

Ainsi, en réception, les interprétations par moralisation et les interprétations politiques sont mobilisées de manière successive par les publics. Souvent en adéquation, elles se renforcent, particulièrement lorsqu'elles mobilisent des usages descriptifs de la violence. Pour autant, il arrive qu'elles entrent en concurrence. Par exemple, alors qu'une interprétation politique condamne la violence et les discriminations au sein de la police - dans la mesure où elles mettent en danger le projet politique commun - elle peut être contredite par une lecture par moralisation, laquelle tend à ramener le problème de la violence à l'échelle individuelle. Cette opposition se joue dans le groupe du Blanc-Mesnil entre Rose et Sophia :

« Rose : Mais franchement je trouve que cette loi, comme sur certaines pancartes j'ai pu voir, je crois que c'était « police floutée, justice bafouée », un truc comme ça... Je comprends pas pourquoi les policiers ils peuvent filmer mais pas... En sachant dans quel genre de climat on vit, un climat de violence policières, de... après comme il a dit Jean Luc Mélenchon, maintenant il y a des groupes, vous vous rendez compte qu'il y a des groupes, en plus il y avait un moment un reportage, je crois que c'était un podcast qui était sorti justement, sur les groupes WhatsApp super racistes, super homophobes, c'est grave quand même. Franchement c'est vraiment grave, qu'au sein de la police, la police qui est censée être le corps qui nous protège tous, le corps qui restaure l'ordre social, qu'à l'intérieur de ça il y ait des racistes, des homophobes, ça veut dire que eux même ils brisent l'ordre social, la cohésion de groupe, la cohésion de la société, je trouve ça grave.

Sophia : après c'est comme partout hein, il y a... par exemple il y a des racistes au sein des profs etc.

Rose : Oui évidemment...

Sophia : ... Après c'est vrai, c'est plus grave que ça soit au sein de la police parce qu'on sait qu'il peut y avoir une différence de traitement du coup entre deux types de personnes et c'est ça qui est pas bien. Ouais c'est pour ça je suis tout à fait d'accord. » (Entretien collectif n°2).

Ici, Sophia contredit l'interprétation de Rose, en abandonnant la critique politique englobante pour formuler une critique des pratiques discriminatoires sur le plan moral : *« c'est ça qui est pas bien »*. Ainsi, les différents types d'interprétation sont constamment en tension au cours des réceptions. Néanmoins, s'ils se répondent et peuvent s'affronter, les types d'interprétation ne sont pas étanches ni exclusifs. En effet, lorsque la violence contestataire est désignée comme un répertoire d'action nécessaire, le régime de légitimation employé par les publics opère également sur le plan moral ; en tant que défense de dernier recours. Cette hybridation est exprimée dans une intervention de Yohann :

« la violence il faut toujours la mettre de côté, la restreindre, mais, parfois, ça doit être l'ultime recours en fait, et parfois la violence quand on l'utilise, quand on l'utilise, parfois ça mène à un changement, une évolution, et positive. Pourtant on a utilisé de mauvais moyens. La violence. Mais, parfois, c'est... ça devrait être utilisé » (Entretien collectif n°1).

Ainsi, cette première partie fait écho aux résultats de Berjaud dans un tout autre contexte, dans lequel elle conclut que :

« les rapports entre les interprétations morales et les interprétations politiques sont complexes : parfois complémentaires et superposées ou bien mobilisées en renfort les unes des autres, elles constituent en outre une trace des instruments de jugements du politique de ces citoyens » (2016, 251).

En reliant la violence contestataire aux principes moraux, aux structures politiques comme aux instances de participation, les interprétations par moralisation et les interprétations politiques offrent une entrée privilégiée pour saisir le rapport des publics aux médias. Néanmoins, ces deux types d'interprétations ne s'articulent pas avec les expériences et les identités liées au territoire des publics. L'analyse des interprétations par matérialisation et par identification, dans la partie suivante, permet davantage de cerner le rôle des ressources liées à la marge urbaine.

II. Interprétations par matérialisation et par identification

Dans cette deuxième partie, nous analysons les interprétations par matérialisation et les interprétations par identification. Ici, l'objectif est de comprendre comment les publics mobilisent leurs expériences concrètes et les différents régimes d'identification afin de faire sens de la violence contestataire. Nous regroupons ces deux types d'interprétation ensemble car ils font tous deux appel à des ressources qui s'inscrivent dans le registre du sensible. Par ailleurs, ils articulent chacun une dimension individuelle et une dimension collective, dans la mesure où les expériences comme les identités sont à la fois personnelles et partagées. Aussi, cette partie permet de questionner plus spécifiquement les dynamiques de mobilisation des ressources liées à la marginalité urbaine dans l'interprétation des médias. D'abord, nous analysons les interprétations par matérialisation (A), avant de considérer les interprétations par identification (B).

A. Interprétations par matérialisation

En situation de réception, les publics mobilisent un certain nombre d'expériences et d'exemples concrets afin de faire sens des cadrages médiatiques. Alors, selon les usages de la violence employés, l'expérience de la marge est plus ou moins présente dans les réceptions.

1. L'expérience de la violence du groupe

Pour faire sens de la violence contestataire, certain·e·s enquêté·e·s invoquent des expériences de violence collective. Par exemple, les blocus lycéens offrent une retraduction de la violence contestataire dans le vécu des participant·e·s. En situation de réception différée, le

lexème « casseurs » est mobilisé par Rose pour désigner les élèves qui bloquent le lycée : « *On a connu des blocus, pareil en seconde, ils étaient, pour moi, j'ai le souvenir que juste c'était des casseurs* ». Ainsi, se remémorant les blocages, Rose et Sophia leur attribuent une certaine violence :

« Rose : Ça c'était horrible. Et carrément, franchement, je suis à deux doigts, quand je vous dit à deux doigts comme ça là, d'arriver aux mains, en plus c'est les plus petits qui sont les plus chiants ! »

Sophia : [rires]

Rose : ... Ah c'était vraiment horrible genre, au début, franchement, au début vraiment c'était marrant et tout mais au bout d'un moment ça devient vraiment, c'est du harcèlement presque. Ah c'était horrible.

Sophia: Ouais voilà ce qui était embêtant c'est quand les blocus ils avaient des conséquences sur les gens, que ce soit matériel parce que, les conséquences, soit sur les gens, sur leur scolarité. Si on peut pas rentrer dans notre lycée, bah là je trouve ça hyper problématique. Parce que t'imposes ton idée à l'autre, et c'est pas normal. » (Entretien collectif n°2).

Ici l'interprétation de Sophia fait directement écho à la violence qu'elle considère comme étant la plus grave ; celle d'un groupe minoritaire imposant ces idées. Pour illustrer ce point, elle évoque les attentats contre Charlie Hebdo, qui l'ont particulièrement affectée, en suggérant qu'un groupe minoritaire – celui des responsables des attentats - a réussi à s'imposer dans l'espace médiatique :

« Par exemple si on reprend l'exemple de Charlie Hebdo, voilà qui est un exemple qui m'a extrêmement marqué et touché en fait, et ben ces quelques personnes qui ne pensaient pas faire de mal ou quoi, et ben l'espace médiatique a été envahi par une minorité de personnes, qui faisaient plus de bruit que les autres. » (Entretien collectif n°2).

Ici, à partir du thème de la violence contestataire, les participantes mobilisent un exemple proche d'elles, les blocus, pour en fixer le sens autour d'une agression adressée par une minorité à la majorité. Dans le cadre de cette interprétation, c'est un usage descriptif de la violence qui prévaut. L'interprétation qu'elles produisent, en désignant les lycéen·ne·s en grève comme violent·e·s, produit en miroir les « casseurs » des manifestations comme une minorité violente qui s'impose à la majorité.

Une autre interprétation fait appel à la violence de groupe dans un rapport plus éloigné au politique, en mobilisant un sens commun de la « psychologie des foules ». Ce dernier en effet est facilement retraduit dans la vie quotidienne :

« Sonia : Oui, mais après je pense que, après ça s'est pas forcément un avis mais c'est plus une, des questions que je me pose, je me dis que, pendant les manifestations, je pense que la police a un rôle aussi, comme l'avait expliqué Sandra et Amina, mais je me demande, et j'ai pas la réponse hein, c'est juste une question que je me pose, je me dis que, je m'interroge au fait que, tout à l'heure je parlais des mouvements de foule, mais au-delà de ça, je pense que le fait qu'il y ait beaucoup de gens, psychologiquement, après peut être que je vais trop loin, mais je trouve que psychologiquement les gens réfléchissent moins à leurs actes quand il y a un mouvement de, enfin une ambiance autour qui peut... « On fait la révolution ! » etc.

Sandra : Bah par exemple quand on est seul on fait pas les bêtises, et quand on est avec nos amis et tout on fait n'importe quoi » (Entretien collectif n°3).

Sonia, très prudemment, suggère ici que la violence contestataire est moins due à l'action de la police qu'à un principe presque physiologique, selon lequel le groupe serait spontanément

enclin à suspendre la réflexion pour se laisser aller au fantasme de « faire la révolution ». Ici, l'interprétation par matérialisation contribue à ramener la violence contestataire à l'irrationalité et à la déraison, dans un mouvement qui rappelle directement la peur des « masses menaçantes » décrite dans le premier chapitre. En réponse à cet échange, Amina établit une interprétation opposée, en évoquant une expérience commune qui va plutôt dans le sens d'une action collective réussie :

« Amina : Pour [?] on était tous solidaires pour annuler, ça aurait été une personne qui voulait pas faire... »

Sandra : Ouais voilà, j'avoue. » (Entretien collectif n°3).

Pour autant une telle interprétation est assez marginale dans les entretiens. Aussi, les interprétations par matérialisation qui invoquent l'expérience de la violence collective liée au groupe mobilisent plutôt des usages descriptifs de la violence.

2. L'expérience de la violence policière

Les enquêté·e·s font appel à l'expérience individuelle et collective des violences policières pour faire sens de la violence contestataire. En situation de réception différée, alors que nous parlons de la potentielle interdiction de filmer dans le cadre de la loi sécurité globale, Sophia défend le droit de filmer la police, quitte à rentrer dans l'illégalité. Elle s'appuie sur sa propre expérience :

« Bah en fait c'est un peu comme au lycée. Parce que pour vous expliquer justement, nous dans notre lycée il y a eu pas mal de blocus, d'actes de contestation, moi une fois j'ai filmé en fait des violences qu'avaient été faites par des agents de sécurité, j'ai eu franchement des menaces de la part de la direction, vraiment voilà, et en contrepartie, eux ils filmaient, malgré qu'ils savaient qu'ils avaient pas le droit en fait. Du coup, bah, si il y en a un qui filme, moi pour moi je suis pour que les deux partis filment. » (Entretien collectif n°2).

Cette interprétation s'appuie sur une connaissance ordinaire, sur un « sens commun » partagé, selon lequel la parole d'une adolescente a moins de valeur aux yeux de la justice que celle d'un membre de la police : *« je savais que j'étais dans l'illégalité, je l'ai quand même fait parce que je sais que c'est ma seule protection. Parce que sinon, parole d'une jeune fille et parole d'un policier, on va toujours prendre en compte la parole du policier »* (Entretien collectif n°2). Ici, l'expérience d'avoir été témoin d'une violence policière conduit Sophia à prendre position non pas sur la violence contestataire mais sur le débat politique qui la sous-tend dans le cadre des mobilisations contre la loi sécurité globale. L'interprétation par matérialisation se place à revers de la tendance des cadrages médiatiques, en favorisant la visibilisation des causes sociales qui précèdent le problème de la violence. De plus, le recours à l'expérience conduit Sophia – à ce moment précis - à adopter une position qui s'éloigne de ses opinions habituelles, très prononcées en faveur de la police.

Deuxièmement, la mobilisation de l'expérience de la violence policière peut mener les publics à accorder une légitimité aux acteur·rice·s des mobilisations en banlieue. Ainsi, dans une longue explication en situation de réception différée, Amina fait appel à sa propre

expérience des abus policiers du sentiment de colère qui l'accompagne. Elle juge alors que les émeutes en réaction aux violences policières sont « normales » :

« Amina : C'est normal qu'il y ait des jeunes qui vont se révolter par rapport aux policiers parce que c'est pas la majorité mais ouais il y a des policiers, ils se croient tout permis, ils viennent chez toi, ils rentrent comme ça... Je pense que dans la loi pour rentrer chez quelqu'un il y a un mandat, et il y a des policiers ils se permettent de rentrer chez la personne, de l'embarquer... Mais des fois moi je trouve que les jeunes ils ont raison de se révolter contre la police. Parce que déjà l'état il les écoute même pas, donc... »

Sonia : mais comment ça rentrer chez toi ?

Amina : Des fois il y a des policiers ils rentrent chez toi... ils t'embarquent comme ça.

Sonia : Ils t'embarquent pas pour rien quand même.

Amina : Oui mais voilà...

Sonia : C'est quand c'est des, c'est genre des vendeurs de drogue ou c'est juste, est ce que t'as des exemples précis genre ?

Amina : Oui mais des fois c'est des vendeurs de drogue, mais... pff... Je sais pas, moi par exemple un jour la police elle a débarqué chez moi d'un coup, ma mère elle a ouvert la porte, elle a même pas dit rentrez et ils ont débarqué parce que j'habite dans une cité et il y a beaucoup de vendeurs de drogue, mais déjà tu rentres pas chez moi, moi j'ai rien à voir. Donc, c'est comme ce genre d'exemple...

Sonia: Ah ok ok.

Amina: Des fois il y a des policiers ils rentrent chez une personne sans aucune raison.

Sonia : Je savais pas parce que moi je pensais qu'ils entraient chez des personnes suspectes...

Amina : Nan des fois ils sont rentrés chez moi comme ça d'un coup, genre bah moi ma mère elle a rien de suspect hein.

Sonia: Oui oui je sais, nan c'est pour ça parce que je savais pas...

Amina : mais des fois les policiers ils sont fous, moi des fois je me demande si ils... si ils ont un examen psychologique parce que des fois c'est grave. » (Entretien collectif n°3).

Ici, le discours d'Amina se heurte à l'incompréhension de Sonia, qui semble avoir une expérience sensiblement différente de la police. L'expérience d'Amina permet à cette dernière de faire sens des révoltes dans la mesure où elle éprouve elle-même l'injustice générée par la violence de la police. Aussi, l'enquêtée construit la révolte des « jeunes » comme « normale » à partir d'usages polémiques de la violence. En effet, dans ce passage, en dépit des précautions qu'elle prend en affirmant qu'ils ne représentent pas la majorité, Amina évoque bien la violence des policiers qui « *se croient tout permis* », et la met en parallèle avec le déni de l'état vis-à-vis des revendications des « jeunes »: « *parce que déjà l'État il les écoute même pas* ». Ici, les usages polémiques de la violence s'articulent avec l'expérience personnelle et collective de la violence policière pour légitimer la violence contestataire des mobilisations dans les banlieues. Sandra, sans faire appel directement à sa propre expérience des violences policières, parvient à la même conclusion. En matérialisant la situation de présence policière dans la vie quotidienne, cette dernière déduit que dans de telles conditions, la colère des habitant·e·s est « normale » :

« Après je suis pas d'accord non plus avec les violences, il y a d'autres manières de manifester son point de vue et... Mais, mais comme à la fin ils avaient dit qu'ils faisaient beaucoup de contrôles par rapport au confinement, je pense que c'est ça qui a produit plus beaucoup de colère que... Le sujet en soi. Genre, c'est normal, avoir chez toi des camions [de police] juste comme ça juste parce qu'il y a le confinement... » (Entretien collectif n°3).

Matérialiser les situations montrées dans les médias dans la vie quotidienne permet ainsi de faire sens de la violence contestataire, en la considérant comme une conséquence compréhensible des violences policières. De plus, la mise en situation, en faisant appel aux affects, permet d'éprouver la violence liée à des problèmes qui peuvent sembler abstraits, comme les préjugés au sein de la police. Rose matérialise ce problème en évoquant la police de la manière suivante :

« Ouais c'est ça, imagine t'es noire, et en plus d'être noire t'es homosexuelle, mais ils vont jamais t'écouter... Il y a un serial killer qui a le temps de te tuer, ils vont dire « ah bah non, c'est contre mes principes. T'es noire en plus t'es homosexuelle, qu'est-ce que je vais faire avec toi ? » T'es fou ou quoi non ça se fait pas. C'est trop triste. » (Entretien collectif n°2).

Ce type d'interprétation matérialise une violence dans une situation concrète, et permet ainsi d'en éprouver le sens moral comme la portée sensible. Ainsi, lorsque les interprétations des publics matérialisent la violence policière, les usages polémiques de la violence sont encouragés, et peuvent venir accorder une légitimité à la violence contestataire.

3. L'expérience comme lieu d'énonciation de la violence

L'expérience est également mobilisée en réception afin de faire sens des locuteurs, et plus précisément sur leur faculté à s'exprimer sur la violence. Dans le groupe du Blanc-Mesnil, Dylan transcrit ainsi la situation de conflit politique à son échelle, afin d'exprimer qu'il est nécessaire de répondre lorsque les pouvoirs publics n'écoutent pas les revendications :

« Perso moi je pense que c'est facile de dire que la violence elle décrédibilise parce que... Quand on voit que un moment où on est pacifiste et qu'on on fait les choses bien, mais que personne n'écoute personne n'agit... Bah là à un moment donné je serai obligé de supporter un peu la violence parce que... Si par exemple moi un jour, je fais quelque chose de bien, de pacifique, que en retour on reçoit que des choses négatives, là là je serai obligé de passer à l'acte, parce que, moi, d'abord je pars sur la parole, mais quand ça passe pas, je passe à l'acte, c'est ça en fait. Donc du coup bah pour le moment c'est possible de critiquer la violence, mais quand on ne connaît pas les réelles conséquences après, bah là ça vient. » (Entretien collectif n°2).

De la sorte, Dylan introduit une rupture entre les personnes qui critiquent la violence sans connaître le mépris des institutions, et celles qui en font l'expérience, pour qui la révolte s'impose. Les « réelles conséquences » qu'il évoque suggèrent une « violence sociale » qui suscite la contestation violente. Ici, l'expérience joue un rôle clé pour faire sens de la violence contestataire, puisqu'elle détermine la légitimité des énonciateur·rice·s à juger la violence.

Dans cette section, nous constatons que différentes modalités d'interprétation par matérialisation structurent les réceptions. Alors que l'interprétation par matérialisation telle qu'elle est conceptualisée par Berjaud concerne surtout les phénomènes de transpositions dans la vie ordinaire, nous avons donné ici davantage de place aux dynamiques de mobilisation de l'expérience, personnelle ou collective, au côté des retraductions et des mises en situation. En présentant les usages de la violence privilégiés par les interprétations par matérialisation, nous avons montré que, si elles peuvent mener à condamner les personnes révoltées, elles favorisent majoritairement ses usages polémiques en attribuant la violence à la police. Le rôle de la marge

apparaît le plus clairement dans la mobilisation des expériences liées aux violences policières. En effet, dans la mesure où la violence de la police est largement dirigée envers les populations racisées des quartiers populaires en banlieue (Rigouste), elle est présente dans le quotidien des enquêté·e·s, et particulièrement lorsqu'ils·elles vivent dans des HLM. Cette expérience se traduit par des usages polémiques de la violence en situation de réception. Ainsi, en plaçant les publics et les auteur·rice·s de la violence contestataire dans une même communauté d'expérience, les interprétations par matérialisation peuvent conduire à les publics à légitimer la contestation violente.

B. Interprétations par identification

Dans sa thèse, Berjaud appréhende les interprétations par identification sous un angle précis, celui de la mise en relation de l'identité des récepteur·rice·s avec celle du locuteur de l'émission, c'est à dire Hugo Chavez. Dans les interprétations par identification, « *les enquêtes mettent en relation un ou plusieurs éléments relatifs à leur propre identité, personnelle ou collective, avec l'identité perçue, attribuée, négociée, d'Hugo Chávez.* » (Berjaud 2016, 259). Dans notre travail, interroger ce rapport à l'identité est plus difficile. Si l'identité des journalistes et des présentateur·rice·s aurait pu être questionnée par les publics, ce type de réception n'est apparu nulle part dans les groupes de discussion. D'autre part, l'objet de notre étude, la violence contestataire, se caractérise par une absence de locuteur propre. Elle est illégale, et par conséquent personne ne défend une telle pratique sur les plateaux télévisés. Pour autant, les médias lui attribuent une identité - particulièrement concernant les violences contestataires en banlieue - comme nous l'avons vu durant le premier chapitre. Aussi, dans cette section, nous étudions les interprétations par identification non pas en tant que relation identitaire au locuteur, mais en tant que relation à l'objet d'attention des médias : la violence contestataire. Comment les identités collectives sont-elles mobilisées dans le discours des publics pour faire sens de la violence ? Berjaud distingue trois modalités d'interprétation par identification, dont deux sont pertinentes ici. La première s'inscrit dans une perspective représentative et mobilise la communauté politique. La seconde s'inscrit dans une appartenance commune autour d'un groupe social. Dans cette section, nous explorons ces deux modalités.

1. Interprétation par identification représentative

De la même manière que pour les autres types d'interprétation, les interprétations par identification représentative peuvent exprimer des positionnements très différents. Par ailleurs, nous verrons que ces identifications trouvent différents points d'intersection avec les interprétations politiques.

La mobilisation de l'identité en situation de réception ne consiste pas seulement à s'énoncer comme membre d'un groupe. En effet, elle se construit également en énonçant l'altérité. Aussi, faisant écho aux cadrages étudiés dans le premier chapitre, les sujets des

violences contestataires sont régulièrement désignés par les publics comme l'extérieur de la communauté politique. Ils constituent l'altérité à partir de laquelle les récepteur·rice·s peuvent s'énoncer comme un « nous », basé sur l'affirmation des principes de justice. L'action violente est ainsi mise en opposition avec la justice et la plaidoirie, en tant qu'armes légitimes des citoyen·ne·s :

« Sophia : Du coup, je pense qu'en réponse justement à ces violences policières, c'est ok, maintenant on les laisse plus personne, plus aucune violence sans justice. Du coup justement, dans ces cités, au lieu de casser des choses voilà qui ont été payées par les impôts des gens, au lieu de faire ça, et bien tout simplement en fait qu'ils aillent voir d'autres jeunes et qu'ils disent « ok là on va faire de la prévention, si vous êtes témoins de ça, vous sortez votre téléphone, et après, quitte à créer des associations qui mènent en justice des affaires comme ça, parce que souvent quand c'est en groupe, c'est plus pris en compte au niveau de la justice. » (Entretien collectif n°2).

Les sujets de la violence contestataire, ici, sont mis face à leurs contradictions puisqu'ils cassent des choses « *payées par les impôts des gens* ». Au contraire, le « on » dans lequel se situe Sophia est rattaché à la sphère du droit et de la justice, et s'exprime par des actions citoyennes.

Ensuite, de la même manière que la politique formelle est mobilisée comme étalon de mesure de la légitimité politique des répertoires d'action dans le cadre des interprétations politiques, ici l'absence des sujets violents dans les instances de représentation entraîne leur désidentification à la communauté politique. Dans la critique des blocus au lycée, l'extériorité et l'altérité des bloqueur·euse·s sont construites en dénonçant leur absence dans les instances de représentation politique, notamment dans le cadre des négociations avec le ministère :

« Sophia : Par rapport à justement par rapport à cette loi, il y avait certains proviseurs qui ont dit « bon bah nous on va aller devant le truc de l'éducation, les élèves qui sont pour, venez », et on s'est rendu compte que il y avait pas d'élèves qui sont partis. C'est juste des blocus opportunistes. » (Entretien collectif n°2).

Pour Sophia, cette absence manifeste le désintérêt des partisan·e·s des blocages pour l'intérêt collectif des lycéen·ne·s. Le refus de représentation entraîne ainsi l'exclusion de la communauté lycéenne en tant que groupe doté d'intérêts communs, et leur assimilation à un ensemble d'individus motivés par leurs intérêts personnels.

Puis, l'identification par identification représentative peut se produire en opposition aux responsables politiques, qui sont alors désigné·e·s comme responsables de manquements. Dans le groupe d'Aubervilliers, Dylan dénonce le fait que la loi sécurité globale protège la police au lieu des citoyen·e·s :

« c'est compliqué de parler de la violence parce que, il y a des choses illégales et tout. Après, comme on voit par exemple à un moment donné pour les violences policières il y a eu des manifestations il y a eu des violences, mais par contre ils ont sorti la loi de sécurité globale où ils protègent la police au lieu des citoyens, donc du coup bah, pour moi c'est la responsabilité des gens qui ont pris ce genre de chose. » (Entretien collectif n°2).

Ici, Dylan suggère que la responsabilité des violences n'est pas à attribuer aux personnes violentes, mais aux responsables politiques qui ont pris la décision de formuler cette loi. D'une manière similaire, Yohann, dans sa lecture de la police que nous avons évoquée plus haut,

exprime une critique qui suggère que les élites n'ont pas les mêmes intérêts que les citoyens ordinaires.

Par ailleurs, le rapport identitaire à la communauté politique nationale, en tant que peuple ou en tant que nation, est très peu présent dans les entretiens. Alors que nous questionnons les lycéen·ne·s sur le sens du « peuple », ces dernier·ère·s formulent une lecture de la société comme une structure représentative inégale, qui représente principalement les élites. Ils·elles indiquent s'en trouver exclu·e·s :

« Yohann : C'est ce qui représente la nation, c'est ce qui, ouais voilà, c'est ça je pense.

Clara : mais comme on avait vu dans la révolution française, c'était le peuple donc le tiers état, qu'on entendait le moins, et qui représentait moins le peuple finalement. Et moi je trouve que c'est un peu aujourd'hui, parce que aujourd'hui, on entend, fin, les personnes qu'on entend un peu plus c'est pas nous, c'est pas nos parents, c'est pas nos voisins, c'est des politiciens etc.

Jana : L'élite. L'élite de la société.

Clara : Voilà. C'est pas notre avis qui va compter énormément. » (Entretien collectif n°1).

Aussi, dans la mesure où ils ne sont pas des référents pertinents pour les audiences, les éléments de langage liés à la nation ou au peuple sont très peu présent dans leurs interprétations des médias sur la question de la violence contestataire.

Alors que dans le travail de Berjaud, les publics invoquent « le peuple » ou « la patrie » pour faire sens du discours politique télévisé, les interprétations par identification représentative sont moins présentes dans notre étude, et se situent à un niveau plus subtil. Elles peuvent ainsi participer à exclure les « violents » de la communauté politique légitime, ou au contraire présenter les publics et les sujets de la violence contestataire dans le même groupe, celui des non-représenté·e·s.

2. Interprétation par identification sociale

De manière plus significative, les enquêté·e·s mobilisent les identités sociales afin de faire sens des cadrages médiatiques portant sur la violence contestataire. Ce mouvement peut impliquer, là encore, une distanciation vis-à-vis de l'identité sociale des sujets de la violence, ou une identification au même ensemble.

D'abord, la dynamique de séparation se retrouve dans les interprétations par identification sociale. Elle consiste à mobiliser l'identité sociale des auteur·rice·s supposé·e·s de la violence pour la délégitimer. En réponse à la vidéo n° 3 portant sur les mobilisations du 20 et 21 avril, Rose disqualifie les personnes responsables de l'incendie de l'école en leur attribuant une identité sociale spécifique :

« Bah après, ces personnes là, ces personnes qui ont commis cet acte-là, elles devaient pas avoir 30 ans, elles devaient pas être pères de famille hein, entre nous je pense que c'était plus des jeunes qui trouvaient un moyen de brûler leur école, et encore comme une maman avait dit, pour pas aller à l'école encore, je crois que c'était un collège ou un lycée, ou une école primaire bon je sais plus du tout, désolé, mais en gros c'est encore une raison de pas

aller à l'école quoi, parce que pour eux l'école c'est le lieu public et tout ça et tout ça. »
(Entretien collectif n°2).

Pour autant, ce passage est le seul qui mobilise l'identification sociale de manière à disqualifier la violence contestataire.

Ensuite, via un mécanisme sensiblement différent, l'identification sociale est mobilisée par les enquêté·e·s dans l'attribution de la violence à l'état et à la police. L'usage polémique de la violence apparaît très clairement ici. En énonçant un sujet collectif, les publics se situent en tant que groupe dominé, dont le non-respect des droits par le pouvoir politique entraîne les situations de violence. Ainsi, alors qu'elle évoque l'interdiction de la manifestation en soutien pour la Palestine du 15 mai à Barbès Amina énonce un « nous » collectif basé sur l'identité de race et de classe :

« Oui ça se serait bien passé parce que il y avait une bonne organisation, il y aurait pas eu de violences. Ils nous laissent même pas la chance de leur montrer que nous les sauvages, on va bien se comporter dans un endroit où vous nous donnez pas la chance, et après vous vous plaignez que il y a des casses ou des personnes blessées ou je sais pas quoi. Si tu nous donne la chance de... si, le ministre Macron nous donnait la chance de manifester avec respect, il va voir que en France il y pas que des sauvages, il y a aussi des gens qui sont intelligents de bien manifester. Comme lui il écoute pas, donc c'est difficile de parler avec lui. » (Entretien collectif n°3).

Le sujet collectif « nous les sauvages » montre une identification forte basée sur l'assignation raciale, qui consiste ici à s'approprier le stigmatisme raciste associé au lexème « sauvage » pour le subvertir en le revendiquant. En effet, Amina déclare ensuite que « *il va voir qu'en France il n'y a pas que des sauvages* », suggérant que la représentation dominante autour des personnes qui manifestent à Barbès est fautive. Elle fait part des représentations dominantes associées à Barbès quelques phrases plus tôt :

« on connaît tous que Barbès on va dire que c'est un endroit où il y a que des arabes... »

Y : ...sauvages [rire]

F : ... et des noirs et des sauvages. » (Entretien collectif n°3).

A travers la mobilisation d'une identité collective subalterne, Amina contredit les représentations dominantes selon lesquelles les personnes racisées sont violentes. Aussi, elle revendique ici l'organisation et l'intelligence comme principes centraux d'une action collective bien menée. Retournant le stigmatisme de violent associé aux manifestants sur la base de leur statut racial, Amina et Sandra attribuent la violence à la classe et à la race opposée :

« Maël : Ok. Et, par exemple t'as dit oui il y a les casseurs et tout, vous pensez que c'est qui les casseurs ? C'est quoi un casseur vous pensez ?

Sandra : C'est juste...

Amina : C'est une personne... Mais des fois c'est pas les jeunes hein... Des fois on dit beaucoup dans les médias...

Sandra : Il y en a qui disent c'est des envoyés politiques, genre, c'est le gouvernement qui envoie les casseurs et tout, mais après je sais pas je crois pas ça. [rire]

Amina : Ouais des fois ils disent « oui c'est des jeunes, venant d'un milieu... »

Sandra : ... de la banlieue, c'est toujours la banlieue, « c'est des sauvages... »

Amina : Ouais de la banlieue. « C'est des jeunes de la banlieue qui viennent casser ce magasin là ». Quand je vois, c'est pas des jeunes, c'est même pas des gens qui viennent de banlieue.

Sandra : Des fois c'est des blonds aux yeux bleus.

Amina : Oui des fois c'est des Blancs aux yeux bleus, bien habillés, bien coiffés... »
(Entretien collectif n°3).

Ici, la violence contestataire se trouve séparée des « jeunes » et des habitant·e·s des banlieues, et attribuée à la classe supérieure blanche. La violence est ainsi extraite du groupe d'appartenance, lequel gagne ainsi en légitimité sur le plan politique.

Pour autant, la volonté d'apparaître sans violence pourrait être elle-même orientée par les rapports sociaux de race. En effet, les personnes racisées sont constamment réduites à leur corps, lequel est assigné – en dépit des nombreuses nuances qui interviennent dans ce schéma – à un statut d'agresseur violent (Dorlin 2017). Aussi, il s'agit pour les personnes qui font l'expérience de cette assignation de s'extraire de ce statut, en étant irréprochables afin de gagner en crédibilité. L'expérience de l'assignation à une nature dangereuse et violente est exprimé par Amina à travers l'impossibilité de prendre parti dans un conflit. Alors que nous parlons de la légitime défense dans le cadre d'une agression, elle déclare :

« A chaque fois qu'on fait une action, on est toujours sanctionné, donc qu'on intervienne, ou qu'on intervienne pas, si on intervient pas, on va dire qu'on soutient pas la personne, et si on intervient, « pourquoi t'as intervenu », voilà, on va dire que tu fais encore augmenter le feu entre ces deux personnes, donc en vrai... » (Entretien collectif n°3).

Ici la mobilisation d'un « on » collectif suggère une appartenance collective à un groupe dont l'action est toujours critiquable et critiquée, voir ici sanctionnée, en dépit des intentions de bien faire. Sandra exprime également cette sensation en poursuivant le même exemple : *« Surtout c'est par exemple, il y a quelqu'un ils se frappent entre eux, après tu te mets pour séparer et après la police qui t'embarque en garde à vue »* (Entretien collectif n°3). Amina, dans le groupe, est celle qui semble subir cette dynamique s'assignation avec le plus de force. Dans la distanciation radicale avec la violence dont elle fait preuve, elle mobilise l'identification à la communauté musulmane :

« Maël : Par exemple, est ce qu'il y a des violences qui vous sembleraient légitimes ?
[...]

Amina : Ah non non non non non. Ah non moi je suis pas d'accord avec ça. Il y a aucune violence légitime. Je peux pas dire que, oui moi aujourd'hui en tant que musulmane j'accepte que, on va dire, des palestiniens frappent des israéliens, ça je suis pas d'accord. Même si tu soutiens cette partie tu peux pas dire ah moi je suis contente qu'ils frappent cette ethnie. »
(Entretien collectif n°3).

La communauté musulmane est victime d'un racisme particulièrement fort en France, dont un des éléments centraux consiste là encore à l'assigner à une menace violente (Deltombe 2013). Certains corps, en effet, sont perçus par les sujets dominants comme menaçants et dangereux, *a priori*. Pour certains corps, il suffit de « ressembler à », « d'avoir l'air de », pour être perçus comme menaçants (Puar, 2007). Aussi, l'identification à cette communauté peut mener les publics à rejeter la violence contestataire, en raison de l'ancrage social de la définition de la

violence dans les rapports sociaux de race – et dans la mesure où l’islamophobie se construit sur un principe d’assignation raciale (Garner Selod 2015). Ainsi, selon les régimes d’identification sociale mobilisés par les publics dans leur lecture des médias, les réceptions des cadrages de la violence contestataire sont sensiblement différentes.

Enfin, l’interprétation par identification sociale peut impliquer une distanciation ou un rapprochement vis-à-vis de la police au cours des réceptions. Sophia assimile les membres de la police à un « nous » des gens ordinaires : « *Parce qu’un policier en soi, c’est juste son travail, souvent c’est des gens passionnés, voilà quoi, ils pensent faire le bien.* » (Entretien collectif n°2). Elle dit plus loin :

« après pour avoir été en contact avec des policiers de par le sport que je pratique, et ben je me suis rendue compte que [...] les policiers c’est des personnes comme nous, que il y avait rien de particulier, juste il faut être dans un rapport de respect. » (Entretien collectif n°2).

De l’autre côté, l’identité sociale de police peut être renvoyée à un « eux », c’est-à-dire à un groupe social opposé aux gens ordinaires, comme le suggère Amina :

« Bah même eux ils organisent on va dire des manifestations pour... revendiquer on va dire leurs droits et que il y a des choses qui sont pas normales, donc si eux ils font ça, même les jeunes qui se révoltent ou les français... » (Entretien collectif n°3).

Dans le contexte de la discussion, cette interprétation crée deux camps opposés. Amina suggère que dans la mesure où les policier·ère·s s’organisent pour leurs intérêts, les « jeunes » ont le droit de s’organiser et de se révolter également. Ainsi, les différents régimes d’identification sociale mobilisés impliquent différents usages de la violence. Lorsque les récepteur·rice·s se situent dans le groupe majoritaire, ils tendent à user des usages descriptifs de la violence qui disqualifient la violence contestataire en l’altérant. Au contraire, lorsqu’ils·elles mobilisent une identité subalterne, les usages polémiques de la violence viennent fixer son sens autour de révoltes « normales ».

Dans cette section, nous observons que les interprétations par identification peuvent exclure et disqualifier la violence contestataire, ou au contraire l’assimiler au même ensemble que le public, lui attribuant ainsi une certaine légitimité. Pour autant, il semble que de manière générale, les deux modalités d’interprétation par identification, au même titre que les interprétations par matérialisation, sont enclines à mobiliser des usages polémiques de la violence et à produire la violence contestataire comme révolte légitime. Dans le recours à l’identité opérée par Amina et Sandra, l’identification à la marge s’articule à une identification en termes de classe et de statut racial, pour produire un rejet explicite du sens attribué par les médias dominants à la violence contestataire et lui attribuer une dimension politique.

*

Dans cette partie, nous avons vu que les interprétations par matérialisation et par identification font appel aux ressources liées à la marge urbaine. Si ces deux types d'interprétation peuvent impliquer pour les publics de mobiliser des expériences ou des identités déconnectées du territoire, il est apparu que la marge urbaine est bien présente dans les réceptions des publics étudiés. Cela se traduit notamment par la mobilisation d'expériences liées aux violences policières et par l'identification à la marge comme espace social stigmatisé. Ainsi, le sens du discours des médias est produit à partir d'une communauté expérientielle - certes très hétérogène - mais structurée par des tendances communes dans l'attribution du sens de la violence. Dans la marge urbaine, la reconnaissance par les publics d'une identité subalterne commune s'articule avec des usages polémiques de la violence, qui conduisent à la politisation de la violence contestataire et lui offre des ressources de légitimation.

L'approche en termes d'interprétations des médias permet de saisir comment les publics mobilisent la morale, la politique, mais aussi les expériences et les identités collectives. Néanmoins, cette perspective ne permet pas de retranscrire les postures adoptées par les publics lorsqu'ils réagissent à des contenus médiatiques. Ainsi, sur quels plans se produisent les réceptions ? En situation de réception, les publics commentent-ils directement le contenu de l'information, ou évoquent-ils la « manière de raconter » des médias ? De plus, sont-ils plutôt en accord ou plutôt critiques vis-à-vis des contenus proposés ? Ce sont ces différents aspects des réceptions que nous traitons dans la partie suivante.

III. Modes de réceptions et usages ordinaires de la violence

Dans cette troisième partie, nous étudions les modes de réception déployés par les publics. Il s'agit de comprendre les différents statuts attribués au texte médiatique et les positionnements plus moins critiques qui en découlent. Nous poursuivons ici la démarche générale du chapitre, explorant les articulations entre modes de réception et usages ordinaires de la violence. D'abord, nous analysons les modes de réception transparents, et montrons leur concordance avec les usages descriptifs de la violence (A). Ensuite, nous considérons les modes de réception médiés (B) puis les modes de réception discursifs (C), en étudiant les positionnements plus ou moins critiques qui les accompagnent. Enfin, nous présentons le rôle des médias sociaux dans la production de modes de réception critiques (D).

A. Modes de réception transparents et interdiscours : les cadrages comme réalité

Dans les groupes, les réceptions transparentes en situation de réception immédiate sont rares. Néanmoins, lorsqu'elles se manifestent, elles coïncident avec les interprétations par moralisation, selon lesquelles la violence est moralement condamnable. En effet, elles consistent à commenter directement le contenu des médias non pas en tant que message mais en tant que réalité sociale. Par exemple, en réaction à la vidéo n°2, Rose commente l'extrait comme s'il incarnait la vie réelle, et inscrit l'évènement dans une journée ordinaire :

« Je comprends pas, ça se trouve le policier, lui là celui qui s'est fait roué de coup, c'était un policier qui allait tout juste finir sa journée, il allait rejoindre sa famille, et il est là, lui c'est juste son travail, laissez le finir ». (Entretien collectif n°2).

La proximité entre les réceptions transparentes et les interprétations par moralisation est manifeste alors que Sophia commente la vidéo de BFMTV portant sur les révoltes de Villeneuve-la-Garenne, en faisant appel à un énoncé moral selon lequel « il ne faut pas faire justice soi-même » :

« Pour moi, enfin, on répond pas à de la violence par de la violence. On mène en justice, il y a eu... cette personne ne devait pas... il y avait plein de choses contre cette personne, il s'est passé ça, maintenant on essaie de voir si la police c'était un acte volontaire ou non, mais ça se trouve c'était accidentel hein. On aime bien toujours faire des dramas sur tout, mais ça se trouve c'était juste accidentel et on... Fin, si un policier casse une jambe de quelqu'un, on va pas casser la jambe d'un policier, ça se fait pas comme ça, il y a une justice et heureusement. » (Entretien collectif n°2).

Puis, en situation de réception immédiate, les modes transparents mettent en avant un phénomène particulièrement intéressant. En effet, ils s'accompagnent souvent d'une présence de cadrages qui ne sont pas présents dans la vidéo présentée, mais qui structurent « l'interdiscours » médiatique (Garric & Longhi 2013). L'interdiscours, dans l'étude des médias d'information, est assimilable à l'ensemble des lieux communs, ou des cadrages, qui circulent et qui sont partagés par les médias dominants (Dufour, Laurin-Lamothe & Ricardo Peñafiel 2019).

Le recours à l'interdiscours est manifeste dans le groupe du Blanc Mesnil, dans lequel Rose et Sophia réagissent à la seconde vidéo. La citation de Rose citée plus haut est réinscrite ici dans un échange plus long :

« Maël : Voilà c'était notre deuxième extrait. Qu'est ce que vous en pensez de celui-ci par rapport à l'autre, ou en soi, qu'est ce que ça vous a évoqué ? »

Sophia : Encore une fois moi ça me choque énormément, fin que des policiers se fassent frapper parce qu'ils sont policiers, c'est hyper choquant. Après c'est autant choquant que par exemple un jeune qui va se faire frapper juste parce qu'il est jeune. Mais c'est vraiment la même chose, mais, ce qui est d'autant plus choquant je trouve c'est l'abandon de la politique envers sa police. Parce que on leur donne de moins en moins de moyens, même si on essaie de nous faire croire qu'avec la loi de sécurité globale on leur donne plus de moyens, pas du tout. Les caméras qu'ils ont sur eux elles sont d'une qualité médiocre, les images on voit quasiment rien, elles ont une autonomie de deux heures, du coup ça suffit pas pour une journée. Pour moi il y a vraiment un abandon de la police, alors que la police c'est primordial, il faut pas donner, on est dans une société sans ordre, sans rien.

Rose : Ouais c'est ça. Moi je pense que pareil, ça se fait.. enfin je comprends pas, ça se trouve le policier, lui là celui qui s'est fait roué de coup, c'était un policier qui allait tout juste finir sa journée, il allait rejoindre sa famille, et il est là, lui c'est juste son travail, laissez le finir, après, comme il faut toujours nuancer ses propos, ça se trouve moi je suis pas dans la tête du policier, ça se trouve que le policier dans sa tête il avait des idées racistes, des idées meurtrières pour les manifestants, on sait pas, mais, je pense que comment il s'est fait lyncher, par tout ce groupe de manifestant, enfin je pense pas, je pense pas du tout même, que ça soit la meilleure solution pour se faire entendre, de taper comme ça. Il aurait pu perdre quelque chose, son œil, sa main, enfin c'est grave.

Sophia : Ou sa vie tout simplement hein.

Rose : Sa vie tout simplement ouais.

Maël : Le policier ?

Sophia & Rose : Oui.

Maël : Vous pensez qu'il y a déjà des policiers qui ont perdu des yeux, des mains, ou des ...

Sophia : Ah bah oui...

Rose : Ah bah oui.

Maël : Dans des manifestations ?

Sophia & Rose : Oui. » (Entretien collectif n°2).

L'échange ici débute par une réaction qui fait appel au registre des émotions, avec le « choc » dont font part les deux participantes. Entrant en résonance avec les interprétations par moralisation, une telle réaction traduit un niveau d'investissement assez fort dans le visionnage de la vidéo. En effet, les études de réception ont montré, notamment avec le travail de Schrøder (1986) ou de Richardson & Corner (1986), que les réceptions transparentes se caractérisent par un niveau d'investissement fort dans le contenu proposé. C'est à la fin du passage que l'intertexte devient palpable. En effet, Rose suggère que le policier aurait pu perdre son œil ou sa main, ce à quoi Sophia renchérit qu'il aurait pu perdre sa vie. Les cadrages médiatiques portant sur les violences contestataires, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de ce travail, positionnent les policier·ère·s dans le rôle des agressé·e·s, de celles et ceux qui prennent un risque considérable au cours de leurs interventions auprès des « casseurs » ou des « jeunes ». Il est donc possible que de tels cadrages alimentent le propos des lycéennes, jusqu'à les faire inverser la condition des policier·ère·s avec celle des manifestant·e·s, qui ont en effet perdu des mains et des yeux dans le cadre de manifestations. De la même manière, Amine reçoit

la vidéo n°1 sur un mode transparent et semble faire appel à l'interdiscours. Dans son commentaire, il mobilise un cadre d'interprétation pourtant absent de la vidéo, selon lequel la violence contestataire s'attaque aux biens des gens ordinaires :

« Pour moi personnellement c'est choquant, mais en fait je sais même plus où me placer, parce que d'un côté, on a les black bloc, je sais pas qu'est-ce qu'ils attaquent, s'ils attaquent des, par exemple des sociétés politiques, sauf que là ce que je vois c'est qu'ils attaquent des petits commerçants, donc en fait ils ont, fin les petits commerçants n'ont rien à voir avec ce qu'il se passe avec la loi de sécurité globale par exemple, puis d'un côté on a, on touche à la liberté d'expression donc aux lois, puis après ça fait un, comment dire, ça fait un grand engouement dans la population, du coup ils sont violents, l'effet de groupe, encore plus violents, puis fin c'est... » (Entretien collectif n°1).

En effet, la vidéo exposée de montrait à aucun moment l'attaque de « petits commerçants ». Aussi, ces réceptions, sans conclure sur « l'influence » des cadrages des médias, montrent que l'interdiscours peut être mobilisé - de manière sous-jacente - afin de faire sens d'un contenu.

Dans notre échantillon, l'ensemble des réceptions transparentes en situation de réception immédiate s'accompagnent de réactions qui vont dans le sens des cadrages proposés. Ainsi, sur le mode transparent, les publics mobilisent des usages très majoritairement descriptifs de la violence.

B. Modes de réception médiés : les cadrages comme production

Nous nous concentrons dans cette section sur les modes de réception médiés. Ces derniers impliquent d'attribuer aux médias le statut de production. Ils reconnaissent la nature construite du texte médiatique et la distinguent de la réalité. Comprendre comment les publics font appel à ces modes de réception permet de saisir les distances critiques qu'ils entretiennent vis-à-vis des cadrages médiatiques portant sur la violence contestataire. Nous choisissons ici de considérer les réceptions immédiates mais aussi différées, dans la mesure où les publics entretiennent une distance critique aux médias y compris en dehors des situations d'exposition directe.

De manière marginale d'abord, les réceptions médiées s'accompagnent d'une critique positive du reportage visionné. Dans ce cas, la reconnaissance de la pertinence du contenu se situe souvent par rapport à la mauvaise qualité habituelle des reportages du média concerné. Ainsi, Clara, répondant à une critique négative de Jana, déclare :

« Clara : Pour une fois je trouvais que ça allait.

Jana : Ça allait tu penses ?

Clara : Ça allait, parce que ça arrange aux médias, aux journalistes, vu que c'est ça qui fait de l'audimat, c'est montrer des policiers faire, faire des bavures policières. Ça se voit que ça leur arrange ces manifestations. Parce que c'est des journalistes et c'est eux aussi qui sont le plus touchés, enfin qui sont aussi beaucoup touchés par cette loi. Donc, on le voit, enfin il y a pire normalement, il y a pire, je trouve qu'il y a pire. Là ça allait ils montraient des personnes sensées qui parlaient correctement, et qui avaient vraiment réfléchi sur le sujet, alors qu'ils auraient très bien pu faire exprès en montrant des gens qui s'énervaient, qui criaient sur cette loi, sans donner d'argument etc. » (Entretien collectif n°3).

De la même manière, Rose évalue que l'extrait n°3 donne une vision des faits adéquate avec la réalité :

« Maël : Et vous trouvez que BFMTV là dans ce reportage, et en général, ils retranscrivent bien ce qu'il s'est passé, enfin vous trouvez que la manière avec laquelle ils expliquent les choses, c'est assez fidèle disons à ce qu'il s'est passé ? »

Rose : Ouais moi je pense que c'est assez fidèle. Ils ont pas rajouté, ils ont pas utilisé, parce que des fois les médias aiment utiliser des mots, parce que en fait, chaque mot à sa signification même si c'est des synonymes, bah utiliser ce mot-là plutôt qu'un autre va avoir un impact différent sur les téléspectateurs. Donc là je pense que les mots qu'ils ont utilisés ils étaient quand même assez corrects dans la circonstance des choses, du coup je pense qu'ils ont quand même bien retranscrits, bah les faits quoi. » (Entretien collectif n°2).

Pour autant, ces types de lectures sont rares à partir de modes médiés. En effet, la majorité des réactions qui opèrent sur le mode médié formulent une critique négative des médias. Cette critique passe par plusieurs éléments.

Premièrement, les publics formulent une critique des dispositifs de cadrage, en mettant en cause la surexposition de la violence. Cela passe notamment par une réflexion sur le temps consacré à la violence. Sophia, en réaction à la vidéo n°1, déclare par exemple :

« Maël : Vous avez tous pu bien voir et entendre ? Qu'est ce que vous en pensez ? »

Sophia : Bah c'est un extrait comme sait très bien faire BFMTV, on nous montre la partie négative, la partie, anarchiste, juste pour faire peur aux personnes voilà parce que je comprends pas qu'on ait mis autant de temps je crois un peu près il y a eu autant de temps consacré aux casseurs et par rapport aux revendications en fait, je comprends pas. Parler des casseurs oui, c'est important d'en parler, de dire que c'est pas bien etc, mais c'est une manifestation, elle a, avant tout une manifestation ça a un message, du coup on devrait mettre plus de temps au message à laisser les différents points de vue s'exprimer, c'est dommage qu'on ait eu que des points de vue des personnes qui sont favorables à la manifestation, je pense que ça serait bien des points de vue aussi qui sont contre ces manifestations, parce que il y en a tout simplement. Et je trouve que c'est un peu dommage cette répartition de la parole. » (Entretien collectif n°2).

C'est également le rythme des contenus qui est mis en cause par les publics :

« Lina : [...] je trouve aussi que le rythme il était assez soutenu, on avait pas le temps de réfléchir... »

Sonia : C'était rapide.

Lina : Ouais réfléchir, on avait ce témoignage puis ce témoignage et on avait pas de, ... je dis pas qu'ils doivent faire des analyses sur tout ce qu'ils disent mais de nous laisser assimiler l'information et respirer. » (Entretien collectif n°3).

Par ailleurs, suite à la visualisation de la deuxième vidéo, Lina critique directement le choix de diffuser en boucle la vidéo du policier « roué de coup » durant tout le reportage :

« Lina : Moi la vidéo qui tourne en boucle à côté ça me dérange. Fin je, on l'a vu une fois on a compris l'ampleur de la violence, [rire], je comprends pas pourquoi on met en boucle à côté comme si c'était... Fin, peut être pour légitimer leur propos mais on a bien compris que [rire]... »

Maël : Tu trouves que c'est un peu trop quoi ?

Lina : Un peu [rises]

Maël : Oui je pense qu'elle doit revenir au moins 4/5 fois.

Sandra : En fait je pense ils font ça juste pour que t'aies pas le temps de réfléchir. » (Entretien collectif n°3).

Ici, à partir de la critique de Lina, qui concerne le dispositif d'exposition, Sandra suggère un sens à un tel dispositif, et attribue à BFMTV l'intention de confondre les spectateurs. De la sorte, la réception médiée, d'abord « centrée sur la forme » dans la typologie de Michelle, se déplace sur « l'intention » (2007). En poursuivant dans la même direction, Sonia interprète les images comme des dispositifs qui ont pour objectif de générer l'émotion auprès des spectateurs :

« Après ce que tu disais sur les images qui reviennent à chaque fois, je pense que, après encore une fois c'est peut être un avis, mais je pense que les images ça suscite plus d'émotion que « tant de personnes ont été tuées » par exemple, même pour, par exemple, ce qu'on voit sur les réseaux sociaux, ils nous montrent toujours des images d'enf... et je dis pas que c'est mauvais hein mais [...] mais je pense que c'est juste comme ça, voir les choses ça nous, ça nous fait nous sentir concernés etc, donc c'est peut-être pour ça, mais c'est vrai que c'est trop redondant... » (Entretien collectif n°3).

A l'inverse, certains enquêté·e·s font preuve de compréhension vis-à-vis des faiblesses de BFMTV, en pointant les contraintes de production qui pèsent sur la chaîne. Répondant aux remarques de Rose et Sophia, Dylan déclare ainsi :

« Dylan : Pour BFM, par contre, bah... Je suis d'accord mais après aussi le problème c'est qu'ils sont tout le temps d'actualité du coup ils ont pas le temps d'approfondir le sujet, donc du coup bah, et je crois ils sont toujours 24h sur 24h avec des pauses, ou ils sont en rediffusion » (Entretien collectif n°2).

Pour autant, cette nuance est rare. Au contraire, la critique des dispositifs de cadrage s'articule souvent avec la dénonciation du caractère situé du récit médiatique, lequel est accusé de manipuler la réalité :

« Jana : Ouais c'est ça le souci c'est ce que j'allais dire, c'est, vraiment ils prennent les images qui semblent intéressantes par rapport à eux, ils foutent un contexte, c'est vraiment, le média c'est comme il veut. C'est vraiment ils prennent l'image et ils disent ce qu'ils veulent, et on peut un peu tout croire si on voit pas la moitié... C'est vraiment, ça retourne la situation en l'air un peu le deuxième là... [...] »

Clara : Et après ça reste un média. Et l'objectif c'est de faire de l'audimat donc une image comme ça attire, et donc on reste plus longtemps et on écoute. C'est compréhensible. Enfin moi je comprends pourquoi ils mettent ce genre d'image. Parce que l'objectif, c'est même pas... C'est juste avoir de l'audimat. Il y a... pas d'autre objectif franchement. » (Entretien collectif n°1).

Dans le sillage de la critique de Jana, Clara propose ici une explication à la surexposition de la violence : l'audimat. De manière similaire, Sonia assimile les médias à des entreprises dont le but est d'augmenter leur audience :

« Sonia : Mais après je pense que, tout à l'heure on parlait des images etc, et, bah les médias c'est un, une sorte d'entreprise en soi donc, ils ont besoin d'avoir des, pas des vues mais des, comment on appelle ça ? »

Maël : De l'audience ?

Sonia : De l'audience voilà. » (Entretien collectif n°3).

De la sorte, les enquêté·e·s suggèrent que les médias mettent en valeur les images sensationnelles afin de répondre à des impératifs économiques guidés par l'audimat. Ce mouvement correspond bien à la réception « centrée sur l'intention » de Michelle, qui concerne « les perceptions des spectateurs des intentions et des motivations des producteurs culturels de

correspondre avec différents impératifs liés au texte, au genre, au milieu professionnel ou à l'industrie » (2007, 32). Ainsi, dans le groupe de Saint-Denis, la suite de la discussion devient une critique générale du sensationnalisme des médias, qui n'hésitent pas à inviter des personnalités comme Éric Zemmour afin de remplir leurs objectifs en termes d'audimat.

Enfin, Lina, souvent à l'origine des critiques dans le groupe d'Aubervilliers, émet une critique assez peu rependue, en soulevant la composition sociale des personnes interviewées. Elle pointe ainsi le manque de diversité raciale : « *Est-ce qu'ils ont interrogé des... C'était pas très diversifié comme, fin... j'ai, il y avait des manifestants noirs interrogés ?* » (Entretien collectif n°3). Une telle critique témoigne de la finesse du regard critique du groupe.

Ainsi, les modes de réception médiés formulent une critique de l'information produite par les cadrages portant sur la violence contestataire. La critique la plus rependue est celle du sensationnalisme des médias, qui conduit à surexposer la violence afin d'augmenter l'audimat. Dans cette section, il apparaît que les réceptions médiées mobilisent également des usages descriptifs de la violence, mais nuancent son importance et remettent en cause le cadrage diagnostique selon lequel la violence est le problème principal, en rappelant la cause de la mobilisation sociale. Ainsi, l'analyse des dispositifs de cadrage que nous avons formulé avec les outils du *protest paradigm* dans le premier chapitre est reproduite de manière assez fine par les publics de notre échantillon à travers un sens commun critique. Néanmoins, la réflexion produite par les enquêté·e·s à l'égard des médias ne s'arrête pas à la dimension des dispositifs de cadrage et de la production, et s'étend à une critique du message transmis par les médias.

C. Modes de réception discursifs : les cadrages comme message idéologique

Le mode discursif, toujours selon la proposition d'articulation théorique de Michelle, « *répond spécifiquement à la proposition du texte ou au contenu de son « message », c'est-à-dire à ses connotations idéologiques* » (2007, 34). Dans les groupes, les publics allient souvent les réceptions médiées et les réceptions discursives. En effet, si la critique en termes de dispositifs de cadrage peut conclure que le caractère orienté du texte est basé sur une simple motivation financière basée sur l'audimat, elle peut aussi mener à mettre en cause le récit médiatique pour le message qu'il véhicule. C'est la catégorie de réception centrée sur « l'intention manipulatrice » de Richardson & Corner (1986), ou la « critique sémantique » conceptualisée par Liebes and Katz (1990). Là encore, ce mode de réception s'exprime de plusieurs manières.

D'abord, les réceptions discursives remettent en cause le schéma narratif observé dans le texte médiatique. En interrogeant la progression logique des extraits, les récepteur·rice·s critiquent la dynamique d'assimilation entre les « manifestants » et les « casseurs » qu'ils·elles perçoivent dans le texte médiatique :

« Lina : Moi il y a un truc qui me, que je trouve bizarre, c'est que, en fait il y a eu une progression sur les casseurs, mais qu'on a pas explicité clairement, fin j'ai l'impression comment ils l'ont présenté, c'était que on avait les manifestants etc, loi de sécurité globale, puis on a dérivé sur les casseurs comme si les casseurs faisaient partie de, fin comme si il y avait une progression logique sur la manifestation, et que les casseurs, je sais pas comment dire, on a pas fait la distinction entre manifestants, de la manifestation pacifique, et casseurs, et j'ai l'impression que là on a assimilé les deux en fait. »

Sandra : Les deux ouais. Et que quand par exemple quand ils disent qu'il y avait une quarantaine d'interpellations on s'imagine c'est des manifestants, mais surement et certaine 99% de ces interpellations c'était juste des casseurs qui voulaient s'amuser à casser. Et que ça se dit pas forcément dans le truc. » (Entretien collectif n°3).

Ici, les enquêté·e·s identifient une dynamique d'assimilation dans les cadrages. Cette modalité de réception permet de réaffirmer la séparation existante entre le groupe majoritaire et le groupe déviant. En réalité, elle s'inscrit dans un mouvement assez similaire aux contenus des cadrages médiatiques de BFMTV, qui rejettent la dynamique d'assimilation pour faire prévaloir la séparation. Ensuite, les réceptions discursives attribuent au média un message particulier, qui viserait à faire prévaloir la violence envers la police et à éluder les violences envers les manifestant·e·s. Ainsi, en partant d'une réception médiée retranscrite plus haut, Sandra pointe cet aspect du discours des médias :

« En fait je pense ils font ça juste pour que t'aies pas le temps de réfléchir et de dire que il y a eu même des manifestants frappés par la police. [Approbation] Donc c'est fait un peu exprès, et on dit un policier pour un seul, même une dizaine, mais c'est surement c'est le double ou le triple de la part des manifestants, et qu'on dit pas forcément, donc... » (Entretien collectif n°3).

D'autre part, la critique de la progression logique, de la structure narrative des extraits peut mener les publics à attribuer aux médias un message « idéologique », dans le sens où il ne correspond pas à la réalité. Cette posture s'exprime notamment à l'occasion du troisième extrait, concernant le lien établi entre les révoltes et l'école brûlée :

« Jana : Moi je trouve que le... ça avait pas de lien, fin, j'ai pas compris pourquoi ils parlent de l'école, puis après ils dérivent directement sur, la police, fin ce qui est arrivé au garçon... »

Yohann : ... Il y a pas de transition.

Jana : En fait c'est trop bizarre, c'est il y a pas de transition, c'est direct, et, pour moi il y a pas de lien en fait, j'ai du mal à comprendre.

Maël : C'est ça ils disent, il y a une école brûlée, ça sonne comme vengeance... Ok. [rire]

Jana : Ouais voilà... C'est ça... J'ai pas compris, après le mec il a parlé de la crise sociale qui augmente, et à cause du covid, et après on est revenu sur le sujet avec les policiers, enfin... pour moi c'était mal construit enfin vraiment je comprends... j'ai du mal.

Yohann : C'est absurde.

Maël : Et tu crois que c'est intentionnellement qu'ils construisent un peu un truc décousu, ou ils le font pas exprès, eux ils voient des liens ?

Jana : Je pense qu'ils veulent créer des liens entre des choses qui, qui n'existent pas en fait.

Maël : D'accord.

Yohann : Ah nan, moi sur cette question moi je pense ils sont réfléchis quand même, c'est-à-dire que c'est pas qu'ils croient, c'est pas une croyance, ils pensent pas qu'il y a des liens comme ça, ils savent ce qu'ils font, ils ont une grande... BFMTV c'est quand même c'est gros, ils savent ce qu'ils font, si ils veulent créer des liens, c'est comme de la manipulation, moi je suis pas dans le complotisme ou quoi mais, mais ouais ils savent ce qu'ils font, c'est intentionnel. » (Entretien collectif n°1).

L'intention de produire des liens, mise en exergue par Jana et Yohann ici, n'est pas seulement liée à une « croyance » des journalistes ou à leur mauvais jugement, mais à une volonté explicite de manipulation. Cette modalité de réception est présente chez les enquêté·e·s y compris en situation de réception différée. Dans le groupe d'Aubervilliers, par exemple, alors que nous évoquons le racisme, Amina et Sandra attribuent aux médias un message raciste et un rôle central dans l'entretien de l'islamophobie. Sandra déclare ainsi dans la première partie de l'entretien :

« c'est fou quand même parce que avant on en parlait pas, c'est vrai qu'on parlait mais c'était pas des sujets pour faire des débats à la télévision, on parlait H24, du voile, la femme voilée, l'islam, et depuis, ces dernières années, c'est devenu fou, c'est, il y a tout le monde qui parle dessus, il y a tout le monde qui fait des débats dessus, alors que c'est juste un tissu sur la tête quoi c'est pas un truc... » (Entretien collectif n°3).

De manière moins explicite, les publics mettent en cause la teneur des échanges entre les intervenants dans les médias *mainstream*. Cela s'exprime par une critique de l'idéologie des « experts » :

« Sophia : Pour moi c'est souvent des personnes qui sont extrêmement dans leur idéologie, par exemple BFMTV c'était les premiers à ouvrir leur scène au docteur Raoult... »

Rose : [rire]

Sophia : ... qui était [souffle], qui est un expert, bon, qui est très fermé dans son idéologie en fait. Des personnes qui sont très fermées, pas du tout ouvertes, alors que pour moi dans un débat, et ben justement en fait c'est pas deux personnes qui se crient dessus, c'est deux personnes qui apprennent de chaque point de vue. Et sur BFMTV c'est un peu un combat de coqs en fait, entre deux personnes très fermées. » (Entretien collectif n°2).

La critique selon laquelle les débats télévisés ne sont pas des « véritables débats » mais plutôt des affrontements est très présente dans les entretiens. Sonia fait part de la même critique : « Tout à l'heure vous nous parliez de BFMTV, c'est plus des débats pour essayer de comprendre et trouver une solution mais c'est des débats pour se piquer, toi t'es pire que moi, tu vois c'est pas... » (Entretien collectif n°3).

D'autre part, les réceptions médiées – notamment celles qui évoquent l'influence de l'audimat – sont parfois accompagnées de réceptions discursives, qui mettent en cause les thèmes utilisés – au-delà du sensationnalisme universel de la violence :

« Sonia : [...] Donc c'est vrai qu'en abordant, par ex tout à l'heure on parlait de l'islam, on sait que actuellement c'est quelque chose qui fait, qui engendre la curiosité etc, déjà je crois j'avais vu un truc où après les attentats il y avait eu une explosion des ventes pour des livres qui parlaient de ce sujet, et je pense qu'en abordant certains sujets, mais aussi en l'abordant d'une certaine manière comme par ex avec les vidéos, il y aura plus d'audience, après je sais pas mais je pense que, regarder, mettre des vidéos etc, je pense que les personnes préfèrent ça à, une personne qui parle, qui parle du sujet etc. » (Entretien collectif n°3).

Sonia montre ainsi la manière avec laquelle les sujets choisis et leur traitement dans les médias sont dépendants des thèmes de société qui font débat, comme ici l'islam.

Ainsi, les modes de réception discursifs s'articulent avec les modes de réception médiés pour attribuer aux médias non plus seulement le statut de production, mais aussi celui de message. En mettant en cause l'intention des médias de transmettre une vision orientée, voire

une idéologie, les publics mobilisent un sens critique particulièrement approfondi et font appel à des cadres d'interprétation alternatifs.

D. Médias sociaux et modes de réception critiques

Dans cette dernière section, il s'agit d'exposer le rôle des médias sociaux dans les modes de réception médiés et discursifs. En effet, nous avons vu dans le premier chapitre que les publics étudiés se caractérisent par une consommation des médias sociaux largement supérieure à celle de la télévision. Or, certaines études portant sur les reconfigurations apportées par les médias sociaux dans les usages de l'actualité ont notamment fait le constat que

« L'écosystème médiatique et informationnel se complexifie ainsi notoirement, tant en amont (production, diffusion) qu'en aval (réception) et se trouve structurellement fragmenté. À la profusion des programmes et des contenus mis à disposition, viennent se greffer de nouveaux usages [...] qui tendent à déplacer les routines et les expériences informationnelles et à faire bifurquer les trajectoires d'usages des individus » (Granjon & Le Foulgoc 2010, 227).

Il s'agit donc de questionner le rôle des médias sociaux dans les réceptions. Aussi, il est apparu au cours de l'analyse que ces derniers sont fortement mobilisés par les publics dans le cadre de réceptions critiques - c'est-à-dire médiées et discursives.

D'abord, les médias sociaux agissent comme ressource alternative aux médias traditionnels, dans la mesure où ils font circuler des contenus – particulièrement des vidéos – qui exposent les violences policières. Alors que nous demandons aux enquêté·e·s quels sont les moyens d'information par lesquels ils·elles voient les images de violence, c'est les réseaux sociaux qui sont mis en avant :

« Clara : Mais ouais, du coup les violences policières surtout, c'est surtout dans, sur les réseaux sociaux je trouve.

Yohann : Ouais c'est relayé même on va dire qu'ici, dans nos, par exemple on est tous d'ici de cette ville ou quoi, sur nos réseaux tout le monde partage ou quoi. Partage à fond la publication d'alerte violence policière.

Clara : Et je trouve que dans les médias par exemple, on va plus voir les violences des manifestants plutôt que celle des policiers. Voilà, c'est tout.

Jana : [approbation] On rejette la faute sur les manifestants.

Clara : Oui voilà oui. Je trouve. » (Entretien collectif n°1).

Ici, plusieurs types de violence policières sont évoquées ; à la fois celles qui surviennent en dehors des mobilisations sociales, et celles qui se manifestent durant les manifestations. Dans cet extrait, les participant·e·s opposent explicitement les « médias », qui ne relaient pas les violences de la police ou en attribuent la responsabilité aux manifestant·e·s, et les réseaux sociaux, qui au contraire informent en cas de violence policière. Les enquêté·e·s attribuent parfois une intention aux médias de dissimuler les violences faites aux manifestant·e·s : *« Sonia : Ils nous ont pas dit s'il y avait de l'autre côté... Genre ils nous ont pas dit s'il y avait des blessés etc. du côté des manifestants. Donc je trouve que c'est pas très, c'est pas très objectif » (Entretien collectif n°3).* Ainsi, les contenus partagés sur différents réseaux sociaux

permettent aux enquêté·e·s de prendre conscience non pas seulement des violences exercées à l'encontre de la police, mais aussi de celles qui visent les manifestant·e·s :

« Maël : Comment vous avez ces informations [...] ? Comment vous êtes au courant de comment ça se passe à l'intérieur de ces mouvements-là ? »

Rose : Il y a souvent des vidéos qui tournent sur les réseaux. C'est principalement ça, sur twitter, sur insta, sur snap, il y a vraiment beaucoup beaucoup de vidéos qui tournent, et heureusement d'ailleurs, parce qu'en fait, on a la vision des deux camps entre guillemets, le camp des policiers, qui est plus filmé par les médias, et tout ça et tout ça, et le camps on va dire, des ... bah des jeunes ou des manifestants en fait, qui eux est vraiment prise par les téléphones. Et on voit en fait que finalement, il y a pas vraiment de méchants il y a pas vraiment de gentils dans l'histoire. En fait ils ont tous les deux leurs raisons, tous les deux leurs causes, qui est tout deux justifiable en fait. » (Entretien collectif n°2).

Ce moyen d'information permet selon Rose un regard plus juste et équilibré, qui permet de relativiser le récit dominant – lequel est implicitement contenu dans l'intervention de Rose – et d'adopter une posture plus mesurée. Rose suggère ici explicitement que bénéficier des images des « deux camps » la fait sortir d'une lecture morale : *« Et on voit en fait que finalement, il y a pas vraiment de méchants il y a pas vraiment de gentils dans l'histoire »* (Entretien collectif n°2). Ainsi, les cadrages alternatifs offerts par les médias sociaux ont tendance à orienter les publics vers des réceptions médiées et discursives, et encouragent les positionnements critiques.

De plus, les enquêté·e·s pointent une rupture entre les cadrages des médias télévisés et ceux des médias sociaux, et déplorent parfois une fracture générationnelle, qui empêche les personnes plus âgées de donner du crédit aux réseaux sociaux :

« Sandra : Bah c'est juste je vois par ex mon père quand il regarde des images comme ça, et moi quand je suis sur les réseaux sociaux et je vois il y a des manifestants eux-mêmes qui filment ils se font frappés ou des choses comme ça, bah mon père il me dit « ouais ah les jeunes d'aujourd'hui, vous frappez un policier » et tout, et quand j'essaie de lui expliquer que c'est pas... c'est vrai que le policier a été frappé mais, mais que il y a d'autres manifestants qui ont été frappés, violentés par la police derrière, et que ça [?] pas vraiment..., bah il comprend pas forcément, et il me dit « ouais c'est des mensonges », et que BFM a toujours raison » (Entretien collectif n°3).

Ainsi, de telles prises de position témoignent d'un regard très critique sur les différents modes d'information, et de la conscience collective des lycéen·ne·s concernant le rôle des médias sociaux dans leur propre interprétation de la violence contestataire.

Enfin, les médias sociaux constituent un tremplin à la participation politique dans la lutte contre les violences policières. Ce mouvement de participation, déjà présent dans l'intervention de Yohann plus haut, est aussi exprimé par Jana, qui évoque le sentiment de communauté de participation produit à la suite du mouvement *Black Lives Matter* sur les réseaux sociaux :

« Ce qu'on a vu avec le mouvement Black lives matter, c'était... ça a commencé, enfin c'était un mouvement qui était super présent, mais ces derniers temps c'est devenu carrément un phénomène de dingue, et c'est la bavure policière qui a un peu tout déclenché, et, en fait il y a eu tellement de cas comme ça, tellement de bavures que, c'était dingue, et pendant le confinement je pense que on a tous participé un tout petit peu, on a... on a publié tout ça... Je pense que les policiers ils ont besoin d'être un peu recadrés quoi » (Entretien collectif n°1).

Dans le même temps, les réseaux sociaux sont parfois critiqués pour l'engagement politique artificiel qu'ils génèrent. Ainsi, alors que Sandra défend l'usage des réseaux sociaux comme solution alternative aux manifestations de rue durant la pandémie, Sonia et Lina interrogent l'efficacité de ce mode de participation :

« Sandra : Ouais ouais. Je pense que c'est pas, la violence dans ces cas-là, c'est pas légitime. Il y a d'autres manières, si par ex c'est interdit de sortir dans la rue bah, c'est grâce aux réseaux sociaux, avec les # par ex, des trucs comme ça.

Maël : Qu'on peut faire des contestations ?

Sandra : Ouais. Ou des lettres au maire par exemple, ou des choses comme ça.

Maël : Ok d'accord.

Lina : Bah moi j'aurais dit que c'était fin, si ils voulaient aller manifester dans la rue et qu'on les interdit de manifester, bah c'est vrai que il y a d'autres moyens d'exprimer sa colère comme tu dis avec les réseaux sociaux, mais la rue c'est quand même le pragmatisme, fin je sais pas c'est concret, et alors que, oui les réseaux sociaux ça a un impact, mais on sait tous que il y a beaucoup de gens qui juste partagent et puis, fin c'est un moyen de, voilà d'informer etc mais, j'ai l'impression il y a aussi beaucoup de... je crois qu'on avait vu ça avec madame T. , c'est, je sais plus comment ça s'appelle, mais que... pas slack un truc comme ça...

Sonia : Je sais pas si j'ai bien compris mais en gros ce que tu veux dire c'est que les réseaux sociaux c'est pas très, ça montre pas bien, parce que, genre par exemple les like etc, c'est pas très concret parce que des fois like quelque chose tu vois.

Lina : Fin c'est genre dire que t'es d'accord, tu likes, tu partages mais finalement qu'est-ce que tu fais pour la cause. » (Entretien collectif n°3).

Dans cette section, nous avons montré que les médias sociaux sont majoritairement mobilisés par les publics dans le cadre de modes de réception médiés et discursifs, en apposant aux médias télévisés des cadrages alternatifs qui visibilisent les violences policières et encouragent l'engagement personnel dans leur dénonciation publique. Cette conclusion s'accorde avec les résultats de Granjon et Le Foulgoc, qui concluent que

« Sur internet, les nouvelles formes de circulation des contenus d'actualité, leurs formats et les éventuels espaces collectifs auxquels ils sont liés impulsent de nouvelles orientations aux expériences médiatiques » (Granjon & Le Foulgoc 2010, 251).

*

Dans cette partie, nous avons étudié les différentes postures adoptées par les publics vis-à-vis des médias, à travers trois statuts différents attribués au texte médiatique. Nous avons montré que les usages de la violence qui accompagnent les deux premiers modes de réception sont majoritairement descriptifs. Les modes de réception discursifs, au contraire, impliquent la production de cadres d'interprétation alternatifs et font des usages plus complexes de la violence. Ils semblent plus enclins à sa politisation. Enfin, nous avons montré que les usages des médias sociaux par les publics constituent des ressources alternatives qui encouragent les modes de réceptions critiques et les usages polémiques de la violence.

Dans le domaine du langage et des représentations médiatiques, la domination représente une opération d'attribution du sens. L'idéologie, selon Laclau, c'est ce qui donne sa cohérence au monde social : « *L'idéologie consisterait en ces formes discursives à travers lesquelles une société tente de s'instituer sur la base de la clôture, de l'attribution du sens, de la non-reconnaissance du jeu infini des différences* » (2014, 125-126). C'est en faisant apparaître la violence comme étant l'attribut évident et incontestable des sujets de l'action directe dans les mobilisations sociales que l'idéologie fixe le sens de la violence contestataire, en la reléguant dans le champ de la délinquance et en dehors du politique. L'idéologie, ou la domination, se maintient « *par l'acte de dissimulation de l'opération de l'attribution du sens.* » (Corten 2006, 22). Ainsi, les cadrages médiatiques fixent les frontières du sens de la violence contestataire, et invisibilisent le mouvement de clôture qu'ils opèrent à travers un ensemble de procédés qui permettent de s'énoncer comme réalité. Les modes de réception médiés ou discursifs, resituent les médias dans une idéologie. Alors, l'opération d'attribution de sens est révélée, ce qui permet aux publics de formuler des cadrages alternatifs. C'est ce qui a été démontré dans cette partie à travers les modes discursifs, qui désignent et refusent la frontière du sens de la violence telle qu'elle est imposée par le discours médiatique. Ainsi, les discours en situation de réception sont à même de déplacer les frontières du politique, « *lorsque, la dissimulation ayant été percée à jour, les opérations d'attribution de sens se fixent sur de nouvelles articulations* » (Corten 2006, 22).

*

* *

Dans ce chapitre, nous avons montré les différents types d'interprétation et les différents modes de réception qui sont mobilisés par les publics pour faire sens de la violence contestataire. Nous avons montré que le premier type d'interprétation – par moralisation – mobilise largement les usages descriptifs de la violence, conduisant à dépolitiser la violence contestataire. Ensuite, nous avons vu que si les trois autres types d'interprétation – politique, par matérialisation et par identification – pouvaient également être mobilisés par les publics à travers des usages descriptifs de la violence, ils sont plus enclins à engager ses usages polémiques, jusqu'à politiser la violence contestataire voire dans certains cas lui attribuer une certaine légitimité. Il est apparu que dans les interprétations par matérialisation et par identification, les expériences et les identités collectives liées à la marginalité urbaine s'articulent avec les usages polémiques de la violence pour attribuer une légitimité à la violence contestataire.

Puis, nous avons montré que les publics attribuent des statuts différents au texte médiatique. Avec les modes de réception médiés et discursifs, les publics formulent des

critiques qui mettent en cause les médias et contestent les sens dominants qu'ils transmettent. Ainsi, nous avons montré qu'en faisant appel à différents types d'interprétation et modes de réception, les publics dans la marge peuvent résister aux discours médiatiques, et lui opposer un discours alternatif.

Néanmoins, au cours de cette partie, il est apparu que les types d'interprétation et les modes de réception ne sont pas mobilisés de manière uniforme et linéaire par les publics. Au contraire, les enquêté·e·s font appel à eux de manière très éclectique et mouvante, passant parfois de l'un à l'autre au mépris des contradictions que de tels positionnements peuvent impliquer. Dans les discussions ordinaires, en effet, les participant·e·s ne font pas preuve de cohérence, et font appel à des registres parfois opposés pour faire sens d'un phénomène social. Les locuteurs reconfigurent et recomposent constamment leurs discours à travers l'entreprise de production collective du sens qui caractérise les discussions. Or, les ambivalences qui structurent le discours des publics sont particulièrement riches, dans la mesure où elles renferment des tensions qui s'inscrivent elles-mêmes dans des tendances collectives. Comment les ambivalences des réceptions peuvent-elles éclairer de manière plus précise le rôle de la marge urbaine dans les réceptions ? Il s'agit désormais de pénétrer les régimes de réception de manière plus fine, afin de cerner les lignes asymétriques suivies par les réceptions.

Chapitre III

Asymétries et ambivalences des réceptions

Dans ce chapitre, nous étudions les asymétries et les ambivalences qui parcourent les réceptions. Après avoir montré comment les types d'interprétation et les modes de réception structurent le discours des publics, il s'agit désormais de montrer leur répartition inégale et différenciée, notamment selon l'espace de la violence contestataire. En effet, en approfondissant l'analyse, nous observons que les types d'interprétation et les modes de réception n'opèrent pas de la même manière selon les espaces de la violence contestataire. Comment interpréter un tel écart ? Par ailleurs, il s'agit dans ce chapitre de comprendre comment les publics, en situation de réception, font émerger le politique. Si nous avons vu que les usages descriptifs comme les usages polémiques de la violence parcourent les différents types d'interprétation, comment les publics passent-ils de l'un à l'autre ? En d'autres termes, comment, dans le discours des publics, la violence contestataire est-elle politisée ? Ensuite, ce chapitre a pour but d'explorer les contradictions, les ambivalences qui parcourent les réceptions. Cette problématique, déjà présente chez Hoggart dans *The uses of literacy* (1957), a été notamment explorée par Billig (1995) ou par Frazer (1988). En effet, en explorant les tensions qui parcourent les discours des publics en réception, les auteur·rice·s ont formulé une critique de l'idéologie comme ensemble d'idées structurées et cohérentes, et lui ont substitué une approche en termes de régimes de sens, qui évoluent et cohabitent ensemble dans le discours. Ainsi quels régimes de sens les ambivalences du discours des publics renvoient-elles ?

L'objectif de ce chapitre est de partir des asymétries et des ambivalences des réceptions, pour interroger les tensions qui structurent le rapport au politique des publics dans les marges urbaines. En appréhendant les réceptions « comme reflets du rapport au politique », nous étudions la manière avec laquelle le territoire intervient dans les régimes de sens mobilisés par les publics. Dans une première partie, nous étudions la dimension territoriale des réceptions et les dynamiques de politisation des discussions en situation de réception, et développons l'hypothèse d'un régime de réception spécifique dans les marges urbaines (I). Dans une deuxième partie, nous faisons émerger les grands régimes de sens qui sous-tendent les ambivalences des réceptions (II). Dans une troisième partie enfin, nous nuancions nos résultats en établissant l'hétérogénéité des réceptions qui structure la marge urbaine, à partir des différenciations sociales des publics (III).

I. Territorialisation des réceptions et politisation des discussions

Les asymétries qui parcourent les réceptions offrent un regard éclairant sur les mécanismes par lesquels les objets des cadrages médiatiques sont politisés. Ainsi, la proximité entre l'objet des cadrages médiatiques et leur espace de vie produit-elle des réceptions différenciées ? Comment une telle proximité intervient-elle dans les dynamiques de politisation des discussions en situation de réception ? Dans cette partie, nous montrons d'abord que les publics reçoivent les cadrages médiatiques de manière différenciée selon les espaces de la violence exposée (A). Ensuite, nous analysons les réceptions en tant que moments d'activation du politique (B). Enfin, nous formulons l'hypothèse d'une culture critique des publics dans la marge urbaine (C).

A. Paris – Banlieue : des réceptions différenciées

L'objet des cadrages dont nous analysons les réceptions, la violence contestataire, est d'une nature protéiforme. En effet, elle se manifeste dans des formes très diverses et dans des espaces différents. Aussi, dans ce travail, nous avons abordé les grands types de violences contestataires selon l'espace urbain dans lequel elles se manifestent ; d'une part dans le centre de Paris, et d'autre part en banlieue parisienne. Aussi, dans cette section, il s'agit de questionner les différences de réception existantes entre les cadrages médiatiques portant sur les manifestations parisiennes et ceux portant sur les mobilisations en banlieue. Nous avons vu que les types d'interprétation et les modes de réception mobilisent chacun différentes modalités. Il s'agit ici de montrer les lignes asymétriques qui structurent ces dernières.

1. La prévalence des interprétations par matérialisation et par identification

Comme il est apparu dans le chapitre précédent, les interprétations par matérialisation et par identification font appel à des expériences à des identités collectives qui caractérisent la marge urbaine. Au-delà, il semble ici que cette tendance est renforcée lorsqu'il s'agit de faire sens des violences contestataires qui surviennent dans la périphérie urbaine. En effet, la violence contestataire qui répond aux violences policières en banlieue est plus proche de l'expérience des enquêté·e·s que la violence qui s'exprime dans les manifestations parisiennes. Cette proximité se caractérise par la prédominance des interprétations par matérialisation. Par exemple, dans un passage déjà cité dans le deuxième chapitre, Sandra ramène la colère des « jeunes » à une situation concrète qui pourrait la toucher ou qui l'a déjà affectée :

« mais comme à la fin ils avaient dit qu'ils faisaient beaucoup de contrôle par rapport au confinement, je pense que c'est ça qui a produit plus beaucoup de colère que... Le sujet en soi. Genre, c'est normal, avoir chez toi des camions [de police] juste comme ça juste parce qu'il y a le confinement... » (Entretien collectif n°3).

Lorsque nous évoquons les émeutes en banlieue ou à la suite de la troisième vidéo, les enquêté·e·s font souvent appel à leur propre expérience de la police ou aux différentes

mobilisations des dernières années. C'est le cas de Rose qui réagit à l'extrait vidéo en le mettant directement en relation avec les révoltes pour Théo : « *Franchement, bah ça me fait penser, aux émeutes qu'il y a eu, bah toujours comme je l'avais dit tout à l'heure pour l'affaire Théo* » (Entretien collectif n°2). Cette tendance se retrouve dans les interprétations par identification, qui sont mobilisées de manière plus fréquentes pour faire sens des cadrages portant sur la violence contestataire en banlieue ou dans des espaces de Paris stigmatisés au même titre, comme le quartier de Barbès. Ainsi, il apparaît que les interprétations par matérialisation et par identification sont particulièrement fortes lorsqu'il s'agit de faire sens des violences contestataires qui surviennent dans la marge. Alors, la violence contestataire est davantage rendue intelligible en tant que révolte plutôt qu'en tant que délinquance gratuite.

2. La prévalence des modes de réception discursifs

Lorsqu'il s'agit de réagir à la violence contestataire en banlieue, les publics mobilisent les modes de réception discursifs de manière plus prononcée. Alors que le message attribué à BFMTV lors des mobilisations parisiennes concerne surtout l'assimilation entre le groupe manifestant et les « violents », le message que lui confèrent les publics durant les mobilisations en banlieue est plus complexe. Ainsi, dans les trois groupes, les participant·e·s disent de la chaîne qu'elle mobilise toujours le même thème ; celui du conflit entre les « jeunes » et la police :

« Yohann : Moi en comparant les vidéos qu'on a vu... c'est que BFM là ?

Maël : Oui c'est que BFM

Yohann : ... Et du coup, bah en fait j'ai l'impression ce sujet il est tout le temps omniprésent, on parle tout le temps de la police et en fait, ce même conflit, le thème est tout le temps utilisé. Comme il a dit au début on parle d'une école brûlée, on en parle moins que les autres. En fait c'est vraiment leur sujet principal et ils l'utilisent tout le temps. Moi c'est ça que je remarque, je sais pas forcément pourquoi mais...

Maël : Le fait qu'il y ait des écoles brûlées ?

Yohann : Non non pas les écoles brûlées...

Maël : Le conflit, en général ?

Yohann : ... le sujet, le sujet avec la police et tout...

Amine : Les rixes.

Yohann : ... Ils utilisent...

Maël : Le fait qu'il y ait un conflit entre des jeunes et la police ?

Yohann : Ouais voilà ils utilisent tout le temps, tout le temps ce thème-là, voilà c'est juste ça. » (Entretien collectif n°1).

Ici, le thème du conflit entre les « jeunes » et la police est exprimé avec difficulté par Yohann. Il est repris de manière différente par Amine qui évoque lui les « rixes », donc les violences entre les habitant·e·s. En dépit des nuances dans la définition de ce « thème », c'est bien la problématique de l'assimilation de la banlieue à la violence, envers soi et envers l'extérieur – à travers l'agression de la police – qui est mise en cause par les réceptions sur le mode discursif. Si en réaction aux cadrages portant sur la violence contestataire dans Paris, les enquêté·e·s remettent en cause le message des médias pour son « amalgame » entre manifestant·e·s et

« casseurs », ici la désignation du message est plus claire est explicite. Les publics pointent un « thème » ou un « discours », qui consiste à faire des violences un conflit plus global entre deux acteurs, les « jeunes » et la police. Par ailleurs, ils attribuent à BFMTV une tendance à associer la banlieue, la violence et la pauvreté. Alors, une telle association est remise en cause :

« Sandra : genre on parle des violences vite fait et il faut toujours mêler le fait, la banlieue, c'est de la détresse sociale... C'est toujours à cause, de les violences à cause de la pauvreté et tout ça. Je pense faut, faut changer un peu de discours. » (Entretien collectif n°3).

Ensuite, les publics dénoncent un message de peur. Sophia, par exemple, explique que les médias se concentrent sur les événements polémiques afin de « jouer sur la peur » :

« Je trouve que BFMTV ils jouent surtout surtout sur les événements qui font du bruit, ou alors sur la peur que peut susciter certains événements auprès des personnes. Moi par exemple je préfère plus lire des journaux que regarder BFMTV quoi, je trouve c'est plus transparent, plus neutre. » (Entretien collectif n°2).

Si la réception en tant que message n'est pas claire dans la première partie de son intervention – dans la mesure où elle critique davantage une récupération – la seconde partie, mettant en cause la neutralité de BFMTV, relève bien de l'attribution d'un message. Sophia, en précisant son propos, déclare que les médias alimentent la peur en focalisant sur les violences en banlieue :

« mais ça leur arrange d'un côté que ça soit les banlieues, la partie sombre de la France [sourire] fin je trouve il y a vraiment un côté qui joue sur la peur, parce que quand on regarde les experts qui sont appelés sur BFMTV, souvent c'est soit des personnes qui ont fait du bruit de par leurs bêtises, soit des personnes qui connaissent rien quoi, c'est des faux experts qui se revendiquent experts [rire] » (Entretien collectif n°2).

La désignation du message passe par le discrédit du média, que l'association avec des personnes non compétentes éloigne des devoirs de neutralité spécifiques au journalisme selon les lycéen·ne·s. Ici, on relève la manière avec laquelle les modes de réception médiés et discursifs fonctionnent ensemble dans la critique des cadrages médiatiques. Ainsi, les publics ont davantage tendance à mobiliser les modes de réception discursifs lorsque les médias évoquent les violences contestataires en banlieue.

3. Prévalence des lectures oppositionnelles

Le mode de réception discursif, une fois établi, implique un type de lecture (Michelle 2007). Ce dernier représente le niveau de critique associé au texte perçu par les publics. Selon le modèle classique de Hall, les lectures préférées impliquent d'accepter les cadrages dominants des médias sans recul critique (Hall 1980, 136). Les lectures négociées représentent « *un mélange d'éléments adaptatifs et oppositionnels* » (Hall 1980, 137), qui peuvent conduire à resignifier les cadrages dominants pour en subvertir le sens (Michelle 2007). Enfin, les lectures oppositionnelles impliquent que les récepteur·rice·s invoquent « *un cadre de référence alternatif* » (Hall 1980, 138). et s'opposent explicitement au texte médiatique. Aussi, quels types de lectures viennent sanctionner les modes de réception discursifs ? En effet, alors que le texte médiatique est identifié à un message, il est difficile pour les audiences de ne pas – même

implicitement – se situer par rapport à ce dernier. Comment, ici aussi, la marge urbaine structure les lignes asymétriques des types de lecture ? Là encore, il apparaît que les types de lecture sont structurés par la localisation de la violence contestataire dans l'espace de la ville.

Il s'agit ici de caractériser le positionnement du public vis-à-vis du message des médias sur le plan idéologique. Comme nous avons vu dans le cadre du premier chapitre, les cadrages médiatiques délégitiment et altèrent les sujets de la violence contestataire, en annihilant toute la portée politique de leur action. C'est à partir de cette tendance que sont analysés ici les types de lectures. Morley, en revenant sur le travail mené dans *The Nationwide Audience* (1980) à partir du modèle de l'encodage/décodage, évoque le flou théorique qui entoure le concept de lecture préférée :

« Est-ce quelque chose qui peut être généré à partir du texte par des procédures spécifiques ? Ou la lecture préférée est-elle la lecture dont l'analyste prédit qu'elle sera la plus produite par l'audience à partir du texte ? En bref, la lecture préférée est-elle un attribut du texte, de l'analyste ou de l'audience ? » (2003, 123).

Dans ce travail, nous affirmons que la lecture préférée est issue d'un travail d'analyse critique du texte, en vue d'en extraire son caractère idéologique. Ce travail est lui-même normatif. Par conséquent, ici, les lectures préférées représentent la correspondance entre le sens dominant du texte, élaboré via le travail d'analyse, et le sens du texte produit les publics, tel qu'il est identifié par l'analyste. Au contraire, les lectures oppositionnelles, qui nous intéressent ici, sont le résultat de l'opposition du public avec le sens dominant du texte.

Les lectures oppositionnelles, dans notre corpus, sont particulièrement présentes lorsqu'il s'agit de faire sens de la violence contestataire dans la marge urbaine. Les cadrages alternatifs formulés ne passent pas nécessairement par la légitimation explicite de la violence contestataire, mais par l'attribution de la responsabilité de la violence à la police et à l'état. La violence, ici, cesse d'être le monopole des révoltés, pour être assimilée à la force répressive, qui réprime la protestation sociale pacifique :

« Sandra : Bah par exemple, c'était interdit la manifestation, et quand même il y a des gens qui sont partis, et par exemple j'ai vu que la manifestation a été quand même faite, mais à la république, pendant que les policiers bah ils étaient occupés à frapper bah, les manifestations à Barbès. Et celle de république, il y avait rien, et même il y avait la police autour mais, il y avait aucune violence, il y avait rien du tout, mais celle à Barbès il y avait le bordel comme on a vu à la télé et tout... Donc je vois que si par exemple la police n'avait pas intervenu, il y avait pas l'interdiction de notre cher ministre de l'intérieur, bah il y aurait pas ces violences et ces problèmes là.

Amina : C'est même à cause de l'état qu'il y a autant de violence. » (Entretien collectif n°3).

Dans cet échange en situation de réception différée, le mécanisme par lequel les médias situent la police en victime de l'agression d'une minorité radicale est explicitement rejeté par les participantes. Elles inversent les rôles en attribuant le rôle de l'agresseur à la police. Ce renversement suggère que la violence contestataire devient une réponse à l'agression policière. Amina, montant en généralité, va jusqu'à attribuer la violence à l'état, suggérant ici plusieurs interprétations possibles, du rôle de l'état dans les méthodes de la police à son rôle dans la

situation d'oppression en France ou à l'international. Dans la lecture oppositionnelle qui est construite ici, on voit que l'espace de la violence est mobilisé par les enquêté·e·s pour appuyer leur propos. En effet, elles avancent que la violence est provoquée par la police et l'état à Barbès car les populations y sont perçues comme indésirables. Dénonçant la différence de traitement existante entre les manifestations à Barbès et les manifestations dans le centre de Paris, les deux participantes produisent un cadrage alternatif qui non seulement attribue la violence à la police et à l'état, mais aussi lui confère un caractère raciste et basé sur la classe :

« Amina : Quand je vois que il y a des personnes à Barbès qui se font frapper et pas à république, je me dis que c'est aussi par rapport aux clichés.

Sandra : et surtout que les médias, ils allaient pas aller à république dire ouais la manifestation était pacifique à République, ils montraient que à Barbès.

Amina : Ils allaient plus à Barbès. C'est, on connaît tous que Barbès on va dire que c'est un endroit où il y a que des Arabes..

Sandra : Sauvages [rire]

Amina : ... et des noirs et des sauvages. C'est sûr que la police elle va aller frapper les gens là-bas, elle va pas frapper des gens à république parce que là-bas il y a que des bourgeois, des français, bien habillés, avec des belles voitures. C'est dommage. Mais aussi il y a un truc que je comprends pas, pourquoi c'est interdit à paris et pas dans d'autres villes, on a tous le même chef d'état Emmanuel Macron, donc pourquoi c'est interdit à Paris et pas, on va dire à Marseille ou à Strasbourg...

Sandra : Après ils disent par rapport les violences qu'il y avait eu en 2014, mais je pense que c'est la police là la source de tous les problèmes.

Amina : Il y a rien à voir. » (Entretien collectif n°3).

Amina et Sandra formulent le message dominant contenu dans le texte médiatique, le relient à la politique du gouvernement français, et s'y opposent explicitement. L'antagonisme entre le centre de Paris, occupé par des « français », c'est-à-dire des blancs et des « bourgeois », et la marge, ici incarnée par Barbès, dont la population est stigmatisée et discriminée, joue un rôle essentiel dans la critique d'Amina et Sandra. Sans pour autant la revendiquer comme répertoire d'action légitime de mobilisation collective, elles formulent des cadrages alternatifs qui, à travers d'usages polémiques de la violence, refusent l'assignation de la violence contestataire à la sphère de la délinquance. Cette dynamique est cohérente avec l'étude de Philo (1990), qui étudie la réception des *news* portant sur les grèves de mineurs de 1984 et 1985 en Grande-Bretagne. Celui-ci montre ainsi que, alors les cadrages médiatiques attribuent presque exclusivement la violence aux mineurs, les publics, sous certaines conditions, subvertissent le récit dominant, en formulant des cadrages alternatifs qui attribuent la violence à la police. En mobilisant notamment l'image d'une arme à feu afin « d'illustrer comment les différentes audiences peuvent lier la violence aux différents « camps » dans le conflit (Philo 1990, 19), il montre que l'attribution de la violence varie selon la classe mais aussi selon les influences culturelles et régionales.

Cette section a montré que les types d'interprétation, les modes de réceptions et les types de lecture sont bien différents selon les espaces de la violence contestataire. Les publics privilégient les interprétations par matérialisation et par identification, et adoptent des modalités

de réception critiques pour construire le sens des cadrages portant sur la violence en banlieue. En attribuant un message aux médias, ils formulent des lectures oppositionnelles, qui refusent le sens dominant de la violence contestataire pour le construire différemment via des cadrages alternatifs. Ces cadrages alternatifs, comme nous l'avons vu de manière parlante dans l'échange entre Amina et Sandra, s'élaborent via des usages polémiques de la violence, qui consistent à attribuer la violence à des acteurs collectifs et institutionnels ; la police et l'état. Ainsi, étudier les discussions portant sur la violence contestataire dans deux espaces distincts permet de saisir l'importance de la dimension territoriale des réceptions. Lorsque les publics reçoivent des cadrages qui portent sur un espace qu'ils assimilent à leur propre environnement, la situation est plus facilement intelligible à travers des cadrages alternatifs dans la mesure où ils bénéficient de davantage de ressources critiques, à travers les expériences et les identités collectives. Aussi, les différences dans les régimes de réception observées ici mettent en valeur que les réceptions sont des moments d'activation du politique.

B. Les réceptions comme moments d'activation du politique

Dans les groupes de discussion, en réception immédiate comme en réception différée, les cadrages médiatiques portant sur la violence contestataire suscitent des discussions politiques. Ainsi, les réceptions révèlent à la fois les antagonismes qui parcourent les publics et les mécanismes collectifs par lesquels les objets médiatiques en viennent à être politisés.

1. Les réceptions comme déclencheurs des antagonismes

Au-delà des tendances collectives, plus ou moins critiques selon les espaces du politique, les réceptions révèlent les divisions et les antagonismes politiques qui parcourent les publics. Haegel et Duchesne, dans leurs travaux sur la politisation des discussions (2004), montrent que les logiques de « conflictualisation » sont très rares, dans la mesure où les participant·e·s ont tendance à éviter le conflit. Chacun·e évite de manifester son désaccord de manière explicite, ce qui ne facilite pas l'expression des antagonismes (Duchesne & Haegel 2004). Ici, il se trouve que la manifestation des antagonismes est facilitée par la situation de réception – différée comme immédiate - dans la mesure où l'exercice n'implique pas directement un avis personnel mais plutôt un positionnement par rapport à un objet d'attention médiatique. Aussi, les situations de réception facilitent la politisation des discussions en révélant certains antagonismes. Alors même que le degré de polarisation politique général est très faible pour les groupes de Saint-Denis et d'Aubervilliers, le groupe du Blanc-Mesnil est parcouru par des divergences notoires, qui se révèlent en situation de réception. En effet, c'est le groupe qui compte le plus de manifestations de désaccord explicites. Parfois, l'antagonisme se joue assez subtilement, via des transitions contradictoires. Par exemple, alors que Rose accuse la police de violence dans le cas de l'accident avec le motard à Villeneuve-la-Garenne, Sophia répond « *Moi, franchement c'est la même chose...* » pour enchaîner en disant le

contraire de sa camarade : « *ça se trouve c'était accidentel hein. On aime bien toujours faire des dramas sur tout, mais ça se trouve c'était juste accidentel* » (Entretien collectif n°2). Néanmoins, l'opposition est beaucoup plus franche à d'autres moments de la discussion. Ainsi, alors que Rose défend la légitimité des révoltes suite aux violences policières, Sophia s'oppose ouvertement :

« Rose : [...] Après je sais pas si c'est la meilleur manière d'agir, mais c'est légitime. Parce que ça se trouve en réalité ils avaient pas d'autres moyens de se faire entendre. Après je sais pas si c'est la meilleure manière, le meilleur moyen de se faire entendre, mais en tout cas si c'était la seule façon, bah qui y aillent quoi, voilà ce que je pense.

Sophia : Moi par contre je suis pas du tout d'accord. Je pense pas du tout que c'est la meilleure façon maintenant, avec les nouvelles technologies, nos meilleures armes, c'est nos smartphones en fait. » (Entretien collectif n°2).

Plus loin, alors que Dylan fait part de la nécessité de se révolter lorsque les pouvoirs publics ne prêtent pas attention aux revendications formulées pacifiquement, Sophia exprime encore son désaccord de manière très franche : « *Par contre pour moi il y a vraiment aucun message politique derrière les black blocs hein et les casseurs hein* », assumant son opposition avec l'intervention de Dylan (Entretien collectif n°2). Ce dernier, très discret durant la discussion et peu à l'aise par rapport à ses camarades, tente alors d'atténuer le désaccord en précisant ses propos. Il désigne le caractère assumé et public de certaines révoltes :

« Non, toi tu vois juste les black bloc mais moi ce que je parle c'est en général, par exemple il y en a ils sont pas masqués par exemple. [...] Donc du coup il y en a ils sont à visage découvert, et ils le font et ils assument. Mais après c'est compliqué mais... c'est un peu dans le sens de ces termes. » (Entretien collectif n°2).

Ainsi, dans la mesure où la violence contestataire se rapporte à un objet vaste et difficilement définissable, les situations de réceptions – tant immédiates que différées – provoquent des positionnements de la part des individus qui renvoient assez rapidement aux cultures politiques dans lesquels ils s'inscrivent. Ainsi, les réceptions des cadrages médiatiques portant sur la violence contestataire sont particulièrement intéressantes dans la mesure où elles offrent une emprise sur la relation au politique entretenue plus largement par les publics. Comme suggéré en introduction du chapitre, elles agissent comme « *reflet des rapports au politique* » (Berjaud 2016, 300).

2. Passages au politique

Les réceptions agissent non pas seulement comme déclencheurs des antagonismes, mais aussi comme tremplins vers le politique. Elles favorisent les « passages au politique » (Bayart 1985). En effet, les frontières du politique sont mouvantes, « *c'est le rapport de force entre les groupes qui en détermine les frontières – et aussi dans le temps – tout peut devenir politique.* » (Le Grignou 2003, 181). Aussi, les dynamiques de réception collectives semblent encourager un mouvement de politisation des discussions autour de la violence. Par exemple, dans l'exemple – déjà cité – de la progression de la violence contestataire à une discussion sur

l'anarchie en tant que système politique, la distanciation vis-à-vis du récit médiatique conduit à une politisation du thème abordé :

« Yohann : Mais eux je pense qu'ils réfléchissent derrière quand même, c'est pas juste pour casser, je pense que, ouais eux ils ont plus le raisonnement anarchiste ou quoi. Parce que ouais les anarchistes c'est pas comme on pense ou quoi, c'est un vrai truc tout ça, je pense que c'est des gens plus anarchistes ou quoi.

Clara : Oui.

Yohann : Il y a rien de méchant hein.

Maël : Non non non. Vous en pensez quoi vous de l'anarchie, en tant que système politique par exemple, je sais pas si ça vous, fin ça vous évoque quoi par exemple.

Jana: C'est pas ouf.

Maël : Non ?

Jana: Non c'est ... Mais bon le capitalisme aussi c'est pas... c'est pas ouf donc...

[rires]

Yohann : Je pense que le terme, personne ne connaît vraiment ce que c'est. Anarchie on connaît le mot au sens littéraire, mais anarchie en système politique ou quoi on n'y connaît rien.

Maël : C'est pas ça qu'on apprend à l'école c'est sûr.

Yohann : Voilà. Moi je m'étais renseigné un petit peu, je crois que l'anarchie c'est pas forcément... Au contraire c'est pas le chaos ou quoi, c'est juste l'absence de hiérarchie ou quelque chose comme ça. Si c'était mieux appris peut-être il y aurait beaucoup plus de monde qui serait d'accord... » (Entretien collectif n°1).

Ici, en effet, la critique du discours dominant en situation de réception différée construit un tremplin vers une discussion sur les différents systèmes politiques.

Dans un mouvement inverse, la discussion autour de la violence contestataire peut mener le public à rapporter la thématique plus proche de soi – via une interprétation par matérialisation –, avant de politiser des questions liées à l'environnement immédiat, comme dans le cas des luttes lycéennes :

« Rose : Moi manifestation, je trouve qu'il y a plusieurs types de manifestations ; mais comme Noémie a très bien dit, maintenant à chaque manifestation j'ai l'impression qu'il faut qu'il y ait des casseurs, c'est dommage. Mais il y a plusieurs manifestations qui peuvent être prises par différents acteurs de la vie citoyenne si on peut dire ça comme ça, et pour plusieurs raisons. Je trouve que chaque manifestation, si elle est légitime évidemment, est bonne à prendre. Il y a pas de bonne... Enfin si en fait il y a des bonnes et des mauvaises manifestations. [rire] Mais en soi si le sujet, la lutte, la raison est justifiée et justifiable aussi, bah on peut pas dire ah bah non vous vous êtes trop petits, par exemple les lycéens quoi. Les lycéens qui vont manifester, on peut pas leur dire « ah bah non vous vous êtes trop petits qu'est ce que vous en connaissez ? » Si ça leur touche, ils sont obligés d'en parler, et de s'exprimer quoi, d'une certaine manière. » (Entretien collectif n°2).

Puis, lorsque Rose effectue une comparaison entre la violence contestataire telle qu'elle est montrée dans la troisième vidéo et les révoltes qui ont suivi l'agression de Théo, elle rapporte la thématique soulevée par la violence contestataire à des révoltes dont la légitimité est difficile à mettre en cause dans le cadre de la discussion. Cette progression, de la même manière, en établissant un pont avec un autre événement politique monte en généralité, rattache les violences contestataires en banlieue à un mouvement historique, et lui attribue une légitimité politique :

« A ce moment-là quand il y a eu les violences contre Théo et que beaucoup de citées de France se sont on va dire réveillées, ont fait des manifestations, ont fait des contestations dans les citées, ils ont brûlé, ils ont bloqué les routes... Fin ils se sont fait entendre. Et je trouve que cette manière-là, en sachant que en vrai après quand les policiers ils arrivaient, ils rétorquaient, fin ils étaient vraiment, et c'est à partir, enfin c'est pas à partir de ce moment-là je mens, mais vraiment on a senti une déchirure encore une fois entre les jeunes de cité et la police, et je trouve que... on va pas dire que c'est légitime, mais c'est compréhensible on va dire. Après je sais pas si c'est la meilleur manière d'agir, mais c'est légitime. » (Entretien collectif n°2).

Cette dynamique connecte la problématique discutée avec une histoire récente du territoire, vécue collectivement. Rose inscrit la violence contestataire dans un contexte politique plus large, en attribuant à la marge une situation de « déchirure » entre les « jeunes de cité » et la police. Ainsi, les « passages au politique » peuvent s'effectuer par montée en généralité mais aussi via des interprétations par matérialisation, en connectant la violence contestataire avec des problématiques locales liées à la banlieue.

Dans cette section, nous avons constaté que les réceptions agissent comme facilitateurs dans la politisation des discussions. En effet, elles déclenchent les antagonismes qui parcourent les publics et favorisent les « passages au politique » au cours des discussions. Dans le cas de la réaction de Rose, la mobilisation des mémoires collectives liées aux révoltes favorise la politisation des discussions, en faveur de positionnements critiques. Pour autant, nous avons vu que les publics ne mobilisent pas les expériences ou les identités liées à la marge de manière systématique pour faire sens des cadrages. Par ailleurs, les réceptions révèlent des dynamiques de politisation et des antagonismes qui sont loin de toujours tendre vers des lectures critiques. Ainsi, comment faire sens de ces éléments, afin de caractériser la marge urbaine en tant que public ? Est-il possible d'attribuer aux publics de la marge urbaine une culture critique ?

C. La marge urbaine, une culture critique ?

A partir de l'étude des réceptions, ce travail suggère que la situation de marginalité joue un rôle dans le rapport à l'objet médiatique dont il est question ici ; la violence contestataire. Nous avons observé une plus grande distance critique lorsque les cadrages portent sur les mobilisations en banlieue. En effet, les publics ont recours aux expériences, aux identités mais aussi aux mémoires collectives liées à la marge pour faire sens de la violence contestataire en banlieue. Pour autant, peut-on déduire de cet écart qu'il est produit par l'appartenance des enquêté·e·s à la marge urbaine ? De la même manière, peut-on affirmer que les recours à la matérialisation et à l'identification dans la politisation des discussions est spécifique aux publics dans la marge urbaine ? Au départ de cette enquête, nos hypothèses étaient emprunts d'un certain fonctionnalisme ; nous projetions d'évaluer l'« influence » de l'appartenance territoriale à la marge urbaine dans les réceptions. Ici, confirmer ou infirmer une telle hypothèse est irréalisable compte tenu de l'absence de terrain comparatif. Pour autant, le matériau empirique a montré toute la nuance de la relation entre l'espace de vie et les réceptions. En effet, plutôt que de déterminer comment l'expérience d'une situation de marginalité pourrait

« influencer » les regards critiques des habitant·e·s par rapport au discours dominant, la situation de réception a permis de questionner la manière avec laquelle les audiences mobilisent plus ou moins les ressources liées au territoire pour faire sens d'un objet médiatique.

Nous avons ainsi montré que mobiliser les ressources liées à la marginalité urbaine en situation de réception conduit d'une part à des positionnements critiques vis-à-vis des cadrages médiatiques, et d'autre part à une politisation des discussions. S'il est difficile de conclure sur une tendance générale à privilégier les lectures critiques selon l'espace de la violence, il est possible de générer plusieurs hypothèses en vue d'éventuels futurs travaux. Ainsi, nous émettons l'hypothèse qu'à partir de l'expérience partagée des révoltes dans la marge – directe ou indirecte – les habitant·e·s sont plus enclin·e·s à voir dans la violence contestataire en banlieue des révoltes légitimes. Ici, c'est la proximité non pas géographique mais sociale, c'est-à-dire l'identification avec les révolté·e·s comme faisant partie d'une même classe sociale ou d'une même classe de race, qui est susceptible de produire à la fois la politisation et la légitimation de la violence contestataire. Puis, nous émettons une hypothèse plus large, selon laquelle la situation de marginalité urbaine, à travers l'expérience de subalternité et d'altérisation qu'elle génère pour les habitant·e·s, encourage les réceptions critiques.

Ces hypothèses ne suggèrent pas que les systèmes de sens des classes populaires en situation de marginalité soient essentiellement critiques, ou autonomes vis-à-vis de la culture dominante des médias d'information *mainstream*. Comme l'écrit Hall dans ses « notes sur la déconstruction du populaire », « *il n'existe pas de culture populaire authentique et autonome échappant au champ de forces des relations de pouvoir et de domination culturels* » (2007, 2). Pour autant, de l'autre côté, nous avons bien montré jusqu'ici que les publics mobilisent des ressources propres à la marge afin de faire sens des cadrages médiatiques. Alors, comment interpréter l'articulation entre la marginalité urbaine et les réceptions critiques sur le plan théorique ? Nous proposons pour y répondre d'intégrer la notion de privilège épistémique à notre cadre d'analyse.

La production du sens de la violence contestataire en situation de réception répond à un régime de connaissance. Ce dernier peut être qualifié de connaissance ordinaire, dans la mesure où il ne s'inscrit pas dans un rapport savant et institutionnalisé à la connaissance. Les catégories de perception déployées par les audiences n'en demeurent pas moins les expressions d'un régime de connaissance. La connaissance dominante, c'est-à-dire celle qui est transmise dans les médias *mainstream* étudiés ici, se construit sur le régime de l'ignorance (Van Dijk 2015). Elle s'élabore à partir de la non-connaissance mais aussi de la non-reconnaissance des rapports inégaux qui structurent le monde social (Cervulle 2012). La connaissance dominante efface largement les rapports de classe, de race et de genre dans la mise en cohérence du monde social qu'elle produit, tout en altérant l'ensemble des identités sociales qui ne sont pas conformes à l'idéaltype dominant du ou de la citoyen·ne·s (Dalibert 2020). C'est notamment ce que montre Morley dans son ouvrage *Home Territories* (2002). En se basant sur différentes études des

banlieues pavillonnaires aisées des grandes villes étatsuniennes, il défend que les quartiers aisés sont :

“basés sur une expérience normalisée et homogène, et sur une absence relative d’« étrangers », ce qui est le résultat d’une exclusion générale de la vie pavillonnaire de toutes formes d’altérité associées à la vie en ville (les pauvres, les minorités ethniques) qui pourraient ternir l’idéal pavillonnaire” (Morley 2002, 129).

Au contraire, dans les marges urbaines, le mode de subjectivation politique n’est pas basé sur l’exclusion de l’autre. Certains travaux montrent la tendance des habitant·e·s des classes populaires à construire leur identité sociale en se distinguant des autres habitants plutôt qu’à travers une identité collective basée sur la classe ou la race (Barrault-Stella et al. 2020). Néanmoins, cette tendance n’est pas comparable avec la dynamique de « purification » sociale qui caractérise l’entre-soi des espaces sociaux dominants (Cousin 2014). Par ailleurs, si les publics dans les marges en France sont loin de formuler un discours savant sur les rapports d’oppression qu’ils subissent, ils ne sont pas moins porteurs d’une connaissance spécifique concernant ces derniers. Ainsi, les personnes en position de subalternité, au sein des « sud globaux » (de Sousa Santos 2011), depuis le vécu de la marginalité, n’ont pas accès au « privilège de la perspective partielle » des quartiers aisés, et détiennent une connaissance des mécanismes d’oppression orientée par l’expérience. C’est ce que nous nommons, dans le sillage des théories des épistémologies du point de vue (Harding 1992), « privilège épistémique » (Mignolo 2019). La marge urbaine, en effet, est une incarnation dans l’espace urbain de l’intersection entre plusieurs dynamiques d’oppression, notamment la race et la classe (Wacquant 2006). Aussi, étudier les réceptions des médias dans la marginalité urbaine permet de comprendre comment les rapports sociaux structurent les publics.

Le privilège épistémique se manifeste de manière particulière dans la production de connaissance sur la violence. En effet, il donne un accès privilégié aux usages polémiques de la violence, qui consistent à redéfinir la violence à partir des systèmes d’oppression qui structurent le monde social. Dans le cadre de cette étude, l’analyse a montré comment le privilège épistémique détenu – bien que de manière inégale – par les publics dans les marges urbaine structure les réceptions des médias. Ainsi, sans sur-interpréter le discours des publics ni conclure sur leur capacité à produire une culture autonome, nous pouvons aller dans le sens de l’hypothèse suggérée en introduction, selon laquelle les réseaux de sens dans la marge encouragent les réceptions critiques, en faisant une place plus grande aux usages polémiques de la violence dans la mise en sens des médias.

*

Dans cette partie, nous avons vu que les réceptions critiques et les phénomènes de politisation des discussions sont encouragés par la mobilisation de la marge en tant que réseau d'expériences et d'identités partagées, notamment à travers des usages polémiques de la violence. Pour autant, ces résultats sont des tendances, qui par définition ne sont pas homogènes. En effet, les réceptions sont loin d'être rectilignes et sans équivoque. Au contraire, au sein même des propos tenus par les mêmes récepteu·rice·s, différents modes de réception, différents types de lecture se succèdent et se contredisent. Afin de rendre justice à la complexité des réceptions, et afin d'explorer les contradictions qui structurent la production du sens de la violence contestataire, nous étudions dans la partie suivante les ambivalences des réceptions.

II. Ambivalence des réceptions et régimes de sens

Dans les groupes étudiés, les enquêté·e·s sont loin d'adopter des positions uniformes et cohérentes tout au long de l'entretien. Au contraire, ils·elles combinent les types d'interprétation, les modes de réceptions et les types de lectures, parfois passant de l'un à l'autre de manière contradictoire. Aussi, afin de comprendre comment les réceptions prennent forme dans la réalité parfois confuse du parler ordinaire, il est nécessaire de considérer les ambivalences du discours des publics. C'est dans les contradictions, les manquements logiques et les expressions ambiguës que le sens de la violence contestataire est effectivement contesté, négocié, ou accepté tel que formulé dans le discours dominant. Aussi, dans cette partie, nous tentons de comprendre les réceptions des cadrages portant sur la violence contestataire à partir des ambivalences du discours des publics.

Les ambivalences sont particulièrement intéressantes car elles permettent de révéler les tensions qui parcourent les publics. Frazer, dans son travail sur les lectures du magazine féminin *Jackie* par des adolescentes, met en cause la notion dominante d'« idéologie » en tant que « *ensemble d'idées cohérentes* » (1987, 409). Elle écrit ainsi que « *les gens sont seulement partiellement sujets à l'idéologie, ou sont sujets à des idéologies multiples et concurrentes* » (Frazer 1987, 409). En étudiant la construction idéologique du genre et des identités sexuelles, l'autrice préfère à la notion d'idéologie celle de « registres de discours ». Menant des entretiens de groupe en situation de réception, elle montre que la stigmatisation des comportements féminins et la dénonciation du sexisme cohabitent sur le mode de la contradiction dans le discours des adolescentes, dans la mesure où elles relèvent de registres de discours distincts. Adoptant une démarche similaire à celle de Frazer, nous travaillons dans le cadre de cette partie à faire sens des ambivalences du discours des publics en éclairant les « registres de discours », que nous nommons ici « régimes de sens », qui entrent en tension dans les réceptions. Nous analyserons d'abord les contradictions et les discontinuités présentes dans le discours des publics (A), avant de considérer les deux grands régimes de sens qui les structurent (B). Enfin,

nous regrouperons les résultats produits jusqu'ici dans une typologie des réceptions de la violence contestataire (C).

A. Expressions contradictoires, réceptions discontinues

Le discours des publics est structuré par de nombreuses contradictions et discontinuités.

1. Ambivalences du discours et lectures négociées

Ici, nous considérons un type de lecture que nous n'avons pas encore traité, et qui a la particularité de se former dans l'ambivalence : les lectures négociées. Les lectures négociées font cohabiter cadrages dominants et cadrages alternatifs, ou resignifient et subvertissent le sens dominant porté par les médias. Dans les entretiens, les lectures négociées se manifestent lorsqu'il s'agit de réagir au discours des médias sur la violence en banlieue. Alors que les enquêté·e·s condamnent souvent la violence sans équivoque dans le cas des manifestations parisiennes, ici cette condamnation n'apparaît plus comme le contenu principal de leurs échanges, mais comme un passage obligé, une condition d'énonciation. La condamnation de la violence apparaît comme un référent social, par lequel il est obligatoire de passer afin de formuler un regard critique. Fiala et Ebel, dans un travail sur les « formules » dans le discours social, établissent que certaines d'entre elles deviennent un « référent social dominant » : « *Ce qui caractérise la formule comme référent social, [...] c'est qu'elle représente, à un moment donné, un passage obligé* » (Krieg-Planque 2006, 5). Ici, le thème de la violence n'agit pas comme un référent social traditionnel dans la mesure où il nécessite non pas seulement un positionnement de la part des locuteurs, mais un jugement normatif précis : la condamnation de la violence. Afin de s'exprimer, en effet, il est nécessaire d'affirmer d'abord que la violence est illégitime. Peu d'enquêté·e·s se trouvent à même de dépasser cette règle du discours. Aussi, c'est dans la tension entre la condamnation de la violence et la nuance qui l'accompagne ensuite que s'expriment la majorité des lectures négociées. Par exemple Sandra oscille ici entre condamnation et légitimation des contestations violentes :

« Sandra : Après je suis pas d'accord non plus avec les violences, il y a d'autres manières de manifester son point de vue et... Mais, mais comme à la fin ils avaient dit qu'ils faisaient beaucoup de contrôle par rapport au confinement, je pense que c'est ça qui a produit plus beaucoup de colère que... Le sujet en soi. Genre, c'est normal, avoir chez toi des camions juste comme ça juste parce qu'il y a le confinement... » (Entretien collectif n°3).

Ici, la condamnation de la violence permet d'assurer sa légitimité à la locutrice, avant de finalement caractériser la violence contestataire comme « normale ». De la même manière, Sandra distingue les différents types de violence, afin de répondre à l'exigence du référent social tout en le contournant :

« par exemple quand, dans des cités quand la police débarque pour voir s'il y a de la drogue ou quoique ce soit, et là il y a aussi des révoltes et tout, bah là je suis contre totalement contre ça, la police elle vient faire son travail, t'es pas là pour faire n'importe quoi. Mais... Mais dans ce cas-là oui, genre ouais. Et même je croyais le policier il avait fait exprès

d'ouvrir sa porte brusquement comme ça. Donc c'est normal ces révoltes-là ouais »
(Entretien collectif n°3).

Par ailleurs, dans le discours de Rose, le poids du référent social et son injonction à condamner la violence transparait clairement : *« moi je pense qu'il y a certaines violences qui sont légitimes, je m'explique attention me prenez pas pour un... »* (Entretien collectif n°2). Une fois avoir montré au groupe qu'elle est consciente d'une telle exigence, elle peut prendre position sans voir son statut d'énonciatrice disqualifié pour autant. Ainsi, Rose passe par la condamnation de la violence, (*« on va pas dire que c'est légitime »*), avant de dire le contraire (*« mais c'est légitime »*) :

« on a senti une déchirure encore une fois entre les jeunes de cité et la police, et je trouve que... on va pas dire que c'est légitime, mais c'est compréhensible on va dire. Après je sais pas si c'est la meilleur manière d'agir, mais c'est légitime. Parce que ça se trouve en réalité ils avaient pas d'autres moyens de se faire entendre. » (Entretien collectif n°2).

Ici, à la compréhension succède la légitimation, dans un mouvement qui élargit les frontières du politique jusqu'à y inclure la violence contestataire.

2. L'évolution des frontières du politique

Alors que le politique « survient » à certains moments, comme nous l'avons montré dans la première partie de ce chapitre, il disparaît également à d'autres. Aussi, les frontières du politique sont mouvantes et évoluent au cours des discours des publics. Alors qu'Amina et Sandra contestaient plus haut les cadrages de la violence contestataire produits par le discours médiatique dominant, elles séparent ensuite les personnes qui affrontent la police de la manifestation légitime, en qualifiant leurs actions de « challenges » puérils :

« Maël : Ok, et du coup vous pensez que les gens là, leurs actions elles sont politiques, ou vous pensez que c'est pas, voilà, vous en pensez quoi ? »

Amina : Il y en a je pense c'est politique, il y en a c'est, c'est youpi on va s'amuser on va voler, c'est...

Sandra : Ouais des challenges.

Amina : Ouais on va faire des challenges ou... des fois ça peut être politique pour on va dire, faire chier la police et l'état, et des fois, je pense que la majorité c'est pas politique. Pour ma part je pense la majorité c'est pas politique. » (Entretien collectif n°3).

Si les réseaux sociaux peuvent encourager les modes de réceptions critiques en donnant à voir la violence de la police envers les manifestants, ils peuvent tout autant s'accorder avec les cadrages dominants, particulièrement concernant l'aspect enfantin et irresponsable de la violence contestataire. Sandra évoque ainsi une vidéo TikTok dans laquelle une jeune femme brûle une poubelle dans le cadre d'un défi avec une amie durant la manifestation en soutien à la Palestine, provoquant l'indignation de nombreux·euses utilisateur·rice·s :

« J'ai vu un TikTok d'une meuf avec sa copine, elles savaient même pas ce qui s'était passé, le conflit, elles avaient fait un TikTok en train de brûler une poubelle, elle savait même pas de quoi ça parlait, et juste parce qu'elle passait, c'était un challenge entre elles, et c'est tout. » (Entretien collectif n°3).

Cela conduit les deux participantes à disqualifier les « casseurs », affirmant que leur action n'est pas politique. Sandra déclare ainsi : *« C'est des gens incultes, ils savent pas... Pas incultes »*

mais, ils sont pas conscients de ce qu'ils font... » (Entretien collectif n°3). Pourtant, trois minutes plus tard, alors que nous évoquons les violences contestataires en banlieue suite aux violences policières, les deux participantes affirment de nouveau que les révoltes sont légitimes. Ainsi, les dynamiques de production du sens et de légitimation de la violence contestataire sont très changeantes chez les enquêté·e·s.

Parfois, les mouvements de déplacement des frontières du politique autour de la catégorie violence s'affirment au sein d'un même échange. Ainsi, dans le groupe de Saint-Denis, suite à la visualisation de la seconde vidéo, les enquêté·e·s formulent une lecture qui s'apparente à une lecture préférée, qui semble allier interprétation par moralisation et mode de réception transparent. Puis, alors que le mode de réception évolue, la situation change radicalement :

« Yohann : Là je disais que il y a rien qui nécessite autant de violence, mais d'un côté, si ça a eu lieu, c'est qu'il y a peut-être, il y a peut-être bien une raison donc ... Donc peut être que ça peut être légitime, vous voyez en fait il y a trop de points de vue et d'hypothèses. Ça veut dire, moi je vous donne ce que je peux donner, voilà.

Clara : On était pas là, donc on sait pas le contexte. Peut-être que la police avait, avait vraiment gazé tout le monde pour rien, et que du coup ils se sont énervés, je sais pas. On était pas là, là on a juste un extrait de 30 secondes, on peut pas savoir les raisons de tout ça en fait. » (Entretien collectif n°1).

Ici, en abandonnant le mode transparent, un cadrage alternatif apparaît, et met en branle la première interprétation, pour finalement proposer une lecture oppositionnelle. Ainsi, au cours des échanges, le régime de sens contenu par le texte médiatique peut être d'abord adopté via une lecture préférée, avant d'être remis en cause, jusqu'à parfois former une lecture oppositionnelle.

Dans cette section, il apparaît que deux narratifs cohabitent dans le discours des publics. Le récit de la responsabilité de la police dans l'émergence de la violence contestataire est constamment en concurrence avec celui qui attribue la violence à des personnes minoritaires et délinquantes. Ainsi, les contradictions discursives comme les discontinuités dans les types de lectures font entrevoir la précarité du sens de la violence contestataire, lequel est constamment mis en jeu. Selon les types d'interprétation, les modes de réception mobilisés et les usages de la violence employés par les publics, la violence contestataire peut être assimilée à une agression ou à une défense. Comme l'écrit Hébert, *« de par sa force sémantique et politique, le terme de « violence » semble être un terrain particulièrement propice à ses luttes de sens »* (2008, 236). Cette lutte de sens se retrouve dans les ambivalences des réceptions, qui redéfinissent sans cesse les frontières du politique et de la violence (Corten 2006). Désormais, comment faire sens de ces ambivalences ? A quelles tensions idéologiques, à quels régimes de sens sont-elles rattachées ?

B. Les régimes de sens de la violence

Dans les entretiens, les tensions présentes dans la définition collective des frontières du politique et dans les différents usages de la violence relèvent de deux grands régimes de sens opposés, qui entrent en concurrence dans le discours des publics. Ainsi, l'ambivalence des réceptions sur la question de la violence contestataire est étudiée ici comme le résultat d'une tension entre deux grands systèmes de pensée, qui définissent chacun un problème et une solution pour faire sens de la violence. Ces régimes de sens renvoient à ce que Haegel et Duchesne, dans leur travail sur la politisation des discussions sur la question de la délinquance, ont nommé des clivages : « *l'implication dans une discussion procède donc de la révélation d'oppositions qui renvoient les interlocuteurs à des appartenances différentes, voire des camps opposés, et que nous désignons par clivages* » (2004, 891). Néanmoins, ici, nous ne considérons pas que les enquêté·e·s *appartiennent* à des camps politiques. Nous défendons plutôt que ces « camps » sont plus ou moins mobilisés par les publics, de manière discontinue, pour faire sens des cadrages. De plus, Haegel et Duchesne mettent en avant trois types de clivages, opposant libéralisme et interventionnisme, autorité et permissivité, et républicains et communautaires. Or, il nous semble que ces trois types de clivage recoupent en réalité le clivage gauche-droite. Aussi, ils ne permettent pas, à notre sens, de penser une « politique par le bas », qui puisse dépasser les antagonismes de la politique formelle et légitime, afin d'épouser au plus près les tensions politiques qui parcourent les discours des publics. Par conséquent, nous faisons ici appel à une opposition qui structurerait déjà les ouvrages classiques de la sociologie politique : l'opposition entre culture politique consensuelle et culture politique polarisée (Lagroye, François & Sawicki 1993). Cette approche est destinée à reprendre le concept de « registres de discours » de Frazer tout en l'adaptant à la perspective de notre travail. Les cultures politiques consensuelles valorisent l'apaisement du conflit, la négociation et les réformes. Les cultures politiques polarisées renvoient à une vision du monde social basée sur le conflit ouvert, qui « *ne croit pas en la possibilité d'un accord et fait preuve de défiance à l'égard des dirigeants et des institutions* » (Lagroye, François & Sawicki 1993, 374). La littérature classique sur les cultures politiques a ensuite été critiquée pour son culturalisme, dans la mesure où les auteurs attribuaient des cultures politiques à des pays ou des régions entières. Ici, au contraire, nous adaptons ces deux cultures pour en faire deux régimes de sens, qui cohabitent et entrent en concurrence dans le cadre de discussions en situation de réception. Nous distinguons ainsi le régime consensuel et le régime polarisé.

1. Régime consensuel : l'éducation pour répondre à la fragmentation de la société

Dans les trois groupes étudiés, un problème général se distingue : la fragmentation de la société. Il permet d'attribuer une cause à la violence, et de la rattacher à une problématique globale qui parcourt le monde social. Pour les publics, la fragmentation sociale consiste en une augmentation du niveau de conflit général, due à un mouvement de « radicalisation » des

« extrêmes ». Alors que nous demandons aux enquêtées comment la société pourrait changer, les participantes du groupe d'Aubervilliers tiennent l'échange suivant, assez parlant à cet égard :

« Amina : Pour moi la société elle va jamais changer.

Sonia : Pessimiste. [rire]

Amina : Mais c'est vrai... Nan mais elle va jamais changer pour moi. Moi j'ai l'impression qu'aujourd'hui il y a plus de conflits, on va dire de racisme ou... ou, je sais pas comment expliquer ça, j'arrive pas à expliquer.

Sonia : En fait je pense que, après peut être que je me trompe vraiment mais, j'ai l'impression que des deux extrémités, les gens deviennent de plus en plus radicaux des deux extrémités, genre par exemple les personnes, comment expliquer ça sans paraître... Par exemple vous voyez le mouvement Black lives matter etc, il y a des personnes qui étaient extrêmement, comment expliquer ça ? En fait j'ai l'impression que de tous les côtés, tout le monde devient de plus en plus extrémiste et ne veut pas forcément se, pas se remettre en question mais, c'est un peu de ça tu vois. Et, ...

Lina : Il y a pas de dialogue ?

Sonia : Un semblant de dialogue tu vois. Mais en plus c'est bien illustré par exemple quand on voit dans les médias etc. Tout à l'heure vous nous parliez de BFMTV, c'est plus des débats pour essayer de comprendre et trouver une solution mais c'est des débats pour se piquer, toi t'es pire que moi, tu vois c'est pas... » (Entretien collectif n°3).

Ici, c'est l'intensification des conflits et le manque de dialogue qui sont pointés par les participantes comme entraves au changement social. Cette tendance est d'abord due aux médias, qui sont régulièrement accusés par les enquêté·e·s d'accentuer le conflit en favorisant les batailles idéologiques plutôt que les débats constructifs. Amina résume ce point de manière explicite : *« Et le conflit, au lieu que les médias apaisent le conflit, moi j'ai l'impression les médias ils l'augmentent le conflit »* (Entretien collectif n°3). Les enquêté·e·s critiquent largement les experts invités sur les plateaux TV – à l'instar d'Éric Zemmour –, accusés d'enchaîner les polémiques au profit de l'audimat et au détriment du débat constructif. D'autre part, pour les publics, cette tendance est également alimentée par les téléspectateur·rice·s, qui ne s'exposent qu'aux contenus avec lesquels ils·elles sont en accord :

« Sonia : [...] les différents bords politiques des médias, bah le fait que d'un média à un autre, ça montre des choses très différentes, par exemple une personne qui va être d'accord avec un média, il va regarder celui-ci au lieu de par exemple ouvrir son champ de vision, ça veut dire il va renforcer son idée, en disant « ouais bah eux ils disent ça donc ils pensent comme moi, donc ça veut dire que j'ai raison » tu vois, au lieu de, de s'ouvrir, après ça peut paraître cliché aussi de dire ça mais... [rire]

Amina: Il veut pas sortir de sa zone de confort » (Entretien collectif n°3).

Ainsi, les participantes nomment le problème d'une fragmentation idéologique, par laquelle chacun·e s'enferme dans des idées préconçues sans chercher à comprendre l'autre.

Ensuite, le problème de la fragmentation se retrouve dans le conflit entre les « jeunes » et la police. Ici, c'est une mésentente, une incompréhension qui est mise en avant pour faire sens du conflit. A la suite de l'échange ci-dessus, Sonia poursuit en établissant un parallèle entre le manque de dialogue dans les médias et le manque de dialogue entre les habitant·e·s et la police dans les banlieues :

« Sonia : Par exemple le fait, on parlait, banlieue / policiers, le fait rester qu'avec, par exemple que les policiers ils restent... non c'est un peu cliché de dire ça, genre ils vont pas venir manger ensemble un dimanche, mais ce que je veux dire c'est en tant que personne, par exemple de banlieue qui rencontre une personne qui a la haine de la police, euh je pense que... il faudrait peut-être qu'il y ait un dialogue, parce que personnellement je comprends pas, la haine de la ... par exemple, je comprends pas la haine de la police. Ça s'est dit. [rires]

Amina : Elle voulait le dire.

Sonia : Ouais je voulais le dire, mais sans paraître... sans qu'on me catégorise. [rire] » (Entretien collectif n°3).

Le problème de la violence est ainsi attribué à un problème d'incompréhension et de manque de dialogue.

Par conséquent, afin de répondre à violence d'une société fragmentée, c'est le dialogue et l'éducation qui sont préconisés par les enquêtés. De manière frappante, les enquêtées suggèrent de résoudre le problème de la violence policière en éduquant non pas les deux parties, mais principalement les « jeunes », dont la perception négative de la police semble causer la violence :

« Rose : Moi je trouve que les policiers en fait de base, ils ont été mis là pour pouvoir faire régner l'ordre, l'ordre social, pour pas qu'il y ait des débordements, mais en fait maintenant la police a pris une place où c'est devenu les méchants. Si demain tu deviens policier, mais tu rentres dans le camp des méchants. Alors que de base, les policiers c'est des gentils, les policiers c'est ceux qui vont venir nous sauver d'un serial killer. [...] Donc moi je pense que c'est un problème d'éducation en vrai, des enfants et des jeunes. Eux pour eux maintenant ils voient les policiers comme des bourreaux, qui frappent les gens, qui tuent, comme des meurtriers, alors que, par la... bon grâce à dieu, les policiers ne sont pas que des meurtriers, ne sont pas que des violeurs, ne sont pas que si, que ça, heureusement d'ailleurs. Mais c'est juste une question d'éducation. Moi je pense qu'en vrai si les policiers marchaient dans les écoles primaires et venaient faire des trucs en disant « nan, on est gentils, nous notre rôle c'est de faire ça, c'est de faire ça, si vous avez entendu ça, c'est que il y a des gentils partout il y a des méchants partout, donc en vrai on est pas tous comme ça », et ben ça changerait beaucoup de chose je pense. » (Entretien collectif n°2).

Alors que Rose dénonce par ailleurs la violence de la police, elle établit ici la solution au niveau de l'éducation des « jeunes » aux véritables fonctions de la police. Ce « cadrage pronostique » est formulé de manière très similaire par Sonia :

« Je pense que s'il y a ces problèmes-là actuels, je pense que c'est peut-être que toutes ces catégories elles sont devenues floues, et que d'un policier à un autre, qui normalement n'a pas les mêmes compétences, bah tout se mélange, et je pense qu'on mélange les policiers qui mettent des amendes avec les policiers qui sont censés intervenir et des policiers on va dire plus expérimentés sur des trucs beaucoup plus dangereux. Mais peut être que faire cette distinction ça pourrait peut-être améliorer des choses, et certaines tensions on va dire » (Entretien collectif n°3).

Ainsi, le premier grand système de sens auquel la violence est rattachée consiste à définir un problème, la fragmentation de la société, ainsi qu'une solution, l'éducation. Comme cela est apparu ici, le régime de sens consensuel s'articule des usages discursifs de la violence. La violence, ici, est l'attribut des « jeunes » qui ne comprennent pas la police. Elle est le résultat non pas d'une tendance structurelle, mais d'un manque de dialogue, d'une fragmentation sociale, qu'il s'agit de résoudre en éduquant et en favorisant l'entente mutuelle.

2. Régime polarisé : la révolte pour répondre à la violence sociale

L'autre régime de sens qui pénètre le discours des publics consiste à définir le problème de la violence non pas comme un manque de compréhension entre des parties égales par ailleurs, mais comme une relation de pouvoir ou de domination, entre deux parties inégales. Ainsi, on voit ici que cette conception se rattache à une vision plus large du monde social comme structure inégalitaire. En cela, elle se rapproche des systèmes de connaissance établis par les épistémologies critiques. C'est cette conception qui se manifeste lorsqu'Amina et Sandra blâment l'état et la police pour les violences, et légitiment les révoltes. C'est également cette conception qui permet à Yohann d'assimiler la police à l'intérêt des élites et de l'état, et à Dylan de légitimer la révolte en cas de mépris des pouvoirs publics. Cette lecture, sans pour autant nommer l'intérêt des élites ou une situation d'oppression de manière explicite, peut également mener à désigner un manque de représentation dans la société. Ainsi, alors que le groupe de Saint-Denis est questionné sur la notion de peuple, une conception hiérarchisée et inégale de la société est formulée par le groupe :

« Maël : D'accord, et pour vous, c'est quoi le peuple ? Si je vous dit le peuple et tout ça vous fait penser à quoi. Parce qu'il y a beaucoup de gens ils disent ah nous on est le peuple, il y en a qui disent non c'est nous le peuple. [rire] Tout le monde se bataille un peu autour de ça.

Amine : C'est compliqué cette question.

Clara : [rire] oui c'est vrai

Amine : C'est vrai que d'un côté on a le peuple le plus actif, donc tout ce qui est les classes populaires ou les gens pauvres entre guillemets, et bah de l'autre côté on a tous ceux qui ont tout le capital économique donc ils sont plus petits mais ils ont beaucoup plus d'impact. Et en fait on sait pas si, si c'est pas les manifestations des classes populaires qui vont se faire entendre même si ils sont beaucoup plus, [...] donc c'est un peu flou.

Yohann : Moi le peuple, quand vous me dites le peuple, moi je dirais qu'en référence, je crois, je calque sur un, par exemple la Révolution française, les trois ordres. Il y a l'aristocratie on va dire c'est plus les gens, les hauts fonctionnaires ou quoi, une petite minorité. Il y a les religieux qui sont à part, et après il y a tout le reste, c'est la masse, la masse en fait. Les plus nombreux, les plus communs on va dire. Tout le monde se ressemble, et... Ouais pour moi c'est plus ça le peuple.

[Approbations]

Yohann : C'est ce qui représente la nation, c'est ce qui, ouais voilà, c'est ça je pense.

Clara : mais comme on avait vu dans la Révolution française, c'était le peuple donc le tiers état, qu'on entendait le moins, et qui représentait moins le peuple finalement. Et moi je trouve que c'est un peu aujourd'hui, parce qu'aujourd'hui, on entend, fin, les personnes qu'on entend un peu plus c'est pas nous, c'est pas nos parents, c'est pas nos voisins, c'est des politiciens etc.

Jana : L'élite. L'élite de la société.

Clara : Voilà. C'est pas notre avis qui va compter énormément. » (Entretien collectif n°1).

Dans ce passage – déjà cité plus avant - la société est perçue comme étant inégale. Une telle lecture implique que la violence contestataire ne soit pas assimilée à une violence, mais à une réponse, à une défense. Dans la mesure où le mot violence n'est pas mobilisable de manière légitime – la condamnation de la violence agissant comme référent social - il est abandonné pour préférer le champ lexical de la révolte. Ce second régime de sens, lorsqu'il est mobilisé,

permet aux publics de refuser l'assignation à la violence des sujets, pour les nommer comme révoltés. Dorlin, dans son travail sur les corps et la violence, montre que les corps non-blancs en position de subalternité sont constamment perçus par la société dominante comme des corps violents, comme des potentiels agresseurs (Dorlin 2017). Par conséquent, il s'agit pour l'ordre social dominant, à travers sa police, d'annihiler la puissance d'agir de ces corps, afin de les maintenir dans le contrôle et la peur. Ce mouvement à la fois d'assignation au corps violent et de dénégation de l'agentivité des sujets subalternes est exécuté de manière exemplaire dans le discours de BFMTV, comme nous l'avons démontré dans notre premier chapitre. En refusant ce mouvement d'assignation, les enquêté·e·s ouvrent la voie à un régime de sens qui ouvre la voie à une auto-défense populaire. Ainsi, le second régime de sens qui structure le discours des publics désigne l'état inégal des structures sociales comme problème, et la révolte comme réponse légitime. Il s'articule avec des usages polémiques de la violence, qui consistent à définir ses frontières non pas autour d'un manque de dialogue entre des groupes fragmentés, mais comme le résultat d'inégalités et de systèmes d'oppressions structurels. Aussi, c'est ce régime de sens qui est favorisé par la détention du privilège épistémique détenu par les publics dans la marge urbaine.

Dans cette section, il apparaît que les ambivalences des réceptions renvoient à deux grands régimes de sens, qui formulent des solutions et des problèmes différents et s'inscrivent dans des usages de la violence opposés. Ces deux régimes de sens ne sont pas propres à certains membres de l'audience et pas à d'autres. Ils sont deux pôles, deux réseaux de signification plus ou moins mobilisés – pas toujours de manière cohérente – par les publics pour faire sens des cadrages médiatiques. Comment, désormais, articuler ces régimes de sens avec les dynamiques de réception étudiées jusqu'ici, dans leur rapport à la marge urbaine ?

C. Typologies des régimes de réception de la violence

Dans cette section, nous tentons de synthétiser tous les éléments de réception analysés jusqu'ici. Alors que le deuxième chapitre a permis d'établir les différents types d'interprétations et les modes de réception mobilisés dans les marges urbaines de la périphérie parisienne, ce troisième chapitre a montré que les réceptions oscillent entre deux grands régimes de sens. Comment articuler ces différents résultats ensemble ? S'il ne s'agit pas de rigidifier les réceptions en deux camps étanches et homogènes, il convient de renforcer la cohérence théorique de notre travail en regroupant les différentes dimensions des réceptions en un modèle. Ce dernier se compose de deux pôles, qui s'engagent dans des directions opposées : l'un tend vers la dépolitisation de la violence contestataire, et l'autre vers sa politisation. A travers cette opposition, entre réceptions dépolitisantes d'un côté, et réception politisantes de l'autre, nous mettons en cohérence les différents résultats de cette étude.

Les réceptions « dépolitisantes » tendent à mobiliser des interprétations par moralisation et des modes de réceptions transparents. Elles tendent à formuler des lectures préférées. Elles s’inscrivent dans le régime de sens que nous avons nommé « consensuel », et mobilisent majoritairement des usages descriptifs de la violence. A l’opposée, les réceptions « politisantes » tendent à mobiliser des interprétations par moralisation et par identification, et des modes de réceptions médiés et discursifs. Elles tendent à formuler des lectures négociées et oppositionnelles. Elles s’inscrivent dans le régime de sens que nous avons nommé « polarisé », et mobilisent majoritairement des usages polémiques de la violence.

Ensuite, nous avons vu au cours de ce troisième chapitre que la mobilisation des expériences et des identités collectives liées à la marge joue un rôle particulièrement important lorsqu’il s’agit de passer d’un pôle à l’autre. Par conséquent, nous faisons l’hypothèse que la situation de marginalité, lorsqu’elle est mobilisée par les publics, agit comme un modulateur des réceptions. Aussi, nous associons aux réceptions dépolitisantes un faible recours aux ressources liées à la marge urbaine. Au contraire, nous attribuons aux réceptions politisantes un fort recours de la dimension territoriale liée à la marge. Ainsi, les contradictions et les discontinuités ont permis de révéler non pas des types de récepteur·rice·s, mais des régimes de sens, qui évoluent en tension dans les publics, et s’activent plus ou moins selon la mobilisation de l’expérience et de l’identité collective. Nous regroupons désormais ces différents éléments dans un tableau, afin de clarifier la typologie proposée :

Type de réception de la violence contestataire	Dépolitisante	Politisante
Régime de sens	Consensuel	Polarisé
Usages de la violence	Descriptifs	Polémiques
Type d’interprétation	Par moralisation	Politique / par matérialisation / par identification
Modes de réception	Transparents	Médiés / discursifs
Types de lectures	Préférées	Négociées / oppositionnelles
Mobilisation de la dimension territoriale	Faible	Forte

Ces deux types de réception, en tant que tendances opposées, cohabitent dans les réceptions des publics. Leur concurrence construit une tension forte dans leurs échanges, au cours desquels les frontières du politique sont constamment redéfinies.

*

Dans cette partie, nous avons montré que les réceptions sont discontinues et ambivalentes. En étudiant les contradictions des lectures négociées et les déplacements des frontières du politique qui structurent les discours des publics, nous avons fait émerger deux grands régimes de sens, qui agissent comme tendances contradictoires et alimentent les tensions autour du sens de la violence contestataire. Tirailé entre deux régimes de sens, entre deux types d'usages de la violence, nous avons montré que le sens de la violence contestataire est particulièrement précaire, et évolue au cours des réceptions. Alors que les récepteur·rice·s, dans la marge, ont accès à un privilège épistémique, nous faisons l'hypothèse que ce dernier facilite le passage des réceptions dépolitisantes aux réceptions politisantes. C'est ici la véritable hypothèse mise en exergue par ce travail. Elle vient nuancer celle qui motivait notre travail, selon laquelle la mobilisation des ressources liées à la marge encourage simplement les réceptions critiques. En effet, l'appartenance territoriale à la marge urbaine octroie aux publics un ensemble de ressources qui leur permet de subvertir les sens dominants des cadrages médiatiques. Aussi, la marge urbaine agit moins comme déterminant des réceptions que comme modulation, dans la mesure où elle incarne un potentiel de ressources critiques. Les ressources qu'elle met à disposition des publics sont plus ou moins mobilisées dans les dynamiques de subversion du sens et de politisation des objets médiatiques. Ainsi, elles peuvent – ou pas – faire basculer les réceptions collectives des réceptions dépolitisantes à des réceptions politisantes. En effet, nous avons vu dans notre échantillon que seule une partie des enquêté·e·s mobilisent des ressources liées à la marge pour se placer du côté des réceptions politisantes. Ainsi, sous quelles conditions les récepteur·rice·s activent-ils·elles le privilège épistémique dont ils·elles bénéficient pour produire le sens de la violence ? Par ailleurs, bénéficient-ils–elles tou·te·s d'un privilège équivalent ?

III. Compétences politiques et positions sociales : l'hétérogénéité des réceptions dans la marge

La marge urbaine peut moduler les réceptions en faisant évoluer les frontières du politique jusqu'à la violence contestataire, c'est-à-dire des réceptions dépolitisantes aux réceptions politisantes. Cependant, la simple appartenance à la marge est loin d'entraîner cette bascule de manière automatique. Les rapports sociaux de classe, de race ou de genre qui parcourent les publics au sein de la marge déterminent les réceptions, en facilitant plus ou moins la distance critique. Aussi, il s'agit de ne pas sur-interpréter les positionnements critiques des enquêté·e·s. Comme le rappelle Morley dans un retour critique sur ses travaux et ceux de ses successeurs, « *le social est aussi un site de clôture de sens puisque la position sociale détermine l'accès ou le non-accès aux codes culturels nécessaires aux décodages* » (1993, 38). De plus, la différence sociale entre les récepteur·rice·s est d'autant plus forte que le discours des publics est produit en situation de réception différée : « *Après le discours, la réception différée vient alors reproduire voire accentuer ou moduler l'impact du collectif sur chacun, en fonction de la place et du rôle, socialement et politiquement différencié, qu'il y occupe* » (Berjaud 2016, 306). Dans cette troisième partie, nous montrons que la condition préalable à l'action de la marge comme modalisateur des réceptions est d'une part la position sociale à l'intérieur de la périphérie urbaine (A), et d'autre part la compétence politique (B).

A. Des expériences hétérogènes : positions différenciées dans les rapports sociaux

La position des récepteur·rice·s dans les rapports sociaux détient une influence considérable sur les types de réception adoptés. Dans cette section, il s'agit de faire exister l'hétérogénéité sociale qui existe à l'intérieur même de la marge urbaine. Si la position de leur espace de vie dans les rapports symboliques place les membres du public dans un même ensemble subalterne, ces dernier·ère·s sont loin de partager la même expérience. En effet, ils·elles occupent notamment des positions différentes sur le plan des rapports sociaux de genre et de race. Or, à la suite des travaux de Morley, de nombreuses études ont montré l'influence du genre et du statut racial dans les réceptions des médias (Morley 1980 ; Sujeong 2004). Afin d'ancrer nos résultats concernant la territorialisation des réceptions dans la réalité des rapports sociaux différenciés qui parcourent les groupes de discussions, il s'agit ici de prendre en compte la manière avec laquelle ces derniers peuvent également orienter les réceptions. En effet, dans la mesure où chacun·e n'a pas le même rapport à la violence, la mobilisation des expériences et des identités liées à la marge urbaine est plus ou moins vecteur de politisation au cours des réceptions.

1. Genre et rapport à la violence en situation de réception

Il s'agit ici de considérer un rapport social structurant et pourtant peu abordé jusqu'ici ; le genre. En effet, alors que l'assignation au genre féminin expose les personnes concernées à un ensemble de violences produites par le régime patriarcal, ces dernières sont, dans le même temps, mise à distance de la violence. D'abord, l'exposition collective à la violence patriarcale produit une certaine connaissance des violences structurelles ; elle génère un privilège épistémique au même titre que celui qui découle de l'appartenance à la marge urbaine (Haraway 1988 ; On 1993). En effet, dans les discussions, les membres des publics qui s'identifient comme femmes reconnaissent le principe de légitime défense de manière plus rapide et explicite que ceux qui s'identifient comme hommes. L'expérience du harcèlement de rue ou des agressions physiques est mobilisée à plusieurs reprises à cet égard :

« Clara : Bah par exemple comme une femme... Enfin j'ai entendu dire que quand une femme se faisait vraiment agresser dans la rue la nuit toute seule, bah déjà elle a pas le droit d'avoir de bombe lacrymogène, et moi je trouve ça très légitime de se défendre avec une bombe lacrymogène. Donc moi je trouve ça pas normal, voilà, personnellement. » (Entretien collectif n°1).

De l'autre côté néanmoins, la construction socio-politique des sujets féminins, au sein du patriarcat comme instance de subjectivation politique, encourage la maternité, la négociation, et s'inscrit plus généralement dans un ensemble de normes et de valeurs liées au *care* qui découragent le conflit violent (Cardi & Pruvost 2012). Ainsi, l'expérience de l'assignation au genre féminin peut mener à une distance plus grande vis-à-vis de la violence. Dans l'échantillon en effet, la majeure partie des femmes affirment explicitement leur rejet de la violence. Pour autant, ces deux tendances ne sont pas contradictoires. Les participantes manifestent ainsi à la fois le rejet de la violence et le droit à la légitime défense, à l'instar d'Amina ou de Rose. Par ailleurs, les positions qui légitiment la violence de la manière la plus explicite sont formulées par Yohann et Dylan, qui s'identifient comme hommes.

Ensuite, les articulations entre le genre et les réceptions ont été étudiées de manière approfondie par différentes études, comme celle de Frazer dans sa thèse *Talking About Femininity* (1988), ou celle de Brunsdon (2000) dans *The Feminist, the Housewife and the Soap Opera*. Les *cultural studies* ont fait une place importante à la recherche sur les articulations entre l'assignation à l'espace domestique, les identités féminines et les réceptions des produits culturels de divertissement (Morley 2003). Ici néanmoins, il est difficile d'émettre des hypothèses sur la dimension genrée des réceptions des cadrages portant sur la violence contestataire. En effet, nous ne disposons pas de connaissances suffisantes concernant la consommation des médias des enquêté·e·s pour explorer la manière avec laquelle le genre structure les réceptions, notamment par le régime d'attention ou par les types de contenus consommés. Pour autant, il s'agit de reconnaître que le genre oriente les réceptions sur la thématique spécifique de la violence.

2. Race et rapport à la violence en situation de réception

La position des enquêté·e·s dans les rapports sociaux de race influence également le rapport entretenu à la violence. Comme nous l'avons discuté dans le cadre des interprétations par identification sociale, l'expérience de l'assignation raciale peut conduire les récepteur·rice·s à rejeter la violence de manière catégorique. Pour les hommes racisés, cette dynamique peut entrer en contradiction avec leur construction genrée, dans la mesure où la norme sociale qui encourage les hommes à des comportements conflictuels peut être contredite par l'injonction portée par les hommes racisés de se distancier de la violence pour paraître respectable. Pour autant, une telle distanciation n'est pas présente dans les entretiens. Sur les trois hommes racisés de l'échantillon, deux légitiment la révolte violente à plusieurs reprises.

Ensuite, dans notre échantillon, seule une personne est blanche, Océane, et cette dernière ne s'exprime presque pas. Sophia est ambiguë sur le plan racial, et par conséquent il est probable qu'elle subisse beaucoup moins le racisme que les autres participant·e·s, d'autant plus qu'elle est issue d'un milieu aisé. Elle est aussi celle qui défend la police et qui condamne les « jeunes » avec le plus de force. Pour autant, la taille de notre échantillon ne nous permet pas d'explorer le rôle du statut racial des publics dans les réceptions des cadrages portant sur la violence contestataire. Néanmoins, au même titre que le genre, l'hypothèse liée la race serait assurément prometteuse afin d'explorer les réceptions avec plus de finesse.

Ainsi, il est important de situer le rôle de la marginalité urbaine dans les dynamiques de politisation de la violence contestataire dans les rapports sociaux inégaux qui parcourent la marge urbaine et affecte différemment les publics. Par ailleurs, l'appartenance territoriale ne peut agir comme vecteur de politisation que dans la mesure où elle se conjugue avec un certain niveau de compétence politique dans les publics.

B. La compétence politique en situation de réception

La compétence politique intervient comme une ressource clé dans le processus de politisation des réceptions. Comme l'écrit Berjaud, les interprétations différenciées des discours des médias « *sont premièrement liées au rapport au politique de chacun, entre rapports pratiques et rapport de compétence, eux-mêmes socialement ancrés* » (2015, 52). Aussi, comme le remarque Morley, il s'agit de ne pas nier « *les réalités sociales de la distribution différentielle des compétences et des valeurs culturelles* » qui déterminent les réceptions (1989, 40). En effet, la compétence politique permet, pour les publics qui font l'expérience de la marginalité urbaine, de faire sens de l'injustice vécue. En politisant leurs propres expériences, les publics peuvent mobiliser le privilège épistémique dont ils bénéficient et formuler des réceptions qui tendent vers la politisation de la violence contestataire.

1. Socialisation et distance à la violence

Avant d'évoquer le rôle des compétences politiques dans les réceptions, il s'agit ici de ne pas négliger le rôle primordial de la socialisation dans les réceptions des cadrages portant sur la violence contestataire. Ici nous appréhendons la socialisation non pas comme productrice de différence sociale, mais comme socle commun de connaissance vis-à-vis de la violence. Berger et Luckmann, dans *La construction sociale de la réalité* (2012), définissent la socialisation primaire comme le processus par lequel les règles du monde social sont incorporées à l'échelle de la subjectivité de l'individu. Pour les auteurs, elle consiste en la « *particularisation dans la vie individuelle de la dialectique générale de la société.* » (Berger & Luckmann 2012, 217). Pour les auteurs, c'est l'« *autrui généralisé* » qui garantit la socialisation primaire, à partir du « on » impersonnel. Les parents disent à l'enfant « on ne tape pas », « on ne résout pas les problèmes par la violence », ou au contraire suggèrent qu'« on ne se laisse pas faire ». Aussi, la place de la violence dans la résolution des conflits est apprise très tôt par les individus. Dans la mesure où la violence physique a perdu beaucoup de terrain dans les sociétés occidentales depuis le début du 20^{ème} siècle, avec la relative « pacification des mœurs » observée par Elias (Elias & Kamnitzer 1973), la distance à la violence est partie intégrante du stock de connaissances transmises par la socialisation primaire. De plus, dans la mesure où le langage joue un rôle clé dans la socialisation, le processus de labélisation de certaines choses comme relevant de la « violence » inculque une définition de la violence qui concerne principalement le conflit physique à l'échelle interpersonnelle. Ainsi, l'ordre social se légitime et se maintient à travers des usages descriptifs de la violence, appris durant la socialisation primaire.

Par conséquent, revendiquer la violence comme mode légitime de résolution des conflits n'est pas envisageable pour les individus, sans passer par un processus de re-socialisation au cours de la socialisation secondaire. En effet, alors que la socialisation secondaire opère la plupart du temps sur le mode de la superposition, à travers l'intériorisation des codes des « sous-mondes » sociaux, elle peut également rentrer en contradiction avec la socialisation primaire (Berger & Luckmann 2012). A travers différentes trajectoires de vie, notamment dans le cas des carrières militantes ou criminelles, certains individus remettent en cause leur socialisation primaire et lui substituent d'autres normes, d'autres valeurs (Sommier 2012). Dans ce type de trajectoire, il est possible de remettre en cause les principes de la socialisation primaire, dont l'interdit de la violence. Sans un tel parcours, questionner la définition dominante de la violence de manière explicite ou revendiquer son usage – c'est-à-dire nier le référent social évoqué plus haut - expose à une sanction sociale (Berger & Luckmann). Ainsi, il convient de replacer notre travail dans une société dans laquelle les socialisations primaires et secondaires, dans la plupart du temps, maintiennent à l'écart la violence physique dans la résolution des conflits. Par conséquent, politiser la violence nécessite une certaine compétence politique, qui s'exprime par un régime d'attention basé sur l'écoute active.

2. Compétence politique et régime d'attention : de l'attention oblique à l'écoute active

La compétence politique des publics implique des régimes d'attention différents. Or, l'attention est une étape centrale dans la réception des médias (Gerstlé 2008 ; Charpentier 2006). Deux tendances s'opposent : d'une part les hauts degrés d'attention, de l'autre l'attention oblique. Pour l'auteur du concept d'attention oblique, Hoggart, elle est une « *consommation nonchalante* » (1991, 295). Elle implique chez les audiences « *une attitude d'adhésion à éclipses [...] sans en être jamais dupes complètement* » (Hoggart 1991, 22). Dans le travail de Hoggart, elle s'impose comme un régime d'attention majoritairement mobilisé par les classes populaires. Avec le travail de Hall, l'attention oblique est associée à des lectures plutôt critiques – négociées ou oppositionnelles – alors que les hauts degrés d'attention sont associés à des lectures préférées (Hall 1977). Néanmoins, Berjaud introduit une rupture dans ce schéma. Elle montre que l'attention oblique non seulement ne se retrouve pas seulement dans les milieux populaires, mais n'est pas nécessairement génératrice de lectures résistantes (Berjaud 2015). Aussi, ce constat se retrouve largement dans les groupes étudiés ici. En effet, les régimes d'attention oblique, c'est-à-dire d'écoutes nonchalantes, sont ceux qui précisément s'accompagnent des modes de réception transparents et des lectures préférées, notamment en mobilisant l'interdiscours. Au contraire, lorsque les enquêté·e·s se concentrent sur le texte médiatique, ils-elles sont plus à même de remarquer les dispositifs de cadrage, de pointer les incohérences de la trame narrative du média, ou encore de critiquer le message idéologique qu'il renferme. Ainsi, il apparaît que les participant·e·s les mieux doté·e·s en compétence politique font preuve d'un régime d'attention plus élevé que les autres. Amine, qui a l'habitude de regarder la télévision chez lui en famille, regarde un des extraits sans vraiment prêter attention au texte. Il commente les manifestations de manière évasive sur un mode majoritairement transparent, et fait part de l'incapacité qu'il ressent à se positionner :

« Pour moi personnellement c'est choquant, mais en fait je sais même plus où me placer, parce que d'un côté, on a les black bloc, je sais pas qu'est-ce qu'ils attaquent, s'ils attaquent des, par exemple des sociétés politiques, sauf que là ce que je vois c'est qu'ils attaquent des petits commerçants, donc en fait ils ont, fin les petits commerçants n'ont rien à voir avec ce qu'il se passe avec la loi de sécurité globale par exemple, puis d'un côté on a, on touche à la liberté d'expression donc aux lois, puis après ça fait un, comment dire, ça fait un grand engouement dans la population, du coup ils sont violent, l'effet de groupe, encore plus violents, puis fin c'est... Moi je sais plus trop où me placer avec tout ça franchement. Surtout quand on me donne ça, parce que c'est pas... on nous montre un peu tout donc je sais pas trop quoi penser, donc... je peux pas me faire d'avis là-dessus. » (Entretien collectif n°1).

Au contraire, Yohann, sans pour autant expliciter la divergence de sa position avec les cadrages de BFMTV, commente le texte médiatique en opposition directe avec l'orientation idéologique qu'ils contiennent, en affirmant la portée politique de la violence contestataire. Yohann, au contraire d'Amine, dit ne presque jamais regarder la télévision, et provient d'une famille très politisée. Aussi, alors que l'habitus culturel d'Amine semble encourager une attention oblique, celui de Yohann paraît favoriser une écoute active. Ici, il apparaît bien que la compétence

politique s'articule avec les habitus culturels pour renforcer ou amoindrir le potentiel critique des lectures.

3. Interactions et leaders dans les groupes de discussion

Les compétences politiques différenciées des enquêté·e·s, via le sentiment de compétence, mènent à des statuts différenciés dans les discussions. En effet, si les réceptions sont liées au niveau social et aux compétences politiques de chacun·e, les « *interprétations sont aussi souvent collectives, construites à plusieurs voix et partagées* » (Berjaud 2015, 52). Il s'agit ainsi de replacer les réceptions analysées dans le contexte social des entretiens, c'est-à-dire au sein des interactions sociales et des rapports de pouvoir qui parcourent les publics. Pour Berjaud, « *ces mécanismes de co-construction de sens reposent essentiellement sur leurs rapports interpersonnels et les structurations internes aux collectifs de réceptions* » (2015, 52). Ici, nous rompons avec la démarche globale adoptée dans ce travail jusqu'ici, laquelle prenait comme objet les significations partagées et non les dynamiques interactionnelles au sein du public. Ce pas de côté permet d'appréhender les résultats présentés jusqu'ici avec davantage de prudence. En effet, les groupes de discussion comptent des leaders, qui prennent davantage la parole et orientent largement les discussions. Ces derniers bénéficient d'un sentiment de compétence, d'une « compétence statutaire » qui exerce plusieurs effets sur la dynamique des discussions en situation de réception (Berjaud 2016). Ces effets sont importants à souligner dans l'interprétation des résultats car ils « *contribuent à rendre possible ou au contraire à limiter les influences ou les partages de sens possibles entre les récepteurs* » (Berjaud 2015, 52). Deux types d'effets principaux sont pertinents ici.

D'abord, les « effets circonscrits » désignent les phénomènes par lesquels les « leaders » de la discussion dominant l'espace des échanges et contribuent à marginaliser certaines personnes, qui s'autocensurent et ont du mal à émettre des avis contradictoires (Berjaud 2015). Dans les groupes de discussion, Yohann et Sophia adoptent des comportements de « leader », bien que de manière très subtile. Dans le groupe de Saint-Denis, Océane, qui semble avoir un sentiment de compétence inférieur à ses camarades, n'a pas été très investie dans les discussions, et sa parole est parfois ignorée par les autres participant·e·s. Dylan, dans le groupe du Blanc-Mesnil, est largement ignoré par Rose et Sophia. Celui-ci s'exprime seulement lorsque ses camarades ont terminé de parler et que nous l'invitons à partager son point de vue. Ainsi, il s'agit de reconnaître que les effets circonscrits ont pu orienter les discussions de manière à favoriser certains points de vue et à inférioriser d'autres opinions. Dans le groupe d'Aubervilliers, Amina est celle qui semble être la plus proche d'une position de « leader », mais la dynamique générale de discussion est dénuée d'imposition de problématique ou de monopolisation de la parole. La parole est assez équitablement répartie et les participantes font preuve de beaucoup de respect mutuel, ce qui semble réduire les dynamiques d'autocensure.

Puis, les effets de conversion désignent le pouvoir de persuasion exercé par les « leaders », qui encourage les autres à adopter leur point de vue (Berjaud 2015). Un tel effet est manifeste alors que Yohann, de manière tranquille et assurée, fait part de ses changements de position, et réussit ainsi à rallier les autres participants à son nouveau point de vue concernant la responsabilité des « casseurs » et de la police dans l'épisode du policier « roué de coups ». Cette même dynamique se manifeste à différents moments de la discussion, orientant de manière significative la teneur des propos tenus. Dans le groupe du blanc Mesnil, Sophia et Rose essaient de se convaincre mutuellement sur différents sujets, avec une certaine aisance, compte tenu de leur amitié. Dylan, au contraire, se trouve parfois confronté à une opposition franche de la part de Sophia, qui tente alors de le convaincre.

Ainsi, présenter les effets circonscrits et les effets de conversion dans les dynamiques de groupe permet de saisir l'impact des leaders dans les réceptions. Nous pouvons désormais situer avec plus de précision les résultats de ce travail dans le contexte interactionnel des discussions, c'est-à-dire dans le cadre d'une situation sociale inégalitaire.

*

Dans cette troisième partie, nous avons nuancé notre hypothèse concernant le rôle de l'appartenance territoriale dans la politisation des réceptions. En effet, si les récepteur·rice·s en position de marginalité détiennent un privilège épistémique qui facilite le passage des réceptions dépolitisantes aux réceptions politisantes, ce mouvement varie selon la position des publics dans les rapports sociaux, selon leur compétence politique et selon leur statut dans la discussion.

*

* *

Dans ce troisième chapitre, nous nous sommes efforcés de montrer la structure différenciée des réceptions comme les ambivalences qui les traversent. Nous avons vu que les publics ont tendance à mobiliser des régimes de réception plus critiques lorsque les cadrages des médias portent sur la violence contestataire en banlieue, en mobilisant des expériences et des identités collectives liées à la marge urbaine. Nous avons également constaté que les réceptions activent le politique de manière différenciée selon l'espace de la violence contestataire, révélant que la mobilisation des ressources liées au territoire encourage sa politisation. Nous avons alors formulé une hypothèse portant sur la culture critique de la marge,

en tant que les publics y détiennent un privilège épistémique. Puis, en étudiant les ambivalences dans le discours des publics, nous avons montré qu'ils font appel à des types de réception contradictoires, de manière discontinue et versatile. Afin d'expliquer cette tension, nous avons établis deux grands régimes de sens, qui se trouvent être en concurrence pour définir le sens de la violence contestataire en réception. Afin de faire sens des résultats de l'ensemble de notre étude de manière claire, nous avons formulé une typologie des réceptions de la violence contestataire. Nous avons ainsi opposé deux tendances, deux directions qui structurent les réceptions dans leurs ambivalences : les réceptions dépolitisantes et les réceptions politisantes. En proposant une telle typologie, nous avons ainsi tenté de rendre intelligible « *l'interaction de l'hégémonique et du subalterne, la coexistence d'une résistance et d'une soumission* » dans notre matériau (Morley 1993, 43). Enfin, nous avons nuancé nos résultats concernant la dimension territoriale des réceptions, en montrant comment les rapports sociaux qui pénètrent les publics et les asymétries de compétence à l'intérieur de la marge déterminent les réceptions.

Conclusion

Dans ce mémoire, nous nous sommes efforcés d'étudier les réceptions à l'échelle de la marge urbaine.

A travers une étude des cadrages médiatiques, nous avons montré comment les sens dominants de la violence contestataire se construisent dans le discours de BFMTV. Nous avons vu que, en reléguant la violence contestataire au champ de la délinquance et à l'extérieur du politique, les cadrages médiatiques la produisent comme ennemi intérieur. En présentant en détail les propriétés sociales du public étudié, nous avons ensuite mis en valeur son appartenance commune à la marge urbaine, en tant que communauté expérientielle.

A partir d'une analyse en termes de types d'interprétation, nous avons montré les différentes modalités par lesquelles le public construit et s'approprie les sens dominants de la violence contestataire. En faisant intervenir la notion d'usages ordinaires de la violence, nous avons montré comment les différents types d'interprétation s'articulent avec des usages plus ou moins politisés (descriptifs / polémiques) de la violence contestataire. Si le recours à la moralisation mobilise presque exclusivement des usages descriptifs de la violence, les interprétations politiques, par matérialisation et par identification font aussi intervenir les usages polémiques. Nous avons vu que la mobilisation de l'expérience de la violence policière et des identités sociales liées à la classe et à la race concourt à la production de sens alternatifs et conteste le sens des cadrages médiatiques. Ainsi, il est apparu que les ressources expérientielles et identitaires liées à la marge urbaine, lorsqu'elles sont mobilisées, encouragent les usages polémiques de la violence. Via une analyse des modes de réception, nous avons ensuite établi les différents statuts que les publics attribuent aux médias. Lorsqu'ils formulent des réceptions sur les modes médiés et discursifs, les publics sont davantage enclins à critiquer les médias. Nous avons souligné l'importance des médias sociaux dans le développement de postures critiques vis-à-vis des médias traditionnels. Il est apparu, ici aussi, que les usages polémiques de la violence s'articulent avec les réceptions critiques.

En explorant les asymétries et les ambivalences qui les parcourent, nous avons tenté de caractériser plus finement les ressorts des réceptions au sein des publics de la marge urbaine. Nous avons constaté que ces derniers adoptent des positionnements plus critiques lorsque les cadrages portent sur les violences contestataires qui se manifestent en banlieue. Alors que les réceptions agissent comme déclencheurs du politique, il s'est trouvé que le recours aux mémoires et aux expériences collectives dans la marge peut favoriser la politisation de la violence contestataire. En faisant appel à la notion de privilège épistémique, nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle le régime de connaissance privilégié par l'expérience de la

marginalité urbaine favorise les réceptions critiques. Puis, en observant les ambivalences et les contradictions qui parcourent les discours des publics, nous avons mis en valeur deux grands régimes de sens de la violence, qui évoluent dans une tension permanente au cours des réceptions ; le régime consensuel et le régime polarisé. A partir de ce constat, nous avons précisé l'hypothèse établie plus haut. Au-delà d'une tendance aux « réceptions critiques », nous avons établi que la marge, via les ressources expérientielles et identitaires, facilite le passage d'un régime de sens à l'autre. Nous avons rassemblé nos différents résultats dans un modèle unitaire, opposant deux tendances dans les réceptions de la violence contestataire : les réceptions dépolitisantes et les réceptions politisantes. Ainsi, nous avons confirmé les deux hypothèses formulées en introduction tout en introduisant une nuance majeure : la marge urbaine agit, non pas comme une culture oppositionnelle déterminant des réceptions critiques, mais comme un modulateur facilitant – via un régime de connaissance et des ressources spécifiques – le passage des réceptions dépolitisantes aux réceptions politisantes. Pour finir, nous avons nuancé nos résultats en mettant en valeur l'hétérogénéité sociale du public étudié, laquelle détermine les réceptions aux côtés de l'appartenance collective au territoire.

Territorialiser les réceptions

Ce travail s'est efforcé de révéler la richesse d'une analyse axée sur le territoire. En localisant les réceptions à l'échelle de la marge, nous avons montré que les publics font appel à différentes ressources liées à l'appartenance territoriale, comme les expériences collectives et les identités collectives. Pour autant, cette enquête comporte de nombreux angles morts. La dimension des mémoires collectives par exemple, suggérée sans être approfondie au cours de ce travail, pourrait constituer une piste particulièrement intéressante. Particulièrement dans leurs rapports aux mobilisations menées à l'échelle du territoire – comme ici les différentes révoltes ou les collectifs d'habitant·e·s en lutte – les mémoires collectives semble jouer un rôle dans les mécanismes d'attribution du sens dans la marge urbaine. En effet, différentes études ont montré la richesse de cette piste, notamment dans les quartiers populaires à la périphérie des grandes villes latino-américaines, traversées par des luttes communautaires fortes (Rudas 2009 ; Pineda 2016).

Aussi, afin d'approfondir la piste de la territorialisation des réceptions, et d'explorer plus en profondeur les articulations existantes entre la marge urbaine et les réceptions des médias, il serait intéressant de développer ce travail via une approche comparative. En effet, comme nous l'avons évoqué en introduction, l'échantillon étudié dans ce travail est très réduit. De plus, produire un apport théorique sur les rapports entre réceptions et territoires impose de mettre en dialogue différents espaces. Par conséquent, il pourrait s'avérer prometteur de formuler une double comparaison ; d'une part entre la marge urbaine et les espaces centraux de la ville ; et d'autre part entre différents espaces de marginalité, dans des contextes socio-historiques distincts. Une telle démarche pourrait animer des recherches futures.

Interpréter les implications des réceptions sur le plan politique

Désormais, comment interpréter les résultats de cette étude sur le plan politique ? En effet, ce travail s'inscrit dans une approche critique, qui vise à questionner « *la lutte au sein des discours* » (Hall 1980, 38). Portant une telle volonté, Michelle, dans son modèle d'étude des réceptions, fait part de la nécessité d'ajouter aux différents modes de réception et types de lecture un niveau d'analyse supplémentaire ; celui de l'évaluation (2007). Cette dernière a pour objectif de cerner les implications politiques des lectures des publics. Selon l'autrice, il s'agit pour les sciences sociales critiques de déterminer, dans un contexte de changement social, « *les implications plus larges des modes de réception par les publics dans les luttes hégémoniques* » (Michelle 2007, 41). Ainsi, qu'est-ce que les réceptions de la violence contestataire dans la marge urbaine permettent-elles de dire sur l'état des luttes de sens qui structurent le monde social ?

Nous avons choisi d'étudier les réceptions des cadrages portant sur la violence contestataire car cette dernière représente un objet limite. Comme nous l'avons mentionné au cours de ce travail, elle est un phénomène particulièrement propice aux luttes de sens (Herbert, 2008). En effet, les corps violents bouleversent l'espace public. Comme le suggère Butler (2016), les corps dans l'espace public ont un pouvoir de subversion du discours dominant. En faisant des rues un espace de lutte politique, les corps violents sont les signifiants de volontés politiques alternatives. Ils matérialisent dans l'espace urbain les conflits structurels liés aux rapports d'oppression. Aussi, la violence contestataire impose à l'ordre hégémonique de réagir pour s'affirmer et se maintenir. Cette opération passe par la force, via la répression, mais aussi par le discours, via la production du sens de la violence contestataire en tant qu'ennemi intérieur.

Or, ce travail a montré que l'opération d'attribution de sens opérée par les médias dominants n'est pas entièrement partagée par les publics dans la marge urbaine. Nous avons vu que deux régimes de sens sont en concurrence dans les réceptions de la violence contestataire. C'est précisément cette tension qui incarne le politique pour Peñafiel :

« Le politique ne se trouve pas dans l'une ou l'autre de ces positions en lutte, mais dans la lutte elle-même, dans les écarts et les transformations, les déplacements, les apparitions et les disparitions de certaines « réalités » ou évidences (régimes de vérité ou d'acceptabilité) engendrés par la confrontation de deux ou plusieurs discours ou formation discursifs se disputant le privilège de nommer l'ensemble » (2008, 118).

Le sens de la violence contestataire est constamment pris entre ses usages descriptifs, dominants, et ses usages polémiques, résistants, qui la font exister comme révolte légitime. Ainsi, cette tension entre deux régimes de sens a révélé la précarité du sens de la violence contestataire, lequel est constamment redéfini selon les pratiques de réception des publics – dont notamment la mobilisation des ressources liées à la marge.

Selon Laclau, l'idéologie est la négation de l'autonomie du social (2014). Elle nie le pouvoir des agents de transformer le monde social selon des principes différents de ceux qu'elle établit. Alors, dévoiler le caractère contingent d'un système de sens, de ses frontières, de ses clôtures, ouvre la voie à une brèche dans l'idéologie (Peñafiel 2008). Aussi, la violence contestataire constitue ce que Laclau a appelé un « signifiant flottant » (Corten 2006). Elle est un signifiant qui peut, par « logiques d'équivalence », être investi d'« imaginaires instituants », qui font apparaître la contingence de l'ordre socio-politique dominant (Peñafiel 2008). En effet, alors que la violence contestataire est un objet médiatique dont le sens dominant est clair et peu contesté, nous avons montré que les publics peuvent lui attribuer, sous certaines conditions, une certaine légitimité. Un tel phénomène témoigne de l'autonomie du social, c'est-à-dire de la faculté des groupes sociaux subalternes à s'approprier et à resignifier les sens dominants autour de nouvelles « chaînes d'équivalence ». Pour autant, afin d'être investi de nouveaux sens, « de sens instituants », le signifiant flottant doit, selon Laclau et Mouffe (2014), s'inscrire dans une lutte plus large pour « l'hégémonie ». Il doit être situé dans une opposition antagonique entre le système de sens dominant et le système de sens « instituant » :

« pour que cette mise en équivalence se transforme en une force antagonique instaurant une relation hégémonique, il faut également qu'elle établisse une frontière antagonique (rapports ami / ennemi) entre l'« ancien » système de différences (à l'égard duquel les positions différentielles se présentent comme négativement équivalentes) et le nouveau camp créé par ces chaînes d'équivalence. » (Peñafiel 2008, 110).

Or, cette dimension antagonique n'est pas présente dans notre travail. Nous avons vu que les publics tendent à adopter des réceptions politisantes lorsqu'ils font appel à des expériences et des identités liées à la marge urbaine. Pour autant, ils ne trouvent pas de relai collectif pour attribuer de nouveaux sens à la violence contestataire. Si elle est resignifiée pour incarner une défense d'ultime recours, ou une réponse légitime à une agression, la violence contestataire n'est jamais investie d'un « Nous », émanant d'une volonté politique collective. Ainsi, elle ne sert pas de « point d'articulation » à des volontés politiques et antagoniques.

Interroger les réceptions au prisme des mouvements sociaux

Dans d'autres espaces, et dans des situations différentes, la violence contestataire devient le point d'articulation de volontés différentes et hétéroclites. Bourdieu rappelle que « dans les situations révolutionnaires, les mots communs prennent des sens opposés » (1982, 18). Ainsi, dans certaines configurations politiques, qui se rapprochent de situations révolutionnaires, la violence contestataire peut être investie de sens « instituants ». En Colombie, avec le mouvement social qui a débuté le 28 avril 2021, le sens de la violence contestataire a convergé vers un terme bien particulier, celui de « première ligne » (« *primera línea* »). En se substituant au sens dominant qui structure les cadrages médiatiques colombiens, à partir du lexème « vandales » (« *vándalos* »), la « première ligne » invoque une défense du « peuple ». Si elle est loin de faire l'unanimité des classes populaires colombiennes, la « première ligne » permet de faire converger les volontés de changement autour d'une figure

concrète. Elle incarne un antagonisme qui se joue dans le registre du sens mais aussi dans celui du corps, à travers une pratique politique qui part « *du muscle plutôt que de la loi* » (Dorlin 2017, 15). Aussi, il pourrait se révéler intéressant de questionner les interactions existantes entre les types de réception développés par les publics et les régimes de sens déployés par les mouvements sociaux. Ainsi, comment les réceptions se configurent-elles dans le cadre d'une remise en question profonde de l'ordre social existant ? Poursuivre ce travail en incluant un terrain comparatif, porteur d'une situation politique différente, pourrait permettre d'étendre la réflexion à une telle problématique et s'avérer prometteur.

Bibliographie

Livres et ouvrages collectifs

- Adorno, Theodor W., and Max Horkheimer. *Dialectic of Enlightenment* Herder and Herder, 1972.
- Anderson, Elijah. *Code of the Street: Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*. W.W. Norton, 1999.
- Anscombre, Jean-Claude, and Oswald Ducrot. *L'argumentation dans la langue*. Editions Mardaga, 1983.
- Bateson, Gregory. *A theory of play and fantasy*. MIT Press, 1972.
- Beaud, Stéphane, and Florence Weber. *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. La découverte, 1997.
- Becker, Howard S. *Tricks of the trade: How to think about your research while you're doing it*. University of Chicago press, 2008.
- Berjaud, Clémentine. *Cinq sur cinq, mi comandante!. Contribution à l'étude des réceptions des discours politiques télévisés*. Dalloz, 2016.
- Billig, Michael. *Banal nationalism*. Sage, 1995.
- Bourdieu, Pierre. *Le Sens pratique*. Minuit, 1980.
- Bourdieu, Pierre. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Fayard, 1982.
- Brunsdon, Charlotte, and David G. Morley. *Everyday television: nationwide*. British Film Institute, 1978.
- Brunsdon, Charlotte. *The Feminist, the Housewife and the Soap Opera*. Clarendon Press, 2000.
- Brunsdon, Charlotte, and David Morley. *The nationwide television studies*. Routledge, 2005.
- Buckingham, David. *The Making of Citizen. Young People, News and Politics*. Routledge, 2000.
- Buton, François et al.. *L'ordinaire du politique: enquêtes sur les rapports profanes au politique*. Presses universitaires du Septentrion, 2016.
- Cardi, Coline, and Geneviève Pruvost. *Penser la violence des femmes*. La Découverte, 2012.
- Charmaz, Kathy. *Constructing grounded theory: A practical guide through qualitative analysis*. Sage, 2006.
- Charpentier, Isabelle. *Comment sont reçues les œuvres. Actualités des recherches en sociologie de la réception et des publics*. Lectures, Les livres, 2006.
- Corten, André, and Anne-Élizabeth Côté. *La violence dans l'imaginaire latino-américain*. Karthala, 2008.
- Corten, André. *Les frontières du politique en Amérique latine: imaginaires et émancipation*. Karthala, 2006.
- De Certeau, Michel, trans. Steven Rendall. *The Practice of Everyday Life*. University of California Press, 1984.

- Della Porta, Donatella. *Social movements, political violence, and the state: A comparative analysis of Italy and Germany*. Cambridge University Press, 2006.
- Deltombe, Thomas. *L'islam imaginaire: la construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005*. La Découverte, 2013.
- De Certeau, M. *The practice of everyday life*. Berkeley, 1984.
- Di Méo, Guy. *Introduction à la géographie sociale*. Armand Colin, 2014.
- Donnat, Olivier. "Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique." *Culture études* 5 (2009): 1-12.
- Dorlin, Elsa. *Se défendre: une philosophie de la violence*. Zones, 2017.
- Duchesne, Sophie, and Florence Haegel. *L'enquête et ses méthodes: l'entretien collectif*. Armand Colin, 2008.
- Duneier, Mitchell, and Ovie Carter. *Sidewalk*. Macmillan, 1999.
- Elias, Norbert, and Pierre Kamnitzer. *La civilisation des mœurs*. Calmann-Lévy, 1973.
- Entman, Robert M., and Andrew Rojecki. *The black image in the white mind*. University of Chicago Press, 2010.
- Esquenazi, Jean-Pierre. *Sociologie des publics*. La découverte, 2010.
- Fischer, Brodwyn, Bryan McCann, and Javier Auyero. *Cities from scratch: Poverty and informality in urban Latin America*. Duke University Press, 2014.
- Furtado, Celso. *Development and Underdevelopment*. University of California Press, 1964.
- Gamson, William A. *Talking politics*. Cambridge university press, 1992.
- Gaxie, Daniel. *Le cens caché: inégalités culturelles et ségrégation politique*. FeniXX, 1978.
- Gaxie, Daniel et al. *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*. Economica, 2011.
- Gerstlé, Jacques. *La communication politique*. Armand Colin, 2008.
- Gitlin, Todd. *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. The University of California Press, 1980.
- Goulet, Vincent. *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*. INA Editions, 2010.
- Hallin, Daniel C. *The uncensored war: The media and Vietnam*. University of California Press, 1989.
- Hernández, Felipe. *Marginal Urbanisms: Informal and Formal Development in Cities of Latin America*. Cambridge Scholars Publishing, 2017.
- Hoggart, Richard. *The uses of literacy*. Transaction publishers, 1957.
- Hoggart, Richard. *La culture du pauvre*. Minuit, 1991.
- Jonsson, Stefan. *A brief history of the masses:(three revolutions)*. Columbia University Press, 2008.
- Katz, Elihu, and Paul F. Lazarsfeld. *Personal influence: The part played by people in the flow of mass communications*. Free Press, 1955.
- Laclau, Ernesto, and Chantal Mouffe. *Hegemony and socialist strategy: Towards a radical democratic politics*. Verso Trade, 2014.
- Lagroye, Jacques, Bastien François, and Frédéric Sawicki. *Sociologie politique*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: Dalloz, 1993.
- Le Gall, Laurent, Michel Offerlé, and François Ploux. *La politique sans en avoir l'air*. Presses universitaires de Rennes, 2012.

- Le Grignou, Brigitte. *Du côté du public: usages et réceptions de la télévision*. Paris: Economica, 2003.
- Liebes, Tamar, and Elihu Katz. *The export of meaning: Cross-cultural readings of Dallas*. Oxford University Press, 1990.
- Lochard, Guy, and Henri Boyer. *Scènes de télévision en banlieue 1950–1994*. INA/L'Harmattan, 1998.
- Mattelart, Armand, and Erik Neveu. *Introduction aux cultural studies*. Éditions La Découverte, 2003.
- Mauger, Gérard. *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*. Lectures, Publications reçues, 2006.
- Michaud, Yves. *Violence et Politique*. Gallimard, 1978.
- Morley, David G. *The nationwide audience*. British Film Institute, 1980.
- Morley, David. *Home territories: Media, mobility and identity*. Routledge, 2002.
- Morley, David. *Television, audiences and cultural studies*. Routledge, 2003.
- Passeron, Jean-Claude, and Emmanuel Pedler. *Le temps donné aux tableaux*. Imerec, 1991.
- Passeron, Jean-Claude, and Jacques Revel. *Penser par cas*. Éditions de l'EHESS, 2005.
- Philo, Greg. *Seeing and believing: the influence of television*. Routledge, 1990.
- Puar, Jasbir K. *Terrorist Assemblages: Homonationalism in Queer Times*. Duke University Press, 2007.
- Ragin, Charles C., and Howard Saul Becker. *What is a case?: exploring the foundations of social inquiry*. Cambridge university press, 1992.
- Rigouste, Mathieu. *L'ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*. La Découverte, 2009.
- Schutz, Alfred. *Collected Papers I The Problem of Social Reality*. Maurice Natanson, 1972.
- Sedel, Julie. *Les médias & la banlieue*. Lectures, Les livres, 2009.
- Sommier, Isabelle. *La violence politique et son deuil: l'après 68 en France et en Italie*. PU Rennes, 1998.
- Shepard, Todd. *Mâle décolonisation: L'« homme arabe » et la France, de l'indépendance algérienne à la révolution iranienne*. Éditions Payot, 2017.
- Van Dijk, Teun A. *Racism and the Press*. Routledge, 1991.
- Wacquant, Loïc. *Parias urbains. Ghetto – Banlieues – Etat, Une sociologie comparée de la marginalité sociale*. La Découverte, 2006.
- Wacquant, Loïc. *Urban outcasts: A comparative sociology of advanced marginality*. Polity, 2008.
- Williams, Raymond. *The long revolution*. Columbia University Press, 1961.

Chapitres d'ouvrage

- Annunziata, Sandra, and Clara Rivas-Alonso. "Resisting gentrification." *Handbook of gentrification studies*. Edward Elgar Publishing, 2018.
- Brooks, Dwight E., and Lisa P. Hébert. "Gender, race, and media representation." *Handbook of gender and communication* 16 (2006): 297-317.
- Chabanet, Didier, and Marco Giugni. "Les conséquences des mouvements sociaux." *Penser les mouvements sociaux*. La Découverte (2010): 145-161.

- Chan, Joseph Man, and Chin-Chuan Lee. "The journalistic paradigm on civil protests: A case study of Hong Kong." *The news media in national and international conflict* (1984): 183-202.
- Contamin, Jean-Gabriel. "Cadrages et luttes de sens," *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Lectures, Les livres (2010): 55-76.
- Coulangeon, Philippe. "Le poids de la télévision dans les loisirs. Évolution de 1986 à 1998." *Regards croisés sur les pratiques culturelles*, La Documentation Française (2003): 283-301.
- Crettiez, Xavier. "La violence politique en Corse : état des lieux" *Les violences politiques en Europe*. La Découverte (2010):123-137.
- Darras, Éric., and Sandra Vera Zambrano. "Se politiser avec et contre les médias. Bilan modeste mais perspectives stimulantes." *L'Ordinaire du Politique: Enquêtes sur les rapports profanes au politique*. Septentrion (2016): 273-290.
- Deltombe, Thomas, and Mathieu Rigouste. "L'ennemi intérieur: la construction médiatique de la figure de l'Arabe'." *La fracture coloniale: La société française au prisme de l'héritage colonial*. Paris, La Découverte (2005): 165-173.
- Entman, Robert M. "Framing: Towards clarification of a fractured paradigm." *McQuail's reader in mass communication theory* (1993): 390-397.
- Fassin, Didier, and Eric Fassin. "Introduction. À l'ombre des émeutes." *De la question sociale à la question raciale?* La Découverte (2006): 5-16.
- Guénif-Souilamas, Nacira. "La réduction à son corps de l'indigène de la République." *La fracture coloniale: La société française au prisme de l'héritage colonial*. La Découverte (2013): 199-208.
- Hall, Stuart. "Encoding/decoding." *Culture, media, language*. Hutchinson (1980): 128-138.
- Hall, Stuart. "Cultural Studies: Two Paradigms" *Media Culture and Society. A Critical Reader*. Sage (1986).
- Hall, Stuart. "Cultural identity and diaspora." *Identity: community, culture, difference*. Lawrence & Wishart (1990): 222-237.
- Hall, Stuart. "Race, Articulation, and Societies Structured in dominance" *Black British cultural studies: A reader*. University of Chicago Press (1996).
- Hall, Stuart. "Notes sur la déconstruction du populaire." *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies* (2007): 193-206.
- Hébert, Martin. "La violence au Guatemala. Le pouvoir de nommer." *La violence dans l'imaginaire latino-américain*. Karthala (2008): 233-244.
- Kipfer, Stefan, and Mustafa Dikeç. "1. Peripheries Against Peripheries? Against Spatial Reification." *Massive Suburbanization*. University of Toronto Press, 2019. 35-55.
- Laclau, Ernesto. "Ernesto Laclau. 1990. 'The Impossibility of Society.' In New Reflections on the Revolution of Our Time, 89–92. London, New York: Verso." *The Discourse Studies Reader*. John Benjamins (2014): 123-126.
- McLeod, Douglas M., and James K. Hertog. "Social control, social change and the mass media's role in the regulation of protest groups." *Mass media, social control, and social change: A macrosocial perspective* 305 (1999): 330.
- Mignolo, Walter D. "The enduring enchantment:(Or the epistemic privilege of modernity and where to go from here)." *Unbecoming Modern*. Routledge (2019): 228-254.

- Morley, David. "Changing paradigms in audience studies." *Remote control: Television, audiences, and cultural power* (1989): 16-43.
- Murdock, Graham. "Political deviance: The press presentation of a militant mass demonstration." *The Manufacture of News, Deviance social problems & mass media*. Constable (1973): 156-75.
- Nicholls, Walter, and Justus Uitermark. "Counter publics and counter spaces." *The Urban Political*. Palgrave Macmillan (2018): 247-268.
- Pinson, Gilles. "Penser par cas, penser par comparaison. Études urbaines et pratique des monographies comparées." *D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine*. Paris: La Découverte (2019).
- Schröder, Kim Christian. "The Pleasure of Dynasty: The Weekly Reconstruction of Self-Confidence." *Television and its audience: International research perspectives*. British Film Institute (1986): 61-82.
- Wacquant, Loïc. "Retour sur les territoires de relégation: classe, ethnicité et État dans la fabrique de la marginalité avancée." *D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine*. Paris: La Découverte (2019).
- Walton, John. "Making the theoretical case." *What is a case?: exploring the foundations of social inquiry*. Cambridge university press (1992).

Articles scientifiques

- Balland, Ludivine, Clémentine Berjaud, and Sandra Vera Zambrano. "Présentation du dossier: les ancrages sociaux de la réception." *Politiques de communication* 4.1 (2015): 5-17.
- Balland, Ludivine, and Sandra Vera Zambrano. "Watching sitcoms." *Politiques de communication* 1 (2015): 63-92.
- Barrault-Stella, Lorenzo, et al. "Voter entre soi et contre les autres. Altérisation raciale et appartenance de classe dans le 18^e arrondissement de Paris." *Actes de la recherche en sciences sociales* 2 (2020): 30-49.
- Bayart, Jean-François. "L'énonciation du politique." *Revue française de science politique* (1985): 343-373.
- Berjaud, Clémentine. "Les téléspectateurs en contexte." *Politiques de communication* 1 (2015): 37-61.
- Berjaud, Clémentine. "Retour empirique sur l'attention oblique." *Reseaux* 2 (2015): 217-246.
- Boda, Zsófia. "Social influence on observed race." *Sociological Science* 5 (2018): 29-57.
- Boyle, Michael P. et al. "The influence of level of deviance and protest type on coverage of social protest in Wisconsin from 1960 to 1999." *Mass Communication & Society* 7.1 (2004): 43-60.
- Brun, Solène, and Juliette Galonnier. "Devenir (s) minoritaire (s). La conversion des Blanc-he-s à l'islam en France et aux États-Unis comme expérience de la minoration." *Tracés. Revue de sciences humaines* 30 (2016): 29-54.
- Cervulle, Maxime. "La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation." *Cahiers du genre* 2 (2012): 37-54.
- Champagne, Patrick. "La construction médiatique des 'malaises sociaux.'" *Actes de la recherche en sciences sociales* 90.1 (1991): 64-76.
- Colin, Mathilde. "Depoliticizing discourses. The role of editorials in the reproduction of consensus: assessing the media coverage of the Yellow Vest movement." (2019).

- Collovald, Annie, and Frédéric Sawicki. "Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction." *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 4.13 (1991): 7-20.
- Comby, Jean-Baptiste, et al. "Les appropriations différenciées de l'information en ligne au sein des catégories sociales supérieures." *Réseaux* 6 (2011): 75-102.
- Corbin, Juliet M., and Anselm Strauss. "Grounded theory research: Procedures, canons, and evaluative criteria." *Qualitative sociology* 13.1 (1990): 3-21.
- Coulangeon, Philippe. "La stratification sociale des goûts musicaux." *Revue française de sociologie* 44.1 (2003): 3-33.
- Cousin, Bruno. "Entre-soi mais chacun chez soi." *Actes de la recherche en sciences sociales* 4 (2014): 88-101.
- Criado, Enrique Martín. "El grupo de discusión como situación social." *Reis* (1997): 81-112.
- Dalibert, Marion. "Le métarécit national des médias d'information: entre production de la race et de la classe et légitimation des rapports sociaux." *Recherches féministes* 33.1 (2020): 35-51.
- Dayan, Daniel. "Les mystères de la réception." *Le débat* 71.4 (1992): 141-157.
- De Fornel, Michel. "L'agentivité en ethnosyntaxe." *Ateliers d'anthropologie. Revue éditée par le Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative* 34 (2010).
- Della Porta, Donatella, and Sidney Tarrow. "Unwanted children: Political violence and the cycle of protest in Italy, 1966–1973." *European Journal of Political Research* 14.5-6 (1986): 607-632.
- De Sousa Santos, Boaventura. "Épistémologies du Sud." *Études rurales* (2011): 21-49.
- Di Méo, Guy. "De l'espace aux territoires: éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie." *L'information géographique* 62.3 (1998): 99-110.
- Di Méo, Guy. "Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités" *Annales de géographie*. 113.638 (2004).
- Dolez, Charlotte. "Le sens de l'actu. Une analyse des interprétations de l'information à partir d'entretiens de couple." *Politiques de communication* 1 (2015): 119-142.
- Duchesne, Sophie, and Florence Haegel. "La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation." *Revue française de science politique* 54.6 (2004): 877-909.
- Dufour, Mathieu, Audrey Laurin-Lamothe, and Ricardo Peñafiel. "Topoï et légitimation des politiques austéritaires. Une étude des éditoriaux de La Presse de 1980 à 2015." *Langage et société* 1 (2019): 117-138.
- Dupuis-Déri, Francis. "The Black Blocs ten years after Seattle: Anarchism, direct action, and deliberative practices." *Journal for the Study of Radicalism* 4.2 (2010): 45-82.
- Edwards, Pearce, and Daniel Arnon. "Violence on many sides: Framing effects on protest and support for repression." *British Journal of Political Science* 51.2 (2021): 488-506.
- Estebanez, Jean, and Lina Raad. "Les indésirables." *Géographie et cultures* 98 (2016): 5-22.
- Feliciano, Cynthia. "Shades of race: How phenotype and observer characteristics shape racial classification." *American Behavioral Scientist* 60.4 (2016): 390-419.
- Frazer, Elizabeth. "Teenage girls reading Jackie." *Media, culture & society* 9.4 (1987): 407-425.
- Gamson, William A., and Andre Modigliani. "Media discourse and public opinion on nuclear power: A constructionist approach." *American journal of sociology* 95.1 (1989): 1-37.

- Garner, Steve, and Saher Selod. "The racialization of Muslims: Empirical studies of Islamophobia." *Critical Sociology* 41.1 (2015): 9-19.
- Garric, Nathalie, and Julien Longhi. "Atteindre l'interdiscours par la circulation des discours et du sens." *Langage et société* 2 (2013): 65-83.
- Gaxie, Daniel. "Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des «citoyens»." *Revue française de science politique* 57.6 (2007): 737-757.
- Granjon, Fabien, and Aurélien Le Foulgoc. "Les usages sociaux de l'actualité." *Réseaux* 2 (2010): 225-253.
- Haraway, Donna. "Situated knowledges: The science question in feminism and the privilege of partial perspective." *Feminist studies* 14.3 (1988): 575-599.
- Harding, Sandra. "Rethinking standpoint epistemology: What is 'strong objectivity?'." *The Centennial Review* 36.3 (1992): 437-470.
- Joignant, Alfredo. "Compétence politique et bricolage." *Revue française de science politique* 57.6 (2007): 799-817.
- Katz, Elihu, Jay G. Blumler, and Michael Gurevitch. "Uses and gratifications research." *The public opinion quarterly* 37.4 (1973): 509-523.
- Kokoreff, Michel. "Ghettos et marginalité urbaine." *Revue française de sociologie* 50.3 (2009): 553-572.
- Krieg-Planque, Alice. "« Formules » et « lieux discursifs »: propositions pour l'analyse du discours politique. (entretien avec Alice Krieg-Planque, par Philippe Schepens)." *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours* 21 (2006).
- Larrazet, Christine. "La peur de la haine des noirs: La rémanence médiatique de l'image des émeutes des années 60." *Comunicação: Veredas* (2009): 61-77
- Leenhardt, Jacques. "Théorie de la communication et théorie de la réception." *Réseaux. Communication-Technologie-Société* 12.68 (1994): 41-48.
- Lefebvre, Augustin. "Confiscation et récupération de l'agentivité des gilets jaunes dans l'espace médiatique" *Les lieux de la précarité: La précarité inscrite dans l'espace social et dans l'espace géographique. Cahiers de la Nouvelle Europe* 27 (2020): 241-252.
- Lochard, Guy. "La figure du "jeune des banlieues" en France: Genèse, mutations et déterritorialisation." *Revista de Estudos da Linguagem* 24.3 (2016): 815-840.
- Longhurst, Robyn. "Semi-structured interviews and focus groups." *Key methods in geography* 3.2 (2003): 143-156.
- Maher, Carmel, et al. "Ensuring rigor in qualitative data analysis: A design research approach to coding combining NVivo with traditional material methods." *International Journal of Qualitative Methods* 17.1 (2018): 1-13.
- Maoz, Ifat, and Clark McCauley. "Threat, dehumanization, and support for retaliatory aggressive policies in asymmetric conflict." *Journal of Conflict Resolution* 52.1 (2008): 93-116.
- Mauger, Gérard. "L'État face aux « Gilets jaunes »." *Savoir/Agir* 2 (2019): 107-114.
- Mehretu Assefa, Bruce Wm Pigozzi, Lawrence M. Sommers. "Concepts in social and spatial marginality", *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 82.2 (2000), 89-101.
- Michelle, Carolyn. "Modes of reception: A consolidated analytical framework." *The Communication Review* 10.3 (2007): 181-222.
- Morley, David. "La réception des travaux sur la réception." *Hermès* 11 (1993): 12.
- Neuman, W. Russell. "Television and American culture: The mass medium and the pluralist audience." *Public Opinion Quarterly* 46.4 (1982): 471-487.

- Odin, Roger. "La question du public. Approche sémio-pragmatique." *Réseaux. Communication-Technologie-Société* 18.99 (2000): 49-72.
- On, Bat-Ami Bar. "Marginality and epistemic privilege." *Feminist epistemologies* 83 (1993).
- Peñafiel, Ricardo. "Le rôle politique des imaginaires sociaux: Quelques enjeux théoriques autour de leur conceptualisation." *Politique et sociétés* 27.1 (2008): 99-128.
- Pierre, Jon. "Comparative urban governance: Uncovering complex causalities." *Urban affairs review* 40.4 (2005): 446-462.
- Pineda, Edith Elvira Kuri. "Habitando el barrio La Fama: espacios de identidad colectiva y memoria." *territorios* 34 (2016): 161-182.
- Platt, Thomas. "Emplois descriptifs et polémiques du concept de violence." *Revue internationale des sciences sociales* 132 (1992): 185-192.
- Raffestin, Claude. "Introduction à la géographie sociale des frontières." *Espace, populations, sociétés* 1 (1983): 87-88.
- Rebillard, Franck, and Camille Noûs. "La médiatisation analysée au prisme de la racialisation." *Reseaux* 5 (2020): 9-42.
- Richardson, Kay, and John Corner. "Reading reception: Mediation and transparency in viewers' accounts of a TV programme." *Media, Culture & Society* 8.4 (1986): 485-508.
- Rose, Max, and Frank R. Baumgartner. "Framing the poor: Media coverage and US poverty policy, 1960–2008." *Policy Studies Journal* 41.1 (2013): 22-53.
- Rudas, Angélica Juliana Guerra. "Luchas, laches y lachunos. Epifanías en la memoria del barrio y sus habitantes." *Maguaré* 23 (2009).
- Seawright, Jason, and John Gerring. "Case selection techniques in case study research: A menu of qualitative and quantitative options." *Political research quarterly* 61.2 (2008): 294-308.
- Snow, David A., Rens Vliegthart and Catherine Corrigan-Brown. "Framing the French riots: A comparative study of frame variation." *Social forces* 86.2 (2007): 385-415.
- Sommier, Isabelle. "Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture." *Lien social et Politiques* 68 (2012): 15-35.
- Souillard, Natacha, Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Laurent Thiong-Kay et Nikos Smyrniaios. "Les Gilets jaunes, étude d'un mouvement social au prisme de ses arènes médiatiques." *Terminal. Technologie de l'information, culture & société* 127 (2020).
- Sujeong, Kim. "Rereading David Morley's The 'Nationwide' Audience." *Cultural Studies* 18.1 (2004): 84-108.
- Thiec, Yvon J. "Gustave Le Bon, prophète de l'irrationalisme de masse." *Revue française de sociologie* (1981): 409-428.
- Trivundža, Ilija Tomanić, and Sašo Slaček Brlek. "Looking for Mr Hyde: the protest paradigm, violence and (de) legitimation of mass political protests." *International Journal of Media & Cultural Politics* 13.1-2 (2017): 131-148.
- Wacquant, Loïc. "Scrutinizing the street: Poverty, morality, and the pitfalls of urban ethnography." *American journal of sociology* 107.6 (2002): 1468-1532.
- Wilkinson, Sue. "Focus group methodology: a review." *International journal of social research methodology* 1.3 (1998): 181-203.
- Wilson, William Julius, and Anmol Chaddha. "The role of theory in ethnographic research." *Ethnography* 10.4 (2009): 549-564.
- Worth, Sol, and Larry Gross. "Symbolic strategies." *Journal of communication* 24.4 (1974): 27-39.

Mémoires et thèses

- Chartier, Pierre. "Ce que 'casseurs' veut dire. La figure de l'ennemi dans le discours politique." *Mémoire de master*. 2018.
- Dolez, Charlotte. "L'écume des news: sociologie politique des usages des informations à partir d'entretiens de couple." *Diss. Paris, Institut d'études politiques*, 2013.
- Frazer, Elizabeth. "Talking about femininity: the concept of ideology on trial." *Diss. University of Oxford*, 1988.
- Jeandot, Chrystel. "Ce que l'information en continu fait à l'information. Le cas de BFMTV." *Diss. Sorbonne Paris Cité*, 2016.
- Lévy, Jacques. "L'espace légitime: sur la dimension géographique de la fonction politique." *Diss. Paris 7*, 1993.

Colloques

- Boubée, Nicole. "La diversité des pratiques d'information d'actualité de jeunes âgés de 15 à 20 ans." *Jeunes, médias et diversités-Les pratiques de la diversité: de la production à la réception*. 2015.

Sites internet

- Bernadi, Valérie, et al. "Insécurité et délinquance en 2020: une première photographie." *Insee* (2021).
- Factiva. "Factiva - Global News Monitoring & Search Engine." *Dow Jones* (2021).
- Insee. "Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2021." *Insee* (2021).
- Insee. "RP2012 et RP2017 exploitations principales en géographie au 01/01/2020." *Insee* (2020).
- Insee. "RP2007, RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020." *Insee* (2020).
- Médiаметrie. "L'année TV 2020: La TV s'impose dans une année hors normes." (2020).

Annexes

Annexe n°1

Matériaux primaires

Matériaux primaires

Entretiens collectifs :

Entretien collectif n°1	Entretien collectif n°2	Entretien collectif n°3
Yohann	Sophia	Sonia
Amine	Rose	Lina
Jana	Dylan	Sandra
Océane		Amina
Clara		

Corpus du 28 novembre 2020.

BFMTV. “Manifestations: encore des violences.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Manifestation, des dégâts place de la bastille.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Sécurité globale: Les raisons de la colère.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Violents incidents en fin de manifestation.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Forte mobilisation, incidents à Paris.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Dispersion sous tension place de la bastille.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Tensions et affrontements place de la bastille.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Violents incidents en fin de manifestation.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Loi sécurité: forte mobilisation à Paris.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Paris: Forte mobilisation, quelques tensions.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Loi sécurité globale: journée de mobilisation.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Loi sécurité: le cortège parisien s’élance.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Loi sécurité globale: journée de mobilisation.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Mélenchon réclame ‘une refonte de la police’.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Loi sécurité globale: journée de mobilisation.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Manif: Ces commerces qui resteront fermés.” 28 novembre 2020.
BFMTV. “Manif à Paris: un policier roué de coups.” 28 novembre 2020.

Corpus des 21 et 22 avril 2020.

BFMTV. “Tensions en banlieue, l’appel au calme.” 21 avril 2020.

BFMTV. “Nouvelle nuit de violences en île-de-France.” 21 avril 2020.

BFMTV. “Nouvelle nuit de violences à Rillieux-la-Pape.” 21 avril 2020.

BFMTV. “Nouvelle nuit de violences en île-de-France.” 21 avril 2020.

BFMTV. “Nouvelles tensions en banlieue Parisienne.” 21 avril 2020.

BFMTV. “Les banlieues sont-elles en train de craquer” 22 avril 2020.

BFMTV. “Les banlieues sont-elles en train de craquer (Suite)” 22 avril 2020.

BFMTV. “Discours de Christophe Castaner à l’assemblée nationale.” 22 avril 2020.

BFMTV. “Banlieue Parisienne, Nouvelles tensions.” 22 avril 2020.

BFMTV. “Métropole lilloise: 3e nuit de violences.” 22 avril 2020.

BFMTV. “Nouvelles tensions en banlieue Parisienne.” 22 avril 2020.

BFMTV. “Banlieues, l’épreuve du confinement.” 22 avril 2020.

Annexe n°2

Guide d'entretien

Guide d'entretien

La réception des cadrages médiatiques portant sur la violence contestataire en Seine-Saint-Denis

Présentation personnelle et présentation du sujet

Je m'appelle Maël, je suis à la fac à Paris 8. Je viens du Jura, je suis arrivé à Paris pour mes études. Je travaille actuellement sur mon mémoire de M2, et dans ce cadre je m'intéresse à la manière avec laquelle les gens perçoivent les discours des médias sur les manifestations.

Merci beaucoup d'avoir accepté de participer, l'interview dure environ deux heures, on va parler des manifestations et ensuite des médias. Vous pouvez évoquer tout ce que vous voulez, tout est anonyme, et évidemment il n'y a pas de jugement, même si vous savez que les autres ne seront pas d'accord avec vous, c'est pas grave et c'est même intéressant pour la discussion. Il faut juste rester dans une discussion respectueuse et faire attention à ce que chacun·e puisse parler, en ne monopolisant pas la parole. Et s'il y a des questions auxquelles vous n'avez pas envie de répondre, évidemment n'hésitez pas à dire « non je n'ai pas envie », vous avez tout à fait le droit.

Partie I : Discussion libre

[Les questions en gras sont les questions principales, à poser en priorité]

Axe 1 : Actualité

[L'objectif ici est de créer un climat de discussion détendu autour de questions générales sans rentrer directement dans le sujet « sensible » de la violence. Dans le même temps, cette entrée en matière permet de cerner – même de manière très approximative et embryonnaire – les compétences politiques et le niveau de politisation des participant-e-s.]

- **Qu'est ce qui a retenu votre attention dans l'actualité dans la dernière année ?**
- **C'est quoi les sujets dont vous discutez quand il vous arrive de parler d'un sujet d'actualité ?**

5 min

Axe 2 : Espace de vie

- **Comment vous décrieriez l'espace de vie ici, à Saint Denis ?**
- Comment vous voyez la ville de Paris ? Comment vous la décrieriez ?
- A quelle fréquence vous vous rendez à Paris, pour faire quoi ?
- **Si vous aviez à dire où sont les frontières entre les différents espaces de la ville dans l'agglomération parisienne, où est ce que vous mettriez ces frontières ?**

10 min

Axe 3 : Définitions de la violence

- **Pour vous, c'est quoi la violence ?**
- **Est-ce que vous diriez qu'il y a différents types de violence ?**
- Est-ce que vous diriez qu'il y a des violences légitimes ? C'est-à-dire une violence qui est nécessaire et qui a le droit de s'exercer ? Lesquelles ça pourrait être ?
- Est-ce que pour vous il y a dans l'histoire des moments particulièrement violents ? Et plus récemment ?
- Est-ce que vous êtes confrontés à la violence dans votre quotidien ? De quelle manière ?
- Est-ce que dans certaines situations vous vous sentez en danger ?

20 min

Axe 4 : Les mobilisations collectives

- **Quand on parle de manifestation, d'émeutes, de violences, à quoi ça vous fait penser ?**
 - C'est quoi les dernières manifestations/révoltes/émeutes que vous avez en tête ?
 - C'est quoi les mots ou les expressions, ou les types de discours que vous entendez le plus souvent dans la presse quand il y a ce genre d'évènement ?
 - Si le mot casseur est prononcé : c'est apparu quand les casseurs, c'est quand la première fois que vous en avez entendu parler ?
 - Pour vous, c'est quoi une manifestation ?
C'est quoi une émeute ?
Est-ce que pour vous il y a une différence entre les deux ?
 - C'est quoi un casseur pour vous ? C'est quoi le black bloc ? C'est quoi un émeutier ?
 - **A votre avis, qui sont les gens qui participent à ça, et pourquoi ils le font selon vous ?**
 - Est-ce que vous pensez que c'est justifié, que ça ne l'est pas, selon le contexte ?
 - Est-ce que ça représente le peuple ? Ça peut apporter quelque chose au peuple ?
 - Pourquoi tout ça arrive à votre avis ?
 - Est-ce que vous avez déjà vu ou participé à ce genre de situation ? Pas obligés de répondre.
 - **Si vous deviez comparer avec un autre pays, ce qu'il se passe en France avec les révoltes dans les quartiers ou dans les manifestations, ce serait lequel ? ou ça peut être plusieurs.**
-
- **Est-ce que votre attitude envers la police / ce que vous pensez de la police a changé ces dernières années, et pourquoi ?**
 - **Comment vous voyez la police en général ?**

45 min

Axe 5 : Le changement

- C'est quoi le changement pour vous ?
- Vous pensez que la société elle change en ce moment ?
- S'il y a un changement, vous pensez qu'il viendra de qui ?
- Vous pensez qu'il viendra comment le changement ?
- Est-ce qu'il y a des choses qui se passent qui vous donnent de l'espoir en un changement ?

Axe 6 : le mode d'information

- **Comment vous êtes au courant qu'il y a des manifestations / des émeutes, que ce soit près de chez vous ou dans d'autres endroits ?**
- **C'est quoi votre mode d'information privilégié ? Comment vous vous informer en général ?**
- **Quel média vous croyez le plus, en lequel vous avez le plus confiance ?**

55 min

Partie II : Discussion autour d'extraits vidéo

Vidéo 1 : [De la marche pacifiste aux débordements](#)

- **Qu'est-ce que ça vous inspire cette vidéo ?**

1 : 05 min

Vidéo 2 : [Manif à Paris : un policier roué de coups](#)

- **Qu'est-ce que ça vous inspire cette vidéo ?**
- **Qu'est-ce que vous pensez des interventions des différentes personnes ?**
- **Est-ce que vous pensez que ces vidéos elles résument plutôt bien ce qui se passe pendant les manifestations ?**

1 : 15 min

Vidéo 3 : Dossier BFMTV, « [Banlieues, l'épreuve du confinement](#) », 22 avril 2020.

- **Qu'est-ce que ça vous inspire cette vidéo ?**
- **Qu'est-ce que vous pensez de ce que disent les différentes personnes qui parlent dans l'extrait ?**

1 : 25 min

A l'issue des vidéos BFMTV :

- **Qu'est-ce que vous pensez de BFM en général en tant que chaîne TV ? Comment vous décririez la chaîne ? Est-ce qu'elle a un point de vue, est-ce qu'elle est neutre, elle défend ses idées ou elle donne juste les informations ?**

[Distribution des questionnaires]

Merci beaucoup pour votre participation !

Est-ce que vous avez des ami·e·s ou des connaissances qui pourraient accepter de participer à un entretien ?

[FIN]

Annexe n°3

Résumés des extraits vidéo visualisés en entretien

Résumés des extraits vidéo visualisés en entretien

Extrait n°1 : « De la marche pacifiste aux débordements »

Diffusé en direct le 28/11/2020 de 21h13 à 21h17

L'extrait ne comporte pas de plateau. Il est exclusivement composé d'images de la manifestation du 28 novembre 2020 et du commentaire d'un journaliste en voix off. Le reportage montre plusieurs manifestant·e·s lambda, agé·e·s pour la plupart, qui dénoncent la loi sécurité globale sur la place de la république à Paris. Puis plusieurs personnalités politiques s'expriment contre le projet de loi, dont Assa Traoré, Edwy Plenel et Jean-Luc Mélenchon. Tou·te·s formulent – à des degrés différent - un discours critique vis-à-vis de la police et accusent l'invisibilisation des violences policières. Puis, durant le dernier quart de la vidéo, la voix off commente :

« Dans le calme, la joie et la bonne humeur, les manifestants se dirigent vers la place de la bastille. Mais à une centaine de mètres de l'arrivée, la situation va se tendre. Des dizaines de black bloc s'en prennent à de nombreux véhicules sur leur chemin, comme ce camion retourné ou ce véhicule incendié. Des individus qui s'en prennent aussi à ce concessionnaire automobile. Même sort pour cette agence bancaire, elle aussi saccagée. Lorsque ce qu'elles interviennent, les forces de l'ordre sont rapidement prises à partie, et cibles de nombreux projectiles. Les membres de la BRAV-M [Brigades de répression des actions violentes motorisées] interviennent et sonnent la charge. Alors que la nuit commence à tomber et que l'ordre de dispersion est donné, la situation bascule aux alentours de la place de la bastille, qui devient le théâtre d'affrontements entre individus cagoulés et forces de l'ordre. [Chants manifestants : suivez-vous !] Les locaux de la banque de France sont incendiés par les casseurs. Plusieurs autres départs d'incendie, dont le mobilier urbain encerclant la colonne de juillet. En début de soirée, la préfecture de police faisait état d'une quarantaine d'interpellations à Paris et d'une vingtaine de policiers blessés. »

Cette deuxième partie est composée d'images montrant directement la violence contestataire, avec des véhicules en feu et des manifestant·e·s sabotant une agence bancaire. Elle montre également plusieurs charges de la police, des affrontements de nuit et un incendie à la banque de France.

Extrait n°2 : « Manif à Paris : un policier roué de coups »

Diffusé en direct le 28/11/2020 de 22h02 à 22h05.

La vidéo est un extrait d'un plateau TV de l'émission « Weekend direct ». La journaliste présente sur le plateau revient sur la journée de mobilisation, en évoquant les chiffres de la mobilisation contre la loi sécurité globale. Puis elle présente des images de la fin de journée, dans lesquelles on voit un policier frappé à terre par des manifestant·e·s. Un intervenant, Guillaume Farde, « consultant sécurité BFMTV » commente les images. Il déplore la violence des manifestant·e·s et le nombre de policiers blessés. Puis la présentatrice donne la parole à un second intervenant, qui comment lui-aussi les images. Durant son intervention, les images du policier frappé à terre tournent en boucle.

Présentatrice : Serge Raffi, éditorialiste politique à l'OBS est avec nous ce soir dans Weekend direct pour revenir sur cette journée notamment. On parlera de votre éditorial tout à l'heure Serges, mais d'abord un commentaire global sur ces images que l'on vient de voir. Cette manifestation d'une certaine manière, elle a aussi le mérite de rappeler que les violences contre la police, ça existe, et ça existe depuis longtemps.

Serge Raffi : Moi je pense que le grand débat c'est pas celui de donner moins d'images, c'est de donner plus d'images. C'est à dire que ce qui est important, c'est normal que les citoyens, les journalistes puissent filmer, de toutes manières, les manifestations, des interventions qui peuvent être menées qui sont pas de grande qualité, mais les policiers, de même, ils doivent pouvoir filmer les violences qu'ils subissent. Parce qu'on le voit bien là, les images sont incroyables, on voit davantage les policiers, mais par contre on voit pas d'images de policiers filmant eux-mêmes les violences qu'ils subissent. Parce que là, ce qui est intéressant, c'est que ces casseurs de fin de manif, qui sont maintenant, je veux dire, c'est d'un grand classique, c'est un disque est rayé qu'on vit maintenant depuis de nombreuses années, ils savent très bien qu'après ce qu'on a vécu cette semaine avec l'affaire de Michel Zecler, la police à la PP, et certainement monsieur pourra en dire davantage que moi, a certainement eu les consignes de ne pas en rajouter et d'être même très prudente et d'être plutôt passive donc ils ont profité de cette... On voit bien qu'ils sont un peu passif au début, à un moment donné ils sont obligés de répliquer, la violence, la force légitime de la police, c'est pas une invention qui est tombée du ciel, c'est une réalité, ils doivent avoir les moyens de pouvoir se défendre, mais pour mieux se défendre, il faut que eux aussi ils aient des images, donc pas moins d'images mais encore plus d'images.

La vidéo se termine sur les mots de l'intervenant.

Extrait n°3 : « Banlieues : l'épreuve du confinement »

Diffusé le 22/04/2020

A l'instar du premier extrait, cette vidéo ne comporte pas de plateau. Elle est accompagnée d'une voix off. L'extrait débute avec un incendie criminel dans une école à Gennevilliers. Plusieurs habitant·e·s témoignent leur colère. Puis la voix off établit un rapport avec l'accident survenu à Villeneuve la garenne : *« Une réponse qui sonne comme une vengeance après l'accident d'un motard samedi soir à quelques kilomètres de là, à Villeneuve la garenne »*. Elle fait un récit rapide de l'accident :

« Ce soir-là, un jeune homme de trente ans que à vive allure dans les rues de la ville sans casque, lorsqu'il heurte la portière ouverte d'un véhicule de police banalisé, arrêté à un feu rouge. Projeté au sol, le conducteur du deux-roues est blessé à la jambe. Et presque simultanément sur les réseaux sociaux, les premières vidéos de la scène sont postées. Plusieurs témoins dénoncent alors une bavure policière, là où les forces de l'ordre assurent avoir voulu simplement effectuer un contrôle. »

Puis l'avocat de la victime s'exprime en mettant en doute la légitimité des moyens utilisés par les policiers pour contrôler le motard, renversé volontairement par les agents de police en ouvrant leur portière au feu rouge. Ensuite, la voix off commente des images de charges policières, de feu d'artifice et de véhicules brûlés, avant qu'une vidéo de la victime qui appelle au calme depuis l'hôpital soit diffusée. Un élu de Saine-Saint-Denis évoque le problème de la crise sanitaire et sociale, puis une habitante de Tourcoing témoigne des tensions entre la police et les « jeunes ». De nouvelles images de violence sont commentées, et pour finir un représentant syndical d'alliance – un syndicat policier d'extrême droite –, commente la situation de conflit entre la police et les habitant·e·s.

Annexe n°4

Questionnaire individuel

Moyens d'information

A quelle fréquence vous informez-vous de l'actualité ?

- ☐ Je ne sais pas ☐ Plusieurs fois par jour ☐ une fois par jour ☐ Quelques fois par semaine
☐ autre : précisez

Par quels moyens d'informations êtes-vous au courant l'actualité ?

→ Numérotez les moyens d'information selon leur importance pour vous quand il s'agit de connaître l'actualité. Le numéro 1 signifie que c'est le mode d'information le plus important pour vous, 2 le deuxième plus important, 3 le troisième plus important, etc.

- ☐ Télévision (précisez la/les chaînes :)
☐ Réseaux sociaux (précisez lequel :)
☐ Journaux (précisez lesquels :)
☐ Discussions entre amis / voisins
☐ Discussions entre collègues
☐ Discussions en famille
☐ Autres modes d'informations

Sur les réseaux sociaux, suivez-vous des personnalités/des pages/des comptes où l'on y parle de sujets de société ou de politique ? ☐ Non ☐ Oui. Si oui lesquelles ?

.....

Suivez-vous des comptes où l'on y parle de manifestations / de révoltes ?

- ☐ Non ☐ Oui. Si oui lesquelles ?

.....

Par quels moyens d'informations êtes-vous au courant des émeutes qui surviennent en banlieues ou dans les manifestations dans Paris ?

.....

Consommation des médias

A quelle fréquence regardez-vous la télévision ?

- ☐ Je ne sais pas ☐ Toute la journée ☐ 2-5 heures par jour ☐ moins de deux heures par jour ☐ quelques fois par semaine ☐ autre : précisez

Dans quel contexte regardez-vous la télévision ? (Chez vous, avec votre famille, au travail, avec des amis, au bar, etc.)

.....

Quelles chaînes regardez-vous le plus souvent ?

.....

Quels programmes / émissions regardez-vous le plus souvent ?

.....

Quand la télévision est allumée, à quel point prêtez-vous attention à ce qui est diffusé ?

- ☐ Je ne sais pas ☐ Je ne fais pas attention à la TV ☐ Je n'écoute que d'une oreille ☐ J'écoute plus ou moins selon le sujet ou le programme ☐ Je suis très attentif / attentive

A quelle fréquence utilisez-vous les réseaux sociaux ? ☐ Je ne sais pas ☐ Toute la journée ☐

Plusieurs fois dans la journée ☐ une fois par jour ☐ Quelques fois par semaine ☐ autre :

Quels réseaux sociaux utilisez-vous principalement ?

☐ Facebook ☐ Instagram ☐ Tik-Tok ☐ Snapchat ☐ je n'utilise pas les réseaux sociaux

☐ autre : précisez

Dans quel but ?

☐ Divertissement ☐ Relations amicales ☐ Informations ☐ Politique ☐ autre : précisez

Activité

Avez-vous l'habitude de parler de politique ou de sujets de sociétés ? ☐ Non ☐ Oui.

Si oui dans quels contextes et avec qui (collègues / amis...) discutez-vous de ces sujets ?

.....

Vous arrive-t-il de discuter des manifestations ou des émeutes ?

☐ Non ☐ Oui. Si oui, avec qui et dans quel contexte ?

.....

Avez-vous déjà participé à un syndicat ou à une organisation politique ?

☐ Non ☐ Oui. Si oui, lesquels ?

Avez-vous déjà participé à une association ? ☐ Non ☐ Oui. Si oui, laquelle ?

Avez-vous déjà participé à une manifestation ? ☐ Non ☐ Oui. Si oui, laquelle ?

Indiquez la confiance que vous avez en la police : ☐ Aucune confiance ☐ Très peu confiance

☐ Plus ou moins confiance ☐ assez confiance ☐ très confiance

Donnez un mot qui pour vous décrit le mieux la police :

Comment décrivez-vous vos idées politiques en quelques mots ?

.....

Sur une échelle droite – gauche, en politique, vous diriez que vous êtes :

☐ Je ne me reconnais pas sur l'échelle droite / gauche ☐ Très à gauche (ex : Mélenchon) ☐ de gauche (ex : Hollande) ☐ au centre (ex : Bayrou) ☐ de droite (ex : Fillon) ☐ très à droite (ex : Le Pen)

Que pensez-vous des partis politiques en général ?

Aux prochaines élections, pensez-vous voter ? ☐ Non ☐ Oui ☐ Je ne sais pas

Pour qui pourriez-vous voter si l'occasion se présente ?

☐ Je ne souhaite pas répondre

Quel est votre activité principale ?

Quelle est votre catégorie socio-professionnelle ou celle de vos parents ?

☐ Sans emploi ☐ Lycéen.ne ☐ Etudiant.e ☐ Agriculteur exploitant ☐ artisans, commerçants et chefs d'entreprise ☐ Cadres et professions intellectuelles supérieures ☐ Employé.e ☐ Professions intermédiaires ☐ Ouvrier.ère ☐ Retraité.e ☐ Je ne souhaite pas répondre

Quel âge avez-vous ?

Quel est votre genre ? ☐ Femme ☐ Homme ☐ Autre, précisez :

☐ Je ne souhaite pas répondre

Quelle est votre commune de résidence ?

Quel est votre quartier de résidence ?

Merci pour votre participation !

Annexe n°5
Codes NVivo

Codes – Analyse NVivo

Nom	Fichiers	Références
Activités	3	7
Affrontements	3	3
Aggression, attaque	2	2
Ampleur mondiale	1	1
Anarchistes, anarchie	4	6
Apaisement	3	3
Attentats	3	5
Audience	2	6
Autorités	1	1
Banlieue	9	21
BFM	3	18
Blocage	1	1
Blocus	1	3
Calme	4	4
Calme, paisible	1	1
Camps	2	4
Caos	1	1
Casseurs	10	37
Black blocs	4	9
Changement	2	2
Chez moi	1	4
Choc des cultures	1	1
Circulation	1	1
Citoyens	1	4
Classe populaire	1	1
Cohésion	1	1
Colombie	1	1
Colère	1	1
Comercants	5	5
Complexe d'infériorité	1	1
Compétence	1	1
Conflit israélo-palestinien	1	6
Consommation	1	1
Controle	1	1
Convivial	1	1
Crédibilité	1	1
Discrimination	3	7
Discussion en famille ou amis	3	6
Dispersion	4	4

Nom	Fichiers	Références
Diversité	1	1
Débats entre amis	2	6
Décrédibilise, gache	1	4
Dégradations	1	1
délinquance	1	1
Echange	1	1
Echauffourés	2	2
Education	2	6
Education supérieure	3	7
Emeutes	3	3
Envoyés politiques	1	1
Etat	2	2
Evènements	1	1
Experts	1	4
Faits	1	1
Femmes	1	1
Filmer	7	13
Force de l'ordre	11	15
Foule, groupe	5	5
France - Français	3	9
Frontière	3	14
Gilets jaunes	3	4
Guerre	1	1
habitué	1	1
Haine	1	1
Hirak	1	2
Idéologie	1	2
Illégalité	2	4
Inaction	1	1
Incendie, saccage	10	12
Individus	3	3
Inexcusable	1	1
International	1	2
Interpeller	1	1
Inégalité	2	2
Inégalités	1	1
Islam, islamiste	1	1
Jeunes	4	9
Justice	5	8
Lutte	1	3
Lycéens	2	3
Légitime	2	2

Nom	Fichiers	Références
manifestants	8	22
Manifestations	9	33
Masqués, anonymat	1	3
Message	3	9
Minorité	1	1
Mixité sociale	1	1
Mode d'information	2	11
Moyens	2	2
Médias	3	20
Mélange culture	2	4
Opportuniste	1	1
Ordre social	1	2
Ouigours	2	3
Pacifisme	3	6
Paris	2	7
Parti politique	3	8
Participation manif	1	1
Peuple	1	2
Points de vue	3	14
Police	5	38
Politique	1	1
Polémique	1	4
Pouvoir	1	2
Progression	2	8
Précarité	2	2
Préjugés	3	7
Puissance	1	1
Racisme	5	12
radicalité	3	4
Repousser	1	1
Responsabilité	1	1
Rythme	1	3
Réponse	1	1
République	2	2
République laïque	1	1
Réseaux sociaux	8	29
Sanctionner, ferme	1	1
Sauvages	1	3
Se faire entendre	2	7
Solidarité	1	2
Sécurité Globale	1	1
Tensions	7	7

Nom	Fichiers	Références
Ultime recours	1	1
Valeurs	2	2
Violence contre la police	10	15
Violence, bavure policière	8	27
Violences	11	50
Légitime défense	4	12
Répondre	2	5
Violence d'imposer ses idées	1	3
Violence légitime	7	18
Violence mentale, psychologique	3	7
Violence physique	3	4
Violence sociale	1	4
Violences urbaines	4	5
Voyous	3	3
à la marge, à part	2	2